

idées

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Jacques Delors

(Suite de la première page.)

— Et cependant, à côté de ce système bloqué, de ce système formel, il existe une vie sociale réelle, quasi clandestine et très active, mouvementée même ?

— Certes, la pièce est on ne peut plus classique : un Etat omnipotent, des citoyens réagissant à son égard avec un mélange d'envie et de ressentiment, la revendication perpétuellement à la bouche, les notables y trouvant la justification de leur propre impuissance. Autrement dit, un climat de passions verbales ou de guerre civile froide. Mais le théâtre est une chose, la vie en est une autre, et il faut bien vivre.

Par conséquent, derrière les apparences de ce système formel, chacun s'efforce d'utiliser au mieux les méandres et les possibilités du système bureaucratique. D'où des ajustements quasi clandestins dont le seul mérite est d'éviter l'accumulation des petits problèmes non résolus, à côté des grandes questions qui, elles, ne sont pas abordées.

» Quand il s'agit de la démocratisation de la vie économique, de la réforme de l'entreprise, des mutations nécessaires de la politique de l'éducation, de la lutte contre les inégalités, les discours prolifèrent avec une bonne dose d'emphase et de volontarisme. Mais c'est l'immobilisme qui prévaut en définitive.

société en les annonçant prématurément ? Par exemple, il est clair qu'on a tant parlé de la réforme de l'entreprise qu'une bonne partie des Français pensent qu'elle a été faite.

— Les débuts de la présidence gaullienne fournissent, à cet égard, un utile contre-exemple. Les propos étaient audacieux, par exemple, quant à la volonté de réformer l'entreprise ou de lutter contre les inégalités. Mais la magie du verbe a fait long feu et celui qui en était l'auteur y a perdu de sa crédibilité et de ses possibilités d'action. Que s'est-il passé en effet ? L'audace des propos sur la réduction des inégalités a inquiété les nantis et même les mouvements nantis qui se voyaient déjà « fondus » de toutes parts. Ils se sont donc rebellés, d'autant plus facilement qu'ils avaient, auprès de cette majorité, les moyens de se faire entendre.

» De même pour la réforme de l'entreprise. Alors que les patrons devaient faire face à une crise profonde, ils étaient comme menacés de modifications brutales et mal préparées. Eux aussi ont vite rétabli le cours normal des choses.

» Quant aux déséquilibres qui attendaient en vain le commencement d'une action sur les inégalités, quant aux travailleurs qui auraient dû accéder à de nouveaux droits dans le cadre d'une démocratisation de l'entreprise, rien ne pouvait, à vrai dire, dans ce schéma, entamer leur scepticisme nourri par l'expérience et parfois les déceptions.

» Le résultat, une fois de plus, ne pouvait être que l'immobilisme. Mais la leçon ne doit être oubliée par personne. Le changement social est une matière délicate, car il touche aux croyances les plus profondes de chacun. Il n'y a pas de solution en dehors de faire des intéressés eux-mêmes les concepteurs et les agents des transformations souhaitées. Le recours à la loi peut y aider. Mais il n'est pas suffisant. Il reste à mettre en branle le mouvement social lui-même.

— La majorité de l'opinion française, quelle vote d'ailleurs à droite ou à gauche, n'est-elle pas profondément rebelle aux changements et aux réformes ?

— On adore en parler mais on ne veut de réformes que pour les autres.

— C'est une opinion en effet très répandue. On a pu dire que,

en mai 1968, les Français avaient vécu comme une parenthèse, l'illusion d'une révolution, pour en définitive ne rien modifier. Mais n'en est-il pas de même dans les autres pays ? En Italie et en Grande-Bretagne, par exemple, n'a-t-il pas fallu « que la voiture ait trois roues dans le fossé », autrement dit que la nation soit au fond du gouffre pour provoquer les prises de conscience nécessaires ? Auparavant, comme en France, chacun campait sur ses positions, s'enveloppant dans des discours bien confortables et revêtus de toutes les sécurités de l'idéologie ou de la banalité.

» Par conséquent, sous cet angle, il n'y a pas de mal français. Mais en revanche il y a un malaise croissant que l'Etat omnipotent n'arrive plus à étouffer, quelles que soient ses extraordinaires capacités à jouer les boucs émissaires, le moule, sur lesquels tous les tira convergent. D'où l'expansion croissante de ce que l'on peut appeler la demande d'Etat, sollicitations multiples pour qu'il intervienne, qu'il distribue, qu'il sécrète.

» Il me semble donc que les résistances naturelles au changement coïncident de plus en plus avec des impatiences face à des mutations qui se produisent sous la pression économique, et qui ne sont pas maîtrisées, à la suite de promesses faites et qui ne sont pas tenues, et enfin, et surtout, quand c'est le gouvernement lui-même qui refuse le changement.

» Sans doute la psychologie de crise a-t-elle pu jouer, un temps, le rôle d'anesthésiant, la crainte du chômage freinant les explosions de mécontentement. Sans oublier la perspective d'une victoire de la gauche, en mars 1978, qui a focalisé les espoirs et neutralisé provisoirement une bonne partie des actions revendicatives.

» Mais rien n'est réglé pour autant. Un diagnostic même sommaire permet de déceler les causes de malaises qui, un jour ou l'autre, engendreront les explosions. Alors que les politiques du « Welfare » avaient pour ambition de réduire les aléas de la vie pour chacun, l'insécurité est venue aujourd'hui comme une menace, tant dans la vie professionnelle que dans la vie quotidienne. En raison de l'effet de transparence introduit par les mass media, les inégalités sont aujourd'hui mieux connues et donc plus mal supportées. La demande de sécurité est à son comble, l'occasion de tel ou tel phénomène qui touche un groupe de citoyens.

mais elle est généralement refusée, par peur de la contagion ou faute d'imaginer de nouvelles pratiques démocratiques.

» Si bien que la méfiance envers les institutions chargées de réguler et d'animer la société est de plus en plus grande et prend un parfum de nihilisme. Et chacun de se réfugier dans sa niche, à l'Etat de faire le reste, cet Etat lointain et quasiment providentiel !

— Alors comment sortir de l'impasse ? D'un côté, un Etat qui bloque et freine, et, de

l'autre côté, un pays qui résiste au changement par pente naturelle.

— La question est bien celle-ci : la société civile est-elle capable d'imaginer un autre avenir, de créer les innovations nécessaires pour devenir un acteur du changement ? A considérer les mouvements qui la secouent, l'absence de réponse à l'Etat, la tendance à répondre par l'Etat, à une condition cependant, que soit détruite cette dose de plomb dont l'Etat couronne la société.

La résistance et l'impatience

— Réformer l'Etat ne suffit pas. Il faudra changer l'esprit des Français. Par exemple, on leur parle depuis vingt ans de la participation mais on n'a pas fait grand-chose pour la développer. Comment peut-on la concevoir aujourd'hui et demain ?

— La variable stratégique essentielle est cette aspiration à l'autonomie qui constitue le fait majeur de l'évolution. On la découvre aussi bien dans le monde de la production et du travail, où le taylorisme et les rapports hiérarchiques traditionnels sont de plus en plus mal supportés, que dans la vie quotidienne, où beaucoup cherchent à utiliser les nouvelles marges de liberté qu'offre, à côté d'interdépendances pesantes, la société urbanisée.

» En dépit des multiples difficultés, l'aspiration à l'autonomie trouve son application dans de multiples expérimentations sociales, dans les manifestations politiques qui s'effectuent en dehors des cadres traditionnels, dans divers aspects de la crise du travail (mobilité d'insatisfaction, contestation de certains modes d'exercice de l'autorité).

» Des esprits chagrins répon-

dront qu'en l'occurrence l'Etat obtient le bon grain. Ils ont tort ou bien ils ne veulent rien changer, ce qui est probable.

» C'est en s'appuyant sur ce mouvement social qu'il devrait être possible de susciter des comportements vers une authentique participation, qui ne va pas sans acceptation de plus grandes responsabilités pour soi-même, comme il faut un drapeau à une espérance, une dynamique à une évolution, l'autogestion fournit une référence souhaitée. Il ne s'agit donc pas de pervertir le concept, encore moins de le réinterpréter, mais de fournir un élément de rassemblement pour lutter efficacement contre le conservatisme et contre l'étatisme, au fort de la culture politique de gauche comme de droite.

Propos recueillis par

PIERRE VIANSSON-PONTE

Prochain article :

« IL FAUT DÉPASSER LA DÉMOCRATIE DE DÉLÉGATION »

Le patronat vu par Jean Jaurès

M. Jean Lambrecht, de Bruxelles, nous envoie un article de Jean Jaurès, paru dans la Dépêche de Toulouse, le 28 mai 1892. On y lit :

« Il n'y a de classe dirigeante que courageuse. A toute époque les classes dirigeantes se sont constituées par le courage, par l'acceptation consciente du risque. Dirigez celui qui risque que les dirigés ne veulent pas risquer. Et respecté celui qui volontairement accomplit pour les autres les actes difficiles ou dangereux. Est un chef celui qui procure aux autres la sécurité en prenant pour soi les dangers.

Le courage pour l'entrepreneur est l'esprit de l'entreprise et le refus de recourir à l'Etat, pour le technicien, c'est le refus de travailler avec la qualité, pour le directeur du personnel ou le directeur d'usine, c'est la défense de la

maison, c'est dans la maison la défense de l'autorité et, avec celle de la discipline et de la loi.

Lorsque les ouvriers accablent les patrons d'être des fainéants, ils veulent gagner davantage pour s'amuser, ils ne prennent pas bien l'âme paternelle. Sans doute il y a des patrons qui s'amuse, mais ce qu'ils veulent avant tout quand ils sont patrons, c'est gagner. Ils ne se donnent pas une fois de plus, en tout cas ce n'est pas surtout à cela qu'ils songent, ils sont heureux quand ils ont un bel inventaire de ce que leur pécune ardente n'est perdue, qu'il y a un résultat positif palpable, que de tous les côtés il est sorti quelque chose et que leur puissance d'action est accrue.

REVUE DES REVUES, par Yves Florenne

Fiction et politique

APRÈS la littérature populaire, Europe (1) prend pour objet d'un de ses panoramas socio-littéraires la science-fiction (S.F.). Objet qui passe pour ressortir essentiellement à la prose (il y aurait à dire). Pourtant, c'est par la poésie que, d'emblée, vous la laissez au cœur : avec les « Callifictions » de Charles Dobzynski, qui a trouvé peut-être dans ses racines quelques prédispositions à rejoindre Apollinaire, sinon par sa belle « Agression du futur », du moins dans la pratique des calligrammes. Vingt spécialistes, à des titres divers, interrogent la S.F., qui répond par leur bouche, appelant d'autres questions, d'autres réponses. La rigueur d'un développement très structuré ne s'enveloppe pas moins de promesses savoureuses, car les parties, aussi distinctes que clairement ordonnées, doivent moins à Descartes qu'à Brillat-Savarin. Juges-en à leurs entrées : « Hors-d'œuvre », « Entrées chaudes », « Rôtis, volailles et relevés », « Entremets et pâtisseries ». Le titre général y prend tout son sens : « La science-fiction par le menu. » Au vrai le détail ne cache jamais l'ensemble.

Ce que Jacques Golmard, qui a organisé le travail, appelle modestement, pour sa propre part, « Apéritifs », est déjà un plat substantiel ; ou, pour changer de métaphore : la perspective cavalière du vaste paysage qui va être exploré, quadrillé dans son étendue, photographié sous tous les angles.

La plupart des auteurs de ces études éprouvent le manque et le besoin d'une définition, toujours poursuivie, jamais atteinte. Jacques Golmard, lui, en prend assez allègrement son parti, au moins provisoirement. Après tout, n'en va-t-il pas de la S.F. comme de tout, et des études en particulier : il est plus urgent et plus douloureux de les identifier que de les définir. Or, sous tous ses visages, la S.F. est toujours identifiable.

Enfin, un instrument combien précieux — une chronologie — bibliographie — apprendra au lecteur, entre autres choses, qu'elle est aussi vieille que notre monde, puisqu'elle date d'avant Jésus-Christ, et se lève à l'Orient avec l'ambule : il est significatif qu'elle naisse dans l'île fortunée du « romancier » grec, le thème de l'île étant le lieu privilégié des Utopias. Il

reste qu'elle s'est mise à croître et multiplier au cours des deux derniers siècles, avant d'exploser, de proliférer (les merveilleux penseront à la démographie, au cancer, à la pollution) dans les dix dernières années. Bref, elle vient, selon J. Golmard, « d'accéder au statut de genre dominant ».

Mais dominant quel ? Et d'où ? Car il nous dit aussi que la plupart de ses « auteurs » les plus célèbres ont toujours été et restent de simples écrivains. Ce sont les P. de la S.F. : Vernes, les Roary, les Wells d'antan ? Alors quantitativement ? Par la masse du produit, donc la masse de consommateurs ? Pourtant, ce n'est pas la S.F. qui domine à la vitrine du libraire. C'est une autre fiction, plus ou moins scientifique : l'histoire, et la parascience.

Or, le fait est révélateur, en soi et même relativement à la S.F. Ses amateurs, d'après J. Golmard, se recrutent surtout parmi ceux « qui ne trouvent pas notre univers confortable ». Recrutement paradoxal, car la S.F., plutôt dédaigneuse des lendemains qui chantent, est spécialisée dans le cauchemar du futur ; au mieux, dans la fin du monde, qui peut évidemment passer pour le ramené radical à l'inconfort. Toutefois, aux mains de vrais écrivains, de moralistes, la S.F. a pour fonction de nous stimuler à refuser ce dont on nous menace. C'est à cette prévention par un réveil éternel que se rattache la nouvelle de Dominique Kergall, terrible dans son ton uni, sa progression angoissante, publiée par France-Forum (2). Fiction purement romanesque, bien que l'anticipation soit à court terme, elle évoque un Etat français « national et socialiste » et sa législation « humanitaire sur l'interdiction de vieillir » : nullement utopie de jeunesse, mais « expression concrète du droit à la mort ».

Quant à la S.F. qui n'est qu'un sadiisme, souvent médiocre, de l'avenir, qu'y cherchez-vous ? Le refuge dans l'histoire se comprend mieux. L'histoire-histoire à la mode est souvent excitante, voire exaltante, en tout cas rassurante : puisqu'elle est, en nous, elle laisse derrière elle — face à ce futur qui nous anéantit d'avance. Mais quel à la fiction, comme une bonne part de la futurologie, a ceci de commun avec la politique qu'elle n'est guère capable que d'extrapoler le présent, ses lois en fait lue et ses dogmes modifiés : guère capable d'imaginer autre chose.

Quant à la politique-fiction, elle est classée, dans l'étude d'Europe, parmi les « genres inter-

médiaires ». Mais n'est-il pas vrai aussi que la S.F., dans la mesure où elle est de plus en plus projection d'un destin collectif étendu à la planète, voire au cosmos, est essentiellement politique ?

La politique-fiction, au sens précis, fleurit beaucoup cette saison, précocement — c'est sa nature — que prévision des idées de mars. Et ces fleurs-là sont bien aussi de la nature de la S.F. : d'essence catastrophique, « pulsque » le schéma est la victoire électorale de la gauche.

Comme l'histoire proprement dite, cette histoire anticipée qu'elle appelle prévision tient de la fiction. Une fiction, d'ailleurs, qu'on peut prétendre mettre en action, en tout cas nourrir ou inciter. Tel est bien le dessein d'Esprit, dont le grand cahier exceptionnel d'histoire simplifiée : « Soixante-dix-huit » (3). Comme « 80 » ou « 48 ». Car s'il s'agit bien d'une prévision, elle est en même temps adhésion critique et vigilante, proposition, projet, participation active : « C'est à ce débat futur, proche ou lointain, écrit Paul Thibaud, qui portera sur l'invention de nouvelles libertés, que nous voulons contribuer ».

Il arrive aussi que la fiction n'imaginer pas le futur mais le passé. On pouvait croire que c'était le propos de Dominique Colas dans Les Temps modernes, et son titre au présent rétrospectif semble commémorer à sa façon octobre 1917 : « Les Bolcheviks peuvent-ils ne pas prendre le pouvoir ? » On s'aperçoit vite que nous sommes encore dans l'avenir : « M. Marchais n'est pas Lénine. Le P.C.F. n'est pas le parti bolchevique. Il ne mérite aucune insurrection. Il ne prétend pas conquérir l'appareil d'Etat... » Oui, mais : « Surtout (qu'il) ne veuille pas prendre le pouvoir pour qu'il n'en ait pas de plus en plus, jusqu'à, peut-être l'avoir tout entier ? » Il s'agit d'une fatalité organique : due, précisément, à l'organisation du parti, et à ce que, recourant à Spinoza, Dominique Colas appelle son conatus. Ce qui préfigure n'aura aucune peine à traduire : impulsion (on ne peut plus naturelle) à faire croire son être, en développant sa puissance. Ce qui amène incidemment D. Colas à identifier en quelque sorte, de façon inattendue, deux sigles qui ont encore en commun le F national : P.C.F. et E.D.F. Simple indice, entre d'autres, qui permettent à l'auteur de « prédire » lui aussi, « ce qui se passera après une victoire éventuelle de la gauche ».

COMPRENDRE L'ECONOMIE c'est d'abord MAÎTRISER UN LANGAGE

jean-françois PHELIZON

LE Dictionnaire des termes économiques

3^e édition revue et mise à jour
Format de poche
Prix public : 23 F.

1500 termes que vous pouvez rencontrer demain dans vos lectures, dans une conversation, dans le journal...

- Les termes de la théorie économique classique (Prix d'Equilibre, Accélérateur, Elasticité...)
- Les noms et faits de l'histoire économique (Marshall, New-Deal, Marx, Matignon...)
- Les termes de l'économie d'entreprise (Autogestion, Bilan, Cash-Flow...)
- Les termes de l'actualité économique et les sigles des organismes (Serpent monétaire, C.E.E., O.C.D.E./Euro-Dollars...)

TV TECHNIQUE & VULGARISATION
21, RUE CLAUDE-BERNARD, 75005 PARIS

A TRAVERS LE MONDE

Republique démocratique allemande

Bernard H. Labarrie & Co

Un jeune... Der... The O...

Bernard H. Labarrie & Co

la cuisine... Corri...

مكتبة الأمل

LE DIALOGUE ENTRE M. BEGIN ET LE PRÉSIDENT SADATE

JÉRUSALEM : le processus de paix sera lent

De notre correspondant.

Jérusalem. Le gouvernement israélien a consacré, dimanche 13 novembre, une partie de sa réunion hebdomadaire au « dialogue » qui s'est engagé entre le président Sadat et M. Menahem Begin. M. Begin fera solennellement savoir, mardi 14, à la tribune de la Knesset, mais il ne sera pas en mesure d'annoncer que l'Égypte est vivement souhaitée. C'est au cours d'un hommage qui sera rendu à la mémoire du premier chef du gouvernement israélien, David Ben Gourion, que M. Begin formulera cette invitation. M. Begin rappelle que, de tout temps, il a été, à son même, une personnalité qui se sont succédé à la tête du gouvernement israélien ont exprimé le souhait de se rendre dans une capitale arabe et de recevoir un chef d'État ou de gouvernement arabe en Israël.

À l'issue du conseil des ministres, M. Begin a déclaré que les propos de Sadat « ont été une véritable « développement positif », mais qu'il convenait toutefois de ne pas se laisser porter d'illusions sur les chances d'un règlement rapide. Le premier ministre a rappelé les conditions de ce règlement telles que les ont conçues M. Sadat pour que l'Égypte puisse accepter cette condition. Il a insisté sur les conceptions israéliennes. « N'importe », a ajouté M. Begin, que le climat qui règne actuellement entre nous et les Égyptiens est marqué par la modération et un respect mutuel, et cela est en soi très important ».

La réaction du président Sadat à la proposition de Begin, à Genève, les Palestiniens par un professeur américain d'origine palestinienne n'a pas été rejetée *a priori* mais, s'agissant de discuter des conditions pratiques de coexistence, on se demande, à Jérusalem, si un universitaire vivant aux États-Unis, citoyen de ce pays, serait un représentant qualifié des populations de Cisjordanie et de Gaza.

Le dialogue israélo-égyptien fait toujours l'objet de commentaires abondants dans la presse et dans les milieux politiques. D'une

manière générale, tous se félicitent que « le choc de l'États arabes est important » — ait mis un terme à l'espèce d'athéisme que le monde arabe a jeté sur Israël. Certains, cependant, craignent qu'il ne s'agisse de la part du président égyptien d'un simple « coup de publicité » à des intentions moins pacifiques. N'a-t-il pas récemment déclaré, nous a dit un parlementaire, qu'il était prêt à scrier un million d'Égyptiens pour leur deux millions d'Israéliens ?

Dans les territoires occupés, la population est profondément divisée dans son jugement sur les intentions de M. Sadat. Certains maîtres, comme celui de Beihém, M. Elias Fredj, se déclarent satisfaits, tandis que sur les ruines de Naplouse le chef de la résistance est hostile. Il attribue à la cause arabe, dans les opérations de Ramallah ont fait grève dimanche pour protester contre l'attitude de l'Égypte et le silence du monde arabe devant le bombardement des camps palestiniens dans les territoires occupés.

Sans qu'il soit possible d'établir un lien de cause à effet, on note également une recrudescence des attentats terroristes. Dans la matinée de dimanche, deux bombes ont explosé à Jérusalem, l'une dans le quartier chrétien de la vieille ville, l'autre dans le quartier juif. Les morts et les blessés sont tous des Arabes, que l'on soupçonne d'avoir fait exploser accidentellement leurs engins.

D'autre part, diverses organisations d'Arabes israéliens ont décidé d'organiser des manifestations de protestation contre les attentats. Un habitant du village de Maqel-Joud, par le service d'ordre au cours des incidents du 10 novembre. Les manifestations, qui auront lieu à des dates diverses, prendront fin le 17 décembre par une nouvelle « Journée de la terre », analogue à la Journée de la terre arabe. Elles visent des hauteurs anglaises entre des villages arabes de Galilée et les forces de police.

ANDRÉ SCEMAMA.

M. Yasser Arafat paraît approuver l'initiative du président Sadate

De notre correspondant

Bayrouth... L'initiative de M. Sadate commence à être prise un peu plus au sérieux à Bayrouth, aussi bien dans les milieux officiels que dans les milieux privés, parmi les observateurs libanais, le sarcasme et l'incrédulité cèdent la place à l'interrogation. On se demande si le président égyptien parviendra à réactiver la conférence de Genève.

M. Sadate a révisé avoir proposé au président Carter, avec l'accord du chef de l'O.L.P., de faire venir, non d'un « libanais américain d'origine palestinienne », professeur dans une université des « Etats-Unis » qui représenterait le mouvement libanais, mais d'un libanais de Palestiniens ayant des attaches permanentes ou occasionnelles avec l'enseignement supérieur libanais, et qui soit très bien vu dans la presse libanaise.

M.M. Walid Khalidi (Cambridge), Basel Akl (délégué de l'O.L.P. aux Nations unies), Nabil Shams (aux Nations unies), boursier de l'O.L.P. (Columbia), Edward Saad (Columbia), Ibrahim Abot Logh (Chicago), E. Hicham Sharrabi (Columbia), et un libanais de l'O.L.P. M.M. Khalidi, Akl et Shabt ont aussitôt démenti avoir été pressenti, en faisant remarquer qu'ils ne sont d'aucun citoyen que le Liban ne se soit fier à. En tout état de cause, les trois personnalités sont parvenues au Conseil national palestinien, ce fait de leur présence rassemblablement résonne dans Israël.

On note par ailleurs à Bayrouth qu'il n'y a pas eu de manifestation officielle de l'initiative de M. Sadate. Quelques critiques de presse, somme toute assez mesurées, ne sont rien par rapport à ce qui se passe ailleurs. On se serait produit en d'autres temps. Le président Sadate n'est pas mis au ban de la nation arabe. Au contraire, puisque son rôle est d'être le médiateur entre le président Assad, le regretté officiellement mercredi à Damas pour ces conversations portant précisément sur les conditions de la paix, on ne peut que lui rendre hommage. Au sein même de la résistance

paléstinienne, le silence du Fatah est interprété comme une acquisition tactique. On relève que M. Arafat, bien que placé devant le fait accompli par le président Sadate, n'a pas émis la moindre critique contre lui au cours d'une réunion d'information tenue samedi 11 novembre à l'intérieur des cadres du Fatah.

Ces développements à l'égard régionale ont naturellement des répercussions sur la scène politique libanaise. Le gouvernement de Beyrouth a reçu de nouvelles mises en garde d'Israël. Il s'avance de même à travers la résistance palestinienne de nouvelles propositions concernant le Sud, qui reflètent les exigences israéliennes. Selon le «*Le Figaro*», M. Aoun Ayad, ces propositions ne sont pas conformes aux accords conclus entre Beyrouth et la résistance palestinienne. Toujours selon M. Aoun Ayad, Israël exigerait le retrait de l'armée de toute la région frontalière y compris de l'axe du Liban. Israël exigerait des accords libanais. Les propositions de Beyrouth, a déclaré en outre M. Aoun Ayad, résultent de pressions exercées par les États-Unis pour faire faire à la situation.

Dans le camp opposé, M. Chéhab Chamoun, chef du Fatah libanais, a déclaré que «*le danger au Sud provient des Palestiniens*», ajoutant sans ambiguïtés que «*Israël n'a aucune visée au Sud-Liban, ni sur son territoire ni sur ses eaux*».

LUCIEN GEORGE.

LUCIEN GEORGE

Moscou craint une paix séparée israélo-égyptienne

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique d'approuve discrètement, mais sans ambiguïté, la proposition du président Sadate de se rendre éventuellement à Jérusalem pour discuter avec M. Begin. Elle ne critique pas directement le président égyptien, mais s'en prend à la réponse du premier ministre israélien, qu'elle qualifie de « critique » destinée à détourner l'attention de l'« agression israélienne au Sud-Liban ».

Dans la critique de la « réponse » de M. Begin, transparentement, mais non ouvertement, la condamnation de l'offre de M. Sadate, selon l'agence Tass, « s'il est significatif que Begin ait lancé son message » alors que récemment il s'agit d'un « dialogue entre le peuple pacifique du Liban, il est tout aussi significatif que le président Sadate ait choisi ce moment pour annoncer sa proposition ».

L'agence officielle soviétique relève d'ailleurs qu'un porte-parole du Caire avait déclaré que l'« Egypte était favorable à l'appel de Begin », tout en ajoutant que si le message adressé seulement au peuple égyptien a pour but de créer des dissensions au sein du camp arabe, « Begin s'était engagé sur une voie erronée ».

Si elle n'attaque pas encore de front le président Sadate, l'agence Tass reprend la condamnation tant à partir communiste sévère de la « position spéciale » des dirigeants égyptiens, « Les plans proposés par le président Sadate

(Desire de GENÈVE)

et le premier ministre israélien l'apporteront pas une seule fusile et du matériel. Pour ça, écrit l'agence, citant un membre du bureau politique du P.C. israélien, « il ne tiennent pas compte des intérêts des autres pays de cette région, ni des aspirations des Palestiniens et de l'O.L.P. qui est la unique représentant légitime ».

Moscou insiste sur la nécessité de maintenir un front arabe uni malgré « les efforts de la réaction arabe, de l'imperialisme mondial et du sionisme » pour établir et pour imposer une solution de capitulation.

Condamnation de la « politique des petits pas »

La position adoptée par l'U.R.S.S. n'est pas pour surprendre. Elle est en parfaite harmonie avec les relations soviéto-égyptiennes. Il est clair que la tentative de M. Sadate va à l'encontre de tous les efforts de Moscou. Si les Soviétiques depuis des mois, voire des années, pour ne pas être tenus à l'écart d'un règlement du conflit ont encouragé le régime de Nasser, la déclaration commune soviéto-américaine du mois d'octobre représentait non seulement une reconnaissance de la situation, mais aussi une condamnation implicite de la « politique des petits pas », comme d'éventuelles négociations bilatérales entre Israël et les pays arabes.

Moscou continue à demander la convocation de la conférence de Genève et évite de s'en prendre trop brutalement au gouvernement égyptien. Pour cela, l'attitude du président égyptien revient justement à proposer des pourparlers bilatéraux et les Soviétiques peuvent craindre qu'elle ne conduise à une solution dont ils feraient les frais avec les Palestiniens de l'O.L.P., l'un de leurs derniers alliés au Proche-Orient.

DANIEL VERNET.

DANIEL VERNET.

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

● **M. WALTER PALMERS**, important industriel autrichien, âgé de soixante-quatorze ans, et qui avait été enlevé, mercredi 9 novembre, par des inconnus, a été libéré dimanche, peu avant minuit, par ses ravisseurs. Ceux-ci auraient reçu « une partie importante » de la rançon qu'ils exigeaient, et qui s'élevait à quelque 15 millions de francs. — (A.P.)

Brésil

● **VINGT-SIX DETENUS POLITIQUES** brésiliens ont, mils samedi 12 novembre, en tant qu'à la grève de la faim, vingt jours pour protester contre leurs conditions de détention et réclamer leur transfert dans d'autres prisons. Entre temps, trois d'entre eux ont été libérés le 4 novembre. Vingt-six autres prisonniers politiques qui avaient, dans deux autres prisons de la capitale, soutenu ce mouvement, en commençant une grève de la faim il y a deux semaines ont décidé également de s'ajouter de nouveau. — (A.F.P.)

El Salvador

● UN INDUSTRIEL. M. Paul Molina Cansas, âgé de soixante-deux ans, a été mortellement blessé samedi dernier, à la suite d'un attentat, tentatif, d'enlèvement près de son domicile. M. Molina dirigeait la plus importante bourgeoisie industrielle d'Amérique centrale. Jusqu'à présent, aucune organisation n'a revendiqué l'attentat. Les partisans de la libération avaient enlevé et tué le ministre des affaires étrangères, M. Mauricio Borgezono.

● LES MILLE CINQ CENTES MEMBRES DU BLOC REVOLUTIONNAIRE POPULAIRE (B.R.P.) ont évacué les locaux du ministère du Travail et du Travail et libéré les cages après cinq heures de négociations avec les autorités sans profit. Les dirigeants du B.R.P. ont déclaré que, dans la même façon pour les revendications qu'ils formulaient, a-t-on annoncé le samedi 12 novembre.

Les dirigeants du B.R.P. dont on connaît l'identité, ont seulement demandé, pour se retirer du ministère, que les partisans du B.R.P. (parmi lesquels se trouvent des étudiants, des paysans et des ouvriers) ne soient pas poursuivis.

Nauru

● **M. HERNARD DOWIYOGO** a été réélu président de l'île de Nauru, dans le Pacifique, samedi 13 novembre ; il conserve une majorité de 200 voix à l'Assemblée. Mille sept cent cinquante des quatre mille habitants de l'île, qui dispose d'énormes gisements de phosphates, ont pris part au vote.

**République
démocratique
allemande**

● **UNE CINQUANTAINE D'ARRÊSTATIONS** auraient eu lieu le mois dernier à Karl-Marx-Stadt à la suite de grèves et de mouvements de protestation contre la hausse du prix du café, rapporte le quotidien berlinois *Tagespiegel*. Selon ce journal, des troubles se sont produits au début du mois d'octobre dans une usine, et, il y a deux semaines, tous les animateurs du mouvement de protestation ont été arrêtés.

En Libye

La troisième session du Congrès du peuple illustre les limites de la « démocratie directe »

De notre envoyé spécial

Tripoli. — Le président Kadhafi, en grand uniforme, flagrant du commandant Jalloud, qui avait revêtu également la tenue militaire, a inauguré le samedi 10 novembre, devant un millier de soldats, le Congrès général du peuple. La précédente session, qui s'était tenue en mars 1971, avait été interrompue par la révolution de l'Etat libyen de donner « tout le pouvoir au peuple ». Cette décision eut pour conséquence l'abolition de la discipline du gouvernement du peuple libyen. Les ministères ont été transformés en « secrétariats », que « coordonnent les comités de direction ». Kadhafi et le commandant Jalloud se sont réservés les rôles de chefs et d'animateurs de la révolution du 1^{er} septembre.

En fait le spectacle offert par le Congrès montre les limites et les contradictions de la révolution. Il apparaît du pouvoir au peuple.

On ouvre un débat général. Le président Kadafi a d'abord brièvement intervenu pour empêcher les délégués de s'égayer dans des digressions.

Un grand nombre de délégués insistent sur la nécessité de ne pas laisser dans l'application des décisions précédentes.

A chaque fois, qu'il s'agit d'un point important des notes officielles ou de la constitution d'un rôle, de logements, d'usines d'hydrocarbures, les responsables des délégations s'engagent à répondre à la pétition et à la lettre du président Kadafi, d'ailleurs, répondra à plusieurs reprises.

Après le déjeuner, il y a eu brièvement les délégués et de vive discussions s'engageant entre ceux-ci et tel ou tel responsable du régime, au besoin, par le président.

L'activité des « comités populaires », qui avaient déjà pu préparer un mot pour préparer la session, a été interrompue.

Un « sommet » arabe serait convoqué en février 1978

De notre correspondant

Tunis. — Le *haut-commissaire* « sommet » arabe, qui aura à déployer une stratégie commune pour un règlement de la crise du Proche-Orient, devrait être convoqué pour la mi-février, soit en Libye, — soit pays à la frontière libyenne, — soit à Bizerte, soit au siège de la Ligue arabe, au Caire. Il aura fait aux ministres arabes des affaires étrangères « réunits » depuis le samedi 12 novembre à Tunis, quatre « séances » à l'issue desquelles il aura cette décision que, pour l'instant, il ne s'agit que d'attendre l'annonce officielle de ce lundi à la fin des travaux.

Deux thèses étaient en présence : celle de l'Egypte très ouverte sur l'opportunité de la « sommet » et insistant sur la nécessité de la préparer minutieusement, et celle de la Syrie, qui se refusait à l'admettre, et se prononçait pour l'Occident. On ne s'en tenait dans un délai d'un mois. Finalement, il a été décidé

Général ne signifiait pas pour autant que l'Égypte ignorait les « lacunes » de ce texte.

Après, par la voix du chef adjoint de son département politique, M. Said Kamel, l'O.L.P. a fait savoir qu'elle considérait la « déclaration arabo-sioniste » comme la « base minimale » de sa participation à la conférence de Genève, et que cette dernière était le « seul document officiel du Conseil de sécurité. En ce qui concerne la « proposition, M. Said Kamel a précisé que l'O.L.P. avait accepté toutes tentatives visant à mettre en question la représentation de l'O.L.P. Il est nécessaire qu'elle soit reconnue officiellement, au nom des deux grandes puissances, les représentants du peuple palestinien et du peuple israélien, et d'une délégation arabe unique ».

Reprise
des relations diplomatiques

Reprise des relations diplomatiques Libye et le Soudan

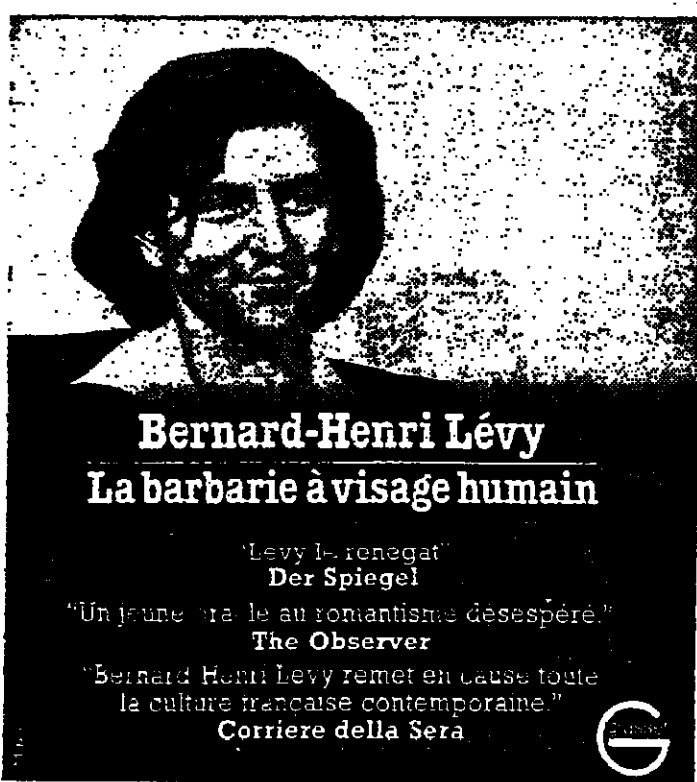
A. Après de la représentation palestinienne à Genève, un autre membre de la délégation de l'O.L.P., M. Abou Maïsen, a indiqué que le conseil d'administration de la délégation dépendait uniquement du conseil exécutif de l'Organisation.

Avant de se séparer, les ministres arabes devaient encore discuter de la proposition d'élargissement des rapports internationaux. Il apparaissait, lundi matin, que les discussions sur ce point portaient essentiellement sur la proposition tendant de créer un comité de cinq États, une sorte de Conseil de sécurité arabe, pouvant intervenir dans les affaires arabes. Une différence entre les pays arabes. De l'autre côté, la délégation, il était, en revanche, peu probable que l'affaire saharienne soit évoquée en séance plénière. Les ministres algériens, tunisiens, libyens, égyptiens, irakiens, saoudiens, auraient, cependant, fait l'objet de diverses concentrations.

M. El Saoud El Fayal, ministre des Affaires étrangères, a déclaré que des autres étrangères, il aurait dû se rendre à Bagdad, à Bagdad, à Alger aussitôt après la fin de la conférence de Tunis.

Les conversations qui ont eu lieu au marge des séances plénières ont permis de constater que les rapports entre les Arabes et les pays arabes n'ont débouché sur aucune décision. La reprise des relations diplomatiques entre la Libye et l'Égypte, qui a été annoncée dimanche soir.

MICHEL DEURÉ



Bernard-Henri Lévy

Levy L. renegat Der Spiegel

"Un jeune tra le au romantisme désespéré."
The Observer

"Bernard Henri Lévy remet en cause toute la culture française contemporaine."

Corriere della Sera



Guide de
l'homme
d'affaires
au Japon

Le JAL Executive Service:
indispensable
aux hommes d'affaires.

Fournir des informations sur le commerce japonais. Réaliser des études de marché. Vous réserver un compartiment spécial à bord. Vous accueillir à Tokyo. Vous prêter un bureau, une secrétaire, un télex. Vous faciliter des contacts

au Japon. Vous imprimer des cartes de visite bilingues. Vous réserver une chambre dans tous les hôtels de l'Extrême-Orient. Voici quelques-uns des services que peut vous rendre le JAL Executive Service.



JAPAN AIR LINES
Vous êtes notre raison d'être.



Quand on veut garder longtemps un enregistrement, on ne peut pas prendre de risques...

Le temps menace vos enregistrements : démagnétisation, bandes qui se débloquent, mécanismes qui se coincent... Pour vous protéger contre ces risques, prenez les cassettes BASF "Haute-Longévité".

BASF : une sécurité magnétique
BASF fabrique ses propres oxydes, les micronise et les couche sur la bande selon un procédé exclusif. La magnétisation est meilleure, plus tenace : moins de souffle maintenant, moins de souffle plus tard.

BASF : la Sécurité Mécanique
C'est un brevet BASF. Fini le pliage, finies les bandes qui s'entortillent ou se bloquent. Après vingt-cinq mille bobinages et rembobinages, le défilé est toujours impeccable.

BASF : sécurité de conservation
La C-Box est une exclusivité BASF. Quand vous l'achetez, la cassette BASF est déjà dans ce véritable petit coffre-fort qui, après années, la protège contre ses pires ennemis, la poussière et l'humidité. Les C-Box sont embossables et constituent le plus rationnel des systèmes de conservation.

Alors, si vous enregistrez n'importe quoi pour l'effacer juste après, prenez n'importe quelle cassette. Mais si vous enregistrez pour garder, et garder longtemps, choisissez BASF.



Nous avons inventé la bande magnétique... et nous continuons.

OFFRE EXCEPTIONNELLE BASF

Avec BASF vous gagnez dix ans de tranquillité. BASF vous propose, en plus, de gagner 20 francs sur l'achat de 3 cassettes en C-Box. Il vous suffit pour cela de remplir le coupon ci-dessous ou le bulletin mis à votre disposition dans les magasins.

Des cassettes "Haute-Longévité" qui vous éviteront mille écueils que les cassettes ordinaires. Voici l'occasion de décerner enfin une vraie sonnerie.

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____

Vous pouvez gagner 20 francs. Pour cela, il vous suffit de joindre 3 emballages-carton vides des cassettes BASF sous C-Box et de nous adresser le tout, avant le 31 janvier 1978, à : CERCLE BASF 15, rue de la République - 92000 NANTERRE.
Une dotation de 5000 cassettes sera répartie, en priorité, aux couponnaires ayant la bonne réponse à la question suivante :
Quelle est la hauteur totale, en mm, de 12 C-Box assemblées, dans leur position normale d'utilisation ?

Si le quota était atteint avant le 31.11.77, BASF publierait une information dans Le Monde, prévoyant la possibilité de l'opération 24 heures après la date de parution. (Un seul remboursement de 20 francs par boîte, par foyer.)

20F

AFRIQUE

Sénégal

LE DYNAMISME DE L'OPPOSITION SEMBLE INQUIÉTER LE GOUVERNEMENT

De notre correspondant

Dakar. — A l'approche de l'élection présidentielle et des législatives du 28 février prochain, trois grands problèmes dominent la vie politique sénégalaise : les difficultés du monde rural, les conséquences du retour à la liberté de la presse et les limitations apportées au multipartisme.

Le grave insuffisance des pluies de l'été laisse prévoir de médiocres récoltes. On s'inquiète, en particulier, à une baisse d'au moins 40 % de la production arachidière, principale source de revenu du monde rural, ainsi qu'à un important déficit céréalier (riz, mil et sorgho). Ce retour de la sécheresse trappe un paysannat déjà très mécontent du fonctionnement du système coopératif et d'entraide, ment dans lequel il doit obligatoirement s'insérer.

Le parti démocratique sénégalais (P.D.S.) de M. Abdoulaye Wade, principale formation légale de l'opposition, s'efforce, non sans succès, semble-t-il, d'exploiter méthodiquement ce mécontentement. Le gouvernement paraît s'en être inquiété. Il a adopté ces temps-ci diverses mesures répressives contre les « déviances » des cultivateurs, tel le règlement au comptant des livraisons d'arachide. D'autre part, le président Diouf a annoncé, lors de son voyage en France, pour effectuer prochainement une des principales tournées qu'il a programmées avant les élections.

Le retour à peu près total à la liberté de la presse fait actuellement du Sénégal un cas unique en Afrique. Dans ce pays, les journaux ne peuvent publier et lire aussi librement des journaux critiquant aussi durement leurs gouvernements. Ce fait, à l'heure du régime sénégalais, n'est peut-être pas

resté plusieurs semaines en

reste, semble-t-il, qu'un incident de parcours qui n'a eu rien de politique. Mais, à la portée politique de l'action de ce journal, ni à l'expérience libérale en cours, encore que la tentative de freiner celle-ci paraît être fort sérieusement dans les sphères du pouvoir.

Puis, lourdes de conséquences paraissent être, en revanche, les limitations apportées à l'expérience du multipartisme. Pour éviter les excès et les débordements, au moment où il acceptait de sortir le Sénégal d'un monopartisme de fait, le président Senghor a estimé préférable, l'an dernier, de limiter constitutionnellement à trois le nombre des partis susceptibles d'être autorisés.

En pratique, cette restriction aboutit à tenir aujourd'hui à l'écart de la vie politique plusieurs personnalités importantes : à droite, M. Boubacar Gueye, neveu de l'ancien président Léonine Gueye et fondateur du Mouvement républicain sénégalais (M.R.S.), parti encore non reconnu ; à gauche, l'ancien président Mamadou Dia, et le professeur Cheikh Anta Diop. Ce dernier se voit refuser depuis plus de dix-huit mois, la légalisation du Rassemblement national démocratique (R.N.D.), qu'il a créé avec l'appui notamment de nombreux enseignants. Il est très difficile d'apprécier l'audience exacte de ces personnalités. Le pouvoir le dit négative. Cependant, les journaux de M. Mamadou Dia et Cheikh Anta Diop, qui sont autorisés, paraissent assez lus, notamment dans les milieux intellectuels. En tout état de cause, l'absence du M.R.S. et du R.N.D. dans les prochaines compétitions électorales risque dans l'immédiat de dévaloriser ces scrutins et, à terme, de contribuer à entretenir des foyers de rancœur préjudiciables à la jeune démocratie sénégalaise.

Les limites

de l'expérience libérale

Accusé d'avoir publié des documents volés au greffe du tribunal de Dakar, le président de la personnalité sénégalaise du monde des affaires, qui s'estimant diffamé, lui avait intenté un procès, le directeur du P.D.S., M. Mamadou Dia, a été inculpé de ce chef et vient de

CORRESPONDANCE

A propos du Rassemblement national démocratique

La lettre parue dans le Monde du 4 octobre sous la signature du ministre sénégalais de l'Information nous a valu la réponse suivante de M. Boubacar Niang, secrétaire général adjoint du Rassemblement national démocratique, formation d'opposition non reconnue. La lettre du ministre constitue la première réaction officielle à la pétition de plusieurs centaines d'étudiants sénégalais réclamant le retour à un pluralisme véritable, et en particulier la reconnaissance du Rassemblement national démocratique (R.N.D.). Et pourtant cette pétition avait été transmise au président de la République dès le 21 juin 1977 et publiée au Sénégal aussitôt après (le Monde du 16 septembre).

La vivacité de la réaction officielle et le moment où elle intervient montrent que si l'on semble, à Dakar, se soucier de peu de l'opinion publique, on fait montre d'une sensibilité extrême à l'opinion extérieure, française en particulier. Naguère, les milieux intellectuels français qui avaient protesté contre la mort en prison d'Omara Diop Blondin en 1973 s'étaient vus qualifiés de « déviances des temps modernes ». Plus récemment, l'étude de M. Owarid Schissel, parue dans le Monde diplomatique de mai 1977, intitulée « Socialisme du verbe dans une économie de la dépendance », lui valut d'être publiquement qualifié de « mercenaire de la plume ». En cet instant nous revenons à la mémoire ces propos de l'auteur des Dammés de la Terre : « Avant de se préoccuper de la pratique internationale, le gouvernement national doit redonner dignité à chaque citoyen, menber les cercueils, enseigner les yeux de choses humaines, développer un panorama humain parce que habité par des hommes conscients et souverains ».

Etant donnée la dimension du problème politique posé par la pétition, il nous paraît en droit d'attendre une réponse sérieuse, dans l'esprit de l'invité de France France ? Edouard ! Par un échange renouveau des idées, celui qui « depuis cinquante ans » s'est « toujours proclamé socialiste-démocrate » nous a jeté la face contre la réponse finale : « Il est inadmissible que des citoyens se mettent hors la loi en exigeant qu'on adopte des lois conformes à leur bon plaisir. » On nous a, par ailleurs, accusés de « refus de la simple honnêteté », car, dit-on, « comme le signal la presse sénégalaise, les jeunes prétendus pétitionnaires ont déjà protesté, disant qu'ils n'avaient rien signé ». Nous répondons très simplement qu'à ce jour, à notre connaissance, une seule réclamation a été obtenue : celle d'un jeune professeur de philosophie, apparemment mem-

bre du parti gouvernemental, M. Cheikh T. Diop, qui, du reste, n'est pas allé jusqu'à dénier sa signature (...).

La pétition s'appuie sur des faits incontestables : comment a-t-on pu, dès lors, affirmer qu'il s'agit d'un « déviant » ? Une liste signée par des milliers d'intellectuels n'est pas une pétition de sympathisants, et prendre le contre-pied des affirmations du placard publicitaire visé ?

Il est d'autres faits non moins incontestables, que l'on a essayé de masquer au lecteur non averti. C'est ainsi qu'on s'est gardé de mentionner que le Bloc des masses sénégalaises (B.M.S.), puis le Front national sénégalais (F.N.S.), ont été dissous autoritairement respectivement en 1963 et en 1966, que le Sénégal n'a pas été autorisé à une époque où le nombre des partis n'était pas limité, à « combler » que les partisans accablés à la lutte clandestine ont été pourchassés et sévèrement réprimés : de mars 1963 à octobre 1976, le tribunal spécial (aujourd'hui Cour de sûreté de l'Etat) a prononcé des peines supérieures à trois cents années d'emprisonnement, deux cents années de travaux forcés à temps, plusieurs condamnations aux travaux forcés à perpétuité et deux condamnations à mort exécutées ; et ce, malgré l'absence de reconnaissance des peines infligées en 1963 au président Diop et à ses ministres. Depuis l'indépendance, en 1971, de leurs associations, les huit mille étudiants de l'université de Dakar ne bénéficient pas encore du droit de s'organiser démocratiquement. La Commission nationale des travailleurs du Sénégal a été domestiquée au sommet et désorganisée à la base.

Cette politique répressive n'a pu venir à bout de la détermination de la classe ouvrière et de la jeunesse patriotique, tandis que les masses paysannes commencent à manifester ouvertement mécontentement et impatience. On n'a pas manqué de prendre en considération ces données lorsqu'on en est venu à procéder à une « ouverture démocratique » qui devait répondre à deux nécessités contradictoires : d'une part, donner l'illusion, surtout à l'étranger, que l'on réalisait la démocratie et d'autre part se prémunir contre les risques de cette même démocratie. Le contenu et les conditions d'adoption de la révision constitutionnelle de 1976 trouvent là leur explication : limitation à trois du nombre des partis, imposition à ceux-ci de se conformer, sous peine de dissolution, à trois « courants de pensée » ; enfin, non seulement suppression de la limitation du nombre des mandats présidentiels, mais surtout possibilité légale pour le chef de l'Etat de désigner seul son successeur, puis-

que, aujourd'hui, constitutionnellement, en cas d'empêchement ou de démission du président de la République, le premier ministre, nommé par lui, est automatiquement appelé à assurer la suppléance pour toute la durée du mandat présidentiel restant à courir, même si la démission intervient un mois après l'élection.

Elaborée et adoptée à la hâte, sans débat et sans référendum, la révision constitutionnelle d'avril 1976 organise ainsi une démocratie érudite et confère au régime un caractère quasi monarchique. Même si les manipulations de la législation servent à étranger les libertés fondamentales (une loi récente vient, par exemple, de porter une atteinte grave à la liberté de la presse en permettant la saisie, de la totalité des exemplaires d'une publication et son interdiction pendant trois mois), on n'en continue pas moins d'affirmer que le Sénégal est un « pays de droit ».

On ajoute que la magistrature y est « indépendante » et l'on interprète Cheikh Anta Diop en ces termes : « Si l'on saisi la Cour suprême pour faire admettre légalement ce qu'il appelle son parti, pourquoi n'attend-il pas son arrêt ? »

A notre tour de poser la question suivante : pourquoi ne dit-on pas que le président de la section compétente de la Cour suprême, M. Bruno Chérany, magistrat français, n'est autre que le conseiller juridique personnel du chef de l'Etat et qu'en cette qualité il a pris une part déterminante dans l'élaboration de la révision constitutionnelle d'avril 1976 et des lois restrictives adoptées depuis lors ? Cheikh Anta Diop a, non sans raison, publiquement et formellement refusé M. Chérany, tout en soulignant que le peuple sénégalais verrait dans le maintien de ce dernier une ingérence inadmissible dans ses affaires intérieures.

Quoi qu'il en soit, le fond du problème demeure : le secrétaire général du parti socialiste du Sénégal, qui n'hésite pas à revendiquer « un million de militants », est en réalité devenu minoritaire en raison de la politique qu'il impose au pays : il voudrait avoir à faire qu'à une opposition sur mesure, défensive pour lui-même et pour le néo-colonialisme. Depuis plusieurs mois, nous lui avons publiquement lancé un défi : s'il reconnaît immédiatement tous les partis qui en ont fait la demande, en particulier le R.N.D., s'il accepte de confier à l'armée et à la gendarmerie la direction des bureaux de vote et le contrôle des opérations électorales, il sera battu en 1978 démocratiquement par les forces patriotiques. A ce jour, il n'a pas encore relevé ce défi.

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Tandis que pléniement à Alger les conversations entre M. Claude Chayet, ambassadeur du gouvernement français, et les représentants du Front Polisario sur le sort des Français enlevés au Sahara, des démarches sont en cours pour tenter de réduire la tension entre Rabat et Alger après les déclarations du roi Hassan II annonçant qu'il userait désormais d'un « droit de suite » en cas de nouvelle attaque des maquisards sahraouis. M. Hosni Moubarak, vice-président égyptien, chargé par le président Sadate d'une mission de conciliation, a rencontré, jeudi 10 novembre à Rabat, le souverain marocain avant de se rendre samedi à Alger, où il s'est entretenu par deux fois avec le président Boumedienne en présence de M. Bouteflika.

M. Monbarak a quitté Alger samedi soir pour Nouadhibou, où il a été reçu dimanche par le président Ould Daddah. Il est

reparti ensuite pour le Maroc. On croit savoir à Alger que l'envoyé spécial égyptien a présenté au chef de l'Etat algérien un projet de création d'un « comité des sages » interarabe qui serait saisi du différend. Il aurait également abordé le problème des Français capturés par le Polisario. A Rabat, la médiation égyptienne a été accueillie « avec satisfaction », a déclaré le ministre marocain de l'information dans une interview à un journal koweïtien.

Dans un message au président Bourguiba, le roi Hassan II a souligné samedi la gravité de la situation au Maghreb et la volonté de son pays de parvenir à un règlement négocié du conflit.

● A TUNIS, la conférence des ministres arabes des affaires étrangères, réunie depuis samedi, n'a pas abordé la question du

Sahara occidental. On a cependant appris que l'émir Saoud El Fayçal, ministre saoudien des affaires étrangères, pourrait se rendre à Rabat et à Alger pour entreprendre lui aussi une mission de médiation.

● A NOUAKCHOTT, M. Sidi Ould Chelikh Abdallah, ministre mauritanien des affaires étrangères par intérim, a estimé que le roi du Maroc, lors de sa conférence de presse de vendredi, avait laissé une porte ouverte au dialogue. Dans une interview diffusée par Antenne 2, le chef de l'Etat, M. Moktar Ould Daddah, a déclaré que si son pays n'arrivait pas à assurer seul sa propre défense, il pourrait demander une aide militaire à ses alliés. L'appel à la France, « par exemple », est « une éventualité qui n'est pas exclue », a-t-il dit.

In « dialogue de sourds » se poursuit entre M. Chayet et les dirigeants sahraouis

Alger. — M. Claude Chayet, ambassadeur du gouvernement français, devait rencontrer à nouveau lundi soir 14 novembre MM. Omar Hadrami, membre du comité exécutif du Polisario, et Ould Salek, ministre sahraoui de l'information, avec qui il s'est entretenu pendant trois heures et demie samedi et dimanche.

L'atmosphère semble morose et, à la dialogue de sourds continue. Au cours du premier entretien, les deux parties se sont expliquées sur le mot « préalable », les sahraouis précisant que l'absence de préalable concerne la tenue des pourparlers alors que le Quai d'Orsay a voulu comprendre en renvoyant M. Chayet à Alger qu'elle concerne la recherche d'une solution au problème des Français disparus à Zouérate.

On laissait entendre du côté français que, si le Polisario reconnaissait la libération des Français et acceptait le principe de leur libération tout en demandant certaines garanties, cela ne serait pas considéré comme un préalable mais comme un élément de la négociation.

De son côté, M. Mohamed Lamhe, premier ministre sahraoui, a précisé le point de vue du Front, dans une interview à l'« Algérie nouvelle ». « Le gouvernement français, a-t-il dit, parle de certains de ses ressortissants portés disparus le 1^{er} mai au cours d'une opération militaire à Zouérate. Il a le droit de parler. Mais dans toutes les guerres le problème des prisonniers est résolu à la fin des hostilités. Toutefois, dans certaines situations particulières, on peut, dans le cadre de la recherche de la solution globale, trouver un chemin pour résoudre certaines questions. »

Quelques déclarations de M. de

De notre correspondant

Gairingsand concernant « le droit inaliénable des populations sahraouies à l'autodétermination », le fait que le dossier n'est pas clos contrairement à ce qu'affirme Rabat, puisqu'il est toujours devant les instances internationales, et la reconnaissance implicite du Polisario comme une force autonome ont été bien accueillis à Alger. Toutefois, les dirigeants du Front demeurent sur la réserve : ils ont le sentiment d'avoir été floués après la libération de MM. Diez et Ségurola parce que le gouvernement français s'était engagé de compenser le petit pas fait en leur direction par une aide accrue à Rabat et à Nouakchott. L'accélération d'envois d'armes, de munitions et de militaires en Mauritanie a poussé les sahraouis au méprisement.

Si la négociation échouait, le Front pourrait quand même libérer unilatéralement les détenus pour provoquer une détente dans l'opinion française, tout en mettant le gouvernement devant ses responsabilités pour le cas où d'autres de ses ressortissants civils ou militaires viendraient à être capturés ou même tués au cours d'une attaque.

L'Algérie, pour sa part, est préoccupée par les risques d'embrasement du Maghreb. Le président Boumedienne a adressé, dimanche, un message à M. Omar Bongo, président en exercice de l'O.U.A. pour lui exprimer son soutien à son rôle de médiation sur l'état de guerre qui s'aggrave dans la région « du fait de l'obstination du Maroc et de la Mauritanie et du fait de l'attitude de certaines puissances ».

Le gouvernement français « ne dissimule plus son parti pris » et s'engage de plus en plus « aux côtés des agresseurs », ajoute le chef de l'Etat. Il souligne que

l'affaire des disparus — incident inévitable dans ce genre de conflit — « n'est qu'un prétexte à une éventuelle intervention militaire française ».

M. Bouteflika a adressé au secrétaire général de l'O.U.A. un message dans lequel il le presse de réunir rapidement le « sommet » extraordinaire sur le Sahara occidental prévu par la conférence de Libreville, « pour régler cette affaire entre Africains et en dehors de toute pression étrangère ». Il a également adressé des messages aux secrétaires généraux de la Ligue arabe et de la conférence des pays islamiques. Enfin, dans un autre texte aux ministres des affaires étrangères arabes, le chef de la diplomatie algérienne souligne que la conférence de Tunis doit se limiter à la préparation du « sommet » arabe, le problème du Sahara étant posé devant l'ONU et l'O.U.A.

PAUL BALTA.

Le roi du Maroc lance un appel à la Ligue arabe

De notre correspondant

Rabat. — Le roi Hassan II attend de la Ligue arabe « qu'elle entreprenne une action décisive de nature à amener les responsables algériens à résister leur position » face à la crise du Sahara occidental afin que soit épargnée au Maghreb « une détérioration de la situation qui menacerait la paix et la sécurité dans cette région et pourrait servir de prétexte à une intervention des forces étrangères dans notre continent, débouchant — à Dieu ne plaise — sur des conséquences encore plus graves ». Cet appel conclut un message du souverain rendu public le 13 novembre à Rabat et remis la veille à Tunis au secrétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud Riad.

Dans ce texte, le roi se dit « peiné » de voir les responsables algériens opposer constamment aux démarches des pays frères et amis à propos du Sahara occidental « une attitude négative se traduisant par le refus, l'entêtement et l'intransigeance ». Il rappelle que, dès 1968, après avoir accédé à l'indépendance, le Maroc a obtenu de Madrid la rétrocession de la zone de Tarfaya et

de l'enclave de Sidi-Iffni. Rappelant « en suspens entre nous et l'Espagne », il indique le message, « le problème de la libération du Sahara occidental ».

A cet égard, « un règlement à l'amiable » est intervenu entre le Maroc et la Mauritanie, d'une part, et l'Espagne, d'autre part, en novembre 1975. « Ce règlement pacifique, qui a mis un terme au colonialisme dans le Sahara, a suscité la satisfaction de tous les Etats amis de la paix et à leur tête les pays arabes frères », indique le message, qui ajoute : « L'Algérie, pour sa part, avait défini clairement sa position en annonçant explicitement son soutien aux démarches maroco-mauritaniennes en ce qui concerne la libération du Sahara (...). Vous avez été parmi les premières personnalités à enregistrer la position de l'Algérie en la matière, et son entière adhésion à l'accord intervenu entre le Maroc et la Mauritanie, en vue d'harmoniser leurs moyens pour libérer le Sahara. » Cette libération acquise, l'objec-

tif primordial reste l'élevation du niveau de vie des habitants de cette région. Le roi du Maroc entend la poursuivre, « quelles que soient les circonstances et les entraves ». Parmi ces dernières, il cite la violation constante des frontières du Maroc et de la Mauritanie et les « infiltrations de bandes armées à partir de l'Algérie dotées d'armes meurtrières, semant la mort et cherchant à paralyser l'œuvre éducatrice. Jusqu'à présent, continue-t-il, nous avons fait de notre mieux pour ne pas poursuivre les agresseurs jusqu'à leurs bases de départ et pour nous limiter à repousser l'agression, dans le souci évident d'éviter l'effusion de sang et d'épargner les sacrifices inutiles de nos hommes. Seulement, les agressions ont continué et se sont multipliées, roblant au fil des jours l'aspect d'opérations militaires. Il est impérieux de mettre fin à cette escalade. » Hassan II a affirmé qu'il n'épargnera aucun effort pour que soient sauvegardées l'unité arabe et la solidarité africaine.

LOUIS GRAVIER.

« Nous attendons de la France une action de médiation »

réclare au « Monde » un dirigeant du Polisario

De notre envoyé spécial

Tripoli. — Au cours d'une réunion de presse tenue samedi 12 novembre à Tripoli, à la veille de son retour « à l'intérieur », M. Bachir Mustapha Sayed, secrétaire général adjoint du Front Polisario, nous a assuré que « l'affaire des prisonniers français fait déjà règle, mais qu'il nous faut s'en produire d'autres du même genre, et qu'il fallait maintenant se tourner vers l'avenir ». Selon M. Sayed, cette capture des Français n'avait pas été intentionnelle. Le Front n'avait pas le besoin de se saisir d'otages pour exercer une pression politique sur la France. « Nous n'avons rien contre la France », a-t-il dit, « mais nous nous rendons compte qu'il s'agit d'une guerre de libération et que, si des Français se trouvent sur le champ de bataille, ils seront nécessairement exposés à être tués, blessés ou capturés. Nous regrettons ce qui s'est passé, notamment la mort d'un médecin français et de deux femmes à Zouérate, mais nous sommes décidés à continuer nos opérations militaires non seulement sur l'ancien territoire du Sahara espagnol, que nous considérons comme notre, mais aussi en Mauritanie et au Maroc. Nous nous attaquerons non seulement Zouérate mais aussi à Nouadhibou et à Nouakchott. Nous rappellerons fort. Nous n'avons sur ni de la Mauritanie ni du Maroc, dont nous avons détruit plusieurs de leurs compagnies et

mis vingt mille soldats hors de combat. » Pourquoi le Front n'a-t-il pas donné de nouvelles des Français prisonniers ? « Parce que la France, répond M. Sayed, a refusé d'entrer en contact avec nous, du moins dans un premier temps. » A la question de savoir quelles sont les perspectives d'avenir du Polisario, M. Sayed répliqua avec un grand sourire : « Nous sommes conjoints dans notre cause, et cela donne à nos combattants leur force morale. Bien qu'elle soit équipée de chars et d'actions modernes, l'armée marocaine a été battue à de nombreuses occasions. Elle se terre dans ses positions, nous nous préparons à l'attaquer à loisir, même avec cinq ou six Land-Rover. Elle est démoralisée, et tout cela ne durera pas plus de quatre ou cinq ans. Dans l'intervalle, nous comptons mener parallèlement à notre combat de libération une action diplomatique, tant aux Nations unies qu'à l'O.U.A. Le Maroc se verra être contraint d'accepter un référendum. »

Interrogé sur ce qu'on peut attendre d'une éventuelle médiation libyenne, M. Sayed répond : « En fait, bien que nous ne mettions pas en doute les bonnes intentions et la sincérité de la Libye, c'est surtout de la France que nous attendons une action de médiation. Si elle renonçait à soutenir le Maroc et la Mauritanie comme elle le fait actuellement en leur livrant des armes et en procédant à des démonstrations militaires et si elle adoptait une attitude de neutralité et d'impartialité, elle pourrait exercer une grande influence dans un sens modérateur et favoriser une conciliation. Non, nous n'avons, je le répète, rien contre la France. Au contraire, dès que notre pays sera indépendant, non seulement nous reconnaitrons les intérêts de la France dans la région et nous les respectons, mais nous n'aurons rien de plus pressé que de nous avec elle des liens de coopération de manière à profiter de son aide, notamment technique, pour notre développement. » — R. D.

● Des militants du parti des Forces nouvelles (extrême droite) ont déployé samedi au sommet de l'Ar de triomphe une banderole réclamant la libération des otages français détenus par le Polisario.



Dès qu'il atterrit, l'homme No.1 Hertz «décolle»

En louant une voiture Hertz, vous êtes d'emblée un homme N° 1.

Et un homme N° 1 n'attend pas.

Alors, quand vous voulez une voiture Hertz, vous l'avez instantanément : une Ford Fiesta, une Simca, une Granada, ou bien encore une autre bonne voiture. Entièrement nettoyée et contrôlée. Cela fait partie du service Hertz ! Un service efficace, rapide et toujours plein d'idées. Notre dernière innovation : le Hertz N° 1 Club.

Un membre du Hertz N° 1 Club n'a pas à attendre que son contrat de location soit prêt : nous l'avons déjà rempli à l'avance pour lui. Avant de partir, téléphonez : à l'un des numéros inscrits en bas de page, à votre agence Hertz la plus proche ou bien encore à votre agent de voyages. Indiquez votre numéro d'inscription au Hertz N° 1 Club et les

détails de votre réservation. Votre voiture vous attend, prête à «décoller». Il vous suffit de montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit. Vous signez. Et hop ! vous prenez le volant.

Alors pour louer une voiture, venez chez nous. Vous deviendrez un homme N° 1. Et, comme 2 millions d'hommes d'affaires à travers le monde, pourquoi ne pas adhérer au Hertz N° 1 Club.

Ni recommandation spéciale. Ni cotisation. Un simple formulaire à retirer auprès des agences ou comptoirs Hertz. Ou encore plus simple, à votre prochaine location Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera automatiquement.

Pour vos règlements, utilisez l'une des principales cartes de crédit. Ou mieux, la carte de crédit Hertz : nous ne comptons pas d'intérêts.

* en Allemagne, Hertz VIP Club.



Hertz No.1 Club
Téléphonez, signez et prenez le volant.

PARIS (01) 788.51.51

LYON (78) 27.28.86

NICE (93) 83.07.01

Le Monde
dossiers et documents

PUBLIE

LE DOSSIER
DES
NATIONALISATIONS

Les faits
Les projets
Le débat

10 F. EN VENTE PARTOUT

AFRIQUE

LA SITUATION DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

La Somalie expulse des experts soviétiques

(Suite de la première page.)

Le gouvernement a beau, non sans habileté, laisser à Moscou la responsabilité d'une rupture formelle des relations diplomatiques, la dénonciation du traité de 1974 et la rupture avec la Havane marquent un nouveau tournant de la guerre d'Ogaden et consacrent le fiasco de la politique soviétique dans la corne de l'Afrique. Même si Moscou choisit de maintenir une représentation diplomatique à Mogadiscio, les Somaliens auront pris acte de l'appui militaire sans réserve offert par leurs anciens alliés à l'addition de la guerre d'Ogaden.

Le renouveau entre les deux capitales s'est amorcé au début de l'année, lorsque les Soviétiques ont découvert les « vents révolutionnaires » du régime militaire éthiopien qui venait de rompre avec les Etats-Unis. En juin, quand le P.L.S.O. (Front de libération de la Somalie occidentale) a lancé son offensive en Ogaden, les Soviétiques ont arrêté de livrer des armes.

Le 14 août, l'agence Tass a dénoncé la présence de troupes régulières somaliennes en Ogaden, une allégation aussitôt démentie par Mogadiscio. Le président Siyad Barre s'est rendu à Moscou, fin août, sans pouvoir y rencontrer M. Brejnev. Les relations bilatérales, dès lors, n'ont cessé de se dégrader. En septembre, après la chute de Jijiga, une aide militaire soviétique, plus que constante, a permis aux Ethiopiens de réorganiser leurs lignes de défense autour des deux dernières villes qu'ils tiennent encore en Ogaden, Dire-Daoua et Harar.

A Mogadiscio, où les experts militaires soviétiques se trouvaient déjà en congé de fait, le ton est monté. A deux reprises, le 25 octobre et le 1^{er} novembre, le président Siyad Barre a adressé un « sévère avertissement » à l'Union soviétique, doublé d'un appel aux puissances occidentales pour que ces dernières assument leurs responsabilités dans la région.

Un deuxième chapitre est clos : celui des « facilités » que les Soviétiques avaient offertes aux Somaliens dans leurs ports de Berbera et de Kismayu. Dans le premier, les Soviétiques avaient notamment disposé, depuis 1975, d'une piste d'aviation long-courriers d'un centre d'assemblage de missiles pour sous-marins, de dépôts de munitions et d'un radar transocéanique. Fin octobre, déjà,

le bruit courait à Mogadiscio que les Soviétiques avaient été invités à évacuer Berbera. Les mesures prises dimanche signifient que l'U.R.S.S. a perdu deux points d'appui importants sur l'océan Indien et le golfe d'Aden.

Jusqu'au début de ce mois, tout en dénonçant l'« insécurité » de l'aide soviétique à Addis-Abeba, les Somaliens avaient donné l'impression qu'ils ne voulaient pas rompre tous les ponts avec Moscou. Les Soviétiques étaient pourtant très fermes : ils offraient une sorte de « paix des braves », un cessez-le-feu sur place accompagné de la promesse que les Ethiopiens n'en profiteraient pas pour reprendre le terrain perdu depuis juin en Ogaden.

Les événements se sont précipités la semaine dernière. Une mission militaire soviétique s'est rendue le 6 novembre à Téhéran avec un message du président Siyad Barre pour le chah. Le lendemain, une publication du Kowet a annoncé que l'Iran avait déposé une délégation militaire en Somalie. Vendredi, le ministre kényan des affaires étrangères a affirmé que Paris livrait des armes légères à la Somalie. Le même jour, à Khartoum, le ministre somalien des finances a annoncé que son gouvernement avait demandé le rappel de quelques diplomates soviétiques en poste à Mogadiscio.

Entre-temps, après avoir été accusé par le président Siyad Barre d'avoir dépêché « de sept mille à quinze mille » soldats en Ethiopie, Cuba ne s'est pas contenté d'y opposer, comme d'habitude, un démenti catégorique. Il a, pour la première fois le 6 novembre, évoqué une « agression » somalienne contre l'Ethiopie. D'un autre côté, le lendemain, un journal de Kowet a affirmé que le chef d'Etat somalien venait de convoquer les ambassadeurs en poste à Mogadiscio, à l'exclusion du Soviétique et du Cubain, pour leur dire que l'Ethiopie préparait une attaque contre le nord de son pays.

La décision de Mogadiscio intervient pendant la réunion, à Tunis, du conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe et à la veille des visites officielles du chah d'Iran à Paris et à Washington. Il serait étonnant que le conflit somalo-éthiopien ne soit pas évoqué dans ces trois capitales. Les Somaliens ne pourraient pas, en effet, avoir dénoncé leur traité avec Moscou si cette mesure devait les laisser seuls face à un régime éthiopien appuyé sans réserve par les Soviétiques.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

le lieutenant-colonel Atnafu Abate Numéro deux éthiopien a été exécuté

Addis-Abeba (A.F.P., Reuters). — La lutte pour le pouvoir entre les chefs de l'armée éthiopienne a fait, samedi 12 novembre, une nouvelle victime de premier plan. Le Conseil militaire administratif Provisionnel (DERG), organe suprême, a, en effet, annoncé dimanche l'exécution, la veille, de son vice-président, le lieutenant-colonel Atnafu Abate. La télévision éthiopienne indique que cette décision a été prise par le troisième congrès du DERG.

En énumérant les griefs dont le « numéro deux » du régime était l'objet, le communiqué du DERG précise que celui-ci était connu pour ses « tendances réactionnaires » depuis les débuts de la révolution (en février 1974) mais n'avait jamais été condamné, car il était un des fondateurs de cet organisme. Le lieutenant-colonel Atnafu Abate, ajoute le communiqué, a toujours été opposé à l'application du programme révolutionnaire démocratique national, à la nationalisation de la terre, à l'instauration d'une école politique et à l'éducation des cadres.

Une victoire de la tendance dure

Il était également accusé d'avoir, tout à la fois, soutenu activement l'Union démocratique éthiopienne (UDE) — mouvement conservateur — et le parti révolutionnaire du peuple éthiopien clandestin (P.R.P.E. — marxiste). Parmi ses autres « crimes » figure la libération de prisonniers politiques, convaincus de terrorisme, dans le but de « renforcer les forces d'opposition ».

De manière plus générale, le vice-président se serait, selon le DERG, opposé à l'idéologie « marxiste-léniniste ». Il aurait déclaré que le socialisme n'avait sa place ni en Afrique ni en Ethiopie, qu'une partie des masses laborieuses n'était pas en mesure de gouverner le pays efficacement, et qu'il souhaitait une dictature militaire.

En octobre, le vice-président avait effectué une longue tournée d'inspection dans le nord de l'Erythrée et dans la province du Tigre. Au cours de ce voyage, destiné à remonter le moral des troupes et des milices qui combattent les « séparatistes érythréens », il s'était rendu notamment à Asmara et à Massawa.

Les événements de samedi semblent marquer une nouvelle victoire de la tendance dure dirigée par le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, président du DERG et

chef de l'Etat. L'exécution du lieutenant-colonel Atnafu Abate a été précédée d'autres « purges » au sein même du DERG, depuis sa création, en septembre 1974. Son premier président, le général Amara Mikael Aradam, d'origine érythréenne, fut éliminé le 24 novembre 1974. Il s'était notamment opposé à l'envoi de renforts en Erythrée. En 1976, ce fut le tour du responsable pour les affaires étrangères, le major Sisay Haile, et du général Getachew Nadiw, puis, en février 1977, de l'ancien président, le général Teferi Bante. Ce dernier fut accusé de « collusion avec l'impérialisme » et de « soutenir des mouvements anti-révolutionnaires ».

La déclaration du DERG, qui annonce une purge de « la classe militaire bourgeoise », conclut : « Il faut bien éliminer les opposants au jur et à mesure de l'avance de notre lutte. Cela s'est non seulement produit dans notre révolution, mais aussi dans d'autres pays révolutionnaires. (...) C'est une obligation historique que de procéder à des purges de vigilance en se servant du sabre révolutionnaire ».

(D'origine amhar et né dans la province du Godjam, le lieutenant-colonel Atnafu Abate faisait partie du DERG depuis l'officialisation de cet organisme le 15 septembre 1974, au lendemain de la destitution d'Haile Sélassié. Après l'exécution du général Teferi Bante, le 3 février 1977, il devint premier vice-président du DERG, plus particulièrement chargé de l'organisation et de l'armement des milices. Considéré comme « nationaliste », on l'opposait, entre 1975 et 1977, au lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam. Pour la plupart des observateurs, la rivalité entre les deux hommes devait aboutir tôt ou tard à l'élimination de l'un d'eux.)

Les reproches qu'on lui adresse aujourd'hui (l'opposant au marxisme-léninisme) relèvent du rituel légendaire en usage à Addis-Abeba. En fait, depuis le mois d'avril dernier, M. Atnafu Abate, loin d'être hostile au marxisme, manifestait une certaine sympathie pour les dirigeants du Mouvement socialiste pan-éthiopien (MEISON), qui ont rompu avec le DERG, reprochant précisément à celui-ci de « trahir la révolution ». Le 1^{er} mai dernier, lors du défilé à Addis-Abeba, il avait même publiquement applaudi aux slogans du MEISON, qui, au contraire, traitait violemment le chef de l'Etat. Aujourd'hui en exil, les dirigeants du MEISON ne cachent pas que, dans leur opposition à Mengistu Haile Mariam, ils fondent quelques espoirs sur le « numéro 2 », brusquement éliminé. — J.-C. G.J.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Pour la première fois

LA NOUVELLE-ORLÉANS ÉLIT UN MAIRE NOIR

La Nouvelle-Orléans (Reuters). — Pour la première fois de son histoire, La Nouvelle-Orléans va être administrée par un maire noir. Aux élections municipales qui ont eu lieu samedi 12 novembre, M. Ernest Morial, quarante-six ans, juge à la cour d'appel de Louisiane et ancien membre de l'Assemblée de l'Etat, a battu M. Joseph DiRosa, soixante ans, conseiller municipal blanc, par plus de 5 000 voix.

M. Morial a obtenu 39 833 suffrages, contre 34 352 à M. DiRosa. Les Noirs ne représentaient que 43 % des électeurs inscrits. M. Morial a apparemment obtenu les voix de 95 % des électeurs noirs et d'environ 20 % des électeurs blancs. Il a, semble-t-il, bénéficié du soutien des jeunes électeurs blancs et des milieux d'affaires.

La Nouvelle-Orléans est ainsi la première grande ville du sud des Etats-Unis à majorité blanche à élire un maire noir. Atlanta, capitale de la Géorgie, a également élu un maire noir, mais sa population est en majorité noire.

● La C.I.A. a décidé de réduire de huit cent vingt personnes en deux ans l'effectif de sa division des opérations spéciales, qui emploie quatre mille agents à l'étranger et quatre mille personnes au siège central. — (U.P.I.)

Chili

LA NOUVELLE CONSTITUTION SERAIT SOUMISE A RÉFÉRENDUM EN 1980

Santiago-du-Chili (A.F.P.). — Le général Pinochet a annoncé samedi que la nouvelle Charte fondamentale du Chili serait soumise à un référendum en 1980.

Le chef de l'Etat a ajouté que cette charte était rendue nécessaire car celle de 1925 avait été déposée par les événements survenus avant 1973 et qu'elle n'avait pu permettre de freiner les débordements. Au sujet des actes constitutionnels qui doivent entrer en vigueur, le général Pinochet a affirmé qu'il serait soumis à l'approbation « du législateur désigné par le président et par le peuple, et ensuite à un vote populaire ».

Le général a souligné que les représentants du « nouvel ordre institutionnel » que désignerait le peuple « ne seraient ni des hommes politiques ni des dirigeants syndicaux ». Il souhaite que la prochaine Constitution institue un régime présidentiel fort, qui permette au chef de l'Etat de continuer à assurer la loi et l'ordre et de recevoir des pouvoirs spéciaux dans des situations d'urgence. Ainsi, indique-t-on à Santiago, le chef de la junte a soumis une série de recommandations à la commission de juristes qui étudie actuellement un avant-projet de Constitution. Ce projet donnerait au président des moyens de conduire une politique économique et sociale sans interférences parlementaires. Le même texte, il serait établi le « pouvoir de sécurité » qui superviserait les forces armées, garantissant la survie de l'Etat et des principes de base du régime.

ASIE

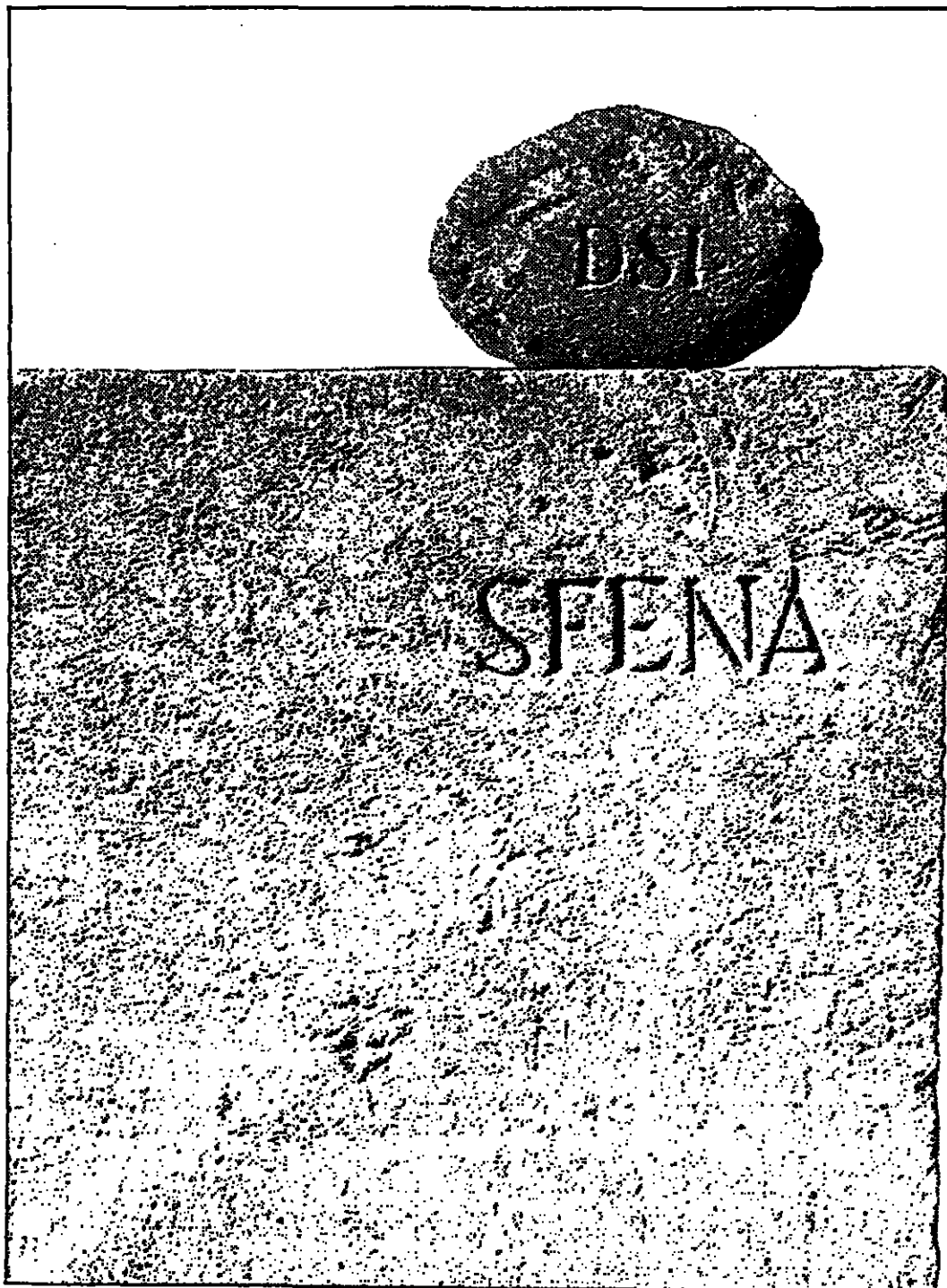
Vietnam

LA CONDAMNATION A MORT DE TROIS MEMBRES D'UN GROUPE D'OPPOSITION ARMÉE A ÉTÉ CONFIRMÉE

La cour d'appel de Ho-Chi-Minh-ville (ex-Saigon) a confirmé récemment la condamnation à mort de trois personnes impliquées dans l'affaire de l'église de Vinh-Son, survenue le 12 février 1976 (le Monde des 17, 20-21 février). Le 22 septembre 1976, a annoncé samedi 12 novembre, l'agence de presse vietnamienne, captée à Hongkong par l'A.F.P., la police avait assailli l'église, située dans un quartier pauvre du nord de Saigon, et dans laquelle sept opposants armés s'étaient retranchés. Deux d'entre eux avaient été tués, les autres s'étaient rendus. Un policier avait été tué. Selon les autorités, les rebelles se

préparaient à diffuser des émissions de radio.

Trois d'entre eux, membres de la « milice pour la restauration nationale » et partisans de l'ancien régime du Vietnam, avaient été condamnés à mort le 9 septembre 1976 pour rébellion armée et impression de faux billets. Il s'agit de M. Nguyen Da Hung, alias Nguyen Viet Hung, ancien sergent de l'armée nationale et chef du groupe, d'un prêtre catholique, Nguyen Hu Nghi, présenté comme le « chef » de l'organisation, et d'un ancien marin sud-vietnamien M. Nguyen Suan Hung.



SFENA.DSI :
les Grands de l'informatique nous pardonneront de dire pourquoi nous sommes aussi solides qu'eux

«Êtes-vous bâtis sur le sable ou sur le roc?» Question souvent posée aux constructeurs de matériel informatique. Nous ne pouvons pas répondre pour les autres. Mais pour nous, si. Nous sommes SFENA DSI. Vous connaissez nos équipes comme spécialistes du télétraitement, et cela, depuis six ans! Nos coordinateurs, conçus et fabriqués en France, ont accru sensiblement les possibilités de cette technique de base : ils distribuent sans contrainte l'énergie informatique là où il le faut. Et ils ont du succès. Vous savez aussi que notre taille nous permet d'être souples et disponibles pour réagir efficacement à chaque situation. Mais vous vous demandez quelquefois, avec un soupçon d'inquiétude, « Quel peut être leur poids? » Voici la réponse. Il y a quelqu'un derrière nous. La SFENA : Société française d'économie mixte, fondée sur la passion d'entreprendre. 30 ans d'existence. 2.400 personnes. CA 1975 : 306 millions de francs, 1976 : 432 millions de francs. La solidité. La rentabilité. Mais aussi - mais surtout - la SFENA est un univers industriel de pointe. Quatre faits : 1 - sa compétence en technologies électroniques avancées (pilotes automatiques de Concorde et d'Airbus). 2 - son savoir-faire en réseaux d'acquisition et de traitement de données. 3 - sa capacité de production (un chiffre : 150 calculateurs par mois). 4 - sa filiale et ses deux licenciés aux USA. Nous sommes (DSI) la Division des Systèmes Informatiques de la SFENA. Voici comment un «petit constructeur» peut disposer d'une grande surface technologique et financière.

10 bis, rue Paul Doumer - BP 59
92440 VILLIERS-LE-VAL (SEINE-SAINT-DENIS)
Tél. : 946.99.36

SFENA DSI
l'optimum d'autonomie informatique
*Société Française d'Équipements pour la Navigation Aérienne

مكتبة من الأصل

AMÉRIQUES

LE PÉROU DANS L'IMPASSE

I. — LE VIETNAM DU FONDS MONÉTAIRE

De notre correspondant THIERRY MALINIAK

Chili
LA NOUVELLE CONSTITUTION SERAIT SOUMISE À RÉFÉRENDUM EN 1980

Lima. — La capitale devient un gigantesque bidonville. Lente-ment, mais inexorablement. Ses rues se remplissent de vendeurs ambulants, ses faubourgs de mendicants, ses collines de taudis. Métropole démesurée d'un Pérou à corps débile, Lima absorbe progressivement toutes les misères d'un pays en pleine crise sociale. Elle enfle chaque année de plusieurs centaines de milliers de personnes — des paysans las de travailler une terre dont la densité moyenne atteint six personnes par hectare — qu'ils viennent grossir les hordes de chercheurs d'emploi qui survivent tant bien que mal dans la capitale, selon les chiffres officiels, la moitié de la population active de Lima ne travaille qu'à temps partiel ou se trouve au chômage.

Les dames des beaux quartiers périphériques évitent désormais d'aller vers le centre pour y faire leurs achats. Elles préfèrent le ghetto des magasins de luxe de Miraflores ou de San Isidro. Dans les petites rues étroites de la vieille Lima coloniale s'entassent les ambulances (vendeurs ambulants). Dix heures par jour, ils proposent à la criée les objets les plus hétéroclites et souvent les plus tordus. Ils forment une masse, toujours croissante, de plusieurs centaines de milliers de personnes, socialement instables et politiquement marginales. Ils constituent aussi une armée de sous-prolétaires, utilisables par quiconque, en particulier par les entreprises face aux syndicats.

Ils sont un peu le symbole du Pérou d'aujourd'hui. Seul pays andin à avoir connu, pendant près de dix ans, un régime « révolutionnaire » de transformations

structurelles, il se retrouve face à une crise majeure. A Lima, plus personne ne nie cette évidence, les grandes réformes de l'époque du président Velasco n'ont pas vraiment eu d'effets bénéfiques sur le niveau de vie de la population. Certes, on a nationalisé des entreprises, distribué des terres, accru le rôle de l'Etat dans l'économie ; on en a terminé avec les aspects les plus archaïques de la société péruvienne, qu'aucun régime civil n'aurait réussi à mettre à bas. Mais le pays a vécu largement au-dessus de ses moyens, jusqu'à que

la crise économique l'oblige au prix d'un coup d'Etat à réviser tous ses comptes. La note est élevée. Les Péruviens ont déjà commencé à la payer : depuis 1973, le pouvoir d'achat moyen a baissé de près de 50 %. Cela risque de n'être qu'un prologue. Car ce que les économistes appellent par euphémisme, la « politique d'austérité » paraît devoir se durcir encore dans les mois à venir.

Les recettes de Milton Friedman

Faire les comptes à Lima, c'est d'abord régler le problème de la dette extérieure, dont le service pour 1977 équivaut à 39 % des exportations. C'est négocier avec les organismes financiers internationaux qui paraissent peu disposés à faire montre de souplesse face aux « révolutionnaires » d'Amérique. « Notre crise n'est pas économique mais financière », affirme le président Morales Bermúdez. Il entend par là que les perspectives de redressement économique à moyen terme sont réelles ; mais le problème, pour le Pérou, est de trouver dans l'immédiat les liquidités qui lui permettront de passer un cap difficile. Comment y parvenir en évitant que la situation sociale dépasse un point critique ? La porte est étroite. Ainsi, les militaires péruviens depuis près d'un an, retardent-ils les échéances. Ils se retrouvent finalement le dos au mur.

La difficile négociation avec le Fonds monétaire international, entamée en mars dernier, arrive à sa phase finale. L'organisme financier n'a guère fait de concessions. « Nous sommes le Vietnam du F.M.I. », nous déclarait un diplomate péruvien. De la même manière que le Pentagone jouait sa crédibilité doctrinale face au Pérou dans une négociation qui est devenue un test pour tout le continent. S'il cède aujourd'hui d'un pouce devant nous, il devra le faire demain face à d'autres pays qui se trouvent, eux aussi, à la limite de leurs possibilités de paiement.

L'objectif du F.M.I. est de dis-puter le refinancement de la dette avec le souci d'écarter le spectre d'une cessation de paiement. En 1976, le Pérou avait déjà dû trouver 400 millions de dollars pour boucler ses comptes — au prix d'un paquet de mesures économiques qui avaient déclenché, en juin 1976, de graves troubles à Lima, et provoqué le départ du gouvernement de la plupart des militaires « de gauche ». Cette fois-ci, il s'agit d'obtenir 250 millions, à travers un premier prêt *stand-by* du Fonds qui ouvrirait les coffres des banques privées.

Que suggère le Fonds monétaire au Pérou ? Le document secret remis par le F.M.I. en mars dernier aux autorités péruviennes a pu les faire frémir. Ses objectifs sont clairs : réduire le déficit catastrophique du budget de l'Etat et rétablir l'équilibre de la balance des paiements. Mais à quel prix ? « Les entreprises publiques doivent faire face à leur besoin de financement interne à travers des ajustements de prix », déclare notamment le document. En d'autres termes, tous les subsides de l'Etat doivent leur être coupés. « C'est là nous demandons de faire ce que ne fait aucun pays du monde », affirment les Péruviens : renoncer à la notion de service public. Dans un pays où la majorité de la population vit à peine au-dessus du niveau de subsistance...

Ajustements des prix ? Par exemple une hausse de 60 % du

prix de l'essence qui a déjà augmenté de près de 500 % en deux ans. Ces mesures s'accroissent-elles pas la spirale inflationniste ? Sans doute. Mais l'augmentation des salaires, pour suivre l'inflation, doit être limitée à 10 à 15 %. Quant aux coupes claires préconisées dans le budget du secteur public, elles devraient se traduire par un blocage des recrutements aggravant encore le problème de l'emploi.

La récession est déjà une réalité tangible. On ne compte plus les entreprises dans les secteurs textile et automobile, par exemple, qui ont réduit à quatre, voire trois jours la semaine de travail, ou qui ferment leurs portes pour plusieurs semaines. Des produits autrefois introuvables dans les marchés s'accumulent désormais sur les étagères des boulangers, faute d'acheteurs. Les entreprises de transport, dans l'intérieur du pays, se voient contraintes de baisser leurs prix.

L'estocade finale ?

Les « conseils » du Fonds monétaire n'ont, cependant, pas encore été intégralement appliqués. Lâchant progressivement du lest, les militaires péruviens, visiblement divisés sur la question, ne cèdent que lentement du terrain. En juin dernier, M. Walter Piazza, le premier industriel nommé ministre de l'Economie depuis l'arrivée au pouvoir des militaires, avait consenti à passer sous les fourches caudines. Un mois après avoir promulgué son « plan d'austérité », il devait démissionner. Il avait réuni contre lui l'unanimité des forces armées, inquiètes des conséquences d'un processus qu'elles ne savent pourtant plus très bien comment éviter : des troubles dans l'intérieur du pays ont déjà fait des dizaines de morts.

Il n'y a pas d'autre voie, rétorquent les partisans de l'austérité : l'absence de devises rend illusoire toute perspective de relance. Mais le « refroidissement » de la machine économique doit-il se

faire en suivant les canons ultra-libéraux du Fonds monétaire ? A Lima, certains responsables de l'économie considèrent que non. Ils espèrent leur heure venue après le départ de M. Piazza. Ils parlent d'élaborer une « alternative » aux recettes du F.M.I. avec qui les négociations furent reportées. On ne parlait plus de dévaluation, mais de programmation des importations. On ne parlait plus de coupes dans le budget, mais de nouvelle émission monétaire, compensée par une hausse du taux de réserve bancaire, et de taxes exceptionnelles sur les produits de luxe.

C'était un défi aux dogmes orthodoxes du Fonds monétaire. Mais la fronde dura à peine deux mois. Le temps, affirmant les Péruviens, que toutes les lignes de crédit dont bénéficiait le pays soient virtuellement coupées, face à l'ingratitude des milieux bancaires internationaux. Le temps aussi que l'appareil bureaucratique local achève de paralyser le

nouveau plan à travers d'inextricables dédales. L'expérience était terminée, et le Pérou se retrouvait face au F.M.I. cette fois le dos au mur.

Est-ce aujourd'hui l'estocade finale au modèle « révolutionnaire » d'il y a quelques années qui se prépare ? Les militaires péruviens ont tenté comme ultime recours de jouer la carte des droits de l'homme. « Les recettes déflationnistes du F.M.I. conduisent inévitablement à un cycle d'agitation sociale et de répression qui oblige les gouvernements à violer de manière croissante les droits de l'homme », a affirmé, à Washington, le chef de l'Etat péruvien au président Carter. L'a-t-il convaincu ? Il ne paraît pas, en tout cas, avoir convaincu les stratèges du Fonds monétaire, qui n'ont pas lâché de lest.

« C'est un problème continental », nous expliquait récemment l'un des principaux responsables de la diplomatie péruvienne. La politique du gouvernement américain est aujourd'hui de faire pression à la fois sur les pays du « cône sud » de ce continent et sur le Brésil — dont l'image internationale est peu acceptable — et à améliorer ses rapports avec le pacte andin d'allure plus démocratique — et qui peut faire contrepois. Le Pérou constitue aujourd'hui le pays-charnière entre les deux blocs. S'il tombe demain dans le modèle économique répressif déjà en application dans le « cône sud », c'est tout le rapport des forces dans la région qui s'en trouvera modifié, et ceci dans un sens opposé à celui voulu par la diplomatie américaine. « Le Pérou espère-t-il conclure avec ces arguments ? » Bien sûr, reconnaissait notre interlocuteur, le F.M.I. ne s'occupe pas beaucoup des droits de l'homme.

Le Pérou, Vietnam du Fonds monétaire ? Les militaires péruviens semblent loin aujourd'hui d'avoir trouvé leur Ho Chi-Minh.

Prochain article :

LE COMPROMIS HISTORIQUE

Aller vite avec un moteur Diesel est impossible, déclarait Rudolf Diesel.



A son époque, certaines difficultés techniques étaient insurmontables. C'est la pompe à injection qui a permis d'équiper un véhicule avec un moteur diesel. Aujourd'hui, les applications du Diesel aux véhicules de tourisme sont plus que jamais développées.

Rudolf Diesel a vu son invention s'imposer au monde entier. Très vite, il n'y eut pratiquement plus d'alternative pour les bateaux et pour les moteurs stationnaires. Mais Rudolf Diesel n'a pas vécu suffisamment longtemps pour connaître

l'application du diesel à l'automobile. La technique n'était pas assez avancée pour permettre une injection avec une forte pression, et de faible encombrement. Quelques dizaines d'années plus tard, le problème était résolu grâce à l'injection directe BOSCH.

Un moteur diesel peut-il être nerveux ? Chacun sait que le moteur diesel est économique et robuste. On connaît moins l'intérêt de ses gaz d'échappement. Même son aptitude sportive est souvent sous-estimée : la voiture du pilote d'essai

Fritz B. Busch par exemple, surnommée « la star du diesel » a une accélération plus rapide que beaucoup de voitures de sport. 5 s 6/10 suffisent pour atteindre les 100 km/h en départ arrêté. Les performances des voitures de série sont également très honorables.

Les possibilités du diesel dans un véhicule de tourisme sont réellement impressionnantes. L'équipement d'injection y contribue pour une bonne part. Dans les moteurs de voitures, cet équipement doit être particulièrement léger et occuper peu de place. Il doit également résister aux chocs

brutaux et aux vibrations, tout en fournissant un travail de précision : les gouttes de carburant de la grosseur d'une tête d'épingle, sont injectées au millième de seconde près ; jusqu'à 40 fois par seconde et par cylindre. Rudolf Diesel s'en serait réjoui.

Le Groupe BOSCH en France : 5 usines.

BOSCH

DSI : de l'informatique

qu'on

des

EUROPE

OCÉANIE

Italie

VIFS INCIDENTS A ROME ET A MILAN

République fédérale d'Allemagne

Le congrès social-démocrate devrait confirmer le regain de popularité de M. Schmidt

De notre correspondant

Bonn. — Les quatre cent cinquante délégués du congrès social-démocrate, qui s'ouvrira mardi matin 15 novembre à Hambourg, vont faire la connaissance du « nouveau » chancelier d'Allemagne fédérale. C'est, du moins, ce que l'on murmure dans les milieux gouvernementaux à Bonn. Après l'affaire de Mogadiscio, M. Helmut Schmidt bénéficie en effet d'un prestige accru auprès des partisans, et d'une popularité toute nouvelle dans l'ensemble de la population ouest-allemande. De façon assez paradoxale, toutefois, il semble aussi que le chancelier se montre aujourd'hui plus souple, plus compréhensif, moins « arrogant » qu'il ne paraissait l'être jusqu'ici. Il aurait acquis le « supplément d'humanité » dont bien des gens, même dans son entourage, déplorait l'absence.

Le surcroît d'autorité du chancelier n'est pas la seule raison pour laquelle le SPD ne sera sans doute guère déchiré au congrès de Hambourg : le premier problème posé est celui de la sécurité. Conscient du danger que menace leurs dirigeants, les organisateurs ont admis qu'une présence policière était indispensable dans la salle des délibérations : Un renforcement de la garde aussi discrète que possible. En même temps, les principaux animateurs du parti souhaitent aussi que, dans les débats, les problèmes de terrorisme n'occupent pas une place excessive. C'est là un thème dont on espère qu'il perdra progressivement de son actualité, alors que les questions économiques et sociales reprendront la première place dans les préoccupations de l'opinion. Sans doute entendra-t-on à Hambourg des protestations contre les mesures restreignant la liberté des avocats ou renforçant les pouvoirs de la police, mais il est peu probable que ce sujet donne lieu à de véritables polémiques.

L'an prochain, des élections

perilleuses dans quatre Länder : Hambourg, Hesse, Bavière et Basse-Saxe, exigent un état nouveau du SPD et la dissipation des doutes et inquiétudes dus à la présence de plus de neuf cent mille chômeurs dans la République fédérale. Certains porte-parole de la gauche jugent impossible qu'un parti « socialiste » soit prêt à accepter le chômage comme « inévitable ». Ce genre de protestation se heurtera vraisemblablement à la « réalité » d'une majorité beaucoup moins intéressée par l'idéologie que par le pragmatisme.

Quant au problème de l'énergie nucléaire, qui menaçait naguère de placer le gouvernement dans un très grand embarras — il semble en partie réglé. Le congrès du parti libéral a donné l'exemple, en renonçant à exiger un moratoire pour la construction de nouvelles centrales atomiques. Depuis lors, les syndicats ont jeté leur poids considérable dans la balance. Prenant le contrepied de la campagne menée par les écologistes et autres adversaires de l'« avenir nucléaire », les dirigeants du D.G.R. — soumis à de très fortes pressions de la base — ont aussi révisé leur position.

La semaine dernière, à Dortmund, une manifestation de près de cinquante mille représentants des conseils d'entreprise a clairement fait savoir que les travailleurs préfèrent de beaucoup les centrales nucléaires au chômage.

Un congrès qui dure près de deux semaines ménage bien des surprises. L'intérêt se concentrera sur l'élection du nouveau comité directeur : si aucun changement n'est concevable en ce qui concerne les postes essentiels, il restera à voir si le vice-président du parti, M. Helmut Schmidt, aura plus de voix que son président, M. Willy Brandt.

JEAN WETZ.

Le suicide d'Ingrid Schubert soulève peu d'émotion

Ingrid Schubert, membre fondateur de la Fraction armée rouge (groupe Baader-Meinhof), a été trouvée pendue dans sa cellule de la prison de Munich où elle purgait une peine de quatorze ans de prison. L'autopsie a conclu au suicide.

Les investigations des autorités néerlandaises ont permis d'établir que Michael Wackernagel, le terroriste ouest-allemand arrêté le 11 novembre à la suite de l'enquête de l'assassinat de Hans-Martin Schleyer, vivait depuis près d'un an dans cette ville.

Bonn a, d'autre part, demandé la collaboration de la police japonaise pour les recherches des meurtriers du président du patronat. A Alger, les discussions entre les envoyés du gouvernement fédéral allemand et les autorités locales à propos des mesures de sécurité aériennes demandées par la R.F.A. se poursuivent. Le vol régulier de la Lufthansa Frankfurt-Alger a été assuré samedi.

De notre correspondant

Bonn. — La mort d'Ingrid Schubert provoque beaucoup moins d'émotion et de remous en Allemagne fédérale que ne l'avait fait, le 18 octobre dernier, les suicides d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe après l'échec du détournement de Mogadiscio.

Le corps de la terroriste, âgée de trente-trois ans, a été découvert samedi soir 12 novembre peu après 19 heures, dans sa cellule de la prison de Stadelheim, à Munich. Une heure plus tôt, les gardiens n'avaient rien constaté d'anormal. L'intervalle entre les deux inspections a apparemment suffi à Ingrid Schubert pour jeter son drap de lit, en fabriquer une corde et se pendre aux barreaux de la fenêtre. Telle est, en tout cas, la conclusion de l'autopsie à laquelle les autorités judiciaires de Munich ont fait procéder sans tarder. Deux des avocats de la terroriste ont assisté à cette opération, conduite par le professeur Spann, spécialiste de médecine légale de très haute réputation. En attendant le résultat des analyses toxicologiques, la conclusion provisoire de l'enquête est que rien n'indique une « intervention extérieure ».

La hâte des responsables vise naturellement à prévenir les

rumours risquant de mettre en doute — à l'étranger surtout — l'authenticité de ce suicide. Mais les autorités, tout comme l'opinion, commencent à s'accoutumer à ce type de réactions de la part des extrémistes emprisonnés, même si elles leur paraissent particulièrement monstrueuses.

Quant aux causes de cette mort, on formule les deux hypothèses habituelles, qui ne sont d'ailleurs pas tout à fait incompatibles. L'une est que, constatant l'échec total de leur stratégie de libération, les terroristes emprisonnés s'abandonnent désormais au désespoir. L'autre consiste à dire qu'en se débattant de jour en jour de maîtres, les terroristes qui se donnent la mort veulent rendre un dernier service à leur cause.

Une cause à la défense de laquelle Ingrid Schubert avait déjà beaucoup contribué : après avoir appartenu à la première formation de la Fraction armée rouge, en 1970, avec Ulrike Meinhof et Tessa Thelen, elle participa à la libération d'Andreas Baader à Berlin. Son rôle dans cette affaire (au cours de laquelle un fonctionnaire fut grièvement blessé) ainsi que sa participation à l'attaque d'une banque, lui valurent d'être condamnée en 1974 à treize ans de prison par le tribunal de Berlin. — J. W.

Chypre

Le nouvel archevêque de Nicosie entend poursuivre la lutte politique

De notre correspondant

Nicosie. — La cérémonie d'installation du nouvel archevêque de Chypre, Mgr Chrysostomos I^{er}, a eu lieu dimanche 13 novembre en la cathédrale Saint-Jean, à Nicosie. Elu samedi, le nouveau chef de l'Eglise auto-céphale de Chypre succède à Mgr Makarios III, décédé le 3 août dernier, sur le trône de saint Barnabé, fondateur et prince de l'Eglise de Chypre. Le président de la République, M. Spyros Kyprianou, les membres du gouvernement et du corps diplomatique assistaient à la cérémonie. Dans son discours d'installation, Mgr Chrysostomos a promis de suivre la voie tracée par son

prédécesseur « jusqu'à ce que le problème national de Chypre soit résolu de manière équilibrée et permanente », en ajoutant que « l'Eglise de Chypre ne renoncera pas à sa mission évangélique et collaborera avec le gouvernement légal de Chypre jusqu'à ce que justice soit faite, jusqu'à la libération de la patrie ».

Pour les observateurs politiques à Nicosie, ce passage du discours du nouvel archevêque signifie que l'Eglise de Chypre poursuivra son rôle traditionnel de premier plan dans la vie politique de l'île. Mgr Chrysostomos a fait ressortir, par ailleurs, que l'Eglise de Chypre n'acceptera en aucun cas de légaliser l'injustice et l'occupation étrangère, quelle ne peut renoncer aux territoires et aux lieux saints occupés par l'envahisseur. Il a ajouté que « l'unité et la concorde du peuple chypriote sont indispensables pour le succès de la lutte libérée actuelle » et qu'il n'épargnera aucun effort pour renforcer cette unité.

DIMITRI ANDREOU.

[Chrysostomos I^{er}, nouvel archevêque de Chypre, est né dans la province de Paphos en septembre 1927. Il entra très jeune au monastère de Kyko, où Mgr Makarios avait commencé sa vie religieuse. Il fit des études de théologie et de philosophie à l'université d'Athènes et occupa les fonctions de professeur pendant cinq ans dans un lycée de Nicosie. Il fut élu en 1968 évêque suffragant de Constantia et évêque de Paphos en 1971. Il remplaça Mgr Makarios à la tête de l'Eglise de Chypre après la mort de son prédécesseur, dont il fut un des collaborateurs les plus proches. Mgr Chrysostomos est connu à Chypre pour son opposition au régime dictatorial d'Athènes, de 1967 à 1974.]

Australie

A MOINS D'UN MOIS DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

Les travaillistes renforcent leur position dans l'État du Queensland

De notre correspondant

Sydney. — Le parti travailliste et le parti démocrate nouvellement formé ont enregistré des gains substantiels aux élections locales qui se sont déroulées samedi 12 novembre dans l'État du Queensland. Le parti national du premier ministre de l'État, M. Bjelke-Petersen, a, comme prévu, remporté les élections mais avec une majorité sensiblement réduite : sa formation a perdu cinq sièges et en contrôle désormais trente-quatre, avec 37,1 % des voix ; ses alliés libéraux — la formation dirigée par le premier ministre fédéral, M. Fraser, — ont perdu, eux aussi, cinq sièges ; ils en conservent vingt-deux, avec 24 % des voix. Quant aux travaillistes, leur représentation passe de onze à vingt députés locaux (avec 43 % des voix).

Cette remontée spectaculaire des travaillistes — + 7,3 %, si elle se confirmait au plan national lors des élections générales du 10 décembre, pourrait permettre au parti de M. Whitlam de reprendre la coalition de M. Fraser une partie des sièges perdus aux élections de 1975, voire de remporter la consécration ; en effet, le parti libéral a été le grand vaincu au Queens-

land. Le scrutin de décembre pourrait d'autre part être influencé par la performance des démocrates, qui ont remporté un siège.

M. Bjelke-Petersen demeure le dirigeant le plus populaire du Queensland. Mais cet homme — ultra-conservateur et parlant fort — a perdu de son prestige ces derniers temps. Sa plus grande erreur a sans doute été de révoquer, la semaine dernière, une équipe ophtalmologique travaillant dans les communautés d'aborigènes, nombreux dans l'État, sous prétexte que deux de ses membres, eux-mêmes aborigènes, faisaient campagne pour les travaillistes. Or les aborigènes prennent part au scrutin et les deux membres du groupe licenciés ont expliqué qu'ils ne faisaient pas de propagande électorale pendant leur travail mais qu'ils faisaient seulement part à leurs frères de race leurs intentions de vote. La décision de M. Bjelke-Petersen a été critiquée par ses propres alliés libéraux ; l'autant que, selon des médecins, l'interruption des soins pourrait faire perdre la vue à plusieurs aborigènes.

MICHAEL SOUTHERN.

Paris-New York en Concorde. Prenez de l'avance.

Adoptez Concorde, vous serez parmi les premiers.

Gagnez du temps.

Le temps coûte cher ; gagner 4 heures sur un vol Paris-New York, c'est déjà beaucoup.

Arrivez les premiers.

8h30 du matin : Concorde attend à New York. Vous avez toute une journée pour vous. Vous gagnez ainsi au moins une demi-journée de travail.

Arrivez détendus.

3h30 de vol, c'est court, surtout dans les conditions de confort que vous offre le vol supersonique de Concorde. Vous supporterez mieux le décalage horaire, vous serez moins fatigué, donc plus efficace.

Avec Concorde, vous prenez de l'avance.

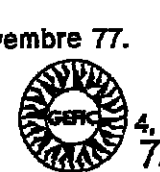
AIR FRANCE
Concorde

La Malmaison

21, Av. de la République, Rueil.

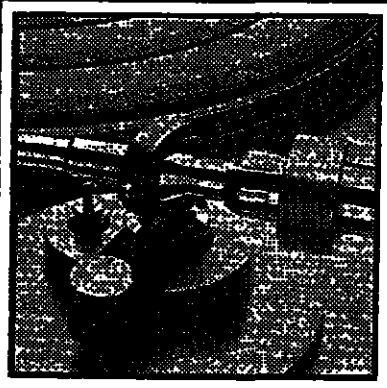
Au centre de Rueil, dans un grand jardin, au calme, quatre petits immeubles de trois étages.

Appartement modèle ouvert tous les jours de 14 h à 19 h. Le samedi et le dimanche de 10 h à 19 h. Tel. 967.97.17. Livraison : Novembre 77.



GEFIC
4, Place d'Iéna
723 78 78

YAMAHA. le son!



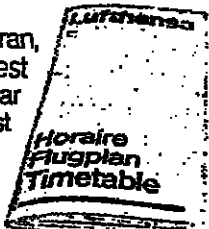
YAMAHA CHAINES
HI-FI STEREO

Lufthansa vous ouvre la route de l'or noir.



Toutes les routes du Moyen-Orient sont dans notre Petit Livre jaune.

Abu Dhabi, Amman, Bagdad, Beyrouth, Le Caire, Damas, Dhahran, Dubai, Jeddah, Koweït et Théhéran : la route du pétrole est à vous. Lufthansa vous propose 36 correspondances par semaine (Via Francfort ou Munich) au départ d'Orly Ouest vers l'un de ces 11 royaumes de l'or noir. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement : 15 minutes.



Lufthansa

RELATIONS INTERNATIONALES

RÉUNIES EN CONGRÈS POUR LEUR XX^e ANNIVERSAIRE

Les villes jumelées entre la détente, les droits de l'homme et la démocratie locale

Pointe-à-Pître. — La Fédération mondiale des villes jumelées — Cités unies, — constituée en avril 1957 à Aix-les-Bains, a célébré son vingtième anniversaire à l'occasion de son IX^e congrès, réuni du 28 octobre au 3 novembre à Pointe-à-Pître. Près de mille délégués, venus des cinq continents, ont pris part aux travaux. Ils ont été répartis en huit commissions spécialisées : commune et démocratie locale, participation des femmes aux responsabilités communales, urbanisme et défense de l'environne-

ment, commune et solidarité des peuples, échanges internationaux et liberté de circulation des personnes, droits de l'homme et droits du citoyen, opinion publique et désarmement, éducation civique internationale et bilingue. Le congrès constituait pour la F.M.V.J. une excellente occasion de faire le point de ses activités vingt ans après sa création, mais aussi d'examiner un contexte international que ses dirigeants jugent à la fois intéressant et préoccupant.

De notre envoyé spécial

La Fédération mondiale des villes jumelées compte aujourd'hui quelque trois mille cinq cents collectivités locales dans ses rangs. Environ mille deux cents d'entre elles adhèrent directement au mouvement, et sont réparties dans cinquante-trois pays. Les autres y sont rattachées par l'intermédiaire d'associations nationales. Au total, la F.M.V.J. assure représenter une population de plus de soixante-six millions d'habitants pour ses membres directs, et de près de trois cent cinquante millions si l'on y ajoute les habitants des communes indirectement fédérées.

Mais le congrès n'a pas voulu se contenter de ces chiffres impressionnants : comme devait le rappeler un délégué togolais, ceux-ci ne seraient guère significatifs si le contenu même des jumelages ainsi réalisés ne répondait pas aux aspirations de la petite équipe qui, autour de M. Jean-Marie Bressand, fonde la F.M.V.J.

Or de nombreux congressistes ont, exemples à l'appui, estimé que les opérations menées sous l'égide de la Fédération avaient profondément modifié certains comportements municipaux, qu'il s'agisse des administrés ou de leurs élus. Il est vrai que les cités unies se sont fait, depuis 1953, une spécialité des « jumelages-coopération », organisés entre des communes de l'Europe de l'Ouest et du tiers-monde, tout particulièrement africain. Des chantiers de jeunes volontaires ont été créés, en dehors des circuits étiologiques et des traditionnels voyages de délégations municipales. Un effort de sensibilisation de la population a été entrepris, non sans certains succès, semble-t-il. En outre, des associations spécialisées ont été créées, et d'autres doivent l'être dans les mois qui viennent : Union des villes de la Méditerranée, au printemps dernier, pour lutter contre la pollution ; Union des villes de la Caraïbe, qui devrait bientôt voir le jour sur des bases plus directement politiques ; Union des villes de la Baltique, au cours d'une réunion à Helsinki.

Les « cinq D »

D'une manière générale, la Fédération mondiale des villes jumelées a insisté, au cours de son neuvième congrès, sur ce en quoi elle avait pu justifier son ambitieuse appellation. Après avoir instauré, par l'intermédiaire des collectivités locales, et en pleine guerre froide, le premier débat Est-Ouest, elle a aussi, avec la même avance sur les États, célébré — et pratiqué — les vertus du dialogue Nord-Sud.

Si les participants à la réunion de Pointe-à-Pître ont mis l'accent sur ces traits originaux de leur mouvement, c'est que la plupart d'entre eux estiment que la F.M.V.J. se trouve actuellement placée dans un contexte à la fois favorable et difficile.

Un contexte international favorable : les mêmes idées qui la faisaient naître jadis, le communisme ont aujourd'hui envahi de cité dans la plupart des chancelleries. L'esprit d'Helsinki est passé par là, et ce n'est pas un hasard si M. Robert Genest, délégué général adjoint, conseiller général socialiste de la Haute-Marne (radical de gauche) a demandé et obtenu que la Fédération envoie prochainement une mission à la conférence de Belgrade.

Un contexte difficile aussi : la concurrence d'autres organisations spécialisées dans la coopé-

ration communale internationale, comme le Conseil des communes d'Europe et l'International Union of Local Administration (IULA), demeure très vive. Or les villes jumelées les jugent trop directement inspirées par un « occidentalisme » intransigeant, par l'intermédiaire de l'Allemagne fédérale pour le premier, et des États-Unis pour la seconde (qui mène une campagne particulièrement active auprès des communes africaines). La F.M.V.J. estime que l'activité de ces organismes puissants est incompatible avec la recherche de certains de ses propres objectifs, définis comme les « cinq D » : désarmement, détente, développement, démocratie, dialogue.

M. Chaban-Delmas président mondial

S'agissant de la direction du mouvement, une certaine stabilité s'est manifestée au sommet. Jacques Chaban-Delmas a été confirmé comme président mondial de la F.M.V.J. — avec, notamment, l'appui de la délégation soviétique — et M. Jean-Marie Bressand a été réélu délégué général. Mais une tendance à la multiplication des organismes intermédiaires, aux charges plus honorifiques qu'effectives, s'est fait jour. Tendance qui a, notamment, provoqué le départ du conseil

supérieur du professeur Jean-Maurice Chevallier, auteur des statuts originaux du mouvement et l'un de ses principaux animateurs jusqu'au congrès de Pointe-à-Pître. A travers cette hiérarchisation croissante, de même qu'à l'occasion de certaines interventions réclamant une meilleure association des organisations de base aux réflexions des élus, s'est ainsi trouvé posé le problème de la prépondérance des notables sur les militants, au cours d'incidents de séance assez vifs.

Le second écueil auquel le congrès des villes jumelées s'est trouvé confronté est celui de la toute-puissance des États. Pour un mouvement qui se veut résolument mondialiste, il n'est pas toujours très commode de faire adopter par ses membres un langage commun à cet égard. On l'a constaté, en particulier, lorsque M. Chaban-Delmas a demandé à la F.M.V.J. d'insister auprès de Moscou pour que son mari, mathématicien contestataire soviétique, soit enfin autorisé à la rejoindre dans son exil israélien. On a alors vu le porte-parole de la délégation des villes d'U.R.S.S. se lancer dans une longue et véhémente réponse sur la défense comparée des droits de l'homme dans les pays et en Occident. Plaidoyer qui devait susciter des réactions assez franches, et qu'il a conclu par ces mots : « Soyez sans crainte, on vous les rendra, on vous les rendra tous ! »

BERNARD BRIGOLEUX.

OUBLIEZ LE FRANÇAIS.

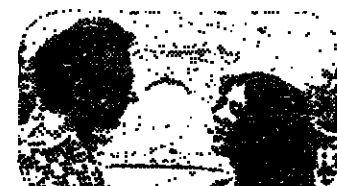


Pendant 2 semaines, vous dialoguez à 4 ou 5, selon la méthode Berlitz, 7 h 30 par jour avec des étrangers qui vous enseignent leur langue. Ou à mi-temps pendant 4 semaines. C'est simple et efficace. Demandez le calendrier des pages : Opéra : 742.13.39 - Nation : 346.12.65 - Panthéon : 633.98.77 - Rues : 772.18.16 - Boulogne : 609.15.10 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70.

"STAGE INTENSIF" BERLITZ

Service traduction — Organisme privé

Il n'y a pas de doute : la calvitie vieillit



Conservez toute votre séduction avec les bridges capillaires BRIDGECAP. Montés à la main, en cheveux naturels, de première qualité, non traités, les bridges capillaires BRIDGECAP sont indétectables et leurs teintes naturelles, parfaitement accordées à vos propres cheveux, leur permettent de se faire oublier totalement. Dans la vie courante, sur le terrain de sport, sur la plage, en plongée sous-marine, ils vous offrent une sécurité absolue, même par grand vent, tempête ou chahut monstre... A l'ère du "place aux jeunes" n'hésitez pas à rejoindre d'une bonne douzaine d'années. N'hésitez plus, téléphonez.

N'oubliez pas : nous sommes également spécialistes des soins CAPILLAIRES : nouveaux produits biologiques.

INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGECAP

du lundi au vendredi de 11 heures à 20 heures et le samedi de 9 heures à 18 heures.

PARIS 75008 - 116 bis, Champs Elysées et 1, rue Lord Byron
tél. (01) 32.58.63
Nica tél. (03) 87.11.18
Dijon tél. (03) 32.45.37
Rennes tél. (02) 30.18.88
Lyon tél. (04) 33.21.60
Toulon tél. (04) 93.55.30
Marseille tél. (01) 71.74.55
Tours tél. (02) 20.33.60

LA PRÉPARATION

APRÈS LA RÉUNION DE SON CONSEIL
PSU souhaite...
cède la place à une...
union...

مكتبة من الأصل

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

APRÈS LA RÉUNION DE SON CONSEIL NATIONAL

Le P.S.U. souhaite que l'union de la gauche cède la place à une « unité populaire »

Le conseil national du P.S.U., réuni du 11 au 13 novembre à Limoges, a permis aux délégués des fédérations et aux membres du bureau national de compléter le programme « pour la construction du socialisme autogestionnaire », dont la première partie avait été adoptée lors du congrès de Strasbourg, le 30 janvier dernier. Ce conseil a surtout permis à la direction, forte d'une majorité élargie, de consolider ses positions : la stratégie d'« unité populaire » qu'elle s'efforce de mettre en œuvre est apparue aux participants tout à la fois comme un moyen efficace de tirer parti de la crise de la gauche et de relancer le débat unitaire.

Les démarches électorales des instances dirigeantes ont également été approuvées. Une première liste des circonscriptions où sera présenté le « front autogestionnaire » a été présentée. Après l'accord du MAN (Mouvement pour une alternative non violente), le conseil a fait le point des discussions engagées avec les mouvements écologistes et autonomistes. La résolution adoptée rappelle, en ce qui concerne les désistements de second tour, que le P.S.U. ne saurait, « de quelque manière que ce soit, prendre le risque de déstabiliser la droite ». Enfin, le conseil national a repoussé à une très forte majorité, une motion qui proposait le refus du désistement en faveur des candidats du M.R.G. (radicaux de gauche).

Cloturant le conseil national, M. Michel Moussal, membre du secrétariat national, a estimé que la gauche, malgré la crise qui la divise, est toujours majoritaire, du fait de la majorité et de l'hospitalité qu'elle rencontre dans le pays. Si, de l'avis des participants, la droite peut encore être battue, elle ne peut plus l'être par l'union de la gauche. Aussi n'entre-t-elle pas dans les intentions du P.S.U. de jouer les « coureurs » entre P.S. et P.C. pour tenter de « refaire » un programme commun qui ne marque pas « une véritable rupture avec le capitalisme ». A l'union de la gauche doit succéder l'« unité populaire » : celle-ci consiste à « articuler » les luttes sociales au combat politique et à insérer dans le débat sur l'unité de la gauche le courant autogestionnaire que le P.S.U. s'efforce de rassembler.

Cette politique n'est pas nouvelle. Jusqu'à présent, la direction du P.S.U. a tenté de mettre en œuvre une stratégie autonome, visant à regrouper les forces autogestionnaires (qui s'expriment à travers les contestations les plus radicales, celles des femmes, des immigrés, des autonomistes), assortie d'une unité tactique avec les partis de gauche, notamment sur le plan électoral. Dans le même temps, elle s'est efforcée de faire valoir son point de vue auprès des syndicats et partis de gauche et de poser des questions qui avaient été, à ses yeux, étudiées par les partis signataires du programme commun (définition d'une

nouvelle forme de développement de la production, d'une nouvelle politique énergétique, création de pouvoirs de contrôle et de gestion « à la base » dans les entreprises publiques et privées notamment).

Ces tentatives n'ont été que partiellement couronnées de succès. Certes, il y a eu discussion avec la C.F.D.T. : de plus, avec le P.C., le P.S.U. a mis sur pied un « comité » de négociations qui précède notamment : « L'union est une nécessité (...) les forces qui luttent pour l'autogestion doivent y prendre place ». Mais, outre que le P.S.U. n'a pas accepté le débat avec le P.S.U., la C.F.D.T. a, pour le moment, laissé sans réponse les propositions qui lui ont été faites et qui visaient à organiser, dans les entreprises, des « rencontres pour l'unité ». (Ces offres ont été reprises par la motion finale.)

Enfin, le texte signé avec le P.C., qui fait l'inventaire des points d'accord qui existent entre les deux formations et des « divergences fondamentales » qui les séparent, a été signé après la rupture des négociations sur l'actualisation du programme commun. Le P.S.U. a ainsi pris le risque, non seulement de servir de « caution démocratique au P.C. », selon l'expression de M. Claude Bourdet, mais aussi de susciter dans ses rangs la réserve de ceux qui, regroupés au sein du courant « C » (minoritaire), perçoivent la menace d'une « satellisation » du P.S.U. par rapport au P.C.F.

Le conseil national a toutefois considéré que les discussions avec les communistes sont une bonne méthode pour relancer l'union dans le contexte actuel. De l'avis général des participants, la crise de la gauche augmente les chances de succès de l'action menée par la direction, et pourrait permettre au P.S.U. de sortir tout à la fois « du ghetto de l'extrême gauche » et de la période de stagnation qu'il traverse.

Au mieux, dans la phase d'actualisation du programme commun, les socialistes unifiés pouvaient espérer être reconnus comme une force d'appoint.

Il s'agit de fédérer autour du P.S.U. les courants autogestionnaires qui constituent une troisième composante de la gauche, car ils réunissent socialistes et communistes. Cette distinction de trois familles au sein de la gauche est désormais commune à la majorité et à la minorité du P.S.U. ; toutes deux espèrent, en outre, recueillir les militants du P.S. et du P.C. désorientés par la rupture de l'union de la gauche. Selon leur analyse, il y a des communistes qui refusent « la façon dont le P.C. conduit la désunion de la gauche », tout comme il y a des socialistes qui vont se trouver isolés au sein d'un parti qui l'attitude des communistes « pousse à droite ». Le conseil national a donc souhaité que le P.S.U. se place dans une position telle qu'il puisse accueillir les uns et les autres (1).

Pour l'autogestion socialiste

Pour que ce projet à long terme aboutisse, il faut dans l'immédiat relancer l'action entreprise par l'équipe dirigeante. Pour rassembler le courant autogestionnaire, le P.S.U. va organiser, les 17 et 18 décembre, la seconde session des « Étapes générales pour l'autogestion socialiste ».

Il espère que le succès d'estime obtenu par la première session sera, cette fois, dépassé. Dans le même

temps, le P.S.U. continuera de rechercher le dialogue avec les syndicats (2) et les partis de gauche pour susciter des débats unitaires au sommet comme à la base. Or les rapports « sur le terrain » restent difficiles avec les militants communistes.

Enfin, le conseil national a évoqué les questions électorales. Malgré l'intervention de la fédération des Yve-

lines, le refus de conclure un accord avec les formations d'extrême gauche (L.C.R. et C.C.T. notamment) a été confirmé. En revanche, les ententes avec les groupes écologistes et avec les mouvements autonomistes doivent être recherchées « à la base », sous le sigle « Front autogestionnaire ». Des contacts ont d'ores et déjà été pris avec certains groupes Amis de la terre, comme avec l'organisation Lutte ouvrière. Une place importante doit être faite aux candidatures féminines au sein du Front autogestionnaire, qui devrait être présent dans deux cents circonscriptions (concernant soixante-cinq départements), dont la liste (provisoire) a été présentée.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) A cet égard, il convient de noter qu'un « collectif de bases » a récemment suggéré la fusion entre le P.S.U. et le C.C.T. (le Monde du 25 octobre). Dans sa réponse, le P.S.U. affirme qu'« il est prêt de puis longtemps à accepter son propre dépassement afin de faire naître une grande force politique de masse et de classe pour les contrôles et l'autogestion socialiste » et qu'il est prêt à discuter avec le C.C.T. et avec d'autres.

LA « PRAVDA » CONDAMNE LA DÉSUNION DES FORCES DE GAUCHE

Moscou (A.F.P.). — La Pravda a condamné, dimanche 13 novembre, la désunion des forces de gauche française, dans un article consacré aux difficultés économiques du monde non communiste. Citant la France au nombre des pays ayant connu, en 1977, des difficultés d'ordre social, l'organe du P.C. soviétique écrit : « Dans des conditions d'aggravation des conflits sociaux, les forces qui représentent les intérêts des travailleurs ont une responsabilité particulière. (...) La désunion des forces de gauche en France ne peut répondre aux intérêts des travailleurs français, ni au succès de leur lutte pour les droits économiques et politiques. »

SEIZE CIRCONSCRIPTIONS BRIGUÉES PAR LE MOUVEMENT DÉMOCRATE SOCIALISTE DE FRANCE

Le Mouvement démocrate socialiste de France a publié une liste de seize candidats, dans laquelle on relève les noms de trois députés sortants : MM. Georges Donnez, Emile Muller et André Martin. M. Max Lejeune, président du M.D.S.F., étant devenu sénateur au mois de septembre dernier, le candidat à sa succession dans la quatrième circonscription de la Somme est M. Alain Jacques. M. Etienne Gagnaire, député du Rhône, ne se représente pas. M. Jean-Jacques Dumortier, député socialiste de 1958 à 1973, se représente avec l'investiture du M.D.S.F. dans la cinquième circonscription du Pas-de-Calais, dont le député est M. Jean Barol, communiste.

AIN : M. Yves Brinon (4°).

ALPES-MARITIMES : M. Gilbert Venturi (8°).

BOUCHES-DU-RHÔNE : M. Jean Goudreau (5°).

CALVADOS : M. Guy Boivin-Champeaux (2°).

CHARENTE : M. R. Chiron (1°).

CORSE-DU-SUD : M. A. Simon-giovanni (1°).

HAUTE-CORSE : M. François Geronimi (3°).

GIROUDE : M. Robert Cazalet (7°).

HERAULT : M. René Michel (1°).

INDRE-ET-LOIRE : M. Henri Perret (2°).

LOIRE : M. René Mure (6°).

HAUTE-LOIRE : M. Jean Charrier (2°).

LOIRE-ATLANTIQUE : M. A. Jean (1°).

LOIRET : M. Roger Rolland (1°).

MAINE-ET-LOIRE : M. Maurice Ligot, secrét. d'Etat, anc. dép. (5°).

MANCHE : M. Jean d'Aigneaux (5°).

MEURTHE-ET-MOSELLE : M. Roland Falet (5°).

MOSELLE : M. Jean Kiffer, dép. (1°).

NIEVRE : M. Paul Bernard (2°).

ORNE : M. Claude Barret (1°).

HAUT-REIN : M. Emile Muller, vice-prés. maire de Mulhouse, vice-prés. cons. gén. (4°).

RHÔNE : M. Pierre Ponthus (8°).

PARIS : M. Gérard Vée, anc. dép. S.F.I.O. (10°).

PAS-DE-CALAIS : M. Jean-Jacques Dumortier, anc. dép. (5°).

SEINE-MARITIME : M. André Martin, vice-prés. vice-prés. cons. gén. (4°).

SOMME : M. Alain Jacques (4°).

Le M.D.S.F. a également indiqué qu'il apporte son soutien à trois députés sortants du groupe réformateur : MM. Paul Alary (Fédération-Orientale, 1°), Jean Bégault (Maine-et-Loire, 4°) et Frédéric Dagoujon (Rhône, 7°).

Le C.N.I.P. rend public

une première liste de cinquante-six candidats

Le Centre national des indépendants et paysans a rendu public une première liste de cinquante-six candidats aux élections législatives. Outre M. Maurice Ligot, secrétaire d'Etat à la fonction publique, qui se représente dans la 5° circonscription de Maine-et-Loire, cinq des six députés sortants du C.N.I.P. sont de nouveaux candidats : MM. François d'Harcourt, Jean Kiffer, Jacques Fouchier, Henri Gimoux et Edouard Frédéric-Dupont. M. Emile Durand ne se représente pas ; sa succession au siège de la 7° circonscription de la Gironde sera briguée par M. Robert Cazalet. M. Philippe Malaud, ancien ministre, tentera de reconquérir le siège de la 1° circonscription de Saône-et-Loire. Selon M. Bertrand Motte, président du C.N.I.P., dix des membres de cette liste seraient candidats uniques de la majorité.

AIN : MM. Michel David (2°) ; Jean Bouchard (3°).
BOUCHES-DU-RHÔNE : M. Jean Goudreau (5°).
BAS-REIN : M. Jean-Jacques Bonney (4°).
RHÔNE : M. René Bélanger (2°) ; Robert Girard (3°) ; Michel Richelmy (6°).
SAOÛNE-ET-LOIRE : M. Philippe Malaud, anc. min., anc. dép. (1°).
SARTHE : M. Gérard Hamequin (2°).
SAVOIE : M. Paul Dabès (1°).
SEINE-ET-MARNE : MM. Michel Fains (2°) ; M. Dupuy (3°).
DEUX-SEVRES : M. Jacques Fouchier, dép. (2°).
VAUCLUSE : MM. Maurice Marquis (1°) ; Hugues d'Alancier (3°).
ESSONNE : MM. Serge Dassanlt (1°) ; Pierre Durkel (3°).
VAL-DE-MARNE : M. Philippe Nolland (6°) ; Olivier d'Ormesson, anc. dép. (8°).
HAUTE-DE-SEINE : MM. Patrice Fichet (3°) ; Henri Gimoux, dép. (13°).
VAL-D'OISE : M. Régis Vayron (4°).
SEINE-SAINT-DENIS : M. Pech (5°) ; Alain Drouet de la Thilauderie (8°).
PARIS : MM. Edouard Frédéric-Dupont, dép. (7° arr.) ; Nicolas Landoque (10° arr.) ; Jacques Féron, anc. dép. (19° arr.) ; Soissons (18° arr.).

Le Mouvement écologique refuse tout désistement pour le second tour

De notre correspondant

Mulhouse. — Les assises du Mouvement écologique (1), qui se sont tenues à Dollenen (Haut-Rhin) du 11 au 13 novembre, ont permis aux participants de préciser leurs objectifs en vue des élections législatives de mars 1978.

Lors d'une séance publique de synthèse, dimanche matin, à Mulhouse, en présence de quelques observateurs du P.S. haut-rhinois, les conclusions des travaux des commissions ont été présentées. Celles-ci ont étudié des propositions déjà discutées au niveau des régions. Le fruit de leur réflexion sera consigné dans un « petit livre vert » intitulé : Vers une société écologique majeure d'aujourd'hui, et dont la parution est prévue pour janvier 1978, c'est-à-dire dès que les finances du mouvement permettront cette importante dépense.

Ce texte précisera le but du Mouvement écologique : remettre globalement en cause la société actuelle et, par voie de conséquence, inventer une nouvelle société. Cette « invention », les congressistes l'ont poussée assez loin, se heurtant pourtant dans certains domaines à une impasse, voire une impossibilité, à trouver des solutions de rechange. « Il n'y a pas de solution miracle », fut-il constaté.

Des propositions, le Mouvement écologique en formule pourtant que ce soit en matière d'énergie, d'architecture et d'urbanisme, de transports, d'agriculture ou d'économie. Toutes ne doivent pas consister en un catalogue de choses très agréables, mais une grille de travail. « Nous ne prétendons pas vouloir apporter de réponses toutes faites, mais nous voulons les trouver ensemble », affirme le rapporteur de l'une des commissions. Il ajoute : « L'alternative écologique est un autre système et non une autre gestion du système. » C'est pourquoi, et cela a été redit au cours de la conférence de presse finale, le Mouvement écologique n'infécherait rien sa position par rapport aux autres formations politiques : « Il n'y aura pas de négociation électorale qu'elle soit avant ou après le second tour, car nous ne sommes pas possesseurs des voix des électeurs », donc pas de concession aux candidats « verdoyants », pas plus d'ailleurs qu'aux Amis de la Terre.

Il y aura des candidats du Mouvement dans le maximum de circonscriptions afin d'occuper le terrain. Le but en 1978 n'est pas de conquérir le pouvoir, mais de présenter des candidats qui puissent exprimer le désir des populations de vivre autrement.

BERNARD LEDERER.

(1) Mouvement écologique français, Cité fleurie, 85, boulevard Arago, 75013 Paris. Tél. 351-22-74.

Braun control. Il faut un peu de temps pour voir la différence.

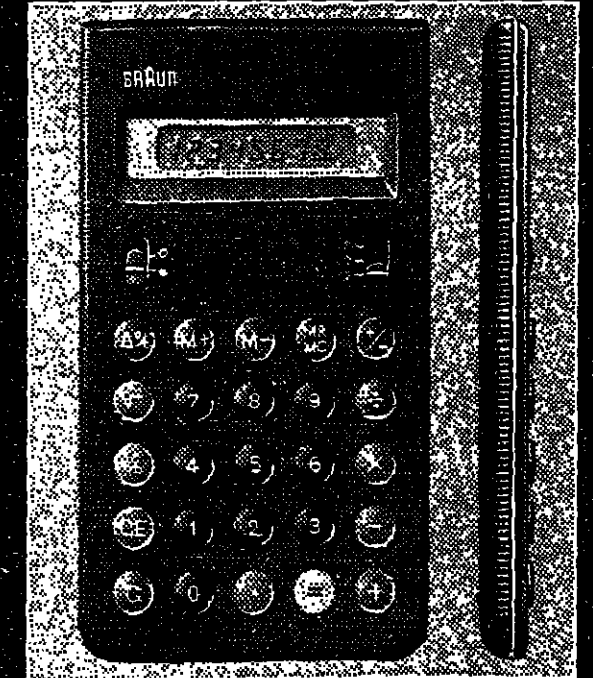


Touche ordinaire. Attention à la touche voisine.



Touche Braun. Sa forme évite les fautes de frappe.

La première différence saute aux yeux. Les touches Braun ne sont pas incurvées mais arrondies, afin de ne pas appuyer sur la touche voisine. La seconde différence se découvre 2 ans plus tard. Le temps pour les microprocesseurs Braun de faire leur travail. Pendant plus de 1500 heures, soit 2 ans de fonctionnement à raison de deux heures par jour ! Qui dit mieux ?



BRAUN

LA RÉOLUTION ADOPTÉE

Le conseil national a adopté une « résolution sur la situation politique et les élections législatives » dans laquelle on lit notamment : « (...) Pour contribuer à créer les conditions de l'union de tous les travailleurs, de toutes les forces populaires, le P.S.U. reprend les propositions qu'il a faites lors de sa rencontre avec le bureau confédéral de la C.F.D.T.

1) L'organisation de discussions ouvertes et unitaires au niveau des entreprises pour éviter que des explications polémiques tiennent lieu de débats ;

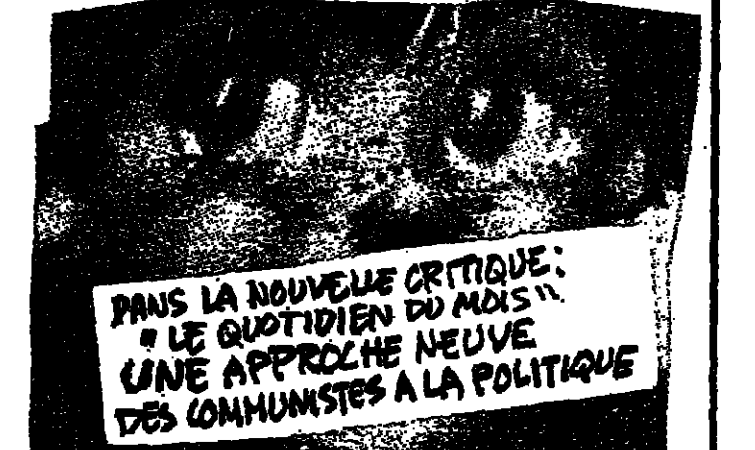
2) L'organisation des rencontres pour l'unité au cours desquelles seraient posés un certain nombre de problèmes essentiels à la nécessaire sortie de la crise. »

Le P.S.U. entend poursuivre la confrontation avec les forces politiques et syndicales sur les conditions politiques d'une reconstruction de l'unité. (...) Le P.S.U. estime positive la récente évolution de la direction du P.C.F. sur

le thème de l'autogestion. Celle-ci ne donne que plus de poids aux questions que le courant autogestionnaire doit poser aux militants communistes et à leur parti : — Comment concilier la revendication de l'autogestion socialiste et le maintien de la reconnaissance de l'U.R.S.S. comme pays « socialiste » alors qu'une bureaucratie d'Etat y impose une domination sans partage ? — L'acceptation d'un nationalisme sous contrôle, les concessions à l'idéologie chauvine de la bourgeoisie, le ralliement à la force de frappe, ne sont-ils pas, eux aussi, contraires à la perspective de l'autogestion ? (...) Avec le P.S., le P.S.U. souhaite également établir des relations qui pourraient conduire à une clarification des positions respectives.

C'est dans cet esprit que le conseil national mandate le bureau national pour faire parvenir au parti socialiste une adresse qui pourrait porter à la connaissance de ses militants. (...)

la Nouvelle Critique



Kiosques, librairies : 20 F
abonnez-vous !
1 an : 155 F
Étudiants : 90 F
Nom
Profession
Adresse
Retournez ce bulletin avec chèque bancaire ou postal à :
N.C. 168, rue du Temple, 75003 PARIS - C.C.P. 6956-23 Paris

44, av. Victor-Hugo, Paris (16)
Lundi 22 novembre 1977, 14 h - 16 h
EN UN LOT
25 PAIRS de 100 F CHACUN de
67, rue de Saunault, HERMONT (95)
tous droits à jouir et atir d'un

2 PARTIEMENT A P. LIBRE

au et 67, face, enla, ent., koll. we
CAVE à PARIS (16)

5 bis, BOULEV. PEREIRE
et 115, rue de Saureur
MISE A PRIX : 70.000 FRANCS
Ne pouv être baissée. Consign
leur each 20 000 F chèque et
S'adr. à l'Office de l'Immob.
dim 22 15 h - 17 h 30
dim 23 15 h - 17 h 30

Vente sur licitation au Palais de Justice à VERSAILLES (Yvelines)
le MERCREDI 22 NOVEMBRE 1937, à 10 heures

UNE PROPRIÉTÉ sise à VIEILLE-ÉGLISE

GRANDE RUE, ARRONDISSEMENT RAMBOUILLET
UN PAVILLON 4 pces princp. 1 pav. 5 pces princp. garage - 800 m²

LIBRE - MISE À PRICE: 150.000 FRANCS

S'adresser à VERSAILLES à M^r RAVIART, avocat, 13 bis, avenue de Saint-Cloud, tel. 003-102; à M^r BISSY, avocat, 14, place Hoche; à M^r SILLARD, avocat, 72, boulevard de la Chapelle; à M^r MITLET, huissier à Rambouillet, tel. 493-70-24

ORALE
 à se VENDRE
 et description
 de Paris VII, 82-83
 Tél. : 01-42-50-50-50

JEUNESSE

AU CONGRÈS DE NANTERRE

M. Dijoud célèbre les « retrouvailles » du secrétariat d'État et des M.J.C.

Le quatrième congrès de la Fédération française des maisons des jeunes et de la culture (F.F.M.J.C.) a eu lieu, du 11 au 13 novembre, à Nanterre (Hauts-de-Seine). Dix cents délégués représentant les deux tiers des neuf cent cinquante maisons adhérentes à la fédération y ont participé. Pour la première fois depuis dix ans, le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports était présent à la séance de clôture, mettant fin à une période de séparation dont chacun s'accordait à penser qu'elle avait trop duré.

Ce n'est pas le beau fixe, mais, après la guerre de tranchées de la fin des années 60, la visite de M. Paul Dijoud ressemble, comme il l'a souligné, à des « retrouvailles ».

La querelle sur laquelle on a ainsi tiré un trait remonte à 1968, date à laquelle le prédécesseur de M. Dijoud, M. Joseph Comiti, excéda par le rôle joué par certaines M.J.C. lors des événements de mai, menaçant la Fédération de lui retirer sa subvention si elle ne se décentralisait pas et n'éliminait pas de ses instances de décision les directeurs, pour la plupart militants de la C.G.T. La F.F.M.J.C. finit par plier, mais la brouille sera durable. Depuis cette époque, le secrétaire d'État et ses représentants ne siègent plus dans les différents conseils d'administration régionaux et locaux de la Fédération ni à son conseil national.

Autant par souci d'ouverture que parce que la F.F.M.J.C. a adopté depuis une ligne plus modérée, M. Dijoud a annoncé que cette politique de la chaise vide était terminée. Mais il a assorti cette décision d'une mise en garde : « Si s'agissait, a-t-il déclaré, que votre mouvement sorte de sa mission, oubliant qu'il doit être le respect des opinions de tous, notre collaboration s'arrêterait là ».

Il paraît en outre acquis que le secrétariat d'État ne s'opposera pas à ce que les membres du personnel — dont les directeurs — siègent à nouveau avec voix délibérative au conseil d'administration de la Fédération.

Des crédits coupés

C'est un motif de satisfaction pour les syndicats, qui ont obtenu également gain de cause dans le conflit qui les opposait depuis quelque temps à la Fédération. En vertu d'un accord signé l'année dernière, l'organisation de journées d'études des directeurs devait être soumise à un bureau de la formation continue, où ces directeurs étaient majoritaires. Devant le thème retenu (« La profession d'éducateur... ») dans la perspective de la loi sur le statut de l'enseignant, le président de la F.F.M.J.C., M. Robert Lenoir, s'était opposé à ce que ces journées soient animées par le bureau national et finalement fait machine arrière.

Soutenus sur ce point par la direction, les syndicats continuent de dénoncer l'insuffisance des salaires des quarante-cinq directeurs stagiaires actuellement en formation. Cette rémunération est de 1 950 francs par mois. Les syndicats demandent qu'elle soit portée par l'État à 3 250 francs.

Cette situation rejoint les difficultés que rencontrent les militants bénévoles qui siègent dans les différents instances du mouvement (présidents de M.J.C., membres des conseils d'administration, etc.). Le congrès a adopté un « statut de l'élève social », qui réclame l'extension du droit d'absence à ces bénévoles (sans perte de salaire) et le remboursement de leurs frais. Le problème est d'autant plus crucial que la victoire de la gauche aux dernières élections municipales a amené à s'affilier à la Fédération des maisons des jeunes et de la culture, des élus qui étaient jusqu'à présent directement par les communes. Au nombre de quatre cent cinquante, ces adhérents ont redonné un peu d'oxygène au mouvement. Deux des trois centres de formation qui avaient été fermés, faute de moyens financiers, ont été rouverts. Un quatrième, géré en commun avec l'université de Paris-Vallée de la Marne, doit être bientôt inauguré à Créteil.

Cette situation reste néanmoins relative en raison du cloisonnement budgétaire qui prive la direction nationale de moyens réels d'action. Cette situation n'a pas échappé au secrétaire d'État, qui a promis de débiter 200 000 F pour la section du centre fédéral parisien. Mais ce geste est insuffisant.

M. Dijoud n'a pas évoqué dans son discours l'épineux problème du désengagement de l'État du budget des M.J.C. Celui-ci n'est pratiquement plus alimenté que par les communes. D'où, lorsque les activités de certaines maisons « déplaissent », le risque de voir la mairie couper les crédits et imposer, par la nomination de nouveaux animateurs, sa propre politique culturelle.

C'est ce qui s'est passé cet été à Paris à la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes (« Le Monde » du 9 août) et plus récemment, à Longvieu (Côte-d'Or), où le conseil municipal a décidé de licencier une directrice (« Le Monde » du 3 novembre).

Ce désengagement de l'État préoccupe tout autant la Fédération que l'impôt de 4,25 % sur les salaires des animateurs et que la TVA, sur les spectacles, dont tout en réclamant le doublement du budget de la jeunesse et des sports, elle envisage le boycottage. Pour éviter d'en arriver là, la Fédération souhaite obtenir rapidement des moyens supplémentaires qui lui permettraient de développer en priorité les M.J.C. en milieu rural et de favoriser l'essor des cultures régionales, dont les réactions « anti-parisiennes » de certains participants montrent le caractère très vivace.

BERTRAND LE GENDRE.

Chaque dessin de « solidarité » pour la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes. — La Fédération régionale des M.J.C. de la région parisienne vient d'éditer une plaquette de cinquante dessins originaux de Vasquez de Solé, Elin Kerleroux, Pien, etc., sur le thème de la liberté de création. La vente de cette plaquette doit servir à la constitution d'un fonds de soutien à la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes. Son prix est de 40 F. Commandes à la Fédération départementale des M.J.C. du Val-de-Marne, 1 rue François-Villon, 94000 Créteil.

La JOC va soumettre aux partis de gauche une « Charte de la jeunesse ouvrière »

De notre correspondant

Dijon. — La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) a réuni à Dijon du 11 au 13 novembre sa troisième session nationale consacrée notamment à la préparation du cinquantenaire universel du mouvement, qui donnera lieu à la Courmayeur (Savoie-Saint-Denis) le 14 mai prochain à un rassemblement qui pourrait réunir cent mille personnes. A cette occasion sera diffusée une « Charte de la jeunesse ouvrière », l'appel de la JOC et de la J.O.C.F. à tous les jeunes de la classe ouvrière (...).

Des travaux des trois cent cinquante responsables fédéraux réunis en présence de Mgr Guy Derom, évêque de Saint-Denis, et de Mgr Roger Bourrat, évêque de Rodez, membres de la commission épiscopale pour la jeunesse, il ressort que la « Charte » est toujours d'actualité pour les « JOCistes » de 1971. La formule apparaît plus que jamais comme un moyen de mobiliser les militants autour des propositions du mouvement.

Les jeunes travailleurs sont, une nouvelle fois, invités à militer dans les organisations ouvrières, à y mener l'action, à y rechercher « le sens de leur vie et de leur lutte ». Cette action commence sur les lieux de travail, en particulier dans les grandes entreprises, « là où les jeunes travailleurs affrontent le plus directement l'exploitation capitaliste » et dans les C.B.T. « littéralement brûlés par le gouvernement ».

Les responsables fédéraux ont également déclaré que, en cas de rupture définitive de l'union de la gauche, ils ne chercheraient pas « à désigner les responsables ». « Notre objectif pour ces élections », ont-ils ajouté, sera de permettre aux jeunes de la classe ouvrière de s'exprimer, de se former et de présenter à tous les candidats la charte de la jeunesse ouvrière. Nous n'appellerons pas à voter pour l'un ou l'autre des partis. Nous souhaitons la victoire commune de l'ensemble des partis de gauche en mars 1978 sur la base d'un programme ».

CHARLES MARQUÉS.

Un sondage de « la Vie »

LES JEUNES TRAVAILLEURS ONT DES RELATIONS SEXUELLES PLUS PRÉCOCES

Les jeunes travailleurs ont des relations sexuelles de plus en plus tôt. C'est ce que ressort d'un sondage réalisé par la Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.) auprès de trente mille garçons et filles de quatorze à vingt-cinq ans, pour la plupart d'origine ouvrière, que publie l'hebdomadaire « la Vie » dans son numéro daté 15-21 novembre.

Selon ce sondage, 13 % des jeunes interrogés déclarent avoir eu leur premier rapport sexuel à quatorze-quins ans, 30 % des garçons ont déclaré avoir eu leur premier rapport sexuel à quinze ans, 18 % des filles à quinze ans, 33 % envisagent de se marier, 18 % de vivre en couple et 5 % seulement de rester célibataires.

Des différences sensibles apparaissent selon l'origine sociale des jeunes interrogés : 28 % des enfants d'O.S. déclarent ne pas connaître les moyens contraceptifs, contre 18 % chez les enfants de cadres ; 21 % des fils et filles d'O.S. et de manœuvres ont été « confus et honteux » après leur première expérience sexuelle, contre 15 % chez les enfants de cadres. Selon la Vie, ces différences s'expliquent par le manque d'information des parents et par leur moindre disponibilité due aux conditions de vie.

Centre d'Etudes Catholiques Cours publics de langue, littérature, philosophie, sciences, trois niveaux (débaut, moyen, début de cours 14 novembre 1977. Renseignements et inscriptions : 3, rue Ste-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris-4°. Tél. : 277-65-58.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE. Aucun diplôme exigé. Aucune limite d'âge. Demandez le nouveau guide gratuit numéro 886. ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION. École privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'État. 4, rue des Petits-Champs, 75008 PARIS - CEDEX 02. Tél. : 226-25-15.

FAITS DIVERS

DEUX NOUVEAUX «FRIG-FRAC» DANS LES BANQUES

A Annecy, une soixantaine de coffres-forts sont forcés

De notre correspondant

Annecy. — Le cambriolage commis pendant le week-end du 11 novembre dans les locaux de la succursale annecienne de la Banque française pour le commerce a probablement été l'œuvre de malfaiteurs chevronnés et d'un exceptionnel sang-froid, mais, le plus certainement très bien renseignés. C'est du moins l'avis des policiers, qui se disposent, pour la réouverture de la banque lundi matin, à retrouver les auteurs de ce fric-frac.

Le découpage des serrures des deux armoires blindées, qui recelaient chacune quarante petits coffres-forts, a certainement pris de nombreuses heures. Les malfaiteurs ont profité de la fermeture de la banque pendant trois jours pour s'introduire dans l'établissement dont le système de sécurité est — c'est le moins qu'on puisse dire — très sommaire.

Comme seule protection, la banque disposait d'une sirène qui n'a pas fonctionné lorsque les malfaiteurs ont ouvert, avec une fausse clé, la porte vitrée donnant accès à la Banque française pour le commerce, probablement dans la nuit du 10 au 11 novembre.

D'autre part, le système d'alarme n'était pas comme dans la plupart des autres établissements bancaires d'Annecy, relié au commissariat de police. Enfin, les armoires blindées contenant les coffres étaient situées à quelques mètres des bureaux. On y accédait directement puisque aucune porte blindée n'en interdisait l'accès.

Les policiers estiment que les malfaiteurs ont bénéficié d'informations provenant de la banque même, ou qu'ils ont repéré à plusieurs reprises les locaux de l'établissement.

Les « spécialistes du chauffage », qui opèrent à l'aide de deux grosses bouteilles d'oxygène

(Interim.)

KENYA TANZANIE

LES SEYCELLES, ÎLE MAURICE



séjour Océan Indien 10 jours à partir de F 2850* circuit safari 10 jours à partir de F 3850* sur base 4 personnes le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

DEUX NOUVEAUX «FRIG-FRAC» DANS LES BANQUES

A Annecy, une soixantaine de coffres-forts sont forcés

De notre correspondant

Annecy. — Le cambriolage commis pendant le week-end du 11 novembre dans les locaux de la succursale annecienne de la Banque française pour le commerce a probablement été l'œuvre de malfaiteurs chevronnés et d'un exceptionnel sang-froid, mais, le plus certainement très bien renseignés. C'est du moins l'avis des policiers, qui se disposent, pour la réouverture de la banque lundi matin, à retrouver les auteurs de ce fric-frac.

Le découpage des serrures des deux armoires blindées, qui recelaient chacune quarante petits coffres-forts, a certainement pris de nombreuses heures. Les malfaiteurs ont profité de la fermeture de la banque pendant trois jours pour s'introduire dans l'établissement dont le système de sécurité est — c'est le moins qu'on puisse dire — très sommaire.

Comme seule protection, la banque disposait d'une sirène qui n'a pas fonctionné lorsque les malfaiteurs ont ouvert, avec une fausse clé, la porte vitrée donnant accès à la Banque française pour le commerce, probablement dans la nuit du 10 au 11 novembre.

D'autre part, le système d'alarme n'était pas comme dans la plupart des autres établissements bancaires d'Annecy, relié au commissariat de police. Enfin, les armoires blindées contenant les coffres étaient situées à quelques mètres des bureaux. On y accédait directement puisque aucune porte blindée n'en interdisait l'accès.

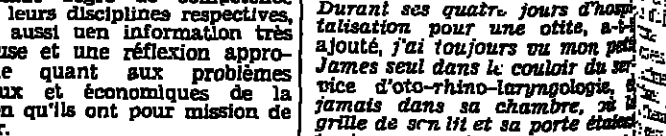
Les policiers estiment que les malfaiteurs ont bénéficié d'informations provenant de la banque même, ou qu'ils ont repéré à plusieurs reprises les locaux de l'établissement.

Les « spécialistes du chauffage », qui opèrent à l'aide de deux grosses bouteilles d'oxygène

(Interim.)

KENYA TANZANIE

LES SEYCELLES, ÎLE MAURICE



séjour Océan Indien 10 jours à partir de F 2850* circuit safari 10 jours à partir de F 3850* sur base 4 personnes le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

DEUX NOUVEAUX «FRIG-FRAC» DANS LES BANQUES

A Annecy, une soixantaine de coffres-forts sont forcés

De notre correspondant

Annecy. — Le cambriolage commis pendant le week-end du 11 novembre dans les locaux de la succursale annecienne de la Banque française pour le commerce a probablement été l'œuvre de malfaiteurs chevronnés et d'un exceptionnel sang-froid, mais, le plus certainement très bien renseignés. C'est du moins l'avis des policiers, qui se disposent, pour la réouverture de la banque lundi matin, à retrouver les auteurs de ce fric-frac.

Le découpage des serrures des deux armoires blindées, qui recelaient chacune quarante petits coffres-forts, a certainement pris de nombreuses heures. Les malfaiteurs ont profité de la fermeture de la banque pendant trois jours pour s'introduire dans l'établissement dont le système de sécurité est — c'est le moins qu'on puisse dire — très sommaire.

Comme seule protection, la banque disposait d'une sirène qui n'a pas fonctionné lorsque les malfaiteurs ont ouvert, avec une fausse clé, la porte vitrée donnant accès à la Banque française pour le commerce, probablement dans la nuit du 10 au 11 novembre.

D'autre part, le système d'alarme n'était pas comme dans la plupart des autres établissements bancaires d'Annecy, relié au commissariat de police. Enfin, les armoires blindées contenant les coffres étaient situées à quelques mètres des bureaux. On y accédait directement puisque aucune porte blindée n'en interdisait l'accès.

Les policiers estiment que les malfaiteurs ont bénéficié d'informations provenant de la banque même, ou qu'ils ont repéré à plusieurs reprises les locaux de l'établissement.

Les « spécialistes du chauffage », qui opèrent à l'aide de deux grosses bouteilles d'oxygène

(Interim.)

KENYA TANZANIE

LES SEYCELLES, ÎLE MAURICE



séjour Océan Indien 10 jours à partir de F 2850* circuit safari 10 jours à partir de F 3850* sur base 4 personnes le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

le spécialiste à votre disposition

Visit Africa Service 3, rue Meyerbeer (Opéra) 75008 Paris - Tél. 824.73.22

Chez MIDAS un pot d'échappement est garanti un an ou 18.000 km.

Main-d'œuvre et pièces.

Collection Pilote le reflet de la bande dessinée d'aujourd'hui

les innocents d'El Oro Vidal - Clavé

Une aventure dépouillée de folklore Des personnages et des problèmes ambigus.

DARGAUD

Collection Pilote le reflet de la bande dessinée d'aujourd'hui

les innocents d'El Oro Vidal - Clavé

Une aventure dépouillée de folklore Des personnages et des problèmes ambigus.

DARGAUD

Collection Pilote le reflet de la bande dessinée d'aujourd'hui

les innocents d'El Oro Vidal - Clavé

Une aventure dépouillée de folklore Des personnages et des problèmes ambigus.

DARGAUD

Collection Pilote le reflet de la bande dessinée d'aujourd'hui

les innocents d'El Oro Vidal - Clavé

Une aventure dépouillée de folklore Des personnages et des problèmes ambigus.

DARGAUD

Chez MIDAS vous trouverez toujours le pot d'échappement qui va sur votre voiture.

Quels que soient sa marque et son âge.

Chez MIDAS on est ouvert sans interruption de 8 h à 19 h.

Même le samedi.

Collection Pilote le reflet de la bande dessinée d'aujourd'hui

les innocents d'El Oro Vidal - Clavé

Une aventure dépouillée de folklore Des personnages et des problèmes ambigus.

DARGAUD

Collection Pilote le reflet de la bande dessinée d'aujourd'hui

les innocents d'El Oro Vidal - Clavé

Une aventure dépouillée de folklore Des personnages et des problèmes ambigus.

DARGAUD

Collection Pilote le reflet de la bande dessinée d'aujourd'hui

les innocents d'El Oro Vidal - Clavé

Une aventure dépouillée de folklore Des personnages et des problèmes ambigus.

DARGAUD

Collection Pilote le reflet de la bande dessinée d'aujourd'hui

les innocents d'El Oro Vidal - Clavé

ATTENTATS AUX DOMICILES DE MM. JEAN DUTOURD ET JOSÉ ARTUR

Deux bouteilles en plastique contenant de l'alcool ont été jetées successivement, dimanche 13 novembre, vers 20 h 30, sur la route qui mène de Calvi à Corte (Haute-Corse), par un homme masqué, selon le témoignage d'une petite fille, présente lors de ce double attentat, mais qui avait réussi à se dissimuler. La brigade de gendarmerie de Calvi et la section de recherches de Bastia orientent leurs investigations vers le maquis.

Double meurtre près de Calvi. — M. Stelio Maraninchi, âgé de quarante-cinq ans, et sa fille, âgée de quinze ans, ont été tués samedi 13 novembre, à 10 h 45, sur une route qui mène de Calvi à Corte (Haute-Corse), par un homme masqué, selon le témoignage d'une petite fille, présente lors de ce double meurtre, mais qui avait réussi à se dissimuler. La brigade de gendarmerie de Calvi et la section de recherches de Bastia orientent leurs investigations vers le maquis.

Attentat à l'explosion à Corte (Haute-Corse). — Une explosion a détruit la voiture d'un habitant de la ville, M. Antoine Spella. Un autre véhicule passant devant celui de M. Spella au moment de l'explosion a été endommagé. Mais personne n'a été blessé. L'attentat n'a pas été revendiqué. M. Spella serait connu pour avoir des sympathies à l'égard des autonomistes.

Attentat à l'explosion à Corte (Haute-Corse). — Une explosion a détruit la voiture d'un habitant de la ville, M. Antoine Spella. Un autre véhicule passant devant celui de M. Spella au moment de l'explosion a été endommagé. Mais personne n'a été blessé. L'attentat n'a pas été revendiqué. M. Spella serait connu pour avoir des sympathies à l'égard des autonomistes.

Attentat à l'explosion à Corte (Haute-Corse). — Une explosion a détruit la voiture d'un habitant de la ville, M. Antoine Spella. Un autre véhicule passant devant celui de M. Spella au moment de l'explosion a été endommagé. Mais personne n'a été blessé. L'attentat n'a pas été revendiqué. M. Spella serait connu pour avoir des sympathies à l'égard des autonomistes.

Attentat à l'explosion à Corte (Haute-Corse). — Une explosion a détruit la voiture d'un habitant de la ville, M. Antoine Spella. Un autre véhicule passant devant celui de M. Spella au moment de l'explosion a été endommagé. Mais personne n'a été blessé. L'attentat n'a pas été revendiqué. M. Spella serait connu pour avoir des sympathies à l'égard des autonomistes.

DIVERS

ERIC-FRAC DANS LES BANES
substantive de coffres
est forcés

Le SAJ a réservé, samedi 12 novembre, un accueil plus que chaleureux à M. Kurt Groenewald, l'un des anciens défenseurs d'Andreas Baader et d'Ulrich Meinhof. Il y a eu le refus du Collectif juridique de défense des femmes de prendre la parole. Ce furent les deux temps forts du quatrième congrès du Syndicat des avocats de France (SAF), qui s'est terminé le 13 novembre au Palais universitaire de Strasbourg.

Le SAJ a réservé, samedi 12 novembre, un accueil plus que chaleureux à M. Kurt Groenewald, l'un des anciens défenseurs d'Andreas Baader et d'Ulrich Meinhof. Il y a eu le refus du Collectif juridique de défense des femmes de prendre la parole. Ce furent les deux temps forts du quatrième congrès du Syndicat des avocats de France (SAF), qui s'est terminé le 13 novembre au Palais universitaire de Strasbourg.

JUSTICE

LE CONGRÈS DU SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE ET L'AFFAIRE KLAUS CROISSANT

« Les problèmes des avocats allemands risquent de devenir les nôtres »

Strasbourg. — Il y a eu l'intervention de M. Kurt Groenewald, l'un des anciens défenseurs d'Andreas Baader et d'Ulrich Meinhof. Il y a eu le refus du Collectif juridique de défense des femmes de prendre la parole. Ce furent les deux temps forts du quatrième congrès du Syndicat des avocats de France (SAF), qui s'est terminé le 13 novembre au Palais universitaire de Strasbourg.

Pour le reste, le congrès s'est efforcé de mettre en place ses idées en partant du rapport présenté par M. Roland Rappaport, du barreau de Paris, sur le thème « Pour le droit à la justice », et les quelques cent cinquante avocats présents ont voté deux textes : l'un sur l'aide judiciaire, l'autre sur le jeune avocat.

De notre envoyé spécial

Bouvier, du barreau de Strasbourg, assista à Hambourg au nom du SAF. M. Groenewald, le deuxième temps fort du congrès, ce fut l'irruption — dans la colère et la contestation — de la parole des femmes au sein du SAF, syndicat de gauche. Convoquées à intervenir pour apporter cette parole, M. Monique Annot, Collette Auger et Jocelyne Montet, du Collectif juridique de défense des femmes, et M. Odile Dhavernas, du barreau de Paris, refusèrent en effet de « jouer le rôle de femmes alibi » le moment venu (« entre la poire et le fromage »). « Notre refus n'est pas une simple question de temps de parole accordée qui serait insuffisant, mais une question de moyens, une question de fond », expliquèrent en substance les invitées du congrès.

C'est alors que M. Nicole Prevost-Bobillot du SAF acquiesça et proposa la création d'un groupe « femmes » au sein du SAF. M. Francis Pudowski proposa pour sa part l'organisation d'une journée nationale de discussion sur cette question.

question. Le « potach » avait réussi. En une demi-heure, les femmes s'étaient imposées. Elles avaient suscité une prise de conscience brutale.

Il restait que le quatrième congrès du SAF se proposait essentiellement de traiter du « droit à la justice ». La section de Lyon, l'une des plus cohérentes et des plus actives des sections, a ainsi affirmé : « Il y a un besoin juridique dans les couches populaires, ce besoin nous voulons le satisfaire. » Cette idée, centrale dans les propos des congressistes (sur cent vingt-quatre avocats étrangers, soixante étaient stagiaires : la moyenne d'âge était de trente-quatre ans), a dominé lieu à un large débat sur l'aide judiciaire.

Pour des magistrats

M. Etienne Grumbach, du barreau de Versailles, a demandé que soit « envoyé à tous les citoyens du pays qui ont droit à l'aide judiciaire un carton qui leur dirait clairement que, pendant une année, ils peuvent bénéficier de l'aide judiciaire » et a noté : « Il n'y aura pas d'information si l'on n'a pas d'information », concluant : « L'aide judiciaire est l'arme nécessaire pour défendre ; nous sommes pour son extension. Nous sommes les seuls à le dire ».

Finalement, le congrès a approuvé la quasi-unanimité, dimanche, un texte qui propose notamment que le bénéfice de l'aide judiciaire soit automatique en cas de licenciement, en cas d'expulsion et de saisie concernant le logement. Dans le domaine de l'assistance éducative (« domaine aujourd'hui déserté par la défense ») et pour les associations et groupements représentatifs ayant été agréés par le tribunal, le congrès a pris position faite par la C.G.T. de rédiger en commun un projet de loi sur l'aide judiciaire.

D'autre part, voulant surmonter des hésitations et affirmer l'identité du SAF, M. Grumbach a déclaré : « L'institution judiciaire est l'institution qui réprime. Nous avons peur de cette institution, nous avons peur des magistrats. Mais nous ne sommes pas des magistrats, nous sommes des avocats, nous sommes des hommes de loi, nous sommes des citoyens de gauche. » Bref, péchant souvent par manque d'organisation, le SAF a manifesté devant l'un des lieux de rencontre d'une nouvelle sensibilité, au sein du jeune barreau.

LAURENT GRELSAMER.

Les défenseurs de M. Klaus Croissant ont démenti, dimanche 13 novembre, une information diffusée par la police de la République fédérale allemande faisant état de contacts qu'aurait eus l'avocat avec Christoph Mikael Wackernagel, arrêté jeudi 10 novembre à Amsterdam. La défense a déclaré que ces relations n'ont pas existé et a fait croire qu'il existait, entre l'activité professionnelle de M. Klaus Croissant et des actes de violence exercés par le groupe d'extrême gauche des « Rote Armee Fraktion », des relations dont il n'existe pas de preuve dans aucun témoignage.

Ces allégations se rattachent à une campagne destinée à identifier à leurs clients les avocats qui assument la défense dans des procès politiques en R.F.A. et soulignent encore le fait politique de la demande d'extradition, conclut le communiqué.

Le préfet de police de Paris vient d'interdire la manifestation, qui devait être organisée, mardi 15 novembre, par plusieurs mouvements d'extrême gauche pour protester contre l'extradition de M. Klaus Croissant. Cette manifestation devait avoir lieu à Paris sous la forme d'un défilé de la place de la République à la place de la Nation.

L'EXPULSION D'UN RÉFUGIÉ POLITIQUE ÉGYPTIEN

Le ministère de l'intérieur refuse de prendre en compte le recours de M. Curiel

Toujours aussi discrètes au sujet des faits reprochés à M. Henri Curiel, ce réfugié politique d'origine égyptienne qui est mis par un arrêté d'expulsion et assigné à résidence à Digne (Alpes-de-Haute-Provence) depuis le 25 octobre (le Monde du 7 et du 29 octobre), les autorités françaises semblent durcir leur attitude à son égard.

Le ministère de l'intérieur a, en effet, refusé de prendre en considération la requête présentée à la commission de recours des réfugiés et apatrides qui siège auprès du Conseil d'Etat, par Philippe Waquet, défenseur de M. Curiel. Aux termes de l'article 5 de la loi du 25 juillet 1952, le recours (auprès de cette commission) est suspendu d'exécution jusqu'à ce qu'elle forme un avis sur le maintien ou l'annulation des mesures contestées.

Or, M. Curiel n'a pu bénéficier de cette disposition ni regagner Paris comme il l'aurait souhaité. Il a fait savoir à son défenseur que trois équipes d'inspecteurs de police se relayaient désormais jour et nuit pour l'empêcher de quitter Digne.

Accusations ridicules suspicions provoquées

Nous avons reçu du Père Maurice Barth une lettre de protestation contre le sort réservé à M. Curiel. Après avoir dénoncé « amalgames » pratiqués au sujet de la personnalité et des activités de M. Curiel, le Père Barth écrit : « Est-il besoin d'ajouter que je considère comme ridicules les accusations portées contre moi et que j'estime très inquiétantes les suspicions provoquées et entretenues à l'heure actuelle en France contre ceux qui agissent en faveur de la liberté et de la justice. En tout temps que le silence se fait sur des actions terroristes, des tentatives plus massives et dangereuses que l'attentat contre Schleyer (qu'il n'est évident pas question de justifier) et il sont suscitées par des gouvernements. On a peu parlé dans la presse, encore moins à la télévision, des centaines d'ouvriers de quartier poussés vivants dans des cages de sucre en fusion par « forces de l'ordre » de ce pays ».

Chez MIDAS un pot d'échappement est posé en 30 minutes.

utile de prendre rendez-vous.

MIDAS

le spécialiste du pot d'échappement

Porte d'Orléans
35, av. Aristide Briand (N.20) - 92120 Montrouge - Tél. 735.45.00
Porte de Choisy
103, av. de Verdun - 94200 Ivry-sur-Seine - Tél. 672.46.52
Nice
22, rue Cassini - 06300 Nice - Tél. 55.38.74

Le Monde
dossiers et documents

PUBLIE

LE DOSSIER
DES
NATIONALISATIONS

Les faits
Les projets
Le débat

10 F. EN VENTE PARTOUT

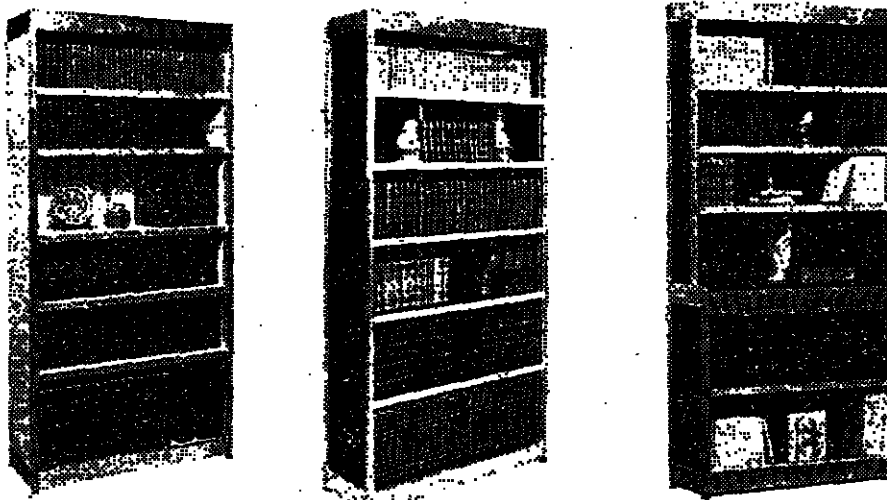
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

"EN MONTPARNASSE" 61, rue Froidevaux Paris 14^e

ATA SA AU CAPITAL DE 94.380 F

Bibliothèques contemporaines juxtaposables par simple pose.

Ces magnifiques modèles, avec crénelatures aluminium, non vitrés, sont réalisés en Profil Aluminium anodisé brossé et en stratifié blanc ou noir.



2 largeurs : 78 et 94 cm
2 profondeurs : 25 et 35 cm
2 couleurs : blanc ou noir
2 hauteurs : 200 cm et 245 cm
2 crénelatures : 120 vol. club + 48 gros vol. et 100 vol. club + 36 gros vol.

Installez-vous ULTRA RAPIDEMENT... à des prix IMBATTABLES !

DESCRIPTION

Ces magnifiques modèles non vitrés, sont réalisés en PROFIL ALUMINIUM ANODISE BROSSE. SE BROUSSE ATX et en stratifié blanc ou noir. Montage et démontage très facile, notice de montage et clé jointe.

MONTAGE

Montage et traverses en aluminium anodisé brossé. Phases d'assemblage système breveté ATX. Plats à vis, plastiques noirs.

CÔTES

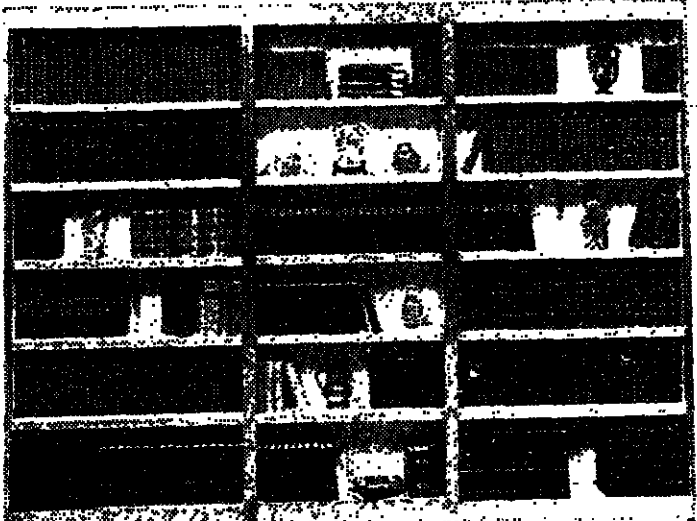
Côtes et fonds en stratifié double face 8 mm, crénelatures aluminium encastées.

ÉQUIPEMENTS

Équipements possibles en aggloméré stratifié double face 18 mm, chant avant avec 7 aluminium encasté.

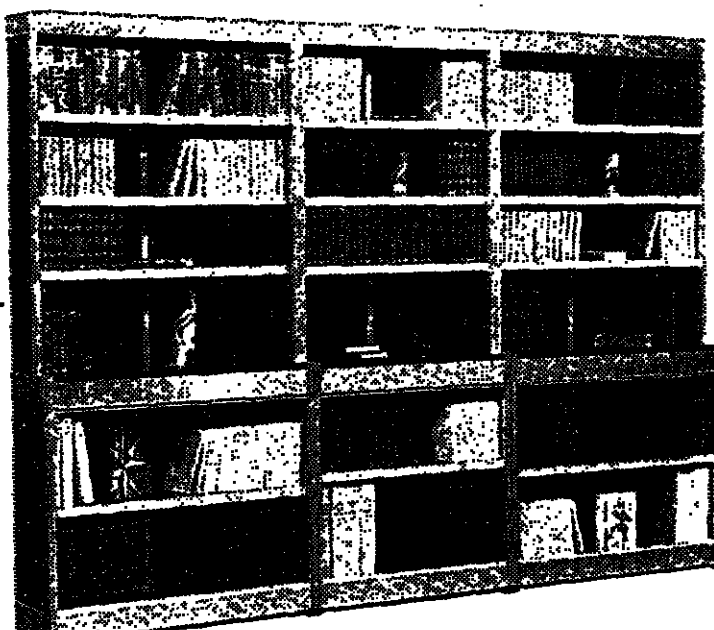
VITRAGES

Nos modèles contemporains peuvent être équipés facilement et séparément grâce au brevet ATX, de portes coulissantes en verre ou en plexiglas de 6 mm d'épaisseur. Ces glaces coulissent dans des traverses spéciales et peuvent être placées à l'extérieur ou à l'intérieur de votre bibliothèque. Le système complet (2 glaces, 2 traverses) est livré en supplément des meubles.



JUXTAPOSITION DE MODELES CONTEMPORAINS

Ensemble obtenu par la juxtaposition de 2 modèles de 94 cm de large avec 1 modèle de 78 cm de large. Hauteur de l'ensemble 200 cm - Profondeur hors tout : 25 cm. Largeur hors tout : 266 cm - Contenance : 400 volumes divers.



JUXTAPOSITION DE MODELES CONTEMPORAINS TOUS FORMATS

Ensemble obtenu par juxtaposition de deux modèles en 84 cm de large et d'un modèle en 78 cm. Haut. 200 - Larg. 266 - Prof. bas : 35 haut : 25 cm. Contenance : 450 volumes environ.

NOUVEAUTÉ EXCLUSIVE

SUPERPOSITION ET JUXTAPOSITION PAR SIMPLE POSE.



MEUBLES A SUPERPOSER

2 largeurs : 78 et 94 cm
2 profondeurs : 25 et 35 cm
3 hauteurs : 83 cm avec 3 rayons (4 tablettes), 117 cm avec 4 rayons (5 tablettes), 182 cm avec 5 rayons (6 tablettes).

Pour 6 rayons, se reporter à la hauteur des PA/25 indiquées dans notre catalogue.

Si vous posez ces meubles sur un meuble de grande profondeur dont la hauteur est de 83 cm, vous obtenez : meuble de base 83 cm + 3 Rayons 83 cm = 188 cm meuble de base 83 cm + 4 Rayons 117 cm = 200 cm meuble de base 83 cm + 5 Rayons 182 cm = 245 cm

NOTA

Les éléments en superposition (0,25 haut ou 0,35 bas de profondeur) peuvent être transformés avec les rayons en trois hauteurs en même temps, en meubles indépendants, et se poser à même le sol.

MEUBLE DE BASE :

1 hauteur : 83 cm
2 largeurs : 78 et 94 cm
2 profondeurs : 35 et 45 cm

Visitez nos Expositions :

à Paris

61, rue Froidevaux Paris 14^e
Visitez : Daniel Rochereau
Gailly - Rappaport - Edgard Quinet
Autobus : 28, 58, 68
Ouvert tous les jours même le Samedi de 9 à 19 h sans interruption

en Province

Ouvrez tous les jours de 9 à 12 h et de 14 à 19 h (sauf lundi - "sauf lundi matin")

- AMBIER 3 rue des Champs-Elysées, Tél. 021 91-91-15
- BOULOGNE 10 rue Boulogne, Tél. 050 44-28-42
- CHARENTAIS-POISSONNIERS 21 rue Georges Clemenceau, Tél. 079 53 57 58
- CHARENTAIS-POISSONNIERS 21 rue Georges Clemenceau, Tél. 079 53 57 58
- CHARENTAIS-POISSONNIERS 21 rue Georges Clemenceau, Tél. 079 53 57 58
- CHARENTAIS-POISSONNIERS 21 rue Georges Clemenceau, Tél. 079 53 57 58
- CHARENTAIS-POISSONNIERS 21 rue Georges Clemenceau, Tél. 079 53 57 58
- CHARENTAIS-POISSONNIERS 21 rue Georges Clemenceau, Tél. 079 53 57 58
- CHARENTAIS-POISSONNIERS 21 rue Georges Clemenceau, Tél. 079 53 57 58
- CHARENTAIS-POISSONNIERS 21 rue Georges Clemenceau, Tél. 079 53 57 58

à l'étranger

BRUXELLES : BRUXELLES 54, rue du Roi
LIEGES : 10 rue de la Gare
PARIS : 61, rue Froidevaux
TOULOUSE : 21 rue de la Gare, Tél. 057 53 57 58

EXPEDITION
RAPIDE ET FRANCO

Pour un catalogue en couleurs

BON GRATUIT à retourner à

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75680 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRÉES contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, crénelature, demande de devis, etc.

Nom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

ou appelez le 633 73-33 (24 h/24)

Télex
NOTRE
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex — sans vous déranger.
étrange
SERVICE TÉLÉ
345.21.02 + 345.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

(PUBLIOTE)
DEMEUNAGEMENTS
BAILLY FRANCE
NOUVEAU N° DE TEL.
320.12.01

Le Monde
dossiers et documents
PUBLIE
LE DOSSIER
DES
NATIONALISATIONS
Les faits
Les projets
Le débat
10 F. EN VENTE PARTOUT

L'IMMOBILIER

MAISON ET APPARTEMENT

Première revue immobilière française

50.000 appartements neufs en vente

100 nouveaux villages autour de Paris

50 constructeurs de maisons

30 tests visites à Paris et en Banlieue

Dossier Crédit Neuf : tous les barèmes

MEUSUL EN VENTE PARTOUT : 6 F



ÉTUDES ET RÉALISATIONS INDUSTRIELLES

150.000 F

Equipements aéronautiques — La filiale française d'un important groupe international, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements aéronautiques, recherche, pour son siège à Paris, un cadre technique de haut niveau pour superviser les études et les réalisations d'importantes installations industrielles. Sous l'autorité du Directeur, il dirigera un service d'une vingtaine de personnes regroupant un bureau d'études et une équipe d'ingénieurs chargés d'organiser et de contrôler l'exécution des contrats passés avec une clientèle industrielle : études des installations, gestion des commandes, planning d'exécution... Il veillera particulièrement à établir la meilleure coordination possible avec les services internes (commercial, achats, montage...). La clientèle, les fournisseurs et les sous-traitants. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (AM, ECAM, HEI, IDN...). Agé d'au moins 35 ans, justifiant d'une solide expérience des études et de la gestion d'importantes installations industrielles. La pratique de la langue anglaise est nécessaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. Écrire à P. POUQUET à Paris. R.E. A/2612M

CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

140.000 F

Une société française du secteur chimique, recherche pour son unité de production située en proche banlieue parisienne, un Chef de Service Entretien. Dépendant du Directeur Technique, il sera responsable de l'organisation, la planification et le contrôle de toute l'activité maintenance. Il dirigera un service de 80 personnes environ et supervisera les sections entretien, BE et travaux neufs, fluides, services généraux, production d'énergie. Il gèrera les approvisionnements des fournitures d'entretien et sera responsable de ses budgets. Ce poste convient à un ingénieur diplômé (AM, ICAM, IDN...). Agé d'au moins 40 ans, possédant des connaissances techniques étendues ainsi qu'une expérience confirmée des problèmes d'entretien. Le poste requiert des qualités d'organisateur mais aussi le sens du terrain et la disponibilité qu'exige la production en continu. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 140.000 francs, peut être supérieure si l'expérience du candidat le justifie. Il s'y ajoute un logement de fonction. Écrire à J. MOUNIER à Paris. R.E. A/2590BM

MÉDECIN DÉVELOPPEMENT CLINIQUE

130.000 F

Industrie Pharmaceutique — Un laboratoire pharmaceutique, filiale d'un Groupe américain, pour faire face au développement de ses spécialités, de haute valeur thérapeutique, recherche un Médecin assistant du responsable des expérimentations cliniques. Rendement compte à ce dernier, il sera chargé, au sein d'une équipe jeune et dynamique, de concevoir et d'élaborer des protocoles d'études de nouveaux produits, d'implanter ces études en milieu hospitalier, sur un plan national, et de les suivre jusqu'au visa. Dans ce cadre, il devra procéder à l'étude en profondeur des domaines thérapeutiques concernés, prendre des contacts scientifiques à un haut niveau et assurer le suivi des nouveaux produits, en liaison avec le marketing, avant diffusion auprès du corps médical. Ce poste conviendrait à un médecin, possédant une expérience de la fonction, âgé d'au moins 28 ans et ayant exercé, si possible, des fonctions hospitalières. La pratique courante de l'anglais est impérative. Le candidat retenu devra être à la fois un homme d'études et de contact, organisé, autonome et ouvert à un travail d'équipe. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 130.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Au vu des résultats, ce poste doit évoluer, au bout d'un an, vers la responsabilité du développement clinique d'une ligne de produits. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. R.E. A/2611M

RESPONSABLE DES VENTES

110.000 F

Radio-Communications — Une compagnie européenne, établie de longue date, et très réputée dans le domaine de la réalisation et la vente d'équipements de radio-communication, recherche pour le marché français un Responsable des Ventes. Collaborateur de l'agent de la société en France et basé à Paris, sa mission visera à développer les ventes d'une gamme de produits destinés aux industries, aux transports, aux administrations et aux sociétés de service. Il préparera les prévisions de ventes, réalisera les plans marketing et assurera l'animation d'une petite équipe et prendra une part personnelle aux actions commerciales. Ce poste convient à un cadre confirmé, ayant à son actif de solides résultats, acquis de préférence dans l'électronique et possédant une bonne formation technique de base. Il sera également en mesure de constituer et d'assurer le développement d'une équipe. Les relations avec la clientèle nécessitent la connaissance de l'anglais. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 110.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Voiture fournie. De réelles possibilités de développement seront liées aux résultats. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. R.E. A/2614M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adressez C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

MÉDECINE

L'ÉLYSÉE ET LA POLITIQUE DE LA SANTÉ

Dénoncer les féodalités

Les services du premier ministre viennent d'adresser à chacun des médecins français le texte du discours prononcé, le 29 septembre dernier, lors des Entretiens de Bichat, par le président de la République (« Le Monde » du 29 septembre 1977). Ce discours a fourni l'occasion de s'interroger sur les conceptions

personnelles de M. Giscard d'Estaing en matière de santé, conceptions qu'il n'avait jamais eu l'occasion de formuler depuis son élection à la présidence de la République. Jamais il n'a inauguré d'hôpital ou même traité directement, en public, de ce sujet.

Le président de la République perçoit que, s'il est un domaine où l'injustice — en l'occurrence l'inégalité dans l'accès aux soins — est particulièrement insupportable et mal supportée, c'est bien celui de la santé.

Il découle de ce sentiment une grande sévérité dans le jugement que le président de la République porte sur le comportement de certains médecins de service public. M. Giscard d'Estaing est en premier lieu très critique au sujet de l'activité d'un certain nombre d'entre eux dans des établissements privés, activité qu'il assimile à un abus.

En outre, le président de la République estime « féodal » à certains égards le pouvoir des chefs de service en milieu hospitalo-universitaire. Trop souvent, pense-t-il, ils se comportent en « propriétaires » de leur service. Certains refusent de réfléchir à sa gestion ou se soucient fort peu du coût de leur comportement médical. La manière dont ils traitent trop souvent le personnel placé sous leur autorité est tout aussi critiquable. On trouve à cet égard, dans le discours prononcé aux Entretiens de Bichat, une mention à la « résistance des habitudes ».

leurs capacités, mais à tous les médecins.

Il ne s'agit pas d'un simple coup de semonce, dit-on à l'Élysée. C'est l'annonce d'une réforme en profondeur de la gestion hospitalière, une réforme qui prendra en compte le divorce entre les pouvoirs des chefs de service et ceux des directeurs d'hôpital. Car ces derniers, sur qui pèse une lourde contrainte, ne disposent en fait que d'une faible maîtrise de l'outil qu'ils dirigent.

La réforme consistera donc en l'établissement de normes de fonctionnement des services hospitaliers. La mise en œuvre de ces normes permettra un contrôle sur certaines variables fondamentales, telles que la durée des séjours, le volume des actes médicaux et cliniques, des actes de laboratoire, etc. Le tout sera public, ce qui permettra des comparaisons de service à service et d'hôpital à hôpital. Certes, la mise en œuvre complète de ce système sera longue, dit-on dans l'entourage du président de la République, mais l'établissement de ces normes pourrait être achevé d'ici deux à trois ans.

Humaniser l'hôpital

La finalité de cette réforme est tout à la fois financière et psychologique. On sait, en effet, que le développement de la politique d'humanisation des hôpitaux entraînera dans les années à venir, une croissance des coûts encore forte. L'amélioration de la gestion hospitalière est indispensable et urgente si l'on veut que cette augmentation des dépenses

reste supportable pour la collectivité.

Quant aux cliniques privées, le président de la République ne consent pas de difficultés réelles auxquelles elles se heurtent. Il sait qu'un certain nombre d'entre elles sont constamment à la limite de la cessation de paiement. Il se repose largement, pour la solution de ce problème, sur la politique d'hospitalisation que mène Mme Simone Veil, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. Telle est l'une des raisons qui expliquent le rattachement de la Sécurité sociale au ministère de la Santé : « Mme Simone Veil n'avait pas, auparavant, la possibilité de mener une politique globale de l'hospitalisation », dit-on à l'Élysée.

Le souci manifesté par le président de la République de l'accès de tous aux soins se traduit par d'autres préoccupations. Il lui est absolument, pense-t-il, manifeste et protège la médecine générale en France, car le médecin de famille, comme il l'avait été aux Entretiens de Bichat, « reste le médecin du plus grand nombre ». Sur le plan tarifaire, on continuera par conséquent à revaloriser l'acte du généraliste plus vite que celui du spécialiste.

Il faut, d'autre part, veiller à une meilleure répartition de médecins sur le territoire, de manière à éviter les « déserts médicaux » qui contrastent de plus en plus avec la surmédicalisation des grandes villes et de certaines régions. Sur ce point une réflexion est en cours et n'a pas encore débouché. Par ailleurs, on envisage de créer des unités financières à l'installation de médecins dans des zones sous-médicalisées, comme c'est le cas en Grande-Bretagne par exemple. L'administration est liée à ce point de vue. L'Élysée semble pas y être favorable. Plus. Mais, dit-on dans l'entourage de M. Valéry Giscard d'Estaing, « il ne faut être fermé à aucune solution ».

Une sélection accrue

Toujours est-il que, si les médecins doivent être mieux répartis géographiquement, ils ne doivent pas devenir globalement trop nombreux. Le président de la République est personnellement favorable à une sélection accrue au début des études de médecine et au maintien du nombre des jeunes médecins qui sortent chaque année des facultés à sept ou huit mille par an.

Il faut, en outre, donner à la profession les moyens d'une formation continue « qui joue chez les médecins, avait-il déclaré le 29 septembre, un rôle plus important que dans aucune autre profession ». Il estime qu'en l'état actuel des choses cette formation continue est en état de déclin. Elle est, qu'elle est — elle aussi — très inégalement répartie puisqu'il y a des départements où 80 % des médecins y participent, alors que ce pourcentage, à leur charge, descend parfois jusqu'à 5 %. Il faut, sur ce point, un plan d'action global, débouchant sur la mise en œuvre d'une structure nationale qui couvrirait tout le territoire. M. Giscard d'Estaing a annoncé que l'Etat et les organismes d'assurance-maladie seraient prêts à apporter leur concours à une telle initiative, si la profession en fait la demande.

Le problème de la recherche médicale française, enfin, est l'une des préoccupations majeures du domaine de la santé du président de la République. On souligne à l'Élysée que les taux de progression financière s'est maintenu largement, ces dernières années, au-dessus des taux d'inflation. Il y a à cela, dit-on de même source, une explication technique : l'existence de l'INSERM (Institut national de la Santé et de la Recherche Médicale) qui, depuis 1964, contribue, sur le plan budgétaire, à régulariser la masse des crédits et à assurer la continuité des programmes engagés.

Le président de la République a pris l'engagement moral, personnel, qu'il veillera, par son action directe, à assurer une croissance régulière. Ce souci s'était traduit dans son discours des Entretiens de Bichat par la formule : « Je suis décidé à assurer pour l'avenir à cette recherche les conditions d'un développement régulier et rapide à l'abri des aléas de la conjoncture ».

Dans ce même discours, il avait en fait annoncé l'intention gouvernementale d'allonger le cycle de maturité, celui dont l'initiative revient à Mme Simone Veil. On sait, aujourd'hui, qu'il sera porté de quatorze à seize semaines. La décision devrait être prise avant la fin de l'année.

CLAIRE BRISET.

Le Canada en direct avec les Air Canadiens.



Si vous allez au Canada, n'y allez pas n'importe comment. Les Air Canadiens ont des conditions intéressantes à vous offrir.

Pour Toronto : 4 vols partant à 11 h 25 de Charles-de-Gaulle (tous directs, sauf le vendredi).

Pour Montréal : 4 vols sans escale par semaine. Tous ces vols se font par Jumbo Jet, Boeing 747 ou L-1011 Tristar. Et à bord, vous serez ravis par le service : les Air Canadiens parlent français et vous proposent des projections de films ou de la musique stéréophonique.

Pour réserver un siège, un hôtel ou louer une voiture, appelez votre agent de voyage ou Air Canada : à Paris 9^e (24, bd des Capucines, tél : 273 84 00) ou à Lyon 2^e (63, rue du Pr-E. Herriot, tél : 42 43 17).

AIR CANADA

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires

LOTTO

مكتبة من الأصل

SPORTS

FOOTBALL

Une qualification pour l'Argentine nous ferait faire un bond décisif estime la Fédération française

Depuis le dimanche 13 novembre, les dix-sept footballeurs de l'équipe de France sont réunis à Saint-Germain-en-Laye. Ils ne quitteront cette retraite que mercredi, deux heures avant leur match contre les Bulgares, match décisif pour la qualification à la Coupe du monde 1978 en Argentine.

L'intérêt passionnel suscité par cet événement est d'autant plus exacerbé que, contrairement à la plupart des grands

pays voisins, la France n'a pas participé à la phase finale de la Coupe du monde depuis 1966 et que la jeune génération des footballeurs donne beaucoup de promesses depuis trois ans. « Nous devons remplir les épaules de notre nouveau costume et justifier notre valeur montante », ironise M. Michel Hidalgo, le directeur de l'équipe de France. Puis, très sérieux, il ajoute : « Nous n'avons pas le droit de décevoir. C'est le test le plus important de notre carrière. »

Dans l'intimité avec les joueurs, Michel Hidalgo essaiera pourtant de dédramatiser le match, de leur faire oublier qu'en quatre-vingt-dix minutes ils tenteront, pour eux et pour bien d'autres, un banco de plusieurs milliards de francs. Au-delà de la joie ou de la déception des supporters, les conséquences économiques d'une qualification ou d'une élimination font en effet de ce match le plus important jamais disputé par une équipe française.

« Une qualification pour l'Argentine nous ferait faire un bond décisif vers les deux millions de licenciés », estime M. Michel Hidalgo, directeur général de la Fédération française de football (F.F.F.). « Cela nous permettrait d'ailleurs de tels problèmes au niveau des équipements et de l'encadrement technique que les pouvoirs publics ne pourraient pas rester longtemps insensibles. »

Depuis la dernière participation de l'équipe de France à la Coupe du monde, en 1966, les effectifs de la F.F.F. sont passés de 517 000 à 1 203 000 licenciés. Les performances européennes des Stéphanois ont fortement influencé cette progression. Ainsi, mille quatre cent cinquante et un nouveaux clubs se sont créés entre le 30 mai et le 20 octobre 1977. Toutefois, la France reste loin derrière la République fédérale d'Allemagne, qui compte exactement trois fois plus de footballeurs pour une population à peine supérieure à celle de notre pays. Les quelques grandes marques d'équipements sportifs seraient les premières bénéficiaires d'une progression spectaculaire des effectifs.

Le football professionnel est devenu à lui seul une activité économique importante. En 1966, 3 011 000 spectateurs avaient assisté aux rencontres de pre-

mière division, laissant aux guichets des stades 14 185 000 francs. Ces records ont été portés en 1971 à 2 993 000 spectateurs et à 28 812 000 francs. Cette année-là, l'approche de France-Bulgarie, les records absolus d'assistance pour la soirée de championnat ont été battus à trois reprises. Le 28 octobre, le cap de deux millions de spectateurs a été franchi dès la quatrième journée.

« Les jeunes qui ont passé la nuit pour obtenir un billet pour France-Bulgarie, comme d'ailleurs la majeure partie du public qui vient au stade, se recrutent encore parmi les couches sociales les plus modestes », estime M. Michel Hidalgo. Mais les performances européennes des Stéphanois ont renouvelé l'image de marque du football professionnel français et nous ont permis d'accroître notre audience auprès des couches sociales qui, souvent par snobisme, accordaient jusqu'alors plus de considération au rugby. Une qualification de l'équipe de France nous permettrait encore de progresser dans ce domaine. »

L'intérêt des médias

Parmi les secteurs les plus directement liés à l'industrie et au résultat du football français figure la presse sportive. En 1966 on ne comptait qu'un hebdomadaire « France Football » et deux mensuels « L'Équipe » et « Foot ». Aujourd'hui, le football est consacré à ce sport. Leur tirage global ne dépassait pas quelques dizaines de milliers d'exemplaires.

Aujourd'hui les indices d'écoute des émissions de télévision placent aux premiers rangs les retransmissions des grandes rencontres avec Saint-Etienne ou l'équipe de France. Les trois grandes stations de radio périphériques qui ont investi dans le football

assurent la promotion et apportent leur appui financier à des équipes de première division. Enfin, dans la presse écrite, une vingtaine de titres sont désormais exclusivement consacrés au football, dont « France Football », qui compte chaque semaine à plus de deux cent mille exemplaires, et « L'Équipe », mensuel dont le tirage avoisine quatre cent cinquante mille exemplaires, après avoir vendu l'effort six cent mille exemplaires, au temps des succès stéphanois.

« La qualification ou l'élimination de l'équipe de France ne modifierait peut-être pas beaucoup la vente de notre matériel dans les mois à venir », assure M. Jean-

Monaco. — Pour la première fois, une équipe des États-Unis a été engagée dans le tournoi européen juniors de Monaco. Battus par 5 buts à zéro, samedi 12 novembre, pour leur premier match, les jeunes Américains se sont « sans doute » mieux rendus compte des hasards du tournoi ne les avaient, au demeurant, pas favorisés.

Aux États-Unis, le « soccer » pourrait devenir le quatrième grand sport

Le chef de la délégation américaine à Monaco, M. Gene Edwards, est aussi le président de l'United States Soccer Federation (U.S.S.F.), dont le siège est à New-York, dans l'Empire State Building. Comme les Américains ne font rien comme tout le monde, plusieurs organisations, naturellement rivales, mais complémentaires, se partagent la gestion du soccer. Pour les professionnels, deux ligues, l'American Soccer (A.S.L.) — dont le champion est New Jersey Americans — et la North American Soccer (N.A.S.L.) — champion, le Cosmos de New-York — organisent chacune leur championnat sans interférence, et pour l'in-

stant sans aucune intention de fusionner. L'intention de l'U.S.S.F. est pourtant de faire en sorte que des contacts s'établissent entre les deux ligues professionnelles, et d'éviter, dès que possible, que deux championnats parallèles se déroulent tout à fait hors de la compétence. De toute évidence, ce n'est pas pour demain, mais l'U.S.S.F. a quand même en main de bons atouts de coordination. L'U.S.S.F. est le seul organisme reconnu à la fois par la Fédération internationale du football (FIFA) et par le Comité olympique américain.

De notre envoyé spécial

Pour beaucoup, en Europe, le soccer, c'est avant tout Pelé, Beckenbauer, le tournoi de Cosmos de New-York. C'est une vue simpliste de la réalité et du développement de notre sport aux États-Unis », dit M. Edwards. Le Cosmos est pour l'instant le meilleur club de la N.A.S.L., mais cette ligue groupe aussi dix-sept autres clubs, dont deux équipes canadiennes (Toronto et Vancouver), dix équipes.

Porter trop d'attention, précise M. Edwards, au Cosmos et, en conséquence, à New-York, serait aussi se faire une fausse idée de l'implantation géographique du soccer. En réalité, les deux États de l'Union où la promotion de ce sport est la plus rapide sont la Californie et le Texas. C'est vrai pour les professionnels et c'est vrai aussi pour les amateurs qui relèvent exclusivement de la compétence de l'United States Soccer Federation. Au nombre de soixante-cinq mille adultes et de deux cent soixante-douze mille jeunes (2 dollars la licence), ils jouent régulièrement dans des clubs privés ou à l'école. Il existe huit mille quatre cent cinquante clubs répartis dans mille huit cents établissements. En 1962, M. Edwards prévoit que le nombre de licenciés, amateurs et professionnels confondus, atteindra les cinq millions, dont cinquante mille femmes (il y en a dix mille actuellement). À l'en croire, le soccer a toutes les chances de devenir le quatrième grand sport aux États-Unis avec le football (américain), le baseball et le basket. La croissance du soccer et l'intérêt qu'il rencontre un peu partout semble d'ailleurs lui donner raison. À ce point de vue, la première difficulté de l'U.S.S.F. sera de

tent moins attirés par la fantaisie latine. Aux États-Unis, les clubs européens les plus connus sont le Bayern de Munich, Manchester, Liverpool et le Celtic de Glasgow. On sait qu'il y a un deux ans le football français n'est pas plus en vogue que Saint-Etienne n'a guère franchi l'Atlantique.

Si l'on parle de « ruée vers l'or », c'est que tout est encore à faire et que les meilleurs joueurs sont à prendre. Beaucoup d'Européens, conscients de ces perspectives, s'intéressent de plus en plus au soccer et font beaucoup, l'outil n'est plus le seul facteur décisif de l'appât du gain. Pelé et Beckenbauer, en s'exprimant les premiers, ont montré l'exemple. On ne les a pas oubliés pour autant.

Les responsables du soccer, en ouvrant aussi franchement leurs portes, admettent implicitement que leur sport est loin pour l'instant d'être le produit d'exportation des juniors américains l'ont bien fait voir à Monaco — et sur un autre plan ils considèrent comme normale leur élimination de la prochaine Coupe du monde. Les États-Unis n'ont pu passer le cap de leur groupe — ils étaient opposés au Canada et au Mexique — et tout l'effort sera placé sur la Coupe du monde de 1982. D'ici là, de la côte est à la côte ouest, les meilleurs et les plus efficaces agents du soccer seront les écoles et les universités.

« Tout passe par l'école aux États-Unis », se plaît à répéter le président de l'U.S.S.F., et il existe de bons indices pour penser que, de ce côté-là aussi, la partie est bien engagée. De la San Francisco University, Southern Illinois University, Caroline du Sud University of California, tout presque pour le soccer ce qu'il faut pour les autres grands sports américains. Facilités d'études, recrutement de joueurs, il ne manque que l'octroi de bourses pour que le soccer soit vraiment l'égal au basket.

Le football dans le monde a tout à gagner à cette petite révolution sportive qui se développe, presque sans bruit, aux États-Unis. Pour les Américains en tout cas c'est un défi à relever, un challenge à gagner, bien dans leur manière, et aussi un grand défi à rendre au soccer qui, à tort, de leur point de vue, se prétendait jusqu'à présent universel. Car, de toute évidence, quel jeu peut se prétendre universel, dès lors que l'Amérique n'est pas concernée ?

FRANÇOIS JANIN.

JUDO

La demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs champions

IL NE FALLAIT PAS RÊVER

Faute de championnats du monde — annulé pour d'obscures motifs de haute diplomatie — il faut nous contenter cette saison de rencontres internationales de moindre calibre. Cette demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, d'importance 13 novembre, par exemple. Pourquoi faire la fine bouche ? La Racing Club de France contre le Dynamo d'Hoppegarth (R.D.A.) est une belle affiche. Surtout parce que sur les sept Allemands de l'est, six sont des internationaux avertis et médaillés sur tous les tatamis européens, mondiaux et olympiques, et qui ne peuvent laisser aucun amateur indifférent.

Alors, pourquoi diable contraindre quelques trois cent cinquante spectateurs à un véritable jeu de piste dans Versailles pour découvrir le gymnase du Montbauron ? Pourquoi infliger à nos amateurs une pénible exhibition d'ekido et une inutile confrontation de jeunes espoirs pour commencer à 17 heures une compétition promise à 15 heures ? Bref, lorsque les quatorze athlètes en kimono se font face, il faut dire que nous ne donnons pas cher des Parisiens. Que pourrait, en effet, une équipe de club parmi les plus solides en France, certes, mais opposée à la formation qui s'alignait à un titulaire près (moins de 60 kilos), aux derniers championnats d'Europe pour finir avec une médaille de bronze ? Eh bien ! elle peut nous donner des émotions.

Morlong, en premier lieu, qui place en rafales mouvements d'épaules et de hanches, dominant un Grutza jusqu'à lui faire commettre une faute sévèrement pénalisée. Une victoire à 7 points pour le Racing-Jarzyck ensuite, qui réussit malgré tout à éviter les jambes — de véritables pistons — du redoutable Arndt, supérieur par l'expérience et la condition physique. Une victoire à une et 7 points à 3 en faveur du R.C.F. Pour Porcher, c'est quasiment un exploit de contenir l'irascible et puissant Kruger à l'impressionnant palmarès international.

Sans paraître lui, entamer avec Horger une fastidieuse partie de bras de fer, puis s'entraîne à notre étonnement — des techniques effrénées de hanches et d'épaules, son adversaire n'évitant la déroute que par d'acrobatiques et périlleuses pirouettes. Deux victoires à une et 10 points à 3 pour le Racing. Irésistiblement, l'assistance tout entière se met alors à y croire — il suffirait que...

Il ne fallait pas rêver, c'était impossible. Tout l'orgueil, toute la force, toute la technique de Coche, en retraite de la haute compétition, ne pouvant rien, dimanche, contre un colosse au ventre tendu qui s'entraînait encore il y a quelques semaines en vue des championnats du monde. C'est ainsi que la logique est respectée. Quatre victoires à deux et 33 points à 10, l'Allemagne de l'est, pardon, le Dynamo d'Hoppegarth est qualifié pour la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions.

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

Guy Fréquelin (Alpine-Renault V6) a gagné le Critérium des Côtes normandes (16 novembre, 100 km, Circuit de la Bernard Bégis (Forêt de Carrières)).

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIÈRE DIVISION (haïmées jouées)

Le Mans bat Antibes 82-65
Clermont bat Nanterre 80-64
Villeneuve bat Arignou 100-87
Nice bat Brest 108-81
Châlons bat Dunkerque 104-87
Orléans bat Tours 114-85
Clermont bat Nanterre 108-73
Le Mans bat Antibes 82-65
Clermont bat Nanterre 80-64
Villeneuve bat Arignou 100-87
Nice bat Brest 108-81
Châlons bat Dunkerque 104-87
Orléans bat Tours 114-85
Clermont bat Nanterre 108-73

Football

COUPE DU MONDE (Éliminatoires)

Deux matchs importants ont été disputés le 12 novembre. Dans le groupe VIII européen, la Yougoslavie s'est imposée à Bucarest devant la Roumanie (2 à 0). Le Bénin s'est éliminé. Le match décisif aura lieu le 30 novembre à Belgrade où, pour se qualifier, la Yougoslavie devra battre l'Espagne par deux buts d'écart au minimum.

Dans le groupe africain de qualification, le Togo a eu une surprise en gagnant à Lagos contre le Nigeria (2 à 0). Le Nigeria est éliminé. La qualification à l'équipe de France de première division sera le 12 novembre, en championnat de France de première division.

DEUXIÈME DIVISION (Quatrième journée)

GROUPE A

Arles et Toulon 2-2
Chamois et Martignes 4-0
Angers et Brest 2-1
Toulon et Brest 4-0
Saint-Denis et Angers 1-2
Arles et Toulon 2-2
Chamois et Martignes 4-0
Angers et Brest 2-1
Toulon et Brest 4-0
Saint-Denis et Angers 1-2

Hippisme

Le prix Guillaume-de-Francfort, disputé à Autry et réservé pour les poulains nés avant le 1er janvier 1976, a été gagné par Brionne, sur d'Alb du nord et de Mary-Deva. Le combiné gagnant est 3-9-25.

Jeu de table

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Bordeaux bat Lézignan 10-5
Lézignan bat Arignou 10-5
Arignou bat Villeneuve 10-5
Pauillac bat Toulon 10-7
Vendôme 10-9
Bordeaux bat Lézignan 10-5
Lézignan bat Arignou 10-5
Arignou bat Villeneuve 10-5
Pauillac bat Toulon 10-7
Vendôme 10-9

Rugby

CHALLENGE DU MANOIR (quatrième journée)

POULE A

Béziers bat La Voulte 17-6
St. Toulousain bat Grenoble 27-6
Lourdes bat Tarbes 16-9
Biarritz bat P.U.C. 44-18

POULE C

Montferrand bat Toulon 8-3
Roubaix bat Vichy 21-10

POULE D

Castres et Mont-de-Marsan 9-9

POULE E

Agen bat Racing 13-4
La Rochelle bat Brive 7-0

POULE F

Carmaux bat Montauban 54-7
Grainval bat Bègles 15-10

POULE G

Dax bat Bayonne 7-15
Auch bat Agen 7-15

Tennis de table

Le Français Christian Martin a succédé au palmarès des championnats internationaux de Hongrie à son compatriote János Székely, et bat en finale de l'épreuve le Hongrois Gábor Gerpey.

Qui connaît mieux le marché japonais qu'un Japonais.

Français, vous souhaitez exporter sur le marché japonais. Mais vous ne savez peut-être pas comment vous y prendre, ni quelle est la marche à suivre.

Alors, contactez le groupe Seibu. Un groupe japonais. Parce que seul un Japonais peut connaître le marché japonais et ses finesses, ses consommateurs et leurs habitudes.

Nous connaissons bien votre pays. Nous l'aimons. Et c'est pour cela que nous voulons vous aider à mieux le faire connaître, à mieux le faire apprécier à nos compatriotes.

A cette heure, nous avons déjà introduit de nombreuses grandes marques françaises sur le marché japonais. Dans les domaines allant de la mode à l'automobile. Entre autres, nous avons eu le plaisir de faire connaître au Japon des noms aussi prestigieux que ceux d'Hermès, Yves Saint Laurent, Van Cleef & Arpels, Paul Bocuse, Citroën. Et tout récemment celui de l'hélicoptère Ecureuil de l'Aérospatiale.

Dans le domaine artistique et culturel, nous avons organisé de nombreux concerts d'artistes français et à plusieurs reprises des expositions d'art français. Entre autres de peinture. Avec Monet, Renoir, Modigliani, Kandinsky.

Ceci grâce au théâtre Seibu. Et au musée Seibu. En France, nous avons participé à l'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon en y

construisant un complexe hôtelier et immobilier.

Contactez-nous, faites-nous connaître ce que vous voulez exporter au Japon. Que ce soit des produits de grande consommation, des produits industriels, des brevets, des idées. Ou bien même votre cuisine ou votre art.

Nous sommes prêts à vous aider. A vous offrir la collaboration, l'organisation dont vous avez besoin.

Nous en avons les moyens. Nous vous offrons l'expérience et la puissance du groupe Seibu : 105 sociétés, 50.000 collaborateurs et un chiffre d'affaires total de 22,2 milliards de francs.*

Nous vous offrons quotidiennement 2 millions de consommateurs qui achètent dans nos chaînes de grands magasins, nos grandes surfaces et nos centres commerciaux. Qui déjeunent ou dînent dans nos restaurants, choisissent leurs vacances dans nos agences de voyage. Sans compter ceux qui sont quotidiennement en contact avec notre groupe d'assurances, notre secteur de

promotion immobilière, notre secteur de distribution automobiles, nos éditions de luxe, et enfin nos industries chimiques et alimentaires.

En deux mots, nous vous offrons tout ce que nous savons du Japon. Tout ce qu'un Japonais sait du Japon.

Seibu : premier groupe de distribution au Japon.



Contactez-nous: Seibu International Trading Division 1-28-1, Minami-Ikebukuro, Toshima-ku, Tokyo - Japon. A l'attention de Monsieur H. Ishioka.
Télex: J 22506. Adresse télégraphique: Seibudept Tokyo. [Seibu se prononce "Seibou"] - *CA 1976, taux: 100 yens = 1,75 F

هكذا من الأصل

Le Monde
stratégie indu
Specialisation

guerre du croissan
commerçants sont-ils responsables
de la hausse des prix ?

Un pays s

Languedo
Montpellier
Nîmes

Hotel Sofitel **** L'an

Roumagnac & Ass.

PAYS DE L'EST

Le rouble convertible n'est pas encore pour demain

De notre correspondant en Europe centrale

Budapest. — Parmi les pays socialistes, la Hongrie est celui qui a mené à bien la réforme économique la plus poussée (voir d'autre part l'article de Michel Boyer) et qui, en conséquence, est le plus avancé — ou le moins écarté — sur la voie conduisant à la convertibilité monétaire. L'occasion d'une longue discussion sur ce thème a été récemment fournie par un colloque d'économistes de l'Est et de l'Ouest qui s'est tenu à la capitale hongroise l'Institut viennois pour les comparaisons économiques internationales et l'Académie hongroise des sciences (le Monde de l'économie du 8 novembre).

Non sans humour, certains participants à cette rencontre ont émis le vœu que Budapest succède un jour à Bretton Woods dans l'histoire du système monétaire.

Il revenait en tout cas à un économiste hongrois, M. Janos Fekete, directeur de la Banque nationale, de lancer la discussion. Il le fait dans le style direct qui le caractérise. Ayant constaté que le biphérialisme sur lequel repose actuellement le commerce des pays de l'Est imposait un cadre trop rigide aux échanges et que le rouble transférable, créé le 1^{er} janvier 1964, ne jouait encore que très insuffisamment son rôle de moyen de paiement, précisément en raison de ce biphérialisme, M. Fekete préconise une « certaine multilatéralisation du commerce extérieur » des pays du Comecon. A ses yeux, cette mesure devrait nécessairement entraîner une « convertibilité partielle du rouble transférable » à l'intérieur du Comecon.

Alors encore plus loin, M. Fekete devrait se prononcer pour la création par les pays socialistes d'une véritable monnaie convertible rattachée à l'or et pouvant être utilisée comme monnaie de réserve. Pour leur part, les Hongrois espèrent parvenir à une convertibilité du forint d'ici quelques années. M. Fekete affirme qu'une telle éventualité lui semblait « parfaitement compatible avec l'existence d'une convertibilité planifiée socialiste ». Cette convertibilité, toutefois, ne serait pas totale et s'accompagnerait de restrictions dans le mouvement des capitaux et les transactions des personnes privées afin de mettre l'économie hongroise à l'abri d'événements spontanés pouvant comporter des risques.

En ce qui concerne les problèmes d'ordre général, M. Fekete défendit l'idée d'un nouveau système monétaire international sous l'égide des Nations unies, avec la création d'une monnaie mondiale basée sur l'or, dont il préconise la réhabilitation en tant que numéraire. Il plaide enfin pour l'abolition des zones monétaires qui devraient être, selon lui, au nombre de six : dollar, Marché commun, yen, pays de l'OPEP, pays en voie de développement et pays socialistes.

Ces vues devaient provoquer de nombreuses réactions. Pour certains économistes américains, elles apparaissent assez limitées, étant donné le monopole exercé par l'Etat dans les pays communistes en matière de commerce extérieur. Le professeur Franklin Holzman contesta, pour sa part, très vigoureusement l'idée selon laquelle la convertibilité des monnaies serait compatible avec la planification de type socialiste.

Les contributions aux débats les plus intéressantes furent toutefois fournies par des économistes socialistes (polonais, soviétiques, hongrois), dont les interventions montraient à quel point les thèses des spécialistes occidentaux sur ces questions sont variées. A l'intérieur d'un même pays, des écoles différentes se côtoient ou s'affrontent, ce qui rend très risqués les jugements simplificateurs cherchant à opposer les vues de tel Etat à celles de tel autre.

La « multilatéralisation planifiée »...

Appuyant pour l'essentiel les propositions de M. Fekete sur la convertibilité, le professeur Stanislaw Raczowski (Varsovie) modéra l'optimisme de ses collègues quant à la possibilité d'une telle mesure. Dans une intervention attentivement suivie, il expliqua, d'autre part, que le rouble transférable (1) ne jouait pas un rôle aussi régulier qu'on le dit généralement. Les échanges comptabilisés en cette monnaie à l'intérieur du Comecon sont passés de 22,9 milliards en 1964 à 32,5 milliards en 1975 de roubles transférables. Mais, ajouta M. Raczowski, le rouble transférable n'est pas seulement une unité de compte. Il peut être aussi une monnaie de paiement pour régler des services, être utilisé pour des investissements et rapporter des intérêts. C'est une monnaie réelle, souligne l'économiste polonais, mais dans certaines limites. Sa faiblesse, conclut-il, vient de ce qu'elle est utilisée uniquement à l'intérieur du Comecon et qu'elle n'est pas convertible.

Un autre économiste polonais, M. Stanislaw Polaczek, se montra plus réservé que ses collègues Fekete et Raczowski. Il estima qu'il existait une contradiction entre la convertibilité du rouble transférable et le maintien du biphérialisme. Mais, ajouta-t-il, « si les pays socialistes étaient placés devant l'obligation de choisir entre ces deux voies, ils choisiraient le biphérialisme ».

M. Polaczek arrondit cette opinion un peu brutale en estimant qu'un choix aussi radical n'est pas inévitable et qu'une solution intermédiaire pourrait être trouvée.

Ce souci de rechercher une voie moyenne qui ne bouleverserait pas le système sur lequel sont établis les échanges des pays de l'Est, mais en assouplirait le fonctionnement, se retrouva dans l'exposé de l'économiste soviétique Mikhaïl Lioubski. Après avoir noté que le développement du

1) Unité de compte utilisée au sein du comecon et valant, au début de 1977, 14 dollars.

commerce et des paiements sur une base multilatérale à l'intérieur du Comecon avait été retardé par une coordination insuffisante des plans économiques des différents pays membres, il préconisa « une multilatéralisation planifiée » du commerce extérieur. Une telle idée apparaît toutefois à beaucoup comme trop rigide et en tout cas contraire au but même de la multilatéralisation partielle des échanges telle que la conçoivent certains économistes hongrois : pallier les déficiences de la planification par le recours à l'initiative commerciale face aux imprévus de la production.

Le professeur Levok, de Vienne, fit pour sa part remarquer que la proposition de M. Lioubski supposait un renforcement des mécanismes supranationaux au sein du Comecon, ce qui est refusé par certains pays membres, comme la Roumanie.

Le rôle futur de l'or dans le système monétaire international — autre point abordé par M. Fekete dans son exposé initial — provoqua des controverses animées. S'il reçut certains appuis dans son plaidoyer, le directeur de la Banque nationale hongroise s'attira aussi des répliques assez vives, notamment de la part d'un de ses collègues de Budapest, M. Bacskai, et d'un jeune chercheur soviétique, M. Matoukhine, membre de l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales de Moscou.

Constatant que l'or ne jouait pratiquement plus aucune de ses cinq fonctions en tant que monnaie (mesure de valeur, moyen d'échange, moyen de paiement, monnaie de réserve et monnaie mondiale), M. Matoukhine se déclara vigoureusement contre le « fétichisme » de l'or et se dit convaincu que son rôle était terminé.

« L'histoire ne revient pas en arrière », affirma-t-il. Cette prise de position n'a pas manqué d'étonner, car elle prend le contre-pied des vues généralement défendues par les soviétiques sur cette question.

MANUEL LUCBERT.

La Hongrie devant la crise

(Suite de la page 21.)

Ce système apparaît en permanence évolution : le but est de faire progressivement disparaître les subventions (118 milliards de forints en 1977, soit 32 % du budget), sauf pour certains postes (logement, médicaments). « Il faudrait pour cela augmenter les prix de 16 %, précise M. Nagy. En fait la réalisation de cet objectif, qui avait été envisagé pour 1980, a été repoussée en 1982. L'an dernier, les prix à la consommation ont augmenté de 5 % contre 3,8 % en 1975 et 1,7 % en 1974.

Prudence et pragmatisme, mais aussi réalisme marquant un régime où les privilégiés habitent certes les hauts boisés de Buda, mais où la population a bénéficié de la souplesse de la gestion, malgré des difficultés et des contraintes qui se sont révélées plus fortes qu'il n'avait été prévu en 1967. Cependant, la réforme économique introduite en 1968, qui avait semblé être mise en question en 1974-1975, reste pour la plupart « fondamentalement bonne ». Le principe de base, qui reposait sur la reconnaissance de l'impossibilité d'une direction centrale de l'économie, demeure ; mais les modalités d'application ont été modifiées en fonction des changements de la situation intérieure et extérieure. Malgré une certaine déflation — des espoirs sans doute trop grands avaient été placés dans la modification du système — les Hongrois estiment avoir passé en neuf ans l'examen avec une note pas trop mauvaise.

Les temps risquent d'être plus durs. Le retour à l'équilibre commercial avec les pays de l'Ouest, envisagé pour 1979-1980, paraît exclu, à moins d'instaurer un programme d'austérité difficilement envisageable. De même, l'élimination des entreprises faiblement efficaces peut s'avérer difficile. Une des chances de la Hongrie pourrait toutefois résider dans la fourniture de biens d'équipement peu sophistiqués aux pays en développement, alors même que Budapest continuera à approvisionner l'U.R.S.S. en biens de consommation, et aussi en uranium. Depuis l'apparition, au neuvième siècle, des cavaliers magyars, la Hongrie a dû tenir compte de maintes dominations étrangères.

MICHEL BOYER.

Balance des paiements

avec les pays à devise convertible (1)

Voici des extraits tirés des renseignements statistiques que la Banque de Hongrie vient de rendre publics, ce qui constitue une innovation pour membre du Comecon.

	1975	1976
(en millions de dollars)		
— Exportations	2 232	2 289
— Importations	2 527	2 536
Balance commerciale	- 295	- 247
— Fret et assurance	118	115
— Revenus	+ 19	+ 31
— Revenus d'investissements	185	181
— Dépenses gouvernementales	20	21
— Autres paiements courants	+ 84	+ 14
— Paiements des virements	+ 34	+ 2
A — BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS	441	322
B — MOUVEMENTS DE CAPITAUX A LONG TERME	+ 360	+ 30
dont : — Actif	61	3
— Passif	+ 321	+ 27
C — MOUVEMENTS MONÉTAIRES ET DE CAPITAUX A COURT TERME	+ 181	- 8
dont : — Actif	90	12
— Passif	+ 271	+ 4
BALANCE B + C	+ 471	+ 22

(1) C'est-à-dire, pour l'essentiel, avec les pays de l'O.C.D.E.

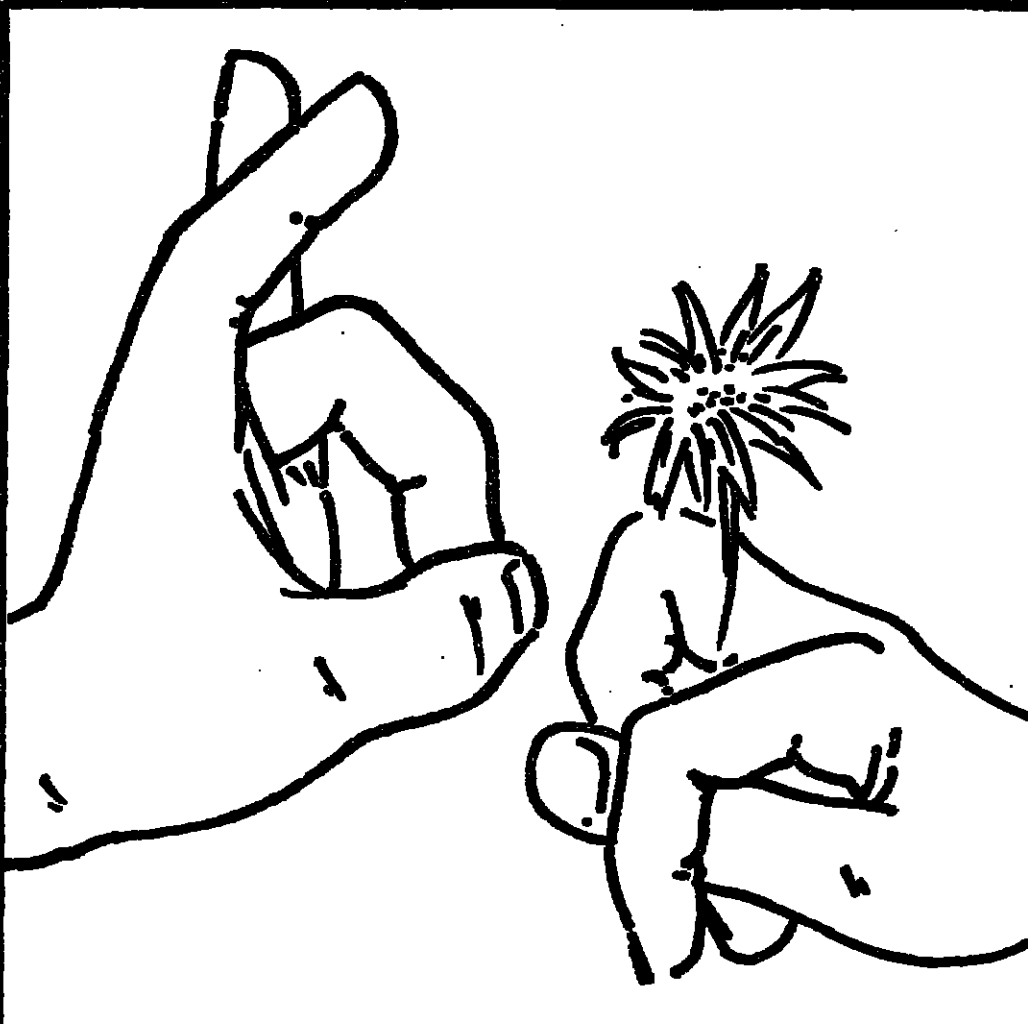
Poussée des achats à l'Ouest

RESULTATS DES HUIT PREMIERS MOIS DE 1977	VARIATIONS	% DU TOTAL
(en milliards de dollars)	(par rapport à la même période de 1976)	
EXPORTATIONS		
Vers les pays socialistes	2,04	+ 23,3 %
Vers les pays non-socialistes	1,28	+ 16,3 %
Total	3,32	+ 20,7 %
IMPORTATIONS		
En provenance des pays socialistes	2,14	+ 19,4 %
En provenance des pays non-socialistes	1,65	+ 24,6 %
Total	3,79	+ 21,8 %

(Source : Office central de statistique de Hongrie.)

l'anti-conformiste

ICL : l'informatique accessible existe



Etablir avec la moyenne entreprise un dialogue d'égal à égal. Pour y parvenir, il faut une taille à l'échelle humaine. En France, ICL est une entreprise humaine et féminine qui vit quotidiennement la vie d'une moyenne entreprise. Mille hommes et femmes sans tour d'ivoire. Un cas exemplaire, celui de Gérard Maillet, 44 ans. En 1969, il est engagé comme technicien 16 ans plus tard, il est Directeur Général de la filiale Française. Chez ICL, nous recherchons d'abord les hommes.

avant les diplômes. Et l'informatique? Les hommes d'ICL ne la pratiquent pas comme une religion. Plutôt comme un outil ouvert à tous les besoins, accessible à toutes les entreprises. Une informatique libérée de la technique ennuyeuse et du langage hermétique. Chez ICL, nous cherchons à satisfaire vos besoins avec une certaine idée du service, cela explique sans doute la fidélité exceptionnelle de nos clients.



ICL (France)
International Computers
16, cours Albert 1^{er}
75008 Paris
Tél. 222.93.04

ICL : le contraire de la contrainte

مكتبة من الأصل

FRANCE

La guerre du croissant

(Suite de la page 21.)

Certes, l'augmentation des matières premières ou du combustible justifie certaines hausses de prix industriels. L'envoie des prix du pétrole ne pouvait que se traduire par un renchérissement

inévitable des coûts de production. Papier, sucre, électricité, bois, la liste n'est pas limitative de ces facteurs de renchérissement des coûts. Cependant, les arguments des professionnels ne sont pas toujours compatibles entre eux selon qu'il s'agit de répercuter une hausse ou

une baisse de la valeur des matières premières : la stagnation des cours de la laine, pendant une dizaine d'années, n'a guère freiné la hausse du prix des vêtements car « la matière première n'entrait que pour une faible part dans le prix du produit fini ». Lorsque les cours de la laine ont flambé, le prix des vêtements a suivi, dans une proportion comparable, à cause précisément du « renchérissement du prix de la matière première ».

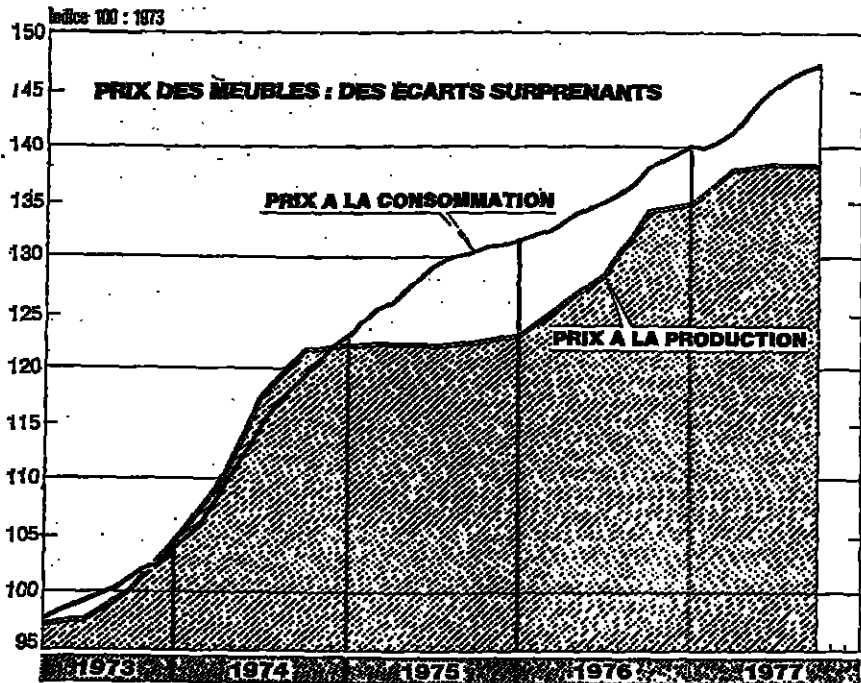
En agriculture, ce sont les conditions climatiques qui rendent fragile un marché où un faible pourcentage de surproduction ou de sous-production engendre inévitablement surabondance ou pénurie, avec leurs corollaires inévitables : destruction de produits en surabondance pour éviter l'effondrement des cours ou importation pour freiner la hausse des prix. La rareté de certaines en juin dernier, due aux gélées printanières et tardives, et la marée des choux-fleurs actuels, à cause d'un automne trop doux, sont deux bons exemples du phénomène. Au-delà des décisions conjoncturelles ou des mesures structurelles de la politique agricole, on peut se demander si les circuits de commercialisation jouent effectivement à plein le rôle de régulateur qui devrait être le leur.

Le commerce, principal fauteur de la hausse des prix ? Certainement pas. Sans parler des sources internationales et monétaires de l'inflation, trop de facteurs de l'autonomie : bref, les conjonctures pour que le commerçant soit vraiment le galeux d'où vient tout le mal. Une chose est certaine, c'est que, placé au bout de la chaîne, le commerçant qui applique en pourcentage une même marge bénéficiaire à un produit ne peut que profiter des hausses des coûts de production. La meilleure preuve en est que le secteur commercial, dans son ensemble, a moins que l'industrie souffert de la crise que nous traversons.

A ce titre, même si un commerçant refuse de succomber aux tentations individuelles de l'inflation, il ne peut qu'amplifier la hausse qui se manifeste au niveau de la production.

La variété des produits, des circuits de distribution et des modes de vente est un des attraits des pays occidentaux. Elle interdit cependant toute clarté dans la formation des prix. Sans cette clarté, les pouvoirs publics en sont réduits à prendre des mesures de caractère plus psychologique qu'économiquement efficace. N'est-ce pas le cas pour la taxation des croissants ?

JOSÉE DOYÈRE.



De janvier à septembre 1977, les prix des meubles ont augmenté de 2,1 % à la production, de 5,2 % au détail. Il y a trois ans, la hausse des prix du pétrole (fuel industriel, mais aussi matières plastiques, largement utilisés dans le meuble) et du bois explique la montée de l'indice des prix industriels (sortie d'usine), que ne compensait pas alors au détail la hausse pratiquée par les négociants. En revanche, la flambée des prix à la consommation depuis le début de cette année ne s'explique guère par les coûts de la production. Et la santé du commerce du meuble est loin d'être brillante.

Dans le graphique ci-dessus, la courbe des prix à la production reflète l'évolution du nouvel indice des prix industriels calculé par l'INSEE (« Economie et Statistique », n° 87, mars 1977) pour remplacer celui des prix de gros. Il regroupe cinq cents variétés de produits fabriqués par mille deux cents entreprises employant soixante-douze mille personnes en 1975, et ne constitue qu'une moyenne, chaque article en particulier ayant pu varier de façon très différente. Il faut tenir compte du fait que l'indice des prix au détail prend en compte les prix des produits importés (et les importations sont trois fois plus importantes que les exportations). Il reste que dans l'ameublement, le négoce plus concentré et mieux armé que l'industrie, plus dispersée, conserve la prééminence.

La stratégie industrielle

(Suite de la page 21.)

Si l'on s'en tient aux propos tenus le 18 octobre par le président de la République, à l'occasion du trentième anniversaire du Conseil économique et social, la France a choisi prudemment l'offensive : « Face à la concurrence de plus en plus sévère des pays neufs, nous devons développer au maximum les productions pour lesquelles nous disposons d'un avantage technologique, de façon à valoriser notre principale ressource, qui est notre savoir-faire... L'acceptation d'une plus grande spécialisation n'est pas, a ajouté M. Giscard d'Estaing, conforme à notre tendance naturelle. Elle est cependant nécessaire pour nous permettre d'atteindre ou de maintenir la compétitivité dans un nombre suffisant de domaines. Certes, comme en toutes choses, la prudence et la mesure imposent : il ne s'agit pas de pousser la spécialisation jusqu'au point où elle risquerait d'accroître notre vulnérabilité, dans un monde où nous résorberons encore beaucoup de surprises. »

La prudence du président de la République s'explique aisément. La spécialisation, en effet, est un peu la langue d'Ésope. Elle peut être le meilleur pour un pays dont l'industrie a déjà acquis des positions dominantes sur le marché mondial et qui n'aura dès lors qu'à accentuer ses propres tendances. A l'inverse, elle peut être le pire pour une industrie dominée et vulnérable, qui risque de se voir imposer ses choix de l'extérieur, au nom de la loi du marché.

Le groupe d'études prospectives internationales (GEPRI) a consacré naguère, une remarquable étude à la spécialisation (Le Monde du 14 octobre 1976). Il y apparaît que le Japon a su mieux que tous ses concurrents mener une politique de spécialisation efficace. En

neuf ans — de 1964 à 1972 — il a réussi à la fois à améliorer ses positions dans l'optique, la phonie, les composants électroniques, à résorber son déficit, et à devenir excédentaire dans les machines de bureau, l'informatique, la chimie fine, les pompes, les machines-outil, tout en se dégageant de la filature et du tissage, de l'habillement, de la confection, des chaussures, des conserves de viandes et de poisson, secteurs fortement régressifs.

La performance s'explique : le Japon a remarquablement su utiliser les atouts dont il était muni, un réseau d'information incomparable grâce à l'existence de maisons de commerce constamment à l'écoute du marché mondial ; une industrie puissante, fortement concentrée, intégrée verticalement, ce qui la rend moins vulnérable que d'autres à l'offensive étrangère ; un système bancaire mis totalement au service de l'industrie, assurant la redistribution de l'épargne selon ses exigences ; enfin une organisation sociale bien particulière qui permet de dégager très souvent un consensus.

Un pari dangereux

Face au colosse japonais, la corvette française apparaît bien démunie. On ne rappellera ici que pour mémoire l'insuffisance des maisons de commerce internationales. La structure de l'industrie française ne saurait non plus être véritablement comparée à celle du Japon. Les grandes fusions intervenues ces dernières années ont le plus souvent été réalisées sous l'égide des banques. Elles ont donc répondu à des objectifs plus financiers qu'industriels. Ces concentrations ont donc été pour la plupart « horizontales » et non « verticales ». L'épargne, chacun peut le constater en analysant l'évolution de la Bourse de Paris ces dernières années, s'est depuis longtemps détournée de l'investissement industriel.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, les entreprises étrangères ont acquis dans l'industrie française une place considérable. Comme le font justement remarquer ADM Christian Stora et Jacques Victorri dans leur livre Les Nationalisations : « Globalement, les filiales des entreprises étrangères et multinationales sont en France moins représentées qu'en Allemagne ou en Grande-Bretagne. Mais elles sont implantées dans les secteurs les plus prometteurs en termes de croissance ou de rentabilité : les capitaux étrangers contrôlent ainsi plus de 50 % des sous-secteurs comme les tracteurs agricoles, l'informatique, les appareils de mesure, et ils renforcent leur présence dans la construction électrique et électronique, la chimie, notamment la chimie fine et la pharmacie, la mécanique de précision. La recherche du redéploiement optimal de notre économie trouve là un obstacle de poids : la stratégie de localisations des multinationales ne correspondant pas nécessairement à celle qui servirait la meilleure pour la France. »

Si l'on ajoute que le désengagement des secteurs en déclin n'est pas chose aisée dans un pays où l'industrie est

très localisée et où se manifeste de « vitre au pays », on conclura que mettre en œuvre une stratégie de spécialisation est un pari difficile qui peut même se révéler dangereux. Le risque existe, en effet, si l'on extrapole des grandes tendances observées ces dernières années, de voir la France devenir une sorte d'ouvrier professionnel du monde industriel, à mi-chemin entre l'ouvrier spécialisé, qui serait devenu les pays en voie de développement, et l'ingénieur, que resteraient l'Allemagne fédérale, le Japon et, bien sûr, les États-Unis.

Les industriels français vont donc devoir se battre durement. Ils auraient tort, à supposer qu'ils y pensent, de jeter le manche après la cognée. Michel, pour ne prendre que cet exemple, refuse, et il est en effet, que des groupes français sont parfaitement en mesure de tirer leur épingle du jeu pour peu qu'ils aient su s'assurer une part déterminante du marché mondial, en adaptant leurs structures — le groupe de Clermont-Ferrand est intégré depuis la production de gomme jusqu'à la fabrication des pneumatiques — et en maîtrisant la technologie.

Reste qu'il n'y a pas beaucoup de Michelin en France... Le rôle de l'État sera donc considérable. Seul, il est en mesure de prendre les risques qu'ont refusés les industriels privés dans certains secteurs considérés comme stratégiques et de consentir l'effort financier nécessaire. Les plans sectoriels périodiquement lancés — à supposer qu'ils trouvent toujours un appui sur le terrain, ce qui n'est pas prouvé si l'on se rapporte aux expériences passées, — ne sauraient suffire à tout. L'heure n'est plus à l'action sectorielle. C'est une profonde réforme des circuits financiers et dans certains secteurs des structures industrielles qu'il faut entreprendre.

L'État saura-t-il imposer sa stratégie ? Acceptera-t-il de se doter, au-delà des querelles partiales ou idéologiques, des moyens de sa politique ? C'est toute la question.

PHILIPPE LABARDE.

EXPRESSION ORALE POUR RESPONSABLES DÉCIDÉS

Vous refusez les trucs et recettes habituellement proposés. Vous voulez un style d'expression à la mesure de votre personnalité. Demandez-nous une consultation particulière, à titre gracieux et sans engagement.

INSTITUT D'EXPRESSION ORALE
20, cité Trévise, 75009 PARIS
Tél. : 770-28-03

Nous recevons gratuitement sur rendez-vous, de 10 h. à 21 h.

Fruits et légumes : le jeu de l'abondance et de la pénurie

L'ÉFORMA (Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles) publie les dernières statistiques sur les arrachages de pommes et, au même moment, M. Raymond Barre annonce la réduction des droits de douane sur ces fruits pour en faciliter les importations et faire chuter les prix. C'est donc qu'il y avait trop de pommes, et qu'il n'y en a plus assez. Bizarre... Les statistiques le confirment. La consommation moyenne est, en France, de l'ordre de 1,5 million de tonnes. En 1976, on a récolté près de deux millions de tonnes et, pour soutenir les cours, les pouvoirs publics et communautaires ont financé la destruction de quelque 300 000 tonnes, ce qui avait déclenché une campagne indignée et furieuse. En 1976, en raison, ou en dépit de la destruction, de quelque 300 000 tonnes, les cours, les pouvoirs publics et communautaires ont financé la destruction de quelque 300 000 tonnes, ce qui avait déclenché une campagne indignée et furieuse. En 1976, en raison, ou en dépit de la destruction, de quelque 300 000 tonnes, les cours, les pouvoirs publics et communautaires ont financé la destruction de quelque 300 000 tonnes, ce qui avait déclenché une campagne indignée et furieuse.

Les caprices du temps se sont succédés cette année. Gélées au printemps, pluies et inondations en été, douces de l'automne : bref, les cultures ont été endommagées. C'est ainsi que la récolte des pommes ne dépasse pas 1,2 million de tonnes et « en contrepartie », indique une note de conjoncture des chambres d'agriculture, « les prix apparaissent en ce début de campagne très élevés ». A Rungis, les golden sont cotées autour de 3 F le kilogramme, les boskoop autour de 4 F, ce qui les porte respectivement à au moins 5,50 et 6 F au détail. Cent pour cent de hausse par rapport au prix de l'an dernier.

Les pommes importées à des cours à peine inférieurs à ceux du marché français pèseront-elles réellement sur les prix ? Connaîtront-elles un sort meilleur que les tubercules achetés l'an dernier et détruits au printemps ?

Car les mésaventures de la pomme de terre ne sont pas sans quelques points communs avec celles de la pomme-fraîche. En 1976, les pommes de terre ont commencé à devenir rares en Europe en raison d'une diminution régulière des surfaces semées. Il faut alors prendre des mesures pour éviter les exportations massives et spéculatives vers la Belgique, où les prix flambent furieusement. En 1976, c'est la sécheresse, et la production chute de 40 %. On se battra pour faire des frites. Le mot-d'ordre sera, en Picardie, première région productrice, 2 F et plus le kilogramme. Pas question pour la spéculation, le gouvernement décide d'approvisionner à moins de 3,50 F dans les qualités inférieures. Les prix ont quadruplé d'une année sur l'autre. Pour enrayer la spéculation, le gouvernement décide d'approvisionner à moins de 3,50 F dans les qualités inférieures. Les prix ont quadruplé d'une année sur l'autre. Pour enrayer la spéculation, le gouvernement décide d'approvisionner à moins de 3,50 F dans les qualités inférieures.

Changement complet de décor cet automne : la récolte se révèle supérieure à la moyenne avec quelque 60 millions de quintaux, soit près du double de l'an dernier. En Picardie, le kilogramme ne vaut plus que 10 centimes. On retrouve au détail des bintjes à 50 centimes. Des prix qu'on n'avait pas vus depuis 1972. A noter aussi que pour la première fois depuis cinq ans les cultivateurs ont augmenté (+ 7 %) la surface des champs de pommes de terre. Au total, il apparaît que les mécanismes de marché des fruits et légumes sont tels que les prix connaissent des fluctuations disproportionnées par rapport à la réalité des approvisionnements. Ce résultat est du reste conforme à la théorie des prix pour un produit dont la demande est peu « élastique ». L'abondance — d'aucuns diraient les excédents — est le meilleur atout des consommateurs.

Le veau : il vaut de l'or

La production de viande bovine a été marquée depuis le début de l'année par une baisse des abattages de l'ordre de 10 %. Dans le même temps, la consommation de viande bovine a augmenté de 10 %. Les mécanismes de protection du marché, institués dans le cadre de la politique agricole commune, ont limité les importations en provenance des pays tiers. Offre réduite, demande accrue, les cours de viande bovine à la production ont progressé rapidement au long des huit premiers mois, pour se stabiliser depuis septembre, sans accuser le moindre recul.

Cette évolution a été plus vive encore pour le marché, particulièrement en France, de la viande de veau. Depuis le début de l'année, la consommation a progressé de quel-

que 3 %, tandis que les abattages n'ont cessé de diminuer rapidement. Enchaînement des causes : l'augmentation du prix des gros veaux incite les éleveurs à garder leurs jeunes bêtes, d'autant que les abattages sont en baisse, à cause de la détente sur le prix des céréales et du soja. Du coup, la diminution des abattages de veaux a vu la flambée des cours, sur un marché traditionnellement sensible et fort mal orienté. En outre, le volume de l'offre n'a pas été amélioré, en dépit de l'augmentation des achats dans les îles Britanniques et de la diminution de la production en Italie.

Bref, les cours sont passés de quelque 13 F le kilo, en janvier dernier, à plus de 17 F actuellement, soit une hausse de plus de 21 %, hausse presque intégralement répercutée sur les prix de détail, ce qui a provoqué la réaction de M. Raymond Barre.

Le croissant : de 0,39 F à 1,05 F

La fixation autoritaire du prix du croissant à 1 franc a provoqué un tollé général, les professionnels assurant ne « rien gagner » sur une vente réalisée à ce prix. Qu'en est-il exactement ? Il est difficile de le savoir : aucun des boulangers-pâtisseries interrogés n'est en mesure de nous donner des chiffres précis. Mais on peut tenter de reconstituer le prix de revient réel de son produit. On arrive tout juste à évaluer avec quelque précision le coût des matières premières, encore celui-ci varie-t-il très largement selon la taille de l'entreprise (le volume des achats diminue les prix), la qualité du croissant et son poids. Suivant les cas, ce coût va de 0,07 F à 0,20 F pour un croissant ordinaire.

Lorsqu'on aborde le coût de la main-d'œuvre, l'impression se fait plus grande encore. Dans une boulangerie artisanale, il peut aller de 0,30 F à 0,37 F, si l'on se fonde sur un rendement moyen calculé par le syndicat (un ouvrier produisant quatre-vingts croissants par heure). Dans une boulangerie - pâtisserie industrielle, où les rendements sont,

bien supérieurs, ce coût ne dépasserait pas 0,15 F. Au total, pour la matière première et la main-d'œuvre, le fourchevière ne donne de 0,22 à 0,37 F.

Quant à connaître le montant exact des frais généraux et des frais de fabrication et de commercialisation, c'est une autre affaire ! Un bon gestionnaire multiplierait variablement ces frais de 0,17 F dans un magasin de grande surface équipé d'un atelier de fabrication à 0,31 F chez un artisan détaillant.

Le prix de revient total du croissant ordinaire oscillerait donc de 0,39 F à 1,05 F... Inutile de dire que ces deux croissants modèles n'existent pas : il s'agit tout au plus de « croissants de gestion ». Dans la réalité, la plupart des professionnels avouent qu'ils se contentent, pour fixer leurs prix de vente, d'appliquer au coût de la matière première un coefficient multiplicateur variable, selon les cas, de 4 à 7 voire même 8. Ils déterminent ces coefficients soit en suivant les conseils des instances professionnelles, soit en appliquant purement et simplement les coefficients dont se servent les agents du fisc pour évaluer leur imposition.

AUBIER MONTAIGNE
13, Quai Conti - Paris 6^e

JEAN GOBET LES TESTS DÉMYSTIFIÉS
Un véritable guide pratique pour comprendre, analyser, utiliser les tests
33 F (Science et Vie)

ABU DHABI
BAHREIN DUBAI
DOHA MUSCAT

GULF AIR
★★★★★
le cinq étoiles du transport aérien.
(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

1999. L'EXPERTISE DE WASSILY LEONTIEF

Nous voilà rassurés, sinon sur l'avenir du monde, du moins sur l'orientation des études scientifiques à son sujet. Après les deux affligeants rapports pseudo-scientifiques du Club de Rome, dont le principal mérite était l'effort publicitaire, nous nous trouvons devant une étude sérieuse, réfléchie, de l'évolution possible jusqu'à la fin du siècle, avec quelques visées au-delà.

Innovation intéressante dans la méthode des scénarios : au lieu de suivre le fil et de voir où il mène, c'est l'objectif, le terminus, qui est désigné (à la demande même des Nations unies) : il s'agit alors de trouver les moyens de l'atteindre, conditions initiales et cheminement. De 12 à 1 en 1970, le rapport des niveaux de vie entre riches et pauvres doit passer à 1/1.

Pour ce travail de trois ans, nul n'était plus qualifié que le créateur de la célèbre méthode des apports et des productions (*input-output*). Le meilleur économiste de notre temps a été assisté par A.P. Carter et P. Petri.

Huit scénarios se déroulent : alors que le scénario A, témoin, correspond au maintien de l'ancien ordre international, les scénarios B et C sont associés aux buts fixés par la « stratégie du développement international ».

La réduction des écarts n'est pas obtenue par appauvrissement des pays riches, mais par une réduction de leur système de croissance (encore 2,5 % par an pour les plus de 5 000 dollars 1970), tandis que le produit brut par habitant devrait être multiplié par 2,5 dans les pays d'Afrique sans pétrole.

Ne parlons pas de peau de l'ours, car l'auteur ne dissimule pas les difficultés de la chasse à cet animal. En matière alimentaire, par exemple, est nécessaire non seulement l'effort intense d'investissement, de formations, etc., mais une nouvelle révolution verte, après la première, si légèrement critiquée parfois. Plus rassurant est l'inventaire des ressources minérales, aussi sérieux qu'était léger le jugement du rapport du MIT : une hausse des prix de ces matières est, certes, inévitable, mais elle va justement dans le sens d'une meilleure répartition.

Bien précisée, encore qu'insuffisamment soulignée, est l'augmentation de l'aide directe des pays riches : elle doit passer à 2 % du P.I.B. même pour l'Union soviétique, bien effacée jusqu'ici dans ce domaine.

Optimisme ? Certes, mais optimisme actif et sans complaisances. M. Leontief a eu, en particulier, le tact de ne mentionner ni les espoirs

Les notes de lecture d'Alfred Sauvy

en matière d'alimentation non classique ni les possibilités sous-marines, en particulier les nodules.

Un regret toutefois : pas de scénario sur l'influence des répercussions d'un désarmement éventuel sur le développement, sujet que l'auteur connaît bien, mais ce n'était pas dans son rôle.

Traduction lourde et laborieuse.

★ Dunod, 1977, Paris, 21 cm, 255 p., 49 F.

LA DÉFAITE DU FRONT POPULAIRE

Guy Bourdieu

Ouvrage méritant attestant un effort sincère, plus remarquable encore, compte tenu de l'optique socio-politique. Sans quitter jamais la défense des travailleurs, ce jeune maître-assistant, né au plus douloureux de l'occupation, décrit avec soin ces deux années d'espoirs et de déceptions, et celles qui ont suivi. Il est rare de voir un historien de ce temps, même dépourvu d'engagement, voire engagé du côté conservateur, montrer, avec ce souci de vérité, le contresens, si affligeant, de la semaine de quarante heures telle qu'elle a été décidée et pratiquée, et la vive reprise « libérale », due à Paul Reynaud en 1938-1939. Sans doute, quelques tableaux de chiffres mensuels de production, de prix, de chômage, auraient-ils illustré le texte de façon aussi sobre qu'éloquente, mais nous voyons si souvent les politiques jugées sur leurs intentions, au lieu de l'être sur leurs résultats, que nous apprécions à sa valeur le mérite exceptionnel de l'auteur.

Quarante ans après ces événements, nous suivons avec tristesse le déroulement de cette période en regrettant évidemment que, devant le danger rétrospectivement si apparent, un malentendu profond ait empêché les Français de s'accorder non sur une union nationale, fatalement conservatrice, mais sur un effort intense de production.

Un ouvrage à lire, à méditer, à utiliser pour combattre l'ignorance économique qui, sans être aujour-

d'hui au degré où elle était de ce temps, est encore suffisante pour valoir aux Français de sérieuses épreuves.

★ François Maspero, Bibliothèque socialiste, 1977, Paris, 22 cm, 359 p., 52 F.

INÉGALITÉ, INÉGALITÉS

Roger Girod avec un groupe de recherche

L'étude de l'inégalité des chances de l'éducation sociale, du fait de la naissance, a fait de grands progrès depuis la guerre et en a encore devant elle. La thèse simpliste de l'influence de la fortune (que semblait, malencontreusement, accréditer divers tableaux de cet ouvrage, non différenciés) a fait place, grâce aux travaux de M. Alain Girard (à peine cité ici), à des vues plus pénétrantes sur le rôle du niveau culturel des parents (héritage culturel). Celui-ci à son tour, a été sinon remis en question, du moins considéré comme ne donnant qu'une explication partielle.

Nous avons ici un bon aperçu des recherches récentes (celles de M. Boudon notamment) et des incertitudes qui subsistent. Comme il arrive souvent, la subdivision trop poussée, selon de nombreux facteurs, ôte de la consistance aux résultats. C'est un peu l'écueil de la méthode des cheminement (« path »), mise en avant ici. À force de cheminer, on risque de perdre la route. Si la question de la méthode est en jeu ici, c'est parce que les moyens de réduire l'inégalité des chances ne sont guère abordés. Les mathématiques présentent, certes, le grand avantage d'écarter le préjugé et d'employer une langue commune, mais ce faisant, elles risquent, ici comme ailleurs, d'étouffer la qualité, sublimée et fragile, qu'on appelle le jugement.

Les résultats, variant du reste, selon les pays, l'attachement si classique aux études américaines est ici trop poussé. Nous avons, en revanche, les résultats de la remarquable enquête faite à Genève, sur une cohorte de 2 492 garçons et filles. Bien qu'influencés par l'immigration, favorable à l'ascension sociale des locaux, les résultats ont une portée étendue. L'inégalité des chances est plus affirmée pour les filles que pour

les garçons, résultat conforme à d'autres et finement analysé ici.

Regretions toutefois des lacunes : l'étude bilingue de la Fondation européenne de la culture n'est pas mentionnée, même dans la bibliographie, ce qui nous prive des curieux résultats des pays socialistes, analysés par Mme J. Lagneau. Il aurait, d'autre part, été intéressant de juger la marche dans le temps.

De ces diverses recherches, peut-on tirer le moyen de réduire l'inégalité sociale des chances, si choquante et gaspilleuse de valeurs ? Ce n'était pas l'objet direct de l'auteur, mais quelques lignes sur ce point, fussent-elles peu décisives, auraient été les bienvenues. C'est un au revoir.

★ PUF, Paris, 1977, 21 cm, 183 p., 49 F.

DIMENSIONS ET PERSPECTIVES DU MONDE ARABE

Abdelhamid Brahimi

Cet ouvrage, d'un puissant intérêt, du professeur de l'université d'Alger devenu conseiller et dirigeant de la Sonatrach, nous donne d'abord une bonne mise au point sur l'ensemble des pays arabes (où n'apparaît que parfois la Mauritanie), qui atteindra, dans treize ans, près de deux cent millions d'habitants. Le rassemblement de données, parfois difficiles à trouver, sert de support à un projet d'intégration, plus économique encore que politique, émaillé d'observations utiles telles que « les arabes ne quittent jamais l'Occident » ou quelque peu surprenantes telles que « la crise de l'énergie déclenchée par les États-Unis en 1973 et non par les pays arabes, comme il a été souvent dit » (sic).

La restructuration économique doit précéder la libéralisation des échanges commerciaux et faire cesser la douteuse émigration des travailleurs et des compétences.

Lecture très recommandée d'une œuvre qui respire la jeunesse.

★ Economica, Paris, 1977, 24 cm, 291 p., 49 F.

LA RENTE PÉTROLIÈRE

Jean-Pierre Angelier

Résultat d'une thèse de 3^e cycle, puisée à bonne source, avec l'appui sur les lumières de J.M. Chevalier et Y. Malinvy.

Bien décrit, le mécanisme général de la formation de diverses rentes (ricardienne, mardienne, etc.) est inopinément appuyé par des vues concrètes sur les perspectives de production, meilleures qu'on le dit.

Nous passons peu à peu aux rentes pétrolières appropriées par les grandes sociétés. Cet exposé d'un puissant intérêt juridique et historique est beaucoup gagné à être accompagné

de résultats sur les profits séparés. Le changement fiscal de 1950 n'a guère été, selon le tableau donné, qu'un transfert de l'État américain aux États pétroliers, sans atteinte à la rente des compagnies.

Vient ensuite la série des accords-decisions successifs de 1970 à aujourd'hui, en passant par les fameuses décisions de l'été de décembre 1973. Manquent ici encore à cet exposé théorique et juridique, les résultats positifs obtenus par les sociétés et la description des avatars de la rente.

En conclusion, une déclaration singulière réduit le crédit accordé à l'ouvrage. L'augmentation considérable du prix du pétrole en 1973-1974 aurait profité aux pays industriels, par le jeu des commandes qu'ils en tirent. L'auteur va encore plus loin que le préjugé courant, puisqu'il ajoute que les pays industriels maintiennent ainsi « les rapports de production dominants ». Il resterait alors à reprocher aux gouvernements occidentaux de ne pas avoir proposé spontanément des réajustements, plus tôt et plus élevés encore.

Bibliographie utile, où figurent aussi bien Marx et Ricardo qu'Adam Smith, M. Grenon que A. Emmanuel. ★ Éditions du C.N.R.S., Paris, 1976, 30 cm, 162 p., 35 F.

L'IMPÉRIALISME ET L'ACCUMULATION DE CAPITAL

Réponse à Rosa Luxemburg

ÉCONOMIQUE DE LA PÉRIODE DE TRANSITION. NOTES DE LÉNINE

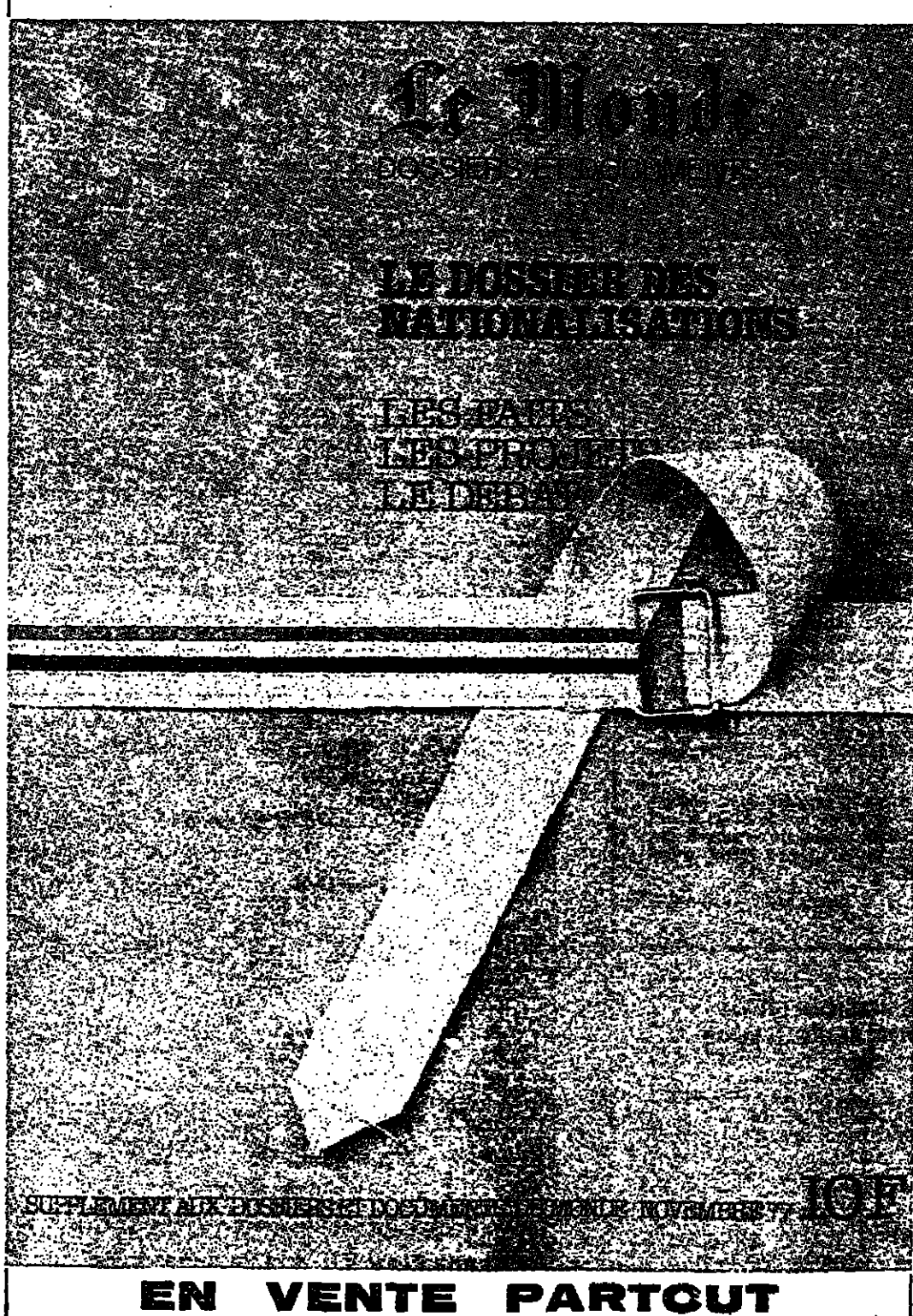
Nicolas Boukharine

Ces deux rééditions opportunes d'œuvres du célèbre compagnon de Lénine sont remarquablement l'une préface, l'autre présentée par Pierre Vaville. Témoin attentif de ces événements en leur temps, il n'hésite pas à déboucher sur des problèmes d'aujourd'hui.

La seconde publication est accompagnée d'une biographie, par Eva Zarzycka-Bérard, du révolutionnaire qui a marqué toute la période d'entre les deux guerres. Aussi bien ce récit que le texte (recommandable est leur lecture alternée) évoquent les illusions et les déceptions de ce temps, ainsi que la nouveauté de problèmes vus jusque-là dans la facilité. Souvenons-nous, des lors, mieux éclairés sur les querelles entre MM. Mitterrand et Marchais ? Il serait aussi téméraire de faire des rapprochements complaisants que de contester les lumières que peut nous donner une époque si lointaine et si proche.

★ Étude et Documentation internationales, Paris, 1976, 21 cm, 221 et 208 p., 45 F et 33 F.

VIENT DE PARAÎTRE



EN VENTE PARTOUT

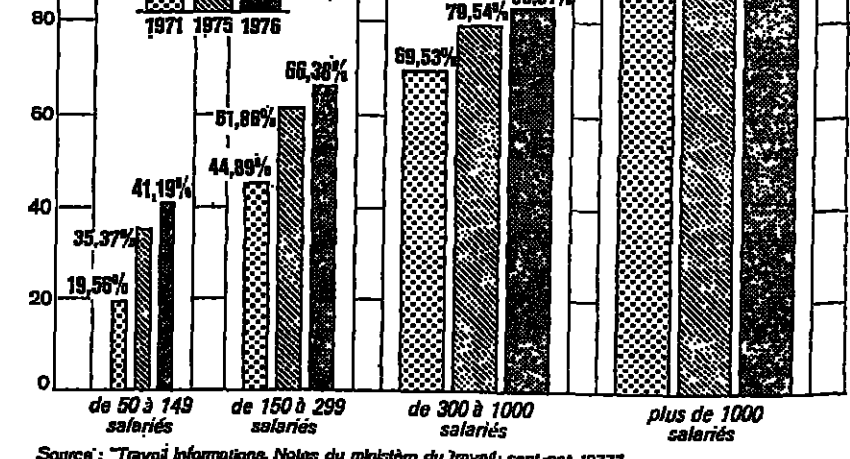
SYNDICATS

Le nombre des sections augmente rapidement

L'ENTRETIEN, mais sûrement, la loi du 27 décembre 1968 sur les sections syndicales est mise en application. Cette loi donne le droit aux syndicats représentatifs de créer une section syndicale dans les entreprises employant habituellement plus de cinquante salariés. Alors que 27,54 % des entreprises assujetties avaient une ou plusieurs sections en 1970 (31,25 % en 1971), un peu plus de la moitié (51,61 % en 1975), on en a eu plusieurs en 1976 (48,37 % en 1975). L'année dernière, on recensait 30 171 sections et 34 343 délégués syndicaux.

De 1975 à 1976, l'implantation des sections a donc fortement progressé, indique le ministère du travail dans le bilan qu'il a récemment publié : + 12,7 %. En 1976, 19 063 entreprises possédaient une ou plusieurs sections (17 920 en 1975) sur un total de 36 930 entreprises assujetties (37 348 en 1975).

Fait significatif : la progression est particulièrement importante dans les petites entreprises, comme le montre le graphique ci-dessus. La diminution en pourcentage qui est constatée dans les grandes entreprises (+ de 1 000 salariés) s'explique par une « variation en hausse non négligeable » de ces firmes : (658 en 1976, au lieu de 785), parmi ces entreprises, 778 (90,67 %) avaient une ou plusieurs sections, au lieu de 767 (98,43 %) en 1975.



Source : "Travail Informations. Notes du ministère du travail, sept.-oct. 1977"

autres syndicats, avec 3,52 % (3,56 % et 2,98 %).

Ces statistiques mettent en lumière la progression assez nette — en valeur absolue et en pourcentage — de P.O. et à un moindre degré de la C.G.C. qui toutes deux restent cependant « encore loin derrière la C.G.T. et la C.F.D.T. ». Autre donnée intéressante : géographiquement, la C.G.T. est partout bien implantée, sauf en Alsace (37,48 % des sections), Poitou-Charentes (24,82 %) et Basse-Normandie (29,77 %). La C.F.D.T. arrive en tête en Basse-Normandie (33,12 %), dans les pays de la Loire (36,01 %) et en Alsace (30,65 %). Les meilleures régions pour P.O. sont la Picardie (19,04 %) et le Midi-Pyrénées (18,04 %).

هكذا من الأصل

culture

Le Monde

JOUR LA MUSIQUE

Les mélomanes à dimanche matin.

Traditionnellement sceptique, matinal par habitude, le mélomane du dimanche matin peut, s'il est un peu curieux, découvrir au Théâtre d'Orsay, et entendre en direct ce que les auditeurs de France-Musique, écoutant par l'intermédiaire d'un petit récepteur, ne voient pas.

Peu de découvertes à ces heures, plutôt des confirmations. Il suffit que Michel Béroff annonce légèrement la première croche d'un triollet au début du Quatuor de Mahler une rareté — pour que le climat d'imposante, sans artifice, qu'importe que les « Pasquier du Nouveau Trio ne soient que deux, Régis et Bruno ; Roland Pidoux, le violoncelliste, n'est pas un simple comparse : on s'en aperçoit dans le Terezien posthume de Schubert, où il remplace au pied levé le pianiste annoncé à l'audience, puis dans le Quatuor en sol mineur de Brahms. Demain, le Théâtre d'Orsay accueille le trio Ravel à 11 heures, très exactement, tandis que les Lendit musicos de l'Alhambra (4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet) annoncent, pour le 21 novembre, Michel Béroff, à nouveau, avec un étonnant violoncelliste américain, Lynn Harrell, et en attendant Gertrude O'Hara (le 28), l'English Chamber Wind Ensemble, le 6 décembre ; Richter et Kagán, le 12 ; R. Ameling, le 19.

Métaux-Xilos-Peaux.

La location d'instruments à percussion coûte cher et grave bien souvent le budget des concerts de musique contemporaine. Comme il n'est pas question de continuer les compositeurs de sacrifier un peu moins à cette muse peu farouche et précieuse quand l'inspiration fait défaut, la direction de la musique a décidé d'y aller à la constitution d'un « pool » de percussionnistes destinés aux associations subventionnées ou agréées. Ce réservoir compte actuellement quatre-vingt-cinq instruments, depuis les crotales jusqu'au glockenspiel et se complètera peu à peu. Les utilisateurs pourront en disposer pendant quinze jours au maximum et devront participer aux frais de gestion. Tous renseignements peuvent être obtenus au 225-93-20, poste 383.

Entre deux voyages.

Enfant prodige lui-même et qui ne s'est pas contenté de cela, son autobiographie Voyage inachevé, qui vient d'être traduite en français, dépassant ce qu'il a écrit de souvenirs, en témoigne — Yehudi Menuhin vient de fonder à Gstaad, à 30 kilomètres de Montreux, une académie internationale qui porte son nom et dont il assure la direction avec Urs Franchiger, directeur du Conservatoire de Berne, et Alberto Lysy, un de ses anciens élèves. L'International Menuhin Musikakademie offrira à de jeunes musiciens suisses et étrangers, musés de leurs diplômes de conservatoire, la possibilité de recevoir une formation de soliste.

* Le Voyage inachevé, 400 p., éditions du Seuil, 49 F.

à danse qui pense.

Empruntant une nouvelle venue dont le sous-titre « Sortie de la danse » n'est pas que, le plus souvent, les danseurs y prennent eux-mêmes la parole. La critique traditionnelle, lorsqu'elle subit, cède le pas à la réflexion, à la méditation, avec parfois un rien d'hermétisme.

Après Tola Fuller (disparue en 1953) dans le premier numéro, c'est Mary Wigman (1886-1973) qui ouvre le second : textes, entretiens, photos ; regards en arrière émus dans leur souci de ne pas la paraitre, inquiets et passionnés des racines et des présences d'avant qui s'y trouvent. Ils rejoignent les interviews de Jacqueline Robinson, Bella Leventzky et Dominique Mercy, réalisées par Daniel Dobbels, aphoristiques elles aussi quand il le faut. On trouve également des témoignages, des essais, mais, plus important encore, la volonté d'une prise de conscience tournée vers la création.

* Empreintes, n° 2 (trimestriel), 14, rue de Souffrère, 75017 Paris, 64 pages, 12 F.

Musique

Hanns Eisler, témoin oublié

Schoenberg voyait en lui un de ses disciples les plus remarquables, au même titre que Webern ou Berg, et malgré les profondes divergences idéologiques qui les opposaient ; Brecht, qui avait collaboré avec Kurt Weill et Paul Dessau, le considérait, et lui seul, comme son homologue. Pourtant Hanns Eisler (Hanns avec deux n comme pour l'aire exception) est encore pratiquement inconnu en France.

Depuis sa mort survenue en 1962, son œuvre — une centaine de numéros d'opus, de nombreux lieder, de la musique de chambre, de scène ou de cinéma, des chorales, des compositions destinées à des amateurs, des chansons sur des textes de Brecht — trouve peu à peu la place qui lui revient en Allemagne de l'Est où il s'était fixé après avoir dû s'exiler aux États-Unis dont le tribunal McCarthy allait ensuite le chasser. Son engagement politique et surtout, jusqu'à ces dernières années, la paranoïa des échanges culturels entre la R.D.A. et les pays de l'Ouest ont contribué à isoler Eisler de la vie musicale occidentale.

Mais il semble que le problème soit ailleurs, car, communistes ou non, ses œuvres auraient sans doute bénéficié d'une plus large diffusion si, comme certaines symphonies de Chostakovitch, elles pouvaient offrir l'illusion d'un bolchevisme romantique ou comme les premières partitions de Luigi Nono, d'associer révolution du langage et engagement politique. Or, pas plus que l'Orchestre de Paris, les associations symphoniques ou chorales et les formations de Radio-France, l'Ensemble Intercontemporain dans sa grande rétrospective « Passages du vingtième siècle » n'a inscrit une seule page d'Eisler. C'est

qu'Eisler n'appartient pas à l'avant-garde et s'est même toujours gardé d'en faire partie après en avoir constaté la vanité lors d'un Festival de Venise. Ennemi de l'art pour l'art, s'opposant en cela à Schoenberg, « bourgeois génial », ainsi qu'il aimait à le définir, il voulait d'abord porter témoignage des luttes auxquelles il s'associait. Ainsi ses cantates sur des textes de Brecht pour voix et quatre instruments : On vit d'un jour sur l'autre, chant d'espoir face à la montée du nazisme, Cantate romaine, pamphlet contre le fascisme, ou le Chanson de la putein juive Marie Sander, dans laquelle, avant son exil, il décrit les mesures de terreur de la dictature hitlérienne.

Disciple et rebelle

Passée la courte période où ces pages trouvaient leur principale raison d'être dans l'actualité qu'elles avaient, existentielle, outre la nostalgie, une autre façon de les envisager que sous leur aspect esthétique ? Car Eisler ne se préoccupait pas d'esthétique — s'il en avait une, il ne la considérait pas comme une fin en soi, c'était le résultat d'une volonté didactique, mais de la compréhension immédiate d'où, comme chez Kurt Weill, à la recherche lui aussi d'un langage « de tous les jours », quelque chose d'un peu féerique, qui sent ses années 30. En même temps, il avait appris de Schoenberg le style lapidaire, cassant au besoin, ennemi des épanouissements complaisants, créant ainsi une sorte de style populaire d'art et d'objectif — dépourvu des artifices fastueux dont abusent les musiques de variété, donc aussi peu conforme que possible aux critères courants qui déterminent la popularité. Il faut

drat alors évoquer la qualité intrinsèque de cette musique, l'invention dont elle fait preuve, sa moralité face à tant d'objets-miroirs cyniques, mais il serait plus efficace, puisqu'on n'y échappera pas, de remettre en question certaines normes esthétiques qui, après avoir enfin accordé à la révolution schoenbergienne la place qui lui revient, sont à nouveau trop étroites pour admettre que cette révolution s'exprime de plusieurs façons, dont celle d'Eisler, disciple et rebelle.

Ignorée par les uns, reniée par les autres, cette musique est en Europe de l'Ouest à qui veut bien la prendre. Qu'un jeune chef d'orchestre, Alexandre Myrat, frappé par un hommage à Eisler au Musée d'art moderne en juin 1974, trouve au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis une salle pour l'accueillir et les moyens de réunir un orchestre de solistes, et l'espace d'un soir, on oublie que c'est une gageure. On oublie d'ailleurs qu'il s'agit d'un concert : la répétition générale s'achève sur scène une demi-heure après l'heure où celui-ci aurait dû commencer — mais le public écoute déjà avec curiosité — des présentations trop longues, qui semblent courtes. L'analyse mesure par mesure d'une des Quatuors manières de décrire la pluie, une chœurisme timide, les avatars d'un matériel défectueux, mais à la fin on demande un bis et jusqu'à minuit passé le débat prend l'allure d'une discussion passionnée.

Une certitude : il faudrait toujours écouter la musique d'Eisler ainsi, et c'est pour cela qu'elle paraît si déplacée dans les concerts ordinaires.

GERARD CONDE.

Jazz

Que Newport revienne à Paris

Devant Felious Gordon, d'ici Odessa, samedi 12 novembre, le micro des radios capait la fin du micro-Newport. Festival en miniature, festival amical, non par la qualité, mais, assurément, par la quantité de ses acteurs, qui ne furent, ceux années, étonnés par le nombre de la tonne abondante, exubérance du jazz. Odessa ne paraissait pas très heureuse avant le concert. Ni après. A 30 km d'Blancourt-Saint-Quentin (où le Newport océanique se trouvait anciennement, peut-être éternellement, dénommé vers le quartier des Sept-Mars) Paris, qui fit bon visage jusqu'ici à tous les musiciens de Newport, en apparence au moins, faisait la moue.

Avec sa guitare en bandoulière, sa longue robe d'azur, son foulard mauve noué en chapeau, Odessa pour un change d'âme devant la salle qui l'accueillait et prit plaisir à exprimer, d'abord seule, des airs de folk, puis, avec l'orchestre plus que banal de Sammy Price, des spirituals comme Jericho et, enfin, Saint-Louis, seule allusion à Beethoven et au concert afro-américain proléaire, bien que (trop souvent on l'ignore) le premier thème de ce dernier soit le premier thème en mineur d'un hymne de habanera, se situe, pour sa part, aux antipodes de blues que la chœurisme ne fréquente pas essentiellement, au contraire de l'image qu'en donnait le programme.

Les vifs échos et les inflexions larges d'Odessa, ses essoufflements et ses rires, ses effets de « falsetto » et ses grondements dans le grave, c'est cependant tout l'expressivisme du jazz, en elle rassemblé. Elle a chanté quarante minutes. Trop peu au gré de l'auditoire de cette remarquable Maison pour nous d'Blancourt, dont il faut féliciter les animateurs qui ont, avec courage, hébergé Newport, spontanément, alors qu'un Paris redoublé l'exclut en faisant des mines.

On comprend trop mal ou trop bien la raison de ce rétrécissement d'un festival prestigieux et de son éviction parisienne. Autrefois, à Mayet et à Chailly, on écoutait en un seul soir ce que l'on ne peut même pas entendre maintenant en une semaine. Souvenons-nous de l'affiche de 1971 : Duke Ellington et le Preservation Hall Band, Dizzy Gillespie, Theonious Monk, Art Blakey, Ornette Coleman, Charlie Haden, Ed Blackwell, Gary Burton, Miles Davis, Keith Jarrett, et les autres.

Le jazz serait-il en panne ? Non, justement. Car, le 8 août, la puissante et peu compassée revue américaine Newswatch tirait en couverture : « Jazz comes back » (le jazz est de retour). C'est à la Philharmonie, la plus grande salle de concert de Berlin, que se sont tenus les musiciens d'Blancourt-Saint-Quentin, plus les Big Bands de Mercer Ellington, George Russell, Woody Herman, plus Gerry Mulligan, Sam Rivers, Charles Tolliver, Charles Tyler, plus les jeunes du blues, Larry Ball, Bombay Carter, Billy Bruch.

Freddie Dixon, et ceux des Atomics.

La télévision de Berlin voulait faire un film avec ces gens-là. Elle l'a fait. Il paraît que la télévision française, sollicitée, ne s'est pas sentie concernée. La musique classique est réduite, sur nos écrans, à la position copieuse, et le musique de jazz avec elle. Le club du jazz, c'est comme le club-dub : il faut souffrir pour lui, après 23 heures, bien que chaque amateur soit un travailleur, et aille au travail le lendemain. A quoi servirait trois chaînes, on se le demande vraiment. A quoi servirait les antennes de la culture, à Paris ? On se le demande aussi.

LUCIEN MALSON.

■ Une première « fraimie » Malson aura lieu le mercredi 15 novembre, de 18 heures à 24 heures, à l'Hippodrome de Paris, avec, bien entendu, le groupe folk Mallescorne, le violoniste Michel Hénin, la chanteuse traditionnelle Emmanuel Muelle Parmentier, le groupe Le Grand Rong, et le groupe d'animation Le Puits aux images (sauterelles, jongleurs, cracheurs de feu), qui interviendront tout au long du spectacle. Au cours de cette manifestation, on pourra rencontrer des Juthians, des artistes, et des disques édités par des petites maisons régionales, et des arts traditionnels seront présentés.

■ A Paris, à Montparnasse, 3, impasse de la Gaité, Claude Bolling présente du mardi au jeudi, de 18 h. 30 à 20 heures, de nombreux disques de cordes à : Marc Fossy (guitare) et Patrice Gratiot (basse), les 15, 16 et 17 novembre ; Frédéric Sylvestre (guitare) et Jean-Claude Capon (violin), les 23, 30 novembre et 7 décembre ; Michel Gaudry (piano), les 6, 7 et 8 décembre ; Jimmy Gourley (guitare) et Pierre Michelot (basse), les 13, 14 et 15 décembre. (Renseignements : 322-70-78.)

■ Le Chicago Blues fait escale, comme chaque année, à Bagneux, dans la Salle des fêtes. Le Centre culturel, en association avec la revue « Soul Bag », présente, samedi 19 novembre, à 21 heures, les musiciens de la nouvelle génération : Luther Allison et Andrew « Big Voice » Odum. La troupe des bluesmen se rendra également à Grenoble (le 18), à Limoges (le 21), à Clermont-Ferrand (le 22), à Angoulême (le 23), à Paris (le 25) et en décembre à Nîmes (le 1er), à Dijon (le 2), à Orange (le 3), à Pau (le 5). (Renseignements : 655-30-67 et 757-75-06.)

■ Le Palais des glaces présente Art Blakey et ses Messengers le mardi 15 novembre, Harvey Keisel Trio le mercredi 16, Clifford Thornton Quintet le jeudi 17, Perception et Chris McGregor le vendredi 18, Enrico Rava-Stowell Band Quintet le dimanche 20. (Renseignements : 697-49-82.)

Théâtre

« L'ADULATEUR », de Goldoni, à Lyon

Au mois de juin, le Théâtre de la Reprise, centre dramatique de Lyon, créait devant les ruines romaines de Fourvière une pièce inédite en France de Goldoni, adaptée par Gilette Berry, mise en scène Robert Girones, L'Adulateur (le Monde du 24 juin). A travers plusieurs intrigues juxtaposées, c'est le portrait d'une société corrompue où se pratique couramment le mensonge, où l'amour est un oiseau fuyant, un rêve. Le portrait d'un petit chef d'agorisme, assassiné par les domestiques qu'il a grégés, et qui, après sa mort, revient tirer la morale de toutes ses aventures.

En reprenant dans la salle fermée du VIII^e cette œuvre assez mal bâtie, Robert Girones et son équipe dramaturgique la « débâtissent », la retournent comme un gant, l'ont transformée par la « morale » qui prend allure d'aphorismes amers lancés par un clown pâle. Tout commence par la fin, lorsque les domestiques, transformés en moutons, décident de se débarrasser du secrétaire trop puissant, et qui joue un jeu trop personnel. Tout se passe pendant l'agonie de Sigismond l'adulateur. Gérard

Chailion. Il n'évoque plus un Casanova momifié, mais un George Raft de Soifac.

Une autre, et d'ailleurs tout se passe dans le temps décentré de la mort qui désarticule l'ordre chronologique — l'ordre du système à l'incertitude d'un lieu, l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des meubles, des tables de billard, des flippers, éléments naturalistes qui déterminent des gestes, des attitudes. Puis, ils les enlèvent comme si à l'appel d'une phrase et l'absence de la scène, la façade noire, ajourée, d'un palais disparu et une bande de gazon. Des lignes de néon bleu encadrent des tableaux surréalistes où les personnages interprètent des comédies mondaines avant de les effacer. Dans des clairs-obscur lugubres, des servants en smoking apportent silencieusement des

EXPOSITIONS

DIXIÈME ANNIVERSAIRE

André Maurois à la Bibliothèque nationale

La Bibliothèque nationale consacre jusqu'au 4 décembre une exposition à André Maurois qui célèbre le dixième anniversaire de la mort de l'écrivain. Les 14 et 15 novembre, un colloque autour d'André Maurois se tient à la Bibliothèque nationale. Organisé avec le concours du C.N.R.S., il réunit la duchesse de La Rochefoucauld, MM. Maurice Schumann, Michel Droit et le professeur Narkrier, de l'université de Moscou, auteur de la première biographie posthume consacrée à l'auteur de « Climats ».

On reste confondu devant la masse de la production littéraire d'André Maurois, et davantage encore devant sa capacité de travail, lorsqu'on a sous les yeux les différentes éditions et rééditions d'un ouvrage quatre-vingt titres et ses manuscrits à l'écriture fine et serrée, ratés, corrigés, dérivés de répétition, dont il existe souvent trois ou quatre versions successives tout autant polées et repolées pour le même ouvrage.

Cette fécondité est d'autant plus remarquable qu'Emile Herzog a commencé fort tard son œuvre d'écrivain à part entière. Il a attendu d'avoir écrit trois ans pour devenir André Maurois et publier, en mars 1918, son premier livre, inspiré par sa mission d'officier interprète au cours de la première guerre mondiale : les Silences du colonel Bramble. Huit ans plus tard, J.-E. Laboureur les illustre de burlesques dont on est heureux de voir la suite complète.

Jusqu'à l'abondante documentation réunie sur lui nous montre, notamment à Elbeuf puis au lycée Cornille de Rouen, un élève surdoué, profondément marqué par l'enseignement et le rayonnement d'Alain. Tout un panneau est consacré à l'extraordinaire professeur, et c'est justice. Non seulement une solide érudition devait lier les deux hommes jusqu'à la fin, mais c'est la chronique des Propos d'un Normand qui pousse le jeune licencié en philosophie à renoncer à préparer Normale et à entrer à l'usine familiale de filature. La voici donc industrielle, aux prises avec un monde vivant, et son expérience fournira la matière de Bernard Quesnay. De même sa

vie sentimentale, ses deux mariages, avec Janine de Szymkiewicz et, après un veuvage prématuré, avec Simone de Caillavet — celle dont le père servit un peu de modèle à Proust pour Gilberte Swann et qui prit ses traits à la fille de celle-ci, Mlle de Saint-Loup — sera évoquée dans Climats, roman qui, à l'époque (1928), eut un très grand retentissement.

En suivant pas à pas une carrière semée de succès, comblée d'honneurs, on est pourtant tenté de regrouper sinon d'ordonner la somme de tant de volumes, car André Maurois, on l'a peut-être un peu oublié, a abordé presque tous les genres (à prosa) : le roman et la nouvelle, le récit de fiction et le conte pour enfants, l'essai et les études littéraires, la monographie et l'histoire, dont les pôles sont la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. La biographie surtout, qui a vite évité l'écueil de la vie romancée à partir d'Ariel ou la vie de Shelley. « Le poète n'a pas besoin d'un grand sujet : le biographe a besoin d'une grande vie », professait-il. Aussi a-t-il choisi Byron, Chateaubriand, Balzac, George Sand, les trois Dumas, Hugo, etc. En dehors du domaine littéraire, dont il écrivait d'abondance, il s'est attaqué à ceux qui touchent de plus près à l'histoire, Disraeli, Fleming, Lytton...

Son activité intense n'a pas été ralentie par ses rapports constants avec ses contemporains, écrivains ou obscurs. On a trop souvent insisté sur sa gentillesse innée pour qu'il soit nécessaire de répéter qu'on ne lui connaissait pas d'ennemis. En revanche, voici le long cortège des amis, rappelés par des photographies, des lettres, des dédicaces, recueillies comme le reste des pièces de l'exposition par M. Jacques Suffel, Mme Jacqueline Malet-Sanson, Mme Françoise Allard-Servant, M. Pierre Janin. De Virginia Woolf à Colette, d'Aragon envoyant Blanche ou l'oubli : « Ce livre avant terme, pour qu'il l'ait en août, quand personne encore n'en parlait. Avec ma très respectueuse amitié... », si Louis-Ferdinand Céline avec cet envoi du Voyage au bout de la nuit : « Il pleut, il vente, il fait un temps. Sincère hommage. » Et cette lettre de Jean Cocteau préparant son discours de réception à l'Académie française : « ... J'avais relu les discours de Barrès et de Valéry. La

discours de Barrès est absurde — celui de Valéry un pathos, en harangue de Diallus — (Entre nous et sans qu'un micro nous entende). — Le vôtre, sur Dounio, m'arrive — je le commence. — Je ne le jette pas et je le quitte pour vous remercier de ce bel exemple qui prouve encore qu'il n'existe aucun sujet ingrat si la personne qui le traite est d'âme haute et grave. »

André Maurois s'intéressait-il à la peinture ? Il a, en tout cas, écrit pour les Demi-Dieux un texte sur David ou le Génie malgré lui. Et une photo le montre en compagnie de Darius Milhaud et de « son ami » Fernand Léger sous une immense tente de ce dernier, Léger dont il possédait plusieurs œuvres, visibles ici. On craignait qu'il fût difficile de compenser l'austérité d'une telle exposition, quoiqu'elle assortie d'une riche iconographie, par des œuvres d'art. Par bonheur, elles ne manquent pas, grâce aux illustrations de maints ouvrages, entre autres par Picabia, Jean Brullin (Vercors), Jean Hugo, Alexandre Alexandrov, dont les eaux fortes et les bois en couleurs égalaient le Voyage au pays des Articoles, amusante satire des Décades de Pontigny, auxquelles André Maurois avait été invité par Paul Desjardins.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* Bibliothèque nationale, galerie Mansart. Jusqu'au 4 décembre.

LA COLLECTION PAUL MARMOTTAN

Le maître des « petits maîtres »

A l'origine de presque chaque musée, il y a un collectionneur. C'est le cas de Marmottan, musée composé, en partie consacré à Monet, qui avait fait oublier que cet hôtel est par le décor de ses tableaux et ses sculptures, un véritable musée de l'art du premier Empire.

Le peintre Yves Brayer, qui en

est récemment devenu le conservateur, a restauré les salles du rez-de-chaussée et celles de l'étage. Il a repeint les murs, tendu des tissus, rafraîchi les dorures partout, dépoussiéré les meubles, restauré les tableaux. Le musée sent la cire fraîche et les toiles brillent d'un vernis nouveau, parfois excessif.

A travers les champs de bataille de Napoléon

Fils de collectionneur, petit-fils de peintre, Paul Marmottan (né en 1854, mort en 1933) s'était pris de passion pour l'ère napoléonienne. Héritier d'une grande fortune des Houillères à Douai, il a passé sa vie à voyager à travers les champs de bataille de Napoléon, à étudier, non sa stratégie militaire, mais l'arrière-fonds culturel et artistique de l'Empire.

Marmottan a fait l'Italie comme Stendhal et s'est également intéressé pour les douces lumières toscanes, à travers Napoléon. Il avait agrandi l'hôtel hérité de son père, Jules Marmottan, fondateur de la collection familiale — mais qui avait le goût des primitifs du Nord, Arvernois et Allemands. Sa collection était si abondante qu'il dut construire une « résidence secondaire » non loin de la rue Louis-Bouilly à Boulogne, quartier des Princes qu'il fit aménager en bibliothèque napoléonienne d'une grande richesse, en cabinet d'estampes et en réserve de tableaux.

Si bien que la bibliothèque Marmottan est un second musée napoléonien avec des salons restés intacts. Elle mérite la visite, pour le mobilier et pour l'aspect quelque peu déformant de la collection de tableaux accrochés à « touche-ponche » dans la salle des estampes. Qu'est-ce qui faisait courir Paul Marmottan, industriel devenu « homme de lettres », auteur de pages de poèmes, d'histoire et même d'histoire de l'art, notamment, son *École française de peinture 1789-1830* ? Tout ce qui avait trait à l'époque napoléonienne, tableaux, sculptures, meub-

Le goût du document

De ce point de vue, les pièces les plus importantes de cet ensemble sont les cinq paysages de grand format dus à Joseph Bédouin, en collaboration avec Carle Vernet et Louis Bolly, peintures commandées par le maréchal Davout pour son château de Sevigny-sur-Orge et acquises par Paul Marmottan. Vues des jardins de Schenbrunn, Compiègne, Fontainebleau, Versailles, Saint-Cloud, en 1810-1811, avec des reflets géométriques dorés et le grand feuillage des arbres très proches des Hollandais. Corot, le maître de Barbizon, n'est pas encore entré en scène, mais on voit d'où il vient. De même, ces très lumineux petits paysages italiens, signés Gauthier et Chauvin.

Marmottan ne compte pas de Corot dans sa collection. Il n'avait de regard que pour le second rang. Les deux petites peintures de Delacroix monument, avec beaucoup de sève picturale, le travail dans les carrières de pierre. Ces tableaux ont une valeur documentaire sur les premiers paysages industriels. De même, les gouaches de Garnett sur le parc du Raincy sont des pièces de première importance sur l'art des jardins en France.

Autres « documents », les peintures d'architecture parisienne : monuments et rues sous l'Empire, en tête desquelles il faut placer cette petite *Rue du Pont-Neuf*, par Joseph Prévot, peintre de qualité, mais dont on ne sait rien. C'est peut-être ce goût du document et du vécu qui avait fait de Louis Bolly un des peintres préférés de Paul Marmottan. Toute une salle est consacrée à ses portraits : visages de femmes et visages d'hommes qui valent des pages balsaciennes. Dans sa collection, pas un David ni un Ingres. En fait, pas un seul « grand maître ».

Paul Marmottan accordait peu d'attention aux artistes contemporains (mis à part Bouguereau), et notamment aux impressionnistes, dont précéderait Monet. Par un accident de l'histoire — une donation à l'Institut — le peintre des *Nymphéas* se retrouve au cœur même de cette demeure, au sous-sol. Il est vrai, pour y jouer sa mélodie de « peinture-peinture ».

JACQUES MICHEL.

* Musée Marmottan, 2 rue Louis-Bouilly, Paris (18).
* Bibliothèque Marmottan, 18, rue Salomon-Belinch, 85 Boulogne.

Tout ce qu'il faut savoir sur

LES LICENCIEMENTS

Un numéro spécial triple (juin-juillet-août 1977) de la

REVUE PRATIQUE DE DROIT SOCIAL

Les droits des salariés. Les obligations des employeurs. Les formations. La cause réelle et sérieuse. L'appréciation des tribunaux. L'inaptitude. Le préavis. Les indemnités de licenciement. La faute grave. Les sanctions. Les recours en justice. L'indemnisation des chômeurs.

Prix 30 F. Abonnement 100 F par an. R.P.D.S., 33, rue Souret, 75940 PARIS CEDEX 19.

JUSQU'AU 31 DECEMBRE

Les 8 BHV méritent le détour.

CRÉDIT GRATUIT

SUR TOUT LE MAGASIN

Y COMPRIS TÉLÉVISION, HI-FI, GROS ÉLECTROMÉNAGER A PARTIR DE 850 F D'ACHATS.

Exemple : lave-vaisselle Indesit LS 120LF12 couverts 1150 F
avec crédit gratuit 1° versement comptant : 232 F
et 9 mensualités de 102 F 218 F
Toujours 1150 F



A l'exception des articles signalés par points verts et des services. Non cumulable avec francs province et opérations promotionnelles en cours. Après acceptation du dossier.

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE ÉPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,62

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

Une importante Société américaine dans le secteur alimentaire recherche pour sa Division européenne

UN PRODUCTION CONTROLLER

- 30 ans, diplômé d'Etudes Supérieures en Gestion (H.E.C., ESSEC, etc.) avec formation complémentaire d'ingénieur apprécié.
- Ayant une bonne connaissance de la langue anglaise ainsi que des notions de la langue allemande.
- Ayant acquis une expérience de 3 à 5 ans :
 - Du contrôle et de l'analyse budgétaire ;
 - De l'évaluation et du contrôle des budgets d'investissement ;
 - De la planification des productions.

Le candidat retenu aura travaillé de préférence dans une importante Société américaine où il aura été en contact avec :

- La direction usine ;
- Les ingénieurs projets ;
- Le service approvisionnement ;
- Le service de recherche.

Ce poste, situé à BRUXELLES, suppose de courts déplacements à l'étranger dans les différentes usines de la division européenne. La réussite dans cette fonction se traduira par de nombreuses possibilités d'évolution au sein du groupe international en expansion.

Envoyer lettre de candidature manuscrite en anglais avec C.V., photo et rémunération souhaitée à :

IRENE SCHURKENS
RALSTON PURINA INTERCONTINENTAL
391, avenue Louise
1050 BRUXELLES - BELGIQUE
Discrétion assurée.

PESTY-TECHNOMED

filiale de

OHIO MEDICAL PRODUCTS

leader mondial de l'équipement médical
appareils d'anesthésie et de réanimation
recherche

DEUX CADRES DYNAMIQUES

pour développer ses activités
en Europe - Afrique - Moyen-Orient

PROFILS

- bilingues français-anglais : d'autres langues un avantage ;
- 28 ans minimum ;
- ayant une expérience solide dans une fonction similaire ;
- aimant les déplacements : 30 % du temps environ.

RESPONSABLE VENTES EXPORTATION

MISSION

- animer le réseau actuel de distributeurs et développer de nouveaux débouchés.

FORMATION

- commerciale, ayant le goût pour les produits techniques.

RESPONSABLE ASSISTANCE TECH. INTERNATIONALE

MISSION

- analyser les besoins S.A.V. de la clientèle, mettre en place le réseau d'assistance technique, élaborer et exécuter les programmes de formation du personnel S.A.V. des distributeurs, intervenir personnellement en cas d'urgence.

FORMATION

- électronique, connaissant si possible le monde médical.

Envoyer votre lettre de candidature manuscrite, photo et C.V. à :

PETER ECKERSLEY, Directeur Marketing-Ventes
PESTY-TECHNOMED S.A.
33 ter, rue de l'Ermitage - B.P. 85
93102 Montreuil - Cédex

Délégué Grande Exportation

(FUTUR CHEF DE MARCHE)

Le Groupe fabrique et vend des produits destinés à l'équipement intérieur de la maison. Sa marque est première en Europe dans la plupart des domaines d'activité. L'une de ses divisions souhaite développer sa présence à la grande exportation (Canada, Australie, Amérique Latine, Afrique, Extrême-Orient). La première mission du Délégué est donc de conquérir : prospecter, vendre. Et pour cela de choisir des concessionnaires ou distributeurs, de les former, d'analyser leurs besoins et leur activité, de les appuyer auprès de leurs clients par des visites de promotion. Chargé d'abord d'un vaste secteur (il se déplace 60 % de son temps) le Délégué doit pouvoir prendre à terme la responsabilité commerciale complète d'un marché. C'est un homme jeune bien formé qui a environ 5 ans d'expérience en exportation (si possible produits consommation durables). Il parle nécessairement anglais et éventuellement arabe. Il entre dans un grand Groupe dont le dynamisme est pour lui garantie de développement personnel.

Les jeunes exportateurs que leurs goûts et leur compétence orientent vers ces fonctions sont invités à adresser leur dossier sous référence GE 1171/M à SEFOP qui les en remercie.

7 rue Lénine 75008 PARIS

SOCIÉTÉ MINIERE SÉNÉGAL

exploitant un important ensemble de production à ciel ouvert recherche

UN INGÉNIEUR POUR POSTE DE RESPONSABILITÉ

- Ce cadre aura le profil suivant :
 - diplômé grande école (Mines de préférence) ;
 - 35 ans minimum ;
 - expérience minière de plusieurs années en position opérationnelle exigée.

Rémunération intéressante. Avantages liés à l'expatriation. Régimes prévoyance et retraite français.

Les dossiers de candidature seront examinés confidentiellement.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous réf. 811, SERGE RAILLY CONSEIL, 40, avenue Hoche, 75008 PARIS.

Filiale groupe pétrolier important recherche pour affectations outre-mer

INSTRUMENTISTES

- PNEUMATIQUE
- ELECTROPNEUMATIQUE
- ANALYSEURS
- ELECTRONIQUE
- TRANSMISSIONS ET TELETRANSMISSIONS.

Ecrire Agence Gustav ELM (N° 403) 41, avenue Montaigne 75008 Paris, qui transmettra.

L'Afrique vous attire...

Vous avez une formation juridique et comptable, une expérience de gestion de 5 ans minimum dont une partie en Afrique.

Nous sommes une Société de prospection minière. Notre chef de Mission vous offre d'être son

adjoint administratif

Responsable en outre de la gestion du personnel, de la logistique et des négociations avec différents partenaires.

Langue anglaise impérative. Salaire 120 à 140.000 F par an + frais.

C.V. manuscrit et photo sous réf. 1104/77 à

INTER SERVICES CONSEIL 34 cours Gouffé, 13006 Marseille

offres premier emploi

JEUNE A LA RECHERCHE D'UN PREMIER EMPLOI
Importante Société de Fabrication d'équipements pour l'AUTOMOBILE recherche pour la Direction des Achats à ETAMPES (91)

COLLABORATEUR

(libéré C.M.) ou

COLLABORATRICE

niveau DUT ORIENTATION GESTION ou équivalent pour participer à l'administration des Approvisionnements.

Adresser C.V., photo et présentations à : T 00082 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e qui transmettra.

Importante sté Paris recherche

PAYSAGISTE diplômé

Pourrait faire état de quelques années de pratique en étude et réalisation d'aménagements urbains, le candidat retenu sera collaborateur et disposera d'un poste à l'étranger.

Veuillez écrire (Joindre C.V. + dernière rémunération) sous réf. 8271.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 4. tr.

Société d'Ingénieurs Conseils Paris recherche :

INGÉNIEUR ETUDES V.R.D.

Diplômé d'une Grande Ecole sur une expérience de quelques années en étude de réseaux d'eau et d'assainissement, cet ingénieur, célibataire, sera disponible sous peu pour travailler à l'étranger.

Veuillez écrire (Joindre C.V. et dernière rémunération) sous réf. 8271.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 4. tr.

Importante sté d'ingénierie recherche pour ses activités en PAYS ANGLOPHONES

INGÉNIEUR ELECTROMECANICIEN

de formation supérieure, cet ingénieur a acquis, pour partie à l'étranger, une bonne expérience dans le domaine des ponts, des machines, des équipements, des installations.

Veuillez prendre contact en écrivant (Joindre C.V. + dernière rémunération) sous réf. 8271.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 4. tr.

Sté d'ingénierie Paris recherche un poste à l'étranger

GEOLOGUE

Spécialisé en mécanique des sols et fondations (en milieu urbain, industriel, grands ensembles).

Ce poste convient à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, célibataire, ayant déjà une première expérience de géologie appliquée dans le secteur construction.

Les candidats intéressés pourront écrire (Joindre C.V. et dernière rémunération) sous réf. 1205.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 4. tr.

STE I.D.D. PARIS rech. pour

ARABIE SAOUDITE

CONTRAT D'UN AN

JEUNE DECORATEUR

Anglais courant, poss. log. voiture fournie. Envoyer C.V. manuscrit et photo à :

STE I.D.D. 70, quai d'Orsay, 75007 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger, par répertoire hebdomadaire. Ecrire à :

Alutons, B. P. 41 09 PARIS.

Offres d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens pour l'Amérique latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.), dans votre spécialité. Ecrire à :

A.L.E. (ES) B.P. 42207 PARIS.

Téhéran INGENIEURS Bâtiment

Notre Organisation, (2000 personnes en France et dans le monde) par le sérieux de ses prestations et la compétence de ses ingénieurs, a acquis une très grande notoriété dans le secteur Bâtiment et Travaux Publics.

Dans le cadre de notre fort développement à l'étranger, nous sommes amenés à proposer, au sein de notre unité en Iran, 4 POSTES D'INGENIEURS DE HAUT NIVEAU.

Vous aurez à prendre en charge, le suivi, la coordination de travaux, le contrôle des chantiers d'un très important programme immobilier de prestige (sept tours résidentielles de 25 étages) et ce dans le domaine des : structures (2 postes) (réf. 77-12) équipements thermiques (réf. 77-13)

Ingénieur diplômé, vous avez acquis, par une expérience professionnelle de plus de dix années dans une de ces spécialités, la parfaite maîtrise des problèmes techniques de chantiers et de travaux.

La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Votre affectation à Téhéran, régie par un contrat de droit Français, durera environ deux années.

Les conditions d'emploi et de rémunération sont attractives.

Si ces offres vous intéressent, adressez rapidement, votre candidature sous référence indiquée à :

P. CANDES SOCOTEC

Recrutement & Mouvements 17, Place Edouard Pezet 75738 PARIS CEDEX 15.

4020 Linz, Blumengasse 16, Autriche

Globus-technik Mintken

Nous cherchons

des hommes dynamiques pour être nos collaborateurs dans le domaine de la fabrication du plastique liquide, dans les secteurs privé et industriel. Travail partiel ou à plein temps. Nous nous chargeons de votre formation. Perspectives intéressantes! Salaire mensuel: de 5.000 à 7.000 F environ.

Adresser vos candidatures à GLOBUS-TECHNIK MINTKEN, 4020 Linz, Blumengasse 16, Autriche.

Pour IRAN

ARCHITECTES

minimum 3 ans d'expérience dans les domaines suivants :

- Ensembles d'habitations, bureaux, magasins ;
- Centres et espaces de loisirs.

INGENIEURS T.P.

route, V.E.D., Anglais parlé indispensable.

Env. C.V. détaillé et prêtent, à A.T. 29, av. Friedland, Paris-8^e

Importante sté d'ingénierie recherche pour ses activités en AFRIQUE NOIRE

INGENIEUR DIPLOME

Spécialisant orienté vers les problèmes de

SECOND ŒUVRE DU BATIMENT

Ayant acquis, de préférence à l'étranger, une expérience de 2 à 5 ans sur chantiers de bâtiment de la construction T.C.E. (suivi de chantiers, diagramme PERT...).

Les candidats intéressés sont priés d'écrire en joignant leur C.V. et en ind. leur dernier salaire. France, sous réf. 8280.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 4. tr.

Sté d'ingénierie Paris rech. pour ses activités à l'étranger

INGENIEUR ROUTIER

Diplômé d'une Grande Ecole, cet ingénieur est appelé à traiter des problèmes d'aménagement urbain dans d'importantes agglomérations, qui nécessitent d'avoir quelques années d'expérience en planification, programmation et prospection dans ce domaine.

Les candidats à ce poste, qui conviendront au collaborateur, voudront bien écrire (Joindre C.V. et ind. rémunération actuelle) sous réf. 1210.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 4. tr.

Société d'Etudes Paris recherche pour ses activités en MOYEN-ORIENT

TECHNICIEN HYDROLOGUE

Spécialisé dans les mesures hydrologiques et techniques, ce technicien aura l'habitude du travail sur le terrain.

Quelques années d'expérience acquises dans ce domaine pour partie à l'étranger seront nécessaires ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Ce poste est bénéficiaire des avantages de l'expatriation conviendrait à un célibataire. Les personnes intéressées voudront bien écrire (en joignant leur C.V. et en mentionnant leur dernière rémunération actuelle) sous réf. 254 à

CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 4. tr.

NOTRE GROUPE

30 filiales AFRIQUE NOIRE ET FRANCE 5.000 personnes. 1,8 milliard de C.A.

Notre activité est multisectorielle, essentiellement commerciale mais, en général, à caractère technique.

Nous recherchons, dans le cadre de notre politique à long terme, la collaboration de DEUX

ASSISTANTS DE DIRECTION FUTURS RESPONSABLES

Diplômés NEC - ESSEC - ESCP

pouvant faire état d'une expérience professionnelle de 2 à 5 ans.

Nous attachons une importance primordiale au climat de collaboration et à la qualité des hommes.

Nous proposons à ces collaborateurs, après un rapide passage au Siège (durant lequel ils feront connaissance du Groupe et s'initieront à ses activités et méthodes de gestion) une affectation dans une filiale pour complément de formation.

Leur carrière se développera ensuite en poste d'exploitation ou d'état-major dans les différentes filiales, notamment en Afrique.

Env. lettre manusc. avec CV no 151018 à

cabinet leconte 4, rue Armand Coubert 75116 PARIS

GROUPE INTERNATIONAL DISTRIBUANT PAR SES FILIALES COMMERCIALES SITUÉES DANS LES GRANDS PAYS EUROPÉENS SES PRODUITS DE PIÈCES DÉTACHÉES AUTOMOBILE ET DE PETIT MATÉRIEL INDUSTRIEL

CRÉE, après de sa DIRECTION GÉNÉRALE PARIS Le poste de

DIRECTEUR MARKETING EUROPE

Ce qui implique :

- d'être parfaitement trilingue : FRANÇAIS - ALLEMAND - ANGLAIS
- d'avoir une expérience confirmée de marketing de produits techniques de grande consommation.
- de posséder une personnalité rayonnante capable de faire transformer ses idées et ses conseils en réalisations probables.

La rémunération, négociable, ne sera pas inférieure à 150.000 FF.

Recevoir manuscrit (+photo) à :

L. JUSTET Psychologue 18, rue des Granges - 84000 AVIGNON

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs.

Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'est glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :

LE MONDE, Direction de la Publicité, 5, rue des Italiens, 75008 PARIS.

مكذبا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	48,16
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CARP. AUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

RESPONSABLE DES TRAVAUX

La Société (870 p. 340 M de CA) fabrique des métaux de charbon (grues, bétonnières, chariots élévateurs tous terrains).
Le responsable des travaux pilotes l'exécution de travaux neufs, assure l'exécution de travaux divers et familiers pour le plus avec l'entretien de l'outil de production pour pouvoir en assurer l'entretien éventuel. Le poste convient à un technicien de niveau BTS ou de mécanique générale, âgé de plus de 28 ans possédant une expérience d'entretien, d'entretien assimilé cadre. Le salaire ne sera pas inférieur à 90.000 F.
E-mail: france@france.fr
28 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 717 M.

HEWLETT PACKARD

GRENOBLE
DIVISION EUROPEENNE DE MATERIEL INFORMATIQUE
nous recrutons :
INGENIEURS ELECTRONICIENS ET/OU INFORMATIENS HARDWARE
LES FONCTIONS :
- assurer la formation Hardware des ingénieurs de maintenance de Hewlett Packard à 320 RUBOPS sur unités centrales, périphériques et systèmes mini-informatiques dans notre centre technique européen de Grenoble ;
- fournir à ces mêmes ingénieurs l'assistance technique nécessaire ;
- participer au lancement des nouveaux produits.
CONVIENDRAIENT A :
- des ingénieurs expérimentés désireux de trouver un poste très technique et des possibilités de développement personnel dans une société en pleine expansion ;
- des jeunes ingénieurs dont nous assurerons la formation.
Formation Ingénieur Grande Ecole. Maîtrise de la langue anglaise.
Attitudes à suivre de très près l'évolution des techniques informatiques.
Envoyer votre candidature avec C.V. détaillé, à :
HEWLETT PACKARD, Service du Personnel, 8, rue Raymond-Chanas, 38328 EYBENS.

NOTRE SOCIÉTÉ, IMPLANTÉE EN HAUTE-SAVOIE RATTACHÉE À UN GROUPE INDUSTRIEL, recherche pour compléter l'équipe de direction

UN ATTACHÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

Il sera chargé progressivement de seconder le Directeur Général, notamment dans les domaines :
- gestion du personnel,
- contrôle de gestion (budget prévisionnel),
- trésorerie,
- organisation administrative.
Il sera en outre appelé à représenter la Société auprès d'organismes extérieurs à l'entreprise.
Formation supérieure nécessaire (Grandes Ecoles).
- une expérience de plusieurs années dans une entreprise industrielle serait appréciée,
- très bonne connaissance de l'anglais nécessaire,
- possibilités intéressantes de promotion.
Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prêt à n° 35.528, CONTESSÉ Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}).

ENTREPRISE INDUSTRIELLE REGION OUEST

550 personnes, en pleine expansion (2^e usine en cours de création) dans le cadre de son nouveau plan informatique, recherche :

CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

● IL EST DEMANDÉ :
- FORMATION de haut niveau, expérience dans poste similaire, bonnes connaissances techniques.
- des qualités d'homme permettant de s'intégrer à une équipe dynamique d'encadrement et de s'adapter à la tâche du service qui lui sera confiée.
● IL EST OFFERT :
- la responsabilité (étude et exploitation) d'un service d'une dizaine de personnes équipé de matériel ICL,
- une rémunération en rapport avec l'expérience et de nombreux avantages sociaux.
Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 357 à :
CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL 3, Bd René Levasseur, 75000 LE MANS, qui garantira la discrétion la plus absolue.

L'exportation

représente une part importante de notre développement qui dépasse 20% par an. Nous fabriquons des produits de consommation durables pour l'aménagement intérieur et la décoration.
Notre Siège et nos Usines sont implantés à 150 kms au Sud de Paris dans la Vallée de la Loire.
Pour renforcer notre action à l'Etranger, nous recherchons un

Jeune Cadre Export

à qui nous confierons la responsabilité d'un secteur géographique comprenant plusieurs pays.
Il devra posséder :
- une formation commerciale supérieure HEC, ESSEC, SUP. DE CO. ou équivalent étranger
- de très bonnes connaissances linguistiques (Anglais, Allemand, Espagnol),
- une première expérience réussie dans l'Export.
Les dossiers de candidatures - sous réf. M. 1396 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :
DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Sud-Ouest

Important groupe Industriel et Financier recherche :

DIRECTEUR INDUSTRIEL

Pour prendre en charge une de ses unités et assurer la responsabilité de la gestion, de la production et du personnel.
Ce poste conviendrait à l'ingénieur
X-ECF-MINES-etc...
(environ 40 ans) ayant une réelle expérience industrielle et de contrôle de gestion et possédant un excellent contact humain.
Il devra en outre être capable d'évoluer rapidement vers une fonction de Direction Générale.
Pour Inf. Compl. écrire s/réf. 3181 A à :
ORES 54 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE
Groupe BOSSARD

POUR L'UNE DE SES FILIALES, effectif 120 pers. SITUÉE EN HAUTE-SAVOIE, NOTRE GROUPE INDUSTRIEL recherche :

UN RESPONSABLE DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Il aura pour mission :
- administrer le personnel et plus particulièrement assurer les rapports avec les représentants élus ;
- gérer les biens de l'entreprise et être, à ce titre, responsable de :
- la gestion des immobilisations,
- la gestion financière,
- le contrôle de gestion (budgets et comptabilité analytique).
Adresser C.V. avec lettre manuscrite et prêt à n° 35.701, CONTESSÉ Publité. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

DIRECTEUR DEVELOPPEMENT MARKETING PROVINCE

Notoirement connue, la Société occupe la première place en France dans la fabrication et la diffusion de produits alimentaires.
Pour assurer son développement, elle recherche un cadre de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESC, ou niveau équivalent), ayant l'expérience du marketing et de la gestion de produits de grande consommation même non-alimentaires. Placé en position fonctionnelle et dépendant directement du Président, il sera chargé de concevoir et de faire appliquer la politique de développement et de trouver les voies de croissance de l'entreprise.
28 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 747 M.

Importante Entreprise de Bâtiment et Travaux Publics recherche pour

ROUEN GESTIONNAIRE débutant

Formation BTS Comptabilité - Gestion ou IUT Finances - Comptabilité.
Le développement de l'entreprise offre de bonnes perspectives de carrière à candidat sérieux d'évoluer.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 3396 à :
OF organisation et publicité
ZI de MARENGO 75001 PARIS/OUTREMER

ALLIANZ

Première Société d'Assurances du continent européen recherche :

JEUNES CADRES

ayant le goût des contacts pour leur confier l'organisation, l'animation et le contrôle d'un RESEAU COMMERCIAL, dans la région parisienne, le Nord ou l'Est de la France.
Leurs connaissances universitaires et éventuellement professionnelles seront complétées par une formation pratique d'au moins un an au sein de notre groupe.
Si vous souhaitez de plus amples informations pour orienter votre carrière, nous vous remercions d'adresser votre C.V. avec photo au Service Organisation.
15, avenue de la Grande-Armée, 75016 PARIS.

FRAIKIN

Société leader dans location de véhicules industriels recherche pour MARSEILLE (13)

Directeur de succursale

chargé de diriger l'unité importante en assurant l'ensemble des fonctions de direction et d'animation (commerciales, techniques, gestion) au sein d'une société pratiquant la décentralisation des responsabilités.
Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre confirmé et ayant une expérience réelle de Direction et d'Animation et le goût du commandement.
Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. M 1 à FRAIKIN S.A., 191, av. Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY.

T.R.W. MISSION HYDROSYSTEMS S.A.

recherche pour BORDEAUX son

CONTROLLER

Responsable de l'ensemble des opérations administratives et financières de la société, il contrôle la comptabilité française et le reporting.
La possession du D.E.C.S. et la maîtrise de l'anglais sont exigées.
Une expérience solide de la fiscalité et du contrôle, acquise de préférence en cabinet d'Audit ou dans une société anglo-saxonne, est indispensable.
Les candidats intéressés sont priés d'envoyer C.V. et prétentions à : W.V. HALL T.M.E. S.A., 30, rue de Lisbonne, 75008 Paris.

Parfums Christian Dior

recherche pour leur Département GESTION COMMERCIALE EXPORT de Saint-Jean-de-Braye (proche ORLÉANS)

CADRE

Homme ou Femme
de formation supérieure H.E.C. ou S.E.C. - Sciences E.C.O.
Parlante maîtrise langue anglaise (espagnol ou allemand souhaités)
Expérience 5 ans minimum exportation et gestion administrative.
Adresser C.V., photo et photo au Chef du Personnel, B.P. 38 - 45060 SAINT-JEAN-DE-BRAYE. DISCRETION ABSOLUE GARANTIE

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE BRANCHE METALLURGIE SITUÉE DANS LES VOSGES recherche :

POUR SA DIRECTION INFORMATIQUE

ingénieur analyste

Assisté d'une équipe d'analystes-programmeurs, il sera notamment chargé :
- d'analyser les demandes des différents utilisateurs,
- de concevoir les nouveaux projets,
- d'assurer la maintenance et l'amélioration des chaînes de traitement existantes.
Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur diplômé, ayant des connaissances en gestion de la production et en organisation.
Expérience en informatique souhaitée.
Les candidats intéressés envoieront leur C.V., photo et prétentions s/réf. 6906 à : P.LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

COTE ATLANTIQUE

Société services en informatique systèmes temps réel recherche :

INFORMATIENS ANALYSTES-PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à : C.P.A. MITCHEL AUBRY 10, Impasse Pierre-Lot, 85000 La Roche-sur-Yon.

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE CADRE DE DIRECTION

L'Association regroupe plusieurs organismes professionnels.
Le cadre recruté assurera d'une part les tâches administratives internes y compris la coordination des comptabilités ; il sera d'autre part le correspondant des entreprises pour les problèmes de fiscalité et de financement.
Le poste convient à un cadre de plus de 28 ans, licencié en droit, possédant une expérience pratique d'au moins deux ans. A moins qu'il ne soit titulaire du D.E.C.S. cette expérience devra recouvrir la fiscalité et le financement des entreprises.
Lieu de travail : BELFORT.
Ne pas envoyer de C.V.

28 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 717 M.

ingénieur organisation et méthodes industrielles

Pour son usine située à 100 km ouest de Paris, la filiale française d'un groupe pharmaceutique international recherche un INGENIEUR ORGANISATION ET METHODES INDUSTRIELLES. Sous l'autorité du Responsable du Service Organisation Industrielle, ce collaborateur se verra confier l'établissement des méthodes, les études d'amélioration de l'organisation, la mise en œuvre et le contrôle du programme des réductions de coûts.
Il participera également à l'élaboration des budgets d'investissement.
Le poste conviendrait à un ingénieur (Arts et Métiers...) ayant acquis une expérience industrielle d'au moins deux ans dans une fonction analogue (industrie pharmaceutique ou Société de produits de grande consommation).
Possibilités d'évolution intéressantes pour candidat de valeur.
Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 71131/M (à mentionner sur l'enveloppe) à Yves KERNEVEZ.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE GANTON 75003 PARIS CEDEX 03

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	18,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,49
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,74
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,80
IMMOBILIER	20,00	22,80
AUTOMOBILES	20,00	22,80
AGENDA	20,00	22,80

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régionaux

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS

UN VETERINAIRE

avec si possible formation complémentaire micro-biologique pour recherches et production vaccins vétérinaires
SERVICE VIROLOGIE
Adr. C.V. et prétentions s/réf 5031 à
Publitéc ALAIN LITAS
27 av. de Lattre de Tassigny
94220 - CHARENTON

GROUPE NATIONALISE D'ASSURANCES

UN AGENT GENERAL

— De préférence professionnel, familiarisé avec le risque industriel.
— Mais surtout dynamique et ambitieux, avec une mentalité de chef d'entreprise.
— Capable de s'adapter à une clientèle de tous niveaux.
— Une bonne connaissance de l'agglomération nantaise serait un atout supplémentaire.
Commissions brutes : 350.000 F.
Ecrire n° 1.962 à LE MONDE à Publ., 8, rue des Talens, 75247 PARIS (9^e).

INGENIEUR

— Formation A.M., E.N.S.M. ou équivalent.
— Expérience de 2 à 5 ans.
Adressez C.V. manuscrit, photo et prétentions à :
S.P. MICHEL AUDREY, 6 RUE ALPH.
10, Imp. Pierre-Louis, 65000 LA ROCHE-SUR-YON.

UN CADRE COMMERCIAL

De haut niveau, parlant Anglais et Allemand
— Expérience des affaires textiles indispensable.
— Voyages fréquents Europe et grande exportation ;
— Basé à Lyon.
Situation évolutive fonction des résultats.
Photo + C.V. détaillé à HAVAS
81, rue de la République, 65002 LYON. — Réf. 8.382.

CHIEF DE PUB. CONFIRME

responsable de clientèle capable de participer au développement commercial de l'agence à poser sa candidature à ARC CONSEIL
91, rue de la République, 67000 STRASBOURG.

OFFICIER SUPERIEUR RETRAITE

pour région bordelaise, Toulouse, Poitiers, Albi, Brétagne, Lorraine, Envergne C.V. à HAVAS, 20, r. Beaumont, 75002 Paris.

DIRECTEUR SOCIO-CULTUREL avec réf.

Téléph. de suite (35) 40-22-60.
Important cabinet de conseil
CONSEILS FISCAUX EXPERIMENTES
pour région NORD-PICARDIE.
Ecr. n° 1.182 M. Régie-P., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

OUVRAGES D'ART

situé dans le LANGUEDOC-ROUSSILLON, bureau d'études à vocation internationale rech.
INGENIEUR
ayant une expérience d'une dizaine d'années en étude de structures et ouvrages d'art, acquise pour partie à l'étranger.
Cet ingénieur, diplômé d'une grande école, résidera en France et sera néanmoins disponible pour travailler à l'étranger.
Les ingénieurs intéressés sont priés d'envoyer (joindre C.V. et indiquer rémunération actuelle) en sachet, au
REF. 3.529
CONTEXTE SUEZ CITE,
20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

URGENT MARSEILLE, recherche

SERIGRAPHIE CHIEF
D'ATELIER, salaire élevé.
TEL : (71) 33-23-09.

CONSEILS FISCAUX EXPERIMENTES

pour région NORD-PICARDIE.
Ecr. n° 1.182 M. Régie-P., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

OUVRAGES D'ART

situé dans le LANGUEDOC-ROUSSILLON, bureau d'études à vocation internationale rech.
INGENIEUR
ayant une expérience d'une dizaine d'années en étude de structures et ouvrages d'art, acquise pour partie à l'étranger.
Cet ingénieur, diplômé d'une grande école, résidera en France et sera néanmoins disponible pour travailler à l'étranger.
Les ingénieurs intéressés sont priés d'envoyer (joindre C.V. et indiquer rémunération actuelle) en sachet, au
REF. 3.529
CONTEXTE SUEZ CITE,
20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

URGENT MARSEILLE, recherche

SERIGRAPHIE CHIEF
D'ATELIER, salaire élevé.
TEL : (71) 33-23-09.

CONSEILS FISCAUX EXPERIMENTES

pour région NORD-PICARDIE.
Ecr. n° 1.182 M. Régie-P., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

SITA

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRONAUTIQUES
Société internationale exploitant et développant le plus grand réseau civil mondial de transmission de données et de communication de messages à l'usage exclusif des compagnies aériennes, recherche, dans le cadre de l'expansion de ses activités et services :

Chef de Projet (réf. PA)

Sous l'autorité directe du Directeur de Département, le candidat aura la responsabilité globale de la réalisation du réseau de nouvelle génération (logiciel, matériel et environnement). Ce poste s'adresse à un ingénieur ENST, ESE, ENSI, MS, possédant une expérience approfondie acquise sur réseau téléinformatique, sans des relations humaines et goût des voyages.

Ingénieur (réf. PB)

Ce poste, ouvert au sein de l'équipe matériel calculateur, comporte la définition et le suivi de l'installation des calculateurs. Il conviendrait à un ingénieur ENST, ESE, ENSI, MS, possédant 2 ans d'expérience électronique digitale. Aptitude aux voyages.

Ingénieurs planification (réf. EP)

Ces ingénieurs seront chargés de la planification technico-économique du réseau et systèmes SITA. Ces postes s'adressent à des ingénieurs Grandes Ecoles (ECP, Mines, ENST, AM, ESE...) possédant 3 à 5 ans d'expérience de la planification des réseaux ou systèmes de télécommunication obtenue auprès de sociétés de services, d'administrations, de constructeurs ou de grandes organisations. Une expérience complémentaire dans les domaines économique et de recherche opérationnelle sera hautement appréciée.

Ingénieurs d'études (réf. EC)

Dans le cadre de la conception et de la définition du réseau SITA de nouvelle génération, cet ingénieur participera à l'élaboration des spécifications fonctionnelles du système intégré de contrôle et de supervision automatique de ce réseau.
Ce poste s'adresse à un ingénieur Grandes Ecoles (ECP, ENST, ESE...) ayant une expérience industrielle de 2 à 4 ans dans le domaine des applications en temps réel sur mini-calculateur.

Adjoint chef de service (réf. OS/1)

Le candidat possédant de très bonnes connaissances pratiques en informatique et statistiques. Chargé d'assurer la liaison entre les départements Exploitation et Informatique, il devra établir les besoins opérationnels en statistiques, élaborer les spécifications fonctionnelles afférentes, faire les tests d'acceptation des nouvelles applications et écrire les manuels d'exploitation destinés aux centres ordinateurs.

Ingénieur (réf. OB)

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ECP, ENST, ESE, Mines, débutant ou 1 année d'expérience. En vue d'optimiser les techniques d'exploitation du réseau, il sera chargé d'études opérationnelles, de spécifications fonctionnelles, des méthodes et organisation opérationnelles.

Contrôleurs communications (réf. CC)

Les candidats, spécialistes de l'exploitation d'un réseau de transmission de données possédant des connaissances en informatique, auront pour tâche de superviser l'exploitation du réseau SITA : recherche et analyse des causes de défaillances, prise des actions correctives et transmission des instructions opérationnelles.

Coordonnateur mise en service terminaux (réf. TS2)

Au sein de l'équipe chargée de la mise en service des terminaux compagnies aériennes, le candidat, déjà familiarisé avec la mise sur ordinateur de paramètres de configuration, possédant précision et esprit de synthèse pour, notamment, gérer un fichier aux paramètres multiples.

Pour tous ces postes une excellente maîtrise de l'anglais écrit et parlé est indispensable. Env. C.V. détaillé et prétentions à SITA, Direction du Personnel, 112, avenue Charles de Gaulle, 92322 Neuilly.

KLÖCKNER INA

GROUPE INTERNATIONAL
EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS
recherche
pour sa Société FRANÇAISE à PARIS, un :

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Le candidat sera un JEUNE INGÉNIEUR de GRANDE ÉCOLE, ayant de préférence :

- Une expérience industrielle dans l'ingénierie ;
- La pratique de l'Anglais et de l'Allemand.

Une formation complémentaire dans la Maison mère en Allemagne est envisagée dans les domaines :

- Ventes/Achats ;
- Finances/Comptabilité ;
- Gestion de contrats.

Adressez C.V., photo récente et prétentions à :
KLOCKNER INA
31, rue Marbeuf, 75008 PARIS.

JEUNE AGRO, ENSIAA...

Ville moyenne, 80 km de Paris - Nous sommes une société à vocation exportatrice en relation avec l'industrie alimentaire. Nous recherchons un jeune diplômé en début de carrière, ou ayant déjà une ou deux années d'expérience, pour lui confier un poste de

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Votre mission consistera à conseiller et à aider nos vendeurs et nos clients aux facilitations industrielles de nos produits. Vous serez aussi de tels pour les travaux de laboratoire : recherche et mise au point de produits, suivi de la concurrence. Votre fonction vous amènera à vous déplacer auprès de la clientèle en France et à l'étranger pour la motiver et la fidéliser. Vous aurez de bonnes connaissances en anglais, et si possible des bases en allemand. Si cette proposition vous intéresse, écrivez à Roland Gaudoux, sans référence S.182 M, à qui nous avons confié la mission d'établir les premiers contacts.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION

38, RUE DE LISBONNE - 75008 PARIS

BERKEL

Leader Européen de pesage, marquage, dosage, contrôle, régulation, renforcé et développé par l'industrie BERKEL - INDUSTRIE

pour faire face à nos objectifs de développement dans les secteurs industriels et alimentaires, nous recherchons

3 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

POUR LA RÉGION PARISIENNE, LA BRETAGNE ET LA RÉGION RHONE-ALPES. SOUCIEUX D'ASSURER UNE CARRIÈRE COMMERCIALE À NOS PRÉFÉRÉS, EXPÉRIENCES DANS UNE ORGANISATION INTERNATIONALE OPÉRANT SUR UN MARCHÉ DYNAMIQUE.

Vous avez 26 ans au moins, vous pouvez apporter des preuves de votre potentiel :

- soit par les succès universitaires (formation technique ou commerciale) ;
- soit par une expérience professionnelle réussie dans l'industrie alimentaire, et/ou dans la vente de biens d'équipement.

Le sens de la technique et du pratique ne vous manque pas. Tenace et travailleur, vous avez le sens de la négociation et des contacts et vous aimez le travail en équipe. Vous apportez une maturité qui vous rend apte à prendre en charge l'ensemble des responsabilités commerciales face à la clientèle qui vous sera confiée.

Vous valez entre 50 et 75.000 F par an, dont vous souhaitez qu'une part soit liée à vos résultats. Contactez-nous en adressant votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo à F. LON-QUECHAUD, Respons. du Personnel de BERKEL S.A., 38, R.N. 1, 95380 DOMONT.

Cie d'assurances recherche

ANALYSTE - PROGRAMMEUR
Expér. 3 ans PL/1, DOS/VIS, calculs, assembleur apprécié.
PROGRAMMEUR débutant
(langage PL/1)
Téléphone : 210-10-75

GROUPE EUROPEEN D'INGENIEURS CONSEILS

recherche des commerciaux sur PARIS et R.P.

NOUS PROPOSONS :
— Des contacts de haut niveau
— Une rémunération attractive
— Une promotion rapide

IL FAUT :
— Bonne culture générale
— Forte personnalité
— Être libre immédiatement
— Posséder voiture et tél. personnel

Pour de plus amples renseignements appeler M. BUISSON au 88-11-27, de 9 h à 17 h, le 14 ou le 15-11, ou envoyer C.V. à ZENITH Pub. s/n° 9.324, 26, avenue Hoche - Paris 8^e



SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE

EQUIPEE DE 2 I.B.M. 370-158 MVS
TELETRAITEMENT IMS-VTAM

Pour faire face à son expansion recherche :

Analystes-Program. Programmeurs

Formation B.T.S., D.U.T. ou équivalent
si possible expérimentés.

Envoyer C.V. à S.P.I. Service du Personnel
88, boulevard Victor-Hugo, 92115 CLICHY.

GROUPE ZURICH / FRANCE

ASSURANCES
recherche dans le cadre de la loi du 5 juillet 1977

EMPLOI DES JEUNES

JEUNES GENS dégagés des obligations militaires pour services : ORGANISATION - PERSONNEL (Comptabilité) SINISTRES.

Stage pratique de 6 mois dont 200 heures de formation théorique.

Rémunération par l'A.F.P.A. (90 % du SMIC).

Vous devez ainsi avoir moins de 25 ans
Niveau d'études : Sciences-Eco
CNAM (I.E.S.T.O.). Licence ou capacité en Droit - B.E.P. Comptabilité

Possibilité d'insertion après stage débutant le 1^{er} Décembre 1977

Envoyer C.V. manuscrit au
GROUPE ZURICH / FRANCE
Service du Personnel
14, Bd. Poissonnière - 75009 PARIS

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS PÉTROLIERS PAR PIPE-LINE

recherche

TRAPIL

3 INGÉNIEURS DÉBUTANTS

dégagés des obligations militaires
ANGLAIS COURANT

LE PREMIER (réf. 101)
pour son service informatique industriel à PARIS.
Formation : X. Mines, Ponts et Chaussées, Télécommunications.
Poste : définition et réalisation de systèmes temps réel liés à l'exploitation d'un réseau de pipe-lines.

LE SECOND (réf. 102)
Pour son Département Technique à PARIS.
Formation : S.U.P.E.L.E.C., E.N.S.E.B. Grenoble, Toulouse (options électrotechnique, électronique).
Poste : ingénierie du pipe-line, lignes installations.

LE TROISIÈME (réf. 103)
pour son siège régional à CHALON-SUR-SAONE.
Formation : S.U.P.E.L.E.C., E.N.S.E.B. Grenoble, Toulouse (options électrotechnique, électronique).
Poste : études nouvelles concernant l'exploitation et l'entretien. Travaux nouveaux. Stage de formation prévu au Siège parisien.

Envoyer C.V. et photo au Chef du Personnel, 7 ou 8, rue des Frères-Morane, 75738 Paris Cedex 12.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

en pleine expansion
VENTE DÉTAIL T.V. MENAGER
plusieurs succursales
recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

5 ans minimum dans un poste équivalent. Connaissant parfaitement vente achat publicité. Devra être très dynamique. Possibilité de logement banlieue Paris.

Envoyer lettre manuscrite C.V., photo et salaire souhaité s/réf. 5.607 à P.L.I.CHAU S.A. - BP 220 75063 PARIS cedex 02 qui transmettra.

مكزا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	11,44
DEMANDES D'EMPLOI	30,00	34,32
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SFENA-DSI

DIVISION DES SYSTEMES INFORMATIQUES

Recherche, pour VELIZY, dans le cadre du développement des Co-ordinateurs

1- INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Responsable de la conception et de la réalisation de documents techniques destinés aux utilisateurs.

- Formation de base : Ingénieur ou équivalent
- Connaissance approfondie matériel et logiciel de mini-ordinateurs
- Connaissance de l'Anglais.

2- INGÉNIEUR ANIMATEUR DE FORMATION

Chargé de l'organisation et de l'animation d'actions de formation auprès des utilisateurs.

- Formation de base : Ingénieur ou équivalent
- Pratique des langages usuels de programmation
- Expérience pédagogique souhaitée.

3- INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Chargés de l'étude des cahiers des charges des utilisateurs et des liaisons avec les services développement pour la réalisation des affaires.

- Formation de base : Ingénieur ou équivalent
- Connaissance des systèmes, des langages de programmation, du matériel et des réseaux
- Expérience souhaitée.

4- INGÉNIEUR COMMERCIAL

Chargé de la vente de systèmes de télétransmission.

- Formation de base : Ingénieur ou équivalent
- 3 à 5 ans d'expérience dans la profession informatique.

Ecrire à SFENA - B.P. n° 59
78140 VELIZY VILLACOUBLAY
avec curriculum-vitae et photo

CONTROLEUR DE GESTION

Paris Composants électroniques 125.000 +

Notre client, une société américaine spécialisée dans l'industrie électronique, recherche pour son siège européen à Paris un contrôleur de gestion. Le candidat idéal, de formation supérieure (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P.), devra pouvoir justifier d'une expérience de 3 à 5 ans acquise dans les services budget, analyse financière et comptabilité d'une société anglo-saxonne. Il se verra confier l'établissement de la comptabilité de la société française, y compris les déclarations fiscales. Il aura à établir et revoir les opérations comptables des sociétés sœurs en Europe, et à préparer les rapports mensuels pour l'état-major américain. Il assurera le suivi des relations bancaires pour toutes les sociétés et préparera les budgets. Il devra avoir des notions de pratique douanière. La connaissance de la langue anglaise est indispensable, des notions d'allemand seraient appréciées. Une parfaite maîtrise des techniques financières et comptables françaises et anglo-saxonnes est requise. Les possibilités de carrière sont intéressantes dans cette société en plein développement. Envoyer C.V. et prétentions à M. Michel SOYER, 6, av. Marceau 75008 PARIS sous la réf. D 7111. La plus grande discrétion dans l'examen des candidatures est garantie.

NORSK DATA

Le siège de ND-France est situé à Ferney-Voltaire dans l'Ain. Sa vocation est de promouvoir les ordinateurs NORD sur les différents marchés européens. Actuellement ND-France travaille activement en Allemagne, Suisse, Belgique, France et Union Soviétique.

Afin de mieux desservir certaines régions françaises, ND a décidé d'installer à PARIS un nouveau bureau chargé de la vente et de la maintenance. Cette filiale dépendra du siège de ND-France.

Pour prendre la responsabilité de cette équipe, nous cherchons :

DIRECTEUR RÉGIONAL

BASE A PARIS

Les candidats devront posséder les atouts suivants :

- activité minimum de 5 ans dans le domaine de l'informatique générale ;
- bonnes connaissances d'électronique et logiciel de base ;
- avoir de l'intérêt, des aptitudes et de préférence, de l'expérience dans la direction d'équipes commerciales et/ou techniques ;
- aimer les contacts humains ;
- âge : 30 ans minimum ;
- obligatoirement écrire et parler un très bon anglais.

La personne retenue devra prévoir des séjours prolongés à Ferney-Voltaire et à Oslo (Norvège) au cours des 6 premiers mois.

Envoyer curriculum vitae à NORSK DATA S.A.R.L.

64, ROUTE DE MEYRIN, 01210 FERNEY-VOLTAIRE

sous référence C.F.P.

ND

UNE ALTERNATIVE A ETUDIER.

PRODUITS HYDRAULIQUES CHEF DE PRODUITS

La société SEALOL - membre du groupe EG & G - spécialisée dans les garnitures mécaniques d'étanchéité et dans les assemblages de serrage hydrauliques, est implantée dans tous les pays industrialisés. Ses produits sont fortement spécifiés dans les industries de pointe type aéronautique, marine, etc. Sa diversification l'amène à rechercher maintenant des applications industrielles. La filiale française recherche dans cette optique un Chef de produits pour son département hydraulique.

Vous serez sous la responsabilité du Chef de ce département chargé des actions de liaison et d'assistance technique, ainsi que de la formation des agents régionaux. Vous gèrerez ensuite les dossiers ainsi engendrés en liaison avec les différents services de la société. Vous êtes intéressés par le démarrage de nouveaux produits dans un marché très ouvert et très diversifié. Votre formation de technicien supérieur et votre expérience professionnelle vous ont familiarisés avec les problèmes d'entretien, et vous avez le vécu des contacts avec les gens de la maintenance.

Si vous pensez avoir le profil de l'homme que nous recherchons, écrivez à Roland Gardoux, sous réf. 5184 M à qui nous avons confié la mission d'établir les premiers contacts.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION

38, RUE DE LISBONNE - 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ (quartier Saint-Lazare)

souhaite s'adjointre

UNE JOURNALISTE SCIENTIFIQUE

pour valoriser ses recherches auprès des milieux scientifiques, de la presse et du public en général.

Une très grande QUALITÉ DE RÉDACTION,

tant au niveau du développement que de la synthèse, sera exigée de cette jeune FEMME d'environ 30 ans.

Outre le français, ce poste nécessite la connaissance parlée et écrite de l'anglais et d'une autre langue (allemand, russe, etc.).

Téléphones pour prendre rendez-vous les MARDI, JEUDI 15 et VENDREDI 17 NOVEMBRE (10 heures à 12 heures et 15 heures à 17 heures) au 266-91-50, poste 376

directeur informatique

Un grand établissement para-public de la région parisienne vous propose de devenir le patron de son informatique. Votre mission : développer un outil de gestion permettant la mise en place d'un contrôle budgétaire effectif et débouchant sur la prévision. Vos moyens : vous rapportez au DG, animez un service de 180 personnes, disposez de deux 370-148 et d'une trentaine de minis et terminaux lourds. Après une solide formation d'ingénieur, vous avez en 10 à 15 ans pris la mesure des techniques informatiques, touché du doigt leur mise en œuvre et vous êtes rodé à la gestion d'un service comme à l'animation de très grosses équipes. La réussite dans ce poste fait de vous une figure de proue dans ce secteur d'activité. Ecrire à J. THILY, Carrières de l'Informatique, ss réf. 3285 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES



Déroulage grande série

RECHERCHE

1) TECHNICO-COMMERCIAL

France secteur Nord

2) TECHNICO-COMMERCIAL

Exportation

parlant couramment

Allemand ou Anglais

Dynamique, âge 30 ans environ

INDISPENSABLE

- Connaissances Mécaniques
- Formation Technique
- Sens commercial
- Hab. région Parisienne

pour voyager 6 à 8 mois par An

OFFRE :

- Fixe + commissions évent.
- Indemnités journalières et de déplacement
- Voiture fournie

Adr. Candidature + Prétentions accomp.

C.V. détaillé avec Photo à :

NOMEL S.A.

Tour Franklin

CEDEX 11

92081 PARIS LA DEFENSE

CADRE INFORMATICIEN

La Société : est l'un des tout premiers constructeurs français de maisons individuelles (C.A. 77 : 350 Millions) ; est en puissante expansion.

Le poste : est créé pour définir, sous l'autorité du Secrétaire Général, le plan informatique, et en assurer la mise en place (études informatiques et d'organisation, réalisation, fonctionnement, budgets).

Le candidat : a une formation supérieure (scientifique ou de gestion) 3 ans d'expérience au niveau Chef de Projet ou Responsable informatique dans une P.M.E. C'est un organisateur et un informaticien, il a le goût de la gestion et est apte à diriger une équipe.

Lieu de travail : proche banlieue parisienne.

Envoyer C.V. et photo sous référence 2598



COFAP

GRANDE ENTREPRISE FRANÇAISE

PRODUISANT DES EQUIPEMENTS INDUSTRIELS de réputation mondiale

recherche

pour unité de production en région parisienne

chef de service fabrication

(III B)

Responsable d'un atelier de fabrication d'environ 300 personnes mettant en œuvre des procédés de mécanique fine.

Le candidat retenu devra être :
- Ingénieur diplômé d'une grande école (ECP, MINES, PARIS, ENSAM...),
- présenter une expérience industrielle dans la fabrication mécanique d'environ dix années avec de solides connaissances métallurgiques.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous le No 35917 CONTESSÉ PUBLICITE - 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

BANQUE ÉTRANGÈRE

proximité Champs-Élysées

recherche

CHEF COMPTABLE

Sérieuses références professionnelles exigées.

Envoyer curriculum vitae détaillé et prétentions à :

BOFAC - 41, rue Turbigo

92521 NEUILLY CEDEX - Tél. : LM 45.

DISCRETION TOTALE ASSURÉE.

Société privée Télévision BROADCAST recherche

TECHNICIEN MAINTENANCE

Position T.V. sérieuses connaissances techniques matériels vidéo couleurs aux magnétoscopes exigés.

Ecrire sous réf. 1130 à P. LICHOU S.A., B.P. 220, 75003 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

STE PROXIMITE PORT-DE-NEUILLY recherche

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

D.I.T. ou EQUIVALENT 2 à 3 ans expériences COBOL

Envoyer C.V., photo et prétention sous réf. 6384, à P. LICHOU S.A., B.P. 220, 75003 PARIS, CEDEX 02, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMPORT - EXPORT

PRODUIT "POISSON"

recherche

un acheteur

PRODUITS ALIMENTAIRES

Le candidat, minimum 30 ans, devra être capable de :

- négocier des marchés de niveau international
- résoudre des problèmes de logistique
- rédiger et gérer les contrats achats.

Nous demandons : • maîtrise totale de la langue anglaise • résidence région parisienne • très grande disponibilité pour déplacements à l'étranger.

Nous souhaitons : • notions d'espagnol • expérience dans le produit "poissons" soit en Achat, Vente ou Exploitation.

Envoyer C.V. avec prétentions à No 35860 CONTESSÉ PUBLICITE 20, Av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra. Discrétion assurée.

REVUES ÉCONOMIQUES ET INDUSTRIELLES

Demandeurs Vendeurs espace. Correspondants haut niveau. Photo et C.V. au n° 7972. "LE MONDE" Publiété 5, r. des Italiens, 75227 Paris-P.

Sit de réalisation de systèmes à base de mini-ordinateurs étude pte Crty - recherche

INGÉNIEURS ÉTUDES

obéissants et ayant quelques années d'expérience. Compétences souhaitées : Circuits digitaux, micro-processeurs, programmation langage assembleur.

Pour la maintenance des systèmes construits et installés.

INSPECTEURS

confirmés. - Compétences en mini-ordinateurs et périphérie, électromécaniques souhaitées. Interventions en région parisienne et province.

Envoyer C.V., photo et prétention.

T.J.T.N. 1, rue G.-Eirola, 75200 Marolles.

Importante Société branche accessoires automobiles recherche

JEUNE CADRE EXPORT

Il assistera le Directeur exportation dans ses activités sur différents pays Europe - Afrique.

Son rôle sera commercial (déplacements à prévoir), et administratif (suivi des affaires au Siège Social Paris).

Anglais, Allemand. Env. C.V., photo et prétentions sous réf. 1723 à B. ELLIOT, 17, rue Lebel, 93500 VINCENNES

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

PARIS LA DEFENSE - RECHERCHE

CADRE ACHATS

HAUT NIVEAU

Ce poste peut convenir à un ingénieur ayant une solide expérience achats biens d'équipements (et si possible matériels premiers, énergie) capable de négocier et de gérer des contrats importants.

SITUATION STABLE ET D'AVENIR POUR CANDIDAT TRÈS QUALIFIÉ

Ecrire sous référence XP 225 AM

4, rue Massénet, 75016 Paris

discretion absolue

etap

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE

recherche

ingénieur 110.000

ayant acquis une expérience de plusieurs années en montage, puis en routine d'exploitation, entretien et mise en route de grandes installations industrielles chimiques, pétrochimiques, ou mécaniques, électromécaniques.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire intervenant à l'échelon international, au pour mission d'apprécier, sur le plan technique, la qualité et la fiabilité des installations dans lesquelles la Société peut, éventuellement, engager une responsabilité financière.

Cette activité, à la fois technique et commerciale, demande un travail courtois et offre l'opportunité de déplacements réguliers mais fréquents, à travers le monde entier.

Ecrire à M. Collet sous référence C/3350 à

bernard juliet psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	Le m/m col.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,46
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,86
IMMOBILIER	20,00	22,86
AUTOMOBILES	20,00	22,86
AGENDA	20,00	22,86

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

informatique banque

BANQUE PRIVEE, Paris 8^e, recherche

INGENIEUR DEBUTANT

(ou 1 an d'expérience)

Formation A et B, INSA, ENSEINT, IMAG, IDN

connaissances souhaitées : analyses organiques matériel IBM 370/158, langage COBOL.

Des connaissances sur les bases de données (conception et réalisation) seraient appréciées.

Missions : participer à la mise en place d'une base de données sur IBM 370/158. (Rég. 1733-8)

JEUNE IUT

(1 an d'expérience)

connaissances souhaitées : systèmes d'exploitation temps réel, langage Assembleur, Cobol et/ou Fortran.

Des connaissances sur mini-ordinateurs seraient appréciées.

Missions : sera intégré dans un groupe de travail au sein duquel il aura l'opportunité d'appliquer ses connaissances.

Envoyer C.V., photo et prétentions avec références coordonnées à I.C.A. qui transmettra. (Rég. 1737-30)

I.C.A. International Classified Advertising

3, rue d'Hauteville - 75001 PARIS

MIT INFORMATIQUE

Pour développer ses activités d'assistance technique recrute le personnel CONFIRME suivant :

ANALYSTES

HB 66

COBOL + IDS + TOS

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

IBM 370

PL 1 - ASSEMBLEUR

IMS - DL 1

ANALYSTES ET PROGRAMMEURS

SIEMENS 4004

COBOL

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

IBM 370 - 3/15

COBOL + pratique OCF

PROGRAMMEURS

HB 64-66

COBOL

Adresser curriculum vitae détaillé + prétentions à MIT INFORMATIQUE, 5, rue du Heider, 75009 Paris.

Groupe de Sociétés d'Assurances et Crédit

FILIALES D'UN GRAND GROUPE BANCAIRE

recherche

SON ADJOINT AU DIRECTEUR

COMPTABLE ET FINANCIER

SON PROFIL :

— diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou professionnel D.E.C.S. ;

— 4 à 5 ans de pratique ;

— capable de diriger un petit groupe d'employés.

SA MISSION :

— responsabilité des bilans, des problèmes fiscaux et comptabilité analytique ;

— relations avec les autorités de contrôle ;

— suivi des placements financiers.

Adresser curr. vitae, photo, prétentions, n° 35.946, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

CHEF

DU PERSONNEL

d'une unité industrielle de 2000 pers.

intégrée à un groupe de dimension internationale recherche d'urgence

ADJOINT au Chef du Personnel

10 années d'expérience dans la fonction et dans l'industrie métallurgique sont exigées. Formation technique ou scientifique appréciée.

Lieu de travail : PARIS-SUD

Exigences : aptitude à remplacer, en cas de besoin, son patron dans tous les aspects de la fonction.

Ecrire avec C.V. et prétentions No 35829

Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

Le Secrétaire Général d'une Société Française

FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

PARIS (18^e)

recherche

UNE COLLABORATRICE

DOCTEUR EN DROIT

— Parfaitement bilingue anglais ;

— Excellente présentation ;

— Sérieuses références ;

— Libre de voyager ;

— Poste à pourvoir de suite.

Téléphoner pour R.V. : 631-52-55, poste 629 B3.

offres d'emploi



EMBAUCHE D'URGENCE

GESTION

30 ANALYSTES

PROGRAMMEURS CONFIRMÉS

OU

JEUNES INGENIEURS

ayant une expérience réelle en

— GAP ou

— PL 1 ou

— CD/BB 66.

Adresser curr. vitae sous réf. G 85 à P. LUCAS, CAP/SOGETI Gestion, 20, rue Leriche - 75015 PARIS.

SOCIETE MARINELLI

recherche pour son important

SERVICE APRES VENTE

MELUN (Seine et Marne)

un chef atelier

électroménager

hautement qualifié

un magasinier

pièces détachées

ménager - T.V. - radio

un technicien TV

supérieurement qualifié

Envoyer lettre manuscrite C.V., photo et prétentions salaires à Jacques MARINELLI 3, Place Saint Jean - 77007 MELUN Cedex 07.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DÉCENTRALISÉE

BANLIEUE SUD

cherche pour service dépendant

de la DIRECTION INDUSTRIELLE CENTRALE

INGENIEUR

DEBUTANT

ou quelques années d'expérience

Pour études, définition et mise en place de fichiers centraux informatisés de gestion d'articles.

Esprit logique, de systèmes. Bons contacts humains connus. Informatique de gestion et anglais lu.

Adress. C.V., photo et présent. à THOMSON C.S.F., Service Recrutement - B.P. 10 - 91401 ORSAY.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

recherche pour son Siège à PARIS

CHEF

COMPTABLE

D.E.C.S. complet exigé

4 années minimum d'expérience, si possible dans l'immobilier.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous

références 3398 à :

O.F. Organisation et Publicité

23, rue de Valenciennes - 75011 PARIS

Importante Société de Promotion Immobilière

siège à Paris

Filiale d'un puissant Groupe Financier

recherche

CHEF COMPTABLE

placé sous l'autorité du Directeur Financier

Profil

— 30 ans minimum ;

— Expérience comptable de plusieurs années dans la promotion immobilière (société de promotion et S.C.I.) ;

— Bonnes connaissances des problèmes fiscaux liés à cette activité ;

— Expérience de l'informatique, capacité pour participer à une réorganisation comptable.

Rémunération

80.000 à 100.000 F par an suivant expérience

Poste à pourvoir immédiatement

Envoyer curr. vitae détaillé et lettre manuscrite sous n° T 001.042 M à REGIE-PRESS, 63 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmettra.

P.M.E. BIEN INTRODUITE

BRANCHE ACCESSOIRES EN PARFUMERIE

recherche

RESPONSABLE

GESTION DE STOCK

40 ans environ. bilingue français, anglais, allemand. Rémunération correspondant à l'importance de la tâche. Ecrire avec références, C.V. et prétentions, à : Cabinet E.G.C. 162, bd Voltaire, 92090 ANNIERES, qui transmettra.

offres d'emploi

GROUPE INTERNATIONAL

CONSTRUCTION MECANIQUE

recherche pour Siège Social à PARIS

DIRECTEUR DES ACHATS

LE POSTE :

Sous l'autorité du Directeur des Achats et Approvisionnements, dirige et coordonne les activités des Services Achats des Etablissements ; négocie les contrats les plus importants couvrant l'ensemble des besoins de la Société.

Valeur annuelle des achats : 4 à 500 millions de francs.

L'HOMME :

Doit avoir une formation supérieure type HEC - ESC - Arts et Métiers, plus une expérience pratique de 8 à 10 ans dans la fonction Achats d'une grande Entreprise de la Métallurgie, genre automobiles - négociation contrats échelon européen.

Age souhaité : 35 ans minimum.

Connaissance parfaite de l'Anglais ; Allemand souhaité.

Classification offerte : Cadre III B.

Adresser curriculum vitae avec photo-graphie et prétentions sous No 35.861

Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société Biens d'Équipement

1.000 pers., leader dans son marché

BANLIEUE NORD

recherche

JEUNE DIPLOMÉ (ÉE)

DUT option Finance Comptabilité

ou équivalent

pour renforcer l'équipe Contrôle de Gestion

— Exploitation des Comptabilités analytiques (coûts standards) ;

— Amélioration des procédures ;

— Suivi du contrôle de gestion.

Envoyer C.V. et prétentions n° 35.638, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

PARIS EST

recherche

dans le cadre de contrats Emploi-Formation

JEUNES GENS DÉBUTANTS

TITULAIRES D'UN B.T.S. ELECTRO-TECHNIQUE

OU FABRICATION MECANIQUE

OU D.U.T. DE GESTION

— libérés des obligations militaires.

Pour formation d'acheteurs, négociateurs et rédacteurs de marchés.

Anglais bon niveau indispensable.

Ecrire avec C.V. + photo à n° 36.101, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

ETABLISSEMENT PUBLIC recherche

pour Division Travaux.

UN INGENIEUR

Ecole supérieure bâtiment ou C.N.A.M. ou E.N.T.T.A. ou maîtrise. Expérience antérieure appréciée.

— Sens des responsabilités ;

— Importante capacité de négociation ;

— Organisateur ;

— Gestionnaire ;

— Déplacements fréquents en France.

Adresser C.V. avec photo et prétentions à l'INRA, Affaires Financières, 149, rue de Grenelle 75041 Paris Cedex 07.

Centrale Informatique

des Éditions Robert Laffont

recherche d'urgence

PROGRAMMEURS

CONFIRMÉS

(Assembleur - DOS VS - CICS)

Tél. pour rendez-vous à M. NOGLIN : 539-22-31, poste 700.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PARIS

RECHERCHE

UN CHEF DE PROJETS

pour le développement et la mise en place sur ORDINATEUR C.I.L.-B.B. SERIE 66 d'un système de paie et de gestion du personnel.

PROFIL DEMANDÉ : Ingénieur grande école ou M.I.A.G., ayant 1 à 2 ans d'expérience dans le domaine concerné.

Connaissant le matériel C.I.L.-B.B.

Envoyer C.V. et prétentions sous la réf. I.N.P. 1 ou n° 714.502 M à REGIE-PRESS, 63 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

D'INGÉNIEURIE

PARIS

recherche pour

SA SECTION MARCHÉS

ACHETEURS

• Niveau BAC ou équivalent ;

• Expérience industrielle ;

• Anglais indispensable.

FONCTIONS :

Établissement d'appels d'offres de marchés en liaison avec fournisseurs et Services techniques.

Avantages sociaux importants.

Ecrire avec curr. vitae + photo sous n° 3.000 à

E SPERAR PUBLICITE

12, rue Jean - Jaurès

92807 Puteaux qui transmettra.

CERALIMENT

LU BRUN

C.A. UN MILLIARD/AN

5.000 PERS. - 16 USINES

LEADER NATIONAL

BISCUITERIE - PANIFICATION

rech. à ATHES-NOIS (Banlieue S. Paris)

pour sa DIVISION AUTONOME

BOULANGERIE

JEUNE RESPONSABLE

PRODUITS/MARCHÉ

PROMOTION

Fonction double : conception avec la D.C. de la politique adaptée au Marché BOULANGERIE, PROMOTION, ANIMATIONS et P.L.V. en service de la force de vente.

— SPECIALISTE «PROMOTION»

• Bonne connaissance INDISPENSABLE de la VENTE AU DETAIL et, si possible de la BOULANGERIE.

• PROMOTION des ventes et MARKETING très opérationnel (présence fréquente sur le terrain).

Lettre manuscrite, C.V., rémunération et photo (ret.) ss réf. 3727 à

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

T. R. T.

recherche

INGENIEUR

SYSTÈMES

Ingénieur de haut niveau ayant une expérience dans l'étude de réseau en télécommunications filaires.

Une connaissance de l'informatique en temps réel appliquée aux télécommunications serait appréciée.

Adresser C.V., prêt et photo, 5, avenue Réaumur, 93350 LE PLESSIS-ROBINSON.

Importante Société Chimique

Banlieue Sud-Ouest de Paris

recherche

INGENIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

Il sera particulièrement chargé, au sein d'une Division en expansion, de la vente de produits adhésifs dans l'industrie, en Europe et dans le Bassin méditerranéen.

Priorité sera donnée à un Ingénieur :

— pouvant faire état de 1 à 2 ans d'expérience de la vente technique,

— et diplômé d'une grande école (chimie ou options chimie - génie chimique).

Très bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Env. lettre man. avec C.V. détaillé, en précisant le rémun. souhaitée au numéro 35.814, Contesse P. 20, av. Opéra - 75004 PARIS, CEDEX 01, qui tr.

ETABLISSEMENT FINANCIER

TOUR MAINE-MONTFARNASSE

recherche

UN PRODUCTEUR

30 ans environ, bonnes connaissances comptables, habitude des relations P.M.E., expérience bancaire en agence souhaitée (classe VI VII), déplacements en province fréquents, mais de courtes durées.

LE POSTE EXIGE DES QUALITÉS D'INITIATIVE ET LE GOUT DES RESPONSABILITÉS.

RÉMUNÉRATION : 100.000 F +.

régions

Le Monde

EN ILE-DE-FRANCE

LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT A TRAVERS L'EXEMPLE DE CELLE DU DIX-NEUVIÈME

Questions sans réponse...

Incident à la commission d'arrondissement du dix-neuvième, grosse à celle du treizième, faux-pas à celle du premier... Les commissions d'arrondissement sont-elles utiles ? Incontestablement, répondent les écologistes. « Naturellement », affirment les élus de l'opposition, « trop tôt pour juger quatre mois seulement après leur création », réplique M. Jean Chérioux, sénateur R.P.R. de Paris, adjoint au maire, chargé de la vie locale.

Une des principales innovations du nouveau statut de Paris fut la création, dans les vingt arrondissements de la capitale, de commissions d'arrondissement. Elles sont composées de conseillers de Paris, d'officiers municipaux nommés par le maire, de membres élus par le Conseil de Paris, choisis par les représentants d'associations sportives, culturelles et artistiques et de personnalités locales. Lors de la désignation de ces personnalités, M. Chirac de-

manda que le mouvement écologique soit représenté dans chaque commission. Ces commissions sont consultées par le maire sur des questions d'intérêt local. Elles donnent alors un avis. Mais elles peuvent aussi faire des propositions qui sont transmises à la mairie. Elles se réunissent sur leur initiative, mais l'ordre du jour de leur délibération doit être approuvé par le maire et leurs séances ne sont pas publiques.

Ainsi, par exemple, la commission d'arrondissement du dix-neuvième. La commission, depuis sa création au mois de juin dernier, s'est réunie trois fois : les 30 juin, 18 juillet et 14 octobre. Les ordres du jour sont exemplaires : besoin de classes maternelles pour la rentrée scolaire ; déplacement du marché, place des Fêtes ; aménagement d'un terrain sportif demandé par un comité de défense du quartier Belleville (opération en cours) ; demande de locaux pour des maisons de quartier ; proposition de terrains pour réaliser un circuit moto. Bref, la vie quotidienne est entrée dans la mairie du dix-neuvième arrondissement. « Malgré ces dif-

férentes réunions, nous n'avons toujours pas de réponses aux questions posées à la municipalité », regrette un membre de la commission. Pour M. Jean Dard, conseiller de Paris communiste, la commission « n'est qu'une officine électrode de Chirac ; les besoins de la population ne sont pas pris en compte ; nous posons des questions, on ne nous répond pas ».

Il ajoute : « Le maire est venu récemment visiter l'îlot Riguet. Il a annoncé la réalisation de certains équipements sociaux attendus depuis longtemps. Nous n'avons été saisis de cette question qu'après sa visite. » Le discours du maire de Paris, aux présidents des commissions d'arrondissement de la capitale, proposait la concertation, est-il donc resté lettre morte ? L'affaire n'est pas si simple. Il apparaît en effet que cette nouvelle structure a été mal comprise par l'administration de la capitale qui n'a pas encore pris l'habitude (le réflexe) de saisir régulièrement les commissions par le canal de la mairie, lorsqu'un projet est étudié ou une décision des élus appliquée. D'autre part, de

nombreux représentants d'associations, comme les élus de l'opposition, aimeraient faire de ces commissions des organes de décision locale, alors qu'elles ne doivent, selon la loi, ne donner qu'un avis ou faire des propositions. Une période de rodage est nécessaire.

Menaces de démission

Mais les questions posées, pour qu'il ne soit leur apport de réponses ? « Les services de la Ville, peu habitués à cette structure, ont été longs à fournir des éléments de réponses. Mais depuis quelques semaines, la situation s'améliore », déclare M. Chérioux, qui ajoute : « Il existe un autre problème. Par exemple, toutes les questions concernant la R.T.P. dans les domaines, nous sommes pour le moment casés devant pour agir car cette administration échappe en partie au contrôle de la Ville. » Le pari des commissions d'arrondissement est donc difficile à gagner. Ses membres ne tirant pas tous dans le même sens. Bien au contraire.

La position des écologistes est

intéressante. Dès les premières réunions, ils se sont déclarés déçus par cette structure. La menace de la démission fut brandie. Résultats : deux de leurs représentants ont claqué la porte dans le seizième et cinquième arrondissements ; les autres s'abstenant bien souvent de participer aux réunions, mais ne démissionnant pas.

Mais il est vrai que, telles qu'elles sont conçues par la loi, ces commissions auront les plus grandes difficultés à se faire entendre, car elles sont mal intégrées aux mécanismes de décision en vigueur à Paris. Trop souvent la concertation voulue par la municipalité de la capitale se résume en une partie de ping-pong entre les services de la Ville et les membres de ces commissions. Pour jouer véritablement leur rôle, ces commissions devraient pouvoir travailler avec l'administration de la Ville au niveau de l'étude des projets et de leurs applications. Elles sont donc condamnées à évoluer. Une première perturbation quatre mois après leur création.

JEAN PERRIN.

VIVE LA VILLE !

Comme la nature, la ville a ses amoureux. Marcel Cornu en est un. A une époque où l'on pourrait penser qu'il est toujours de bon ton de s'efforcer bucolique et de découvrir l'« absurde » de la cité, il n'est pas mauvais de trouver quelqu'un pour plaider le retour à la ville (1).

Il faut entendre par là non point un appel à une urbanisation encore plus grande, mais simplement le souhait d'une politique qui rende la ville à elle-même, la débarrasse de ses ténailles, le dégage de l'engrenage du système d'économie et de production auquel elle doit à la fois se consacrer et son malheur.

Paul Granet, en son temps, voulait déjà la changer. Marcel Cornu, qui n'est pas du même bord, pense qu'il suffit pour cela de la libérer, ce qui n'est pas plus aisé.

Dans une certaine mesure, c'est une idée neuve, à considérer en tout cas de celles trop commodément reçues depuis vingt ans. C'est entendu, la ville a été décriée par l'argent. De Dunkerque à Fos, de Nantes à Chambéry et, pour citer les « nouvelles », du Val-d'Aud à l'Isle-d'Abeau, l'urbanisation n'a cessé d'être subordonnée à une espérance, mieux (ou pire) à une certitude économique. Et la conséquence, en faisant de l'industrialisation le chemin obligé d'un nouvel humanisme à venir, a de mille façons défiguré la ville.

A tel point que depuis 1950, c'est seulement à Paris, l'état, plus souvent affecté que sûr de lui, a changé maintes fois son fusil d'épaule. Il avait entassé en hauteur et cela avait donné l'ici Sarcasme, là Bron-Parity ; voyant lui tomber sur les bras des scandales immobiliers qui assaient un peu partout orléans sur le promoteur et perdire de vue le rôle joué par les banques et les groupes financiers, il mesurait que ces « tours », ces « barres », n'étaient plus seulement source de mécontentement, mais bien aussi de déboires électoraux. Et comme on avait, avant la dernière guerre, prôné le lardier ouvrier qui abriterait le cabaret et ferait passer le petit verre après l'entretien du card de l'usine, on s'avisa qu'il fallait choyer la ville moyenne, synonyme et symbole encore espérés des vertus conservatrices, en même temps que l'on mettrait un terme au gigantisme de métropoles génératrices de subversion.

La ville n'a pourtant pas cessé de se pyramenter. Il n'a pas suffi de dire qu'après les « tours », abominable et désolante, on allait trouver le paradis terrestre dans un autre « collectif », cette fois mis à plat et baptisé « village » ou « hameau ».

Marcel Cornu, qui a suivi ces cheminement, ces revirements, avec la passion de l'entomologiste, a bien sa petite idée. Ce n'est pas du tout celle d'Ivan Bruno-Petit, pour qui la maison individuelle, « la vraie », c'est-à-dire « libre sur un terrain libre », serait la panacée pour peu que l'on sache encore l'installer à son propriétaire un minimum de goût (2).

La ville de Marcel Cornu est à venir. Mais déjà elle est en marche, parce que, longtemps seulement lieu de luttes, elle devient aujourd'hui objet de luttes. Comme à l'usine, terrain de la production, on se bat pour les conditions de travail, à la ville, terrain de la vie, on se bat et se battra de plus en plus pour les conditions de la vie. Pour une crèche ou pour un stade, pour la maintenance d'une vieille rue comme pour celle des quelques arpents de pré fou. Il restera à définir ce que pourrait être, dans cette perspective, un gréviste de la ville. A coup sûr, quelqu'un qui n'entend surtout pas la renfermer.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

(1) *Libérer la ville*, de Marcel Cornu, Castelman, coll. « Synthèses contemporaines », 257 p., 50 F.
(2) *Tout et moi*, d'Ivan Bruno-Petit, Presses de la Cité, Solar, 208 p., 55 F.

Énergie : comment faire la soudure ?

La région d'Ile-de-France n'échappera pas au nucléaire, elle pourrait être la conclusion du colloque « Énergie et développement » organisé à Paris les 9 et 10 novembre sous la présidence de M. Lucien Lanier, président de région, et de M. Claude Couha, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce et de l'artisanat.

L'Ile-de-France se caractérise tout d'abord par ce paradoxe : grosse consommatrice d'énergie (17 % de la consommation nationale), elle en produit fort peu : 1,3 million de kWh d'électricité pour 25 milliards de kWh consommés chaque année, 200 000 tonnes de pétrole extraites en Seine-

et-Marne pour une consommation annuelle de 14 millions de tonnes.

La structure de la consommation d'énergie en Ile-de-France diffère d'autre part nettement de la structure nationale : 66 % de l'énergie consommée est le service (le tertiaire) au lieu de 30 % par les particuliers dans l'ensemble de la France. En revanche, l'industrie ne représente que 20 % de la consommation contre 39 % en moyenne nationale.

L'énergie consommée en Ile-de-France provient pour 7 % du charbon, 15 % du gaz et 66 % du fuel. Au cours des années à venir, les besoins de la région parisienne vont

augmenter, mais la crise de l'énergie a amené les pouvoirs publics à prendre des mesures en faveur des économies d'énergie, d'une part, à envisager, d'autre part, la mise en place d'énergie de substitution.

Réduire la consommation tel est en effet le premier objectif défini par les responsables régionaux. Les campagnes en faveur des économies de chauffage doivent particulièrement trouver écho en Ile-de-France puisque pour 66 % l'énergie consommée l'est dans ce secteur : « Un degré de moins dans tous les locaux de la région représente une économie de 800 000 tonnes d'équivalent-pétrole », a souligné M. Gérard Jourdan, chef du service de l'industrie et des mines

de l'Ile-de-France. Dans le secteur industriel, aux mesures déjà prises pour encourager les investissements visant à réduire la consommation de pétrole vient s'ajouter un nouveau dispositif qui étendra dès 1978 cette législation à l'ensemble des formes d'énergie.

Comment répondre d'autre part à une demande appelée à croître inévitablement au cours des années à venir ? Si la consommation de charbon est appelée à regagner, celle du pétrole à augmenter légèrement, c'est vers le gaz et surtout l'électricité qu'il faudra doubler leur production que les pouvoirs publics ont placé leurs espoirs pour répondre aux besoins

nouveaux de l'Ile-de-France. En effet, les énergies nouvelles, dient pour l'instant les responsables, ne pourront jouer à l'avenir qu'un rôle marginal (4 % de la consommation régionale environ) l'énergie solaire se développe très lentement. Quant à la géothermie (la nappe Dogger située sous Paris a une superficie de 8 000 km² son utilisation, si on en a besoin, nécessite des investissements très lourds pour des effets limités. Reste donc l'énergie d'origine nucléaire, et c'est pour cela que l'E.D.F. étudie actuellement, en Ile-de-France, six sites pour installer d'ici à 1985 trois centrales.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Boulevard de Port-Royal

LE PREMIER IMMEUBLE A CAPTEURS SOLAIRES

A Paris, le premier immeuble collectif à capteurs solaires entrera en service le mois prochain. Ses quarante-trois appartements sont en cours de finition 28, boulevard de Port-Royal, à la limite du cinquième et du treizième arrondissement.

La façade de sept étages s'inscrit sans agressivité dans ce quartier ancien. C'est sur la terrasse, côté ouest, que l'on a disposé vingt-deux capteurs solaires, sur deux rangées, face au sud. Il s'agit de caissons vitrés à fond noir, inclinés à 50 degrés, dans lesquels serpente le réseau conducteur d'eau. Véritable piège à soleil, d'une surface totale de 33 mètres carrés, agissant à la manière d'une serre, il communique avec deux réservoirs, l'un de 1 500 litres pour le stockage, l'autre de 3 500 litres pour le stockage. Une chaufferie à gaz complète l'installation et fait l'appoint quand il le faut, pour porter l'eau à la température désirée de 60 degrés centigrades. L'ensemble parisien, de mille sept cent cinquante heures par an, permet d'en-

visager des économies d'énergie de 4 tonnes équivalent pétrole, pour l'ensemble des appartements.

Le coût des capteurs et de leur installation s'élève à 40 000 F. Investissement raisonnable qui devrait être amorti en moins de dix ans par les économies réalisées. Simple, propre, le système solaire ne demande pratiquement pas d'entretien, entraînant peu de charges nouvelles. Les appartements, dont l'isolation thermique a été particulièrement soignée, sont vendus 7 300 F le mètre carré.

L'Agence pour les économies d'énergie suit l'opération de très près pour des raisons évidentes. « Si l'on démontre que l'énergie solaire est rentable en région parisienne, dit son directeur, M. Syrota, elle l'est partout ailleurs et d'abord sur le littoral méditerranéen, où l'insolation moyenne est de deux mille quatre cents à deux mille huit cents heures. » L'agence, qui a déjà participé à une expérience de ce genre sur un immeuble à

Saint-Mandé, finance, dans le cas présent, une campagne de mesures confiée au Centre scientifique et technique du bâtiment pour connaître de façon précise l'économie d'énergie obtenue. Ses résultats seront rendus publics dans un an.

D'ici là, M. Syrota espère que cette initiative privée sera suivie de beaucoup d'autres. Si elle ne convient pas au chauffage, l'énergie solaire paraît en revanche bien adaptée à la production d'eau chaude sanitaire, dont on se sert ét comme hiver dans les immeubles collectifs, mais aussi sur les terrains de camping et dans les piscines.

Les capteurs installés boulevard de Port-Royal sont de marque française. Pour encourager les fabricants français à produire en grande série, les E.L.M. vont lancer un appel d'offres de trois mille capteurs solaires. Cette forme d'énergie douce a-t-elle cessé d'être un gadget ou un rêve d'écologiste ?

PIERRE-JEAN DESCHÈNES.

A TRAVERS LES DÉPARTEMENTS

Les riverains au prétoire

Cinquante-sept riverains de l'aéroport de Roissy viennent assigner devant le premier chambre civile du tribunal de grande instance de Paris la British Airways, la T.W.A., Air Inter et l'U.T.A. (qui, avec Air France, assure en octobre 1976, totalisent 82 % du trafic de l'aéroport), pour demander réparation des nuisances provoquées par les avions.

Résidant tous à Goussainville (Val-d'Oise), à 700 mètres environ de la piste n° 1 de Roissy, les plaignants contestent les courbes de bruit et donc les zones de nuisances définies par l'Aéroport de Paris.

Le « skate » interdit de trottoirs ?

Juchés sur leurs planches à roulettes, ils filent entre les passants, prenant de la vitesse, sautant sur les bordures de trottoir et effrayant de savantes figures : les « skateurs » envahissent Paris. Le « skate board » est en passe de devenir un sport. On parle déjà de fédérations et de compétitions.

Mais ces exhibitions ne sont pas du goût de tous. Les personnes âgées principalement qui craignent les télescopages, ceux qui considèrent cette pratique comme dangereuse pour les enfants et puis les éternels grinchus. La municipalité de Paris envisage donc de l'interdire, en vertu d'une ordonnance de 1858 sur les jeux dangereux, qui a supprimé entre autres la pratique du cart-volet et de la bougie lancée au fouet.

Les amateurs seraient contents dans des endroits réservés : aux Ragnolles, aux Buttes-Chaumont, au Trocadéro, au Parc Montsouris, boulevard Richard-Lenoir et quai Saint-Bernard (ces deux derniers étant pas de pente). Un autre projet prévoit la création de parcs itinérants de 2 000 mètres carrés, dont l'entrée serait payante ; ils offriraient aux « skateurs » les pentes, les courbes et les sautons susceptibles de les satisfaire.

La municipalité d'Ivry-les-Moulin-

neux n'a pas interdit la pratique du « skate board » sur ses trottoirs. Elle s'est contentée d'interdire les skateurs dans un de ses jardins municipaux. Elle met à leur disposition deux fois par semaine, de 19 à 21 heures, une allée éclairée en pente longue de plus de 40 mètres : du matériel : casques, genouillères et même des planches peuvent être prêtées. Un moniteur est là pour expliquer et conseiller les débutants.

Sans supprimer le « skate board », cette solution est moins radicale que celle proposée aux élus locaux de la capitale. On ne supprime pas le stationnement sur les trottoirs, mais on en chasse les enfants.

On brade les bois de la Garenne

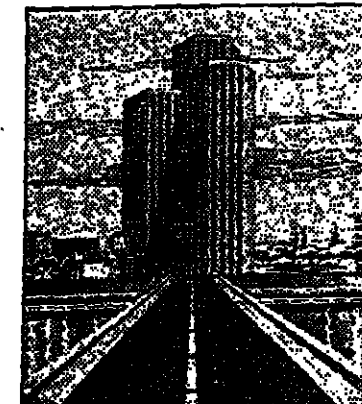
Que vont devenir les 285 hectares du bois de la Garenne qui s'étendent, dans le Val-d'Oise, sur les quatre communes de Méry, Méry-la-Foret et Villiers-Adam ? En lançant une campagne pour la protection du site, M. Francis Arsalier, conseiller général communiste, tire la sonnette d'alarme. Onze hectares seraient déjà mis en vente par une agence immobilière de Méry, qui aurait suggéré d'en faire une aire naturelle de camping, malgré la désapprobation du conseil municipal.

L'émotion est grande dans chacune des communes où les sociétés de chasse, habituées à se rendre dans le bois, commencent à manifester leur mécontentement. « Il s'agit d'un site protégé, notifié dans le S.D.A.U. de la vallée de l'Oise », insiste M. Marcel Perrin, maire communiste de Méry. La solution serait, bien sûr, que le département ou la région se porte acquéreur de ces 285 hectares, dont les propriétaires sont la municipalité de Ségur et sa famille. Pourtant, en ce qui concerne les 11 hectares adjoints, qui en question, et qui sont ou fait isolés, séparés du massif forestier lui-même, il semblerait que des propositions de vente aient été faites, en vain, auprès des directions départementales de l'équipement et de l'agriculture.

Ce projet, qui procède d'une décision de la famille de Ségur de vendre tout ses biens (déjà le château de Villarsen avait été hypothéqué il y a plusieurs mois), n'a pas fini de diviser la population. D'un côté, il y a ceux qui préfèrent conserver le site, son aspect naturel, malgré les charges que cela représente ; d'autre part, il y a ceux qui souhaitent voir aménager pour l'ensemble du public ces derniers espaces verts.

VOUS DEVEZ VISITER LES BUREAUX DU PONT DE SÈVRES

36.000 m² de bureaux sur métro pour petites et grandes entreprises à partir de 400 m²



- Métro ligne n° 9
 - 90% des bureaux en jour naturel
 - charges réduites
 - Tour Vendôme : les premiers locataires se sont installés en octobre 1977
 - Tour B3 : livraison 1^{er} trim 1978
- Renseignements pour la location (Tour VENDÔME)
SAGGEL-VENDÔME 266.61.05
Renseignements pour la vente (Tour B3)
S.E.C.I. 766.51.76
Commercialisateur associé
G.I.M. 260.31.03

LA LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

Les boulangers ouvrent leurs boutiques mais les poissonniers menacent de fermer les leurs

Les délégués des poissonniers de l'ensemble de la France se réunissent à Paris dans l'après-midi de ce lundi 14 novembre pour décider de l'action à entreprendre à la suite des mesures de taxation décidées par le gouvernement. Les professionnels veulent une « concertation immédiate » avec le gouvernement et menacent de fermer leurs magasins. Cette grève n'interviendrait qu'après la vente de la « marée » actuellement pêchée par les bateaux en mer, ce qui laisse un délai de dix jours.

De son côté, M. Léon Gingembre, pré-

sident de la confédération générale des P.M.E., regrette, dans l'éditorial du mensuel de cet organisme, qu'« une nouvelle fois, pour expliquer la hausse des prix, le gouvernement livre en pâture à l'opinion publique, comme responsables de son échec, les commerçants détaillants et fasse le panégyrique des grandes surfaces... ». Il ajoute que « ce n'est pas en taxant les choux et la crème et les éclairs au chocolat (dont je n'aurais jamais entendu dire qu'ils constituent l'essentiel du panier de la ménagère) qu'on empêchera la hausse

des prix, ce qui est dérisoire et même ridicule, mais c'est en analysant la formation des prix elle-même d'une façon objective... ».

Enfin, les boulangers-pâtisseries partisans, dont on ne sait pas encore si leurs représentants cherchent à être reçus par le premier ministre, ont ouvert leurs boutiques, même si tous n'ont pas repris la fabrication des croissants et des pains au chocolat. Véronique Maurus décrit ci-dessous l'activité de ces professionnels à la fois très connue et ignorée.

Tempête dans les fournils

« Out, on gagne bien notre vie, mais c'est dur, on ne le voit pas, on travaille dur pour ça ! » Cette phrase, nous l'avons entendue partout, et sur tous les registres : du ton mesuré et grave de la bonne conscience jusqu'au tremolo véhément de la colère et de l'agressivité.

Tempête dans les fournils. Qui l'eût cru ? En taxant les prix du croissant et de la « religieuse », le gouvernement a réveillé le loup qui sommeillait au fond de chaque boulanger-pâtisseries. Prêt à rouscoter à la moindre allusion, blessé dans ses intérêts, mais plus encore dans sa fierté. Même si aujourd'hui rares sont ceux qui passent leur nuit sur le pétrin, les boulangers se lèvent tôt, très tôt, y compris les dimanches et jours fériés. Héritiers d'une longue tradition d'hommes durs à la tâche, ils restent convaincus d'assurer une sorte de service public.

« M. Villain nous a traités de voleurs, ça, je ne lui pardonnerai jamais ! » Comme l'aimable Castanier de Pagnol qui, peut-être, se croise les bras, mécontent tout un village sans dessus dessous, les boulangers font partie, avec l'instituteur, le garde champêtre et le curé des figures familières de la vie quotidienne, ainsi que les pâtisseries, orgueil de tout village respectable, qui égarent les sorties de messe et illustrent en sucre les événements familiaux. Chaque village, chaque quartier, a les siens ; on a l'impression de bien les connaître. Et voilà que soudain on bouscule la légende, qu'à l'image familière on substitue celle d'un profiteur, d'un commerçant avide, qu'on lui décerne le ruban bleu de l'inflation. Entre le mythe et l'opprobre, où est la réalité ?

Dur mais payant

L'image traditionnelle, on la retrouve intacte dans beaucoup de campagnes et, à peine déformée, dans certains vieux quartiers de la capitale. Comme cette pâtisserie typique dans l'ombre de l'église d'un des derniers « villages de Paris », paisible et alléchante dans ses dorures et ses miroirs, où, dès l'aube, l'odeur suave et trop sucrée du chocolat régalait autant que le « saint-jean-baptiste », gâteau fétiche inventé par le fondateur de la maison en 1886. Là, les recettes restent les mêmes : le patron, un petit homme rond en blouse blanche, fait admirer, une jatte sous le bras en tournant, les casseroles de cuivre alignées dans la cuisine — le laboratoire, dit-on dans le métier. Seules concessions à l'époque, le four de trois étages, le congélateur pour

conserver glaces et crèmes et... la gestion, complètement remise à neuf par le fils de la maison, qui, fier de ses registres impeccables, jongle avec les chiffres d'amortissement, de frais généraux, de charges sociales, comme son père avec les œufs.

L'image classique, on en retrouve aussi l'ombre dans la banlieue de Paris. À 5 heures du matin, dans le fournil étroit, mal éclairé et étouffant, le patron, en short, est déjà éméché par plusieurs heures de travail. Il roule et domine ses croissants, garnit trois moules à tarte, surveille la cuisson du pain, qu'un ouvrier, la mine hâve et les cheveux raides, blanchis de farine, enfourne par dizaines dans le four. La patronne arrive, sert le café, ouvre sa boutique, descend éplucher des pommes, raconte leur vie. « Ils descendent, il fait nuit, ils ne montent, il fait nuit, ils ne vont pas au four. La compensation, c'est la paye » : 116 000 francs par an de revenus déclarés pour le couple et ses trois enfants, plus les quelques « extras » tirés ici et là (comme tarte sur une bande de pâte qui doit en tenir dix, fruits achetés sans facture à l'épicerie, etc.).

Les industriels

Depuis une dizaine d'années, la boulangerie a dû faire face à une mutation profonde de la demande. L'élévation du niveau de vie, la modification des habitudes alimentaires ont entraîné une diminution constante de la consommation de pain. Dans le même temps, la demande de viennoiseries (croissants, petits pains, etc.) a été multipliée par deux ou trois, celle de la pâtisserie a grimpé. « Je vois mes clients trois fois par jour, explique

un professionnel parisien. Le matin en allant au bureau pour les croissants, le midi pour un sandwich, une part de pizza, le soir pour le pain, avant de rentrer. La pâtisserie, de son côté, est démocratisée, elle n'est plus réservée aux dimanches et aux fêtes familiales. Aussi, la plupart des boulangers et pâtisseries ont-ils dû modifier leur production et leurs habitudes.

Au total, pas de quoi rêver, mais assez pour « vivre bien, s'habiller correctement » ; on n'a pas à se plaindre. De luxe, il n'est pas question, l'appareillement, modeste, sent le négligé (« je n'ai pas le temps ») et les enfants doivent descendre aider. « Le métier, c'est ce que nous faisons nous-mêmes. Les ouvriers, c'est pour assurer la quantité, faire tourner l'affaire. » Après trois heures passées dans cette atmosphère confiante, moite et poisseuse, on comprend mieux ce que « gagner son pain » veut dire. Pour ce boulanger-là, la vie n'a guère changé. Son chiffre d'affaires a certes grossi, sa boutique refaite à neuf, mais ; mais, contrairement, pour garder sa clientèle, de produire de tout (pain, gâteaux, viennoiseries, chocolats, plats cuisinés), il continue de supporter seul, le poids de l'affaire. Il est à l'image de la majorité de la profession.

Les plus malins, les plus doués, les plus audacieux ont profité de ce point de sortie de l'artisanat. C'est le cas des boulangers-pâtisseries industriels. Ils ont environ 130, pour la plupart sortis du rang, qui, sauf quelques grands groupes (Jacquet, Cerralment, etc.), emploient de vingt à cent cinquante salariés autour de grandes villes. De 3 % il y a dix ans, leur part du marché est passée à 8 ou 9 % actuellement. Ils four-

nissent surtout les magasins de grande surface, les collectivités, et possèdent souvent deux ou trois magasins de détail. Là, plus rien à voir avec la boulangerie traditionnelle. On produit le pain « à la chaîne », les croissants sont roulés par des machines, au rythme de 7 500 par heure (un bon artisan en produit 500 à 1 000 par jour). Le « patron » est un gestionnaire, compte au plus juste (ses prix de revient sont en moyenne inférieurs de 40 %). Seule demeure l'odeur... et le goût du travail bien fait, dernier vestige d'un artisanat encore proche.

Dans la pâtisserie, le même phénomène a donné naissance à quelques grands traitants. Le nôtre, par exemple, « monté » à Paris en 1957, employait déjà en 1964 une cinquantaine de salariés. Aujourd'hui, il en compte 480, possède à Paris le plus grand laboratoire de France, et réalise 68 millions de francs de chiffre d'affaires.

Les Lendres ne sont pas légion, les industriels non plus ; la plupart des boulangers et pâtisseries gardent un pied dans le fournil et la tête ailleurs. Car tous, ou presque, sont pris depuis quelques années dans l'engrenage de la croissance. Il faut produire plus, donc on embauche (le nombre de salariés est passé de 87 200 en 1958 à 101 200 en 1966 et 102 900 en 1976, tandis que le nombre des établissements chutait de 54 240 en 1958 à 48 640 en 1976). Les ouvriers qualifiés étant rares, les boulangers ont été contraints d'investir en machines (four, congélateurs, etc.), à la fois pour pallier les carences de main-d'œuvre et pour améliorer les conditions de travail. Pour investir, ils ont emprunté ; pour rembourser leurs dettes, ils ont été contraints de couvrir après le chiffre d'affaires, donc d'augmenter leur production, etc. Dans les agglomérations, les boulangeries les « gros artisans », qui restent au bord de l'industrie, mais n'ont plus le temps de mettre la main à la pâte, absorbés par des tâches de gestionnaires.

La fuite en avant

Dans la plupart des cas cependant, la taille de l'entreprise ne permet pas de décaler les volumes suffisants pour entretenir un « équilibre » ; elle solutionne la fuite en avant. Le système tient aussi longtemps que l'inflation gonfle le chiffre d'affaires. Qu'on bloque le système, c'est la catastrophe. C'est ce qui arrive aujourd'hui. « Les choses commencent à aller mieux, on nous ramène cinq ans en arrière », pensent les boulangers du neuvième arrondissement.

Le problème est d'autant plus grave que dans ces villes beaucoup de professionnels se sont engagés dans la voie dangereuse de la spécialisation. Profitant de la disparition « naturelle » des vieux artisans, qui se retirent sans successeurs, ceux qui restent ont souvent eu le « plaisir » de le marché. Un tel fera pour l'essentiel de la viennoiserie, un autre des pains de qualité « campagne » ou au « levain », un troisième se chargera de la clientèle « tout venant » du marché, etc. Pour ceux-là, et ils sont légion, le blocage c'est la mort garantie terme... À moins de relever les tranches. « J'en ai déjà supprimé un poste, je vais m'y remettre... », nous ont déclaré trois d'entre eux.

VÉRONIQUE MAURUS.

BILLET

LES DANOIS EUX AUSSI

Tartines dominicales

De notre correspondante

Copenhague. — La France n'est pas le seul pays européen où les autorités ont à se battre avec les prix des produits alimentaires. Au Danemark, ceux-ci suivent également, d'une ville à l'autre, des courbes fantaisistes. Ces variations sont d'autant plus préoccupantes et pernicieuses qu'au Danemark, lorsque la hausse moyenne des denrées de consommation courante atteint un certain niveau, les salaires et les pensions sont automatiquement relevés.

Un exemple frappant de cette situation est celui du beurre. En septembre dernier, le Parlement a fait passer la T.V.A. de 15 à 18 %. Toutefois, cette opération était compensée, dès octobre, pour le beurre et quelques autres produits laitiers, par une subvention de 1,20 couronne par paquet soit 95 centimes (1 couronne = 0,79 franc). La hausse aurait donc dû baisser partout dans le royaume. Or une enquête menée dans plusieurs cantines de magasins a montré qu'un commerçant sur cinq n'avait pas appliqué cette baisse ou ne l'avait appliquée que partiellement, gonflant ainsi sa marge bénéficiaire. En revanche, un détaillant sur cinq avait fait du beurre en vendant au prix minimum pour attirer les consommateurs. La même enquête a permis de noter que le prix d'une demi-livre de beurre dans la même ville oscillait, en général, entre 4,48 couronnes et 5,78 couronnes (3,54 francs à 4,57 francs). Dans le nord du Jütland, pro-

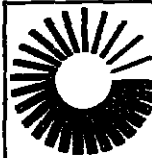
vince pourtant ultra-agricole, cette différence atteignait même 1,90 couronne (1,50 franc).

De telles disparités sont d'autant plus choquantes qu'il n'existe, au Danemark, qu'une seule et unique variété standard de beurre, vendue sous des emballages plus ou moins solides. Le beurre d'importation n'existe pas ici. En 1973, de limitées tentatives pour introduire du beurre français sur le marché danois se sont heurtées à une campagne de dénigrement de la presse si incroyable que ceux qui en avaient pris l'initiative y ont renoncé.

Ce sont les supermarchés et les épiceries qui, au Danemark, vendent le beurre aux tarifs les plus avantageux. C'est chez les boulangers — toujours eux ! — que le beurre est le plus cher. Il est vrai qu'au Danemark les boulangers-pâtisseries jouissent du rare privilège de pouvoir ouvrir pendant le week-end, alors que tous les autres commerçants, à l'exception des fleuristes, des confiseurs et des kiosques à journaux, sont contraints de fermer, sous peine d'amende, entre le samedi 14 heures et le lundi matin. Combien de familles, s'apercevant qu'elles n'ont plus assez de beurre pour les tartines dominicales, sont trop contentes de pouvoir se précipiter chez le boulanger du coin pour ne pas songer à s'indigner du prix élevé qui leur est demandé.

CAMILLE OLSEN.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



UNITED TECHNOLOGIES

Le 15 novembre 1977 admission à la Bourse de Paris

des 29 555 510 actions ordinaires de United Technologies Corporation de 5 \$ déjà inscrites à la cote des Bourses

de Amsterdam, Bruxelles, Londres, Francfort, Zurich, Bâle, Lausanne et Genève. Cours à New-York : 33 7/8 \$ US le 2 novembre 77. Introduceur : Crédit Lyonnais

SEFIMEG

Les recettes de la société ont atteint, au 30 septembre 1977, 85 797 000 F contre 80 529 000 F pour la période correspondante de 1976. Il s'y ajoutera le montant qui sera versé par l'Etat au titre de sa garantie conventionnelle contre le blocage partiel des loyers depuis le 1^{er} janvier 1977.

Les recettes de l'exercice en cours devraient, dans ces conditions, dépasser 89 millions de francs contre 81,7 millions de francs en 1976.

CARNAUD S.A.

Le chiffre d'affaires hors taxes des neuf premiers mois de l'exercice 1977 atteint 1 225 millions contre 1 211 millions pour la période correspondante de l'année 1976.

Cette progression de plus de 22 atteste le maintien, sur le troisième trimestre, de la reprise d'activité industrielle de la conserve, ainsi qu'il sur la même période, la meilleure tenue du marché international du fer blanc.

DUMEZ

Le chiffre d'affaires du group Dumez réalisé au cours du troisième trimestre 1977 s'élève à 641 millions de francs hors taxes. Au cours de ce trimestre, les travaux réalisés par le groupe ont représenté 2 716 millions de francs contre 2 183 millions pour les neuf premiers mois de 1976.

Les travaux restant à réaliser s'élevaient au 30 septembre 1977 à 5 200 millions de francs. Il est rappelé que le bilan consolidé des six premiers mois de 1977 contre 30 millions pour le premier semestre 1976.

COFIMEG

Les recettes de la société pour les trois premiers trimestres de l'exercice 1977 se sont élevées à 74 718 000 F contre 69 974 000 F pour la période correspondante de 1976. Il s'y ajoutera les sommes à recevoir de l'Etat au titre de sa garantie conventionnelle contre le blocage partiel des loyers depuis le 1^{er} janvier 1977.

Dans ces conditions, les recettes de l'exercice en cours devraient dépasser 101 millions de francs contre 92,7 millions de francs en 1976.

CALENDRIER DE L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS

15 novembre : Exigibilité des cotisations sur salaires d'octobre (employeurs de plus de 9 salariés).

30 novembre : Exigibilité des cotisations d'employés de maison pour le 3^e trimestre 1977.

Les chèques bancaires (barrés) ou postaux doivent être libellés au nom de l'Agent Comptable de l'U.R.S.S.A.F. 75-0.

LOGEMENT

Le 1% patronal pourra servir à financer l'apport personnel

Pour faciliter l'accès à la propriété des salariés de faibles revenus (moins de 4 000 francs par mois), le gouvernement envisage de leur consentir un prêt à dix ans et à « très faible taux d'intérêt » destiné à financer la plus grande partie de l'apport personnel (20 % du prix total du logement). Le système serait dans un premier temps, à partir du 1^{er} janvier 1978, réservé aux seuls salariés du secteur privé, puisque son financement serait assuré grâce aux fonds du 1 % patronal (l'équivalent de 1 % des salaires versés par l'entreprise doit être consacré à la construction). On ne sait rien encore du dispositif que le gouvernement

souhaite mettre au point pour que les autres salariés (ceux de la fonction publique, de l'agriculture et des toutes petites entreprises, non soumis au versement du 1 %) et les autres catégories sociales (travailleurs indépendants, par exemple) puissent bénéficier de ce système.

M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, qui a confirmé samedi 12 novembre au micro de R.T.L. les intentions du gouvernement en matière d'apport personnel, devait en préciser le détail lors de la discussion du budget du logement à l'Assemblée nationale mercredi prochain 16 novembre.

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC
Office Régional de mise en valeur agricole du Gharb
KENITRA

AVIS D'APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL
N° 63/77

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb recevra jusqu'au 12 Moharem 1398 (23-11-1977) à 11 h. 30 des offres de prix pour la réalisation de deux stations de prise en rivière SPC3 : 11,5 m³/s et SPN 32 m²/s.

Ces travaux sont groupés en lot unique comprenant :

- Travaux de génie civil des estacades de prise en rivière ;
- Travaux de génie civil des stations ;
- Travaux de génie civil des bâtiments des services électriques ;
- Travaux de génie civil des ouvrages de départ sur le canal.

Le dossier est à retirer au siège de l'O.R.M.V.A.G., Bureau des Marchés, Carrefour Mauritanie, à Kénitra, contre remise d'un chèque libellé au nom de l'agent comptable de l'O.R.M.V.A.G. d'un montant de Cinq Cents Dirhams (500 Dh).

Le Monde
dossiers et documents

PUBLIE

LE DOSSIER
DES
NATIONALISATIONS

Les faits
Les projets
Le débat

10 F. EN VENTE PARTOUT

مكتبة من الأصل

ÉNERGIE

C.E.A. AURA 34 % DANS NOVATOME ET CREUSOT-LOIRE 51 %

Le capital de Novatome sera réparti à raison de 51 % pour Creusot-Loire, de 34 % par le C.E.A. et de 15 % par Alsthom-Atlantique. Constitué en avril 1976, l'initiative des pouvoirs publics, société Novatome, de droit privé, chargée de construire les centrales nucléaires. A l'origine, son capital avait été, provisoirement, réparti à 40 % pour le C.E.A. et le 60 % pour Creusot-Loire (société privée contrôlée par le baron Emile de Launay, qui possède également certains des composants surréacteurs). Mais le 30 % de Novatome, la part de Creusot-Loire, a été portée à 51 %, et celle du C.E.A. à 34 %. A la suite de diverses opérations industrielles (Alsthom fusionnée avec les Chantiers de l'Atlantique, création de Neyrpic, filiale commune à Creusot-Loire et à

Alsthom-Atlantique), la participation de 30 % d'Alsthom se serait partagée entre Alsthom-Atlantique (15 %) et Neyrpic (15 %). Le C.E.A. ne voyait pas cette opération d'un très bon œil. Ses dirigeants voulaient que l'établissement public ait au moins la majorité de blocage dans Novatome. Ils s'inquiétaient de la majorité de fait qu'aurait détenue Creusot-Loire (société privée contrôlée par le baron Emile de Launay, qui possède également certains des composants surréacteurs). Mais le 30 % de Novatome, la part de Creusot-Loire, a été portée à 51 %, et celle du C.E.A. à 34 %. A la suite de diverses opérations industrielles (Alsthom fusionnée avec les Chantiers de l'Atlantique, création de Neyrpic, filiale commune à Creusot-Loire et à

M. MITTERRAND VA PRÉSENTER UNE PROPOSITION DE LOI NUCLÉAIRE

M. François Mitterrand tiendra une conférence de presse consacrée à l'énergie dans les premiers jours du mois de décembre. Il y présentera la proposition de loi nucléaire qui sera déposée par le P.S. dès le début de la prochaine législature.

Ce texte vise à assurer l'ouverture d'un débat national sur l'utilisation de l'énergie nucléaire, à permettre un contrôle des citoyens et de leurs élus sur le processus de décision en la matière, en fin à définir les responsabilités des différents organismes ayant à intervenir dans le domaine de la sûreté nucléaire. Cette proposition de loi « fera partie des engagements politiques des candidats du P.S. aux élections législatives » et « permettra de rompre avec la centralisation et le caractère autoritaire et technocratique des décisions du gouvernement actuel », rappelle un communiqué du parti socialiste publié à l'issue des « Journées nationales de l'énergie » tenues à Clusly les 12 et 13 novembre. Des représentants des trois quarts des fédérations départementales du parti y ont été informés des choix socialistes en matière énergétique. Lors de la conférence de presse initialement prévue pour le 1^{er} décembre,

M. Mitterrand présentera le rapport rédigé par des personnalités scientifiques indépendantes du P.S. et réuni depuis le mois d'avril au sein d'un « comité environnement et nucléaire ». Ce rapport a été remis au parti socialiste le 12 novembre.

Le Monde
dossier et documents

PUBLIE

LE DOSSIER DES NATIONALISATIONS

Les faits
Les projets
Le débat

10 F. EN VENTE PARTOUT

ROYAUME DU MAROC

Office Régional de mise en valeur agricole du Gharb

KENITRA

AVIS D'APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL

N° 67/77

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb recevra jusqu'au 12 Moharrem 1398 (23-12-77) à 11 h. 30 des offres de prix pour la réalisation d'un canal enterré pour la desserte des secteurs centre 3 « Canne » et centre 4 « Riz ».

Le dossier est à retirer au siège de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb - Bureau des Marchés, Service de l'Équipement, Carrefour Mauritanie, Kénitra - contre remise d'un chèque libellé au nom de l'agent comptable de l'O.R.M.V.A.G. d'une somme de Cinq Cents Dirhams (500 Db).

CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI

Notices à votre disposition chez les dépositaires



CORRESPONDANCE

propos de « La bataille nucléaire »

À nos lecteurs, M. Jean Nézet, membre de l'association « Les Amis de la Terre », nous adresse une longue lettre à la suite de la publication de la série d'articles de M. Angèle d'Aurillac « La bataille nucléaire » (N° 10, 20, 21, 22 octobre). Il en publie ci-dessous quelques extraits.

« Aux yeux de nombreux écologistes, M. Henri Angèle d'Aurillac cherche nettement à noyer le poisson sur « La bataille nucléaire ». Le système principal est d'assimiler ce conflit à une querelle religieuse, ce qui lui permet d'enflammer la « subjectivité », l'« irrationalité », le « caractère régional », et de se référer aux faits des religions traditionnelles pour en arriver à conclure les antinucleaires et les apôtres du Christ de Montfauvet.

Or l'écologie n'est pas une religion, mais une science. L'écologie étant par ailleurs une attitude politique construite à partir de cette science.

Être écologiste, ce n'est pas « un « partisan », un « ouvert », un « fanatique » ; c'est simplement, au départ, « se grandir en soi la conscience » des facteurs et des mécanismes déterminant son propre environnement et celui des autres, la séquence logique de cette marche intellectuelle nous incite rapidement à lutter pour sa survie.

M. Angèle d'Aurillac, par ailleurs, aime vouloir écrire l'histoire à des analogies et beaucoup de thèses. Nous n'avons que de la Prométhée, son prophète, mais jusqu'à dire son dieu, dont répète le nom dans son texte : une fréquence quasi incantatoire.

« ceux qui voudraient nous faire croire que l'histoire est un éternel recommencement, nous les villes de Tournai et de Liège, qui ont le droit de refuser le chemin de fer, ce fameux min de fer du dix-neuvième siècle, si cher aux partisans du gros nucléaire, et qui ont obtenu, ensuite, le droit d'ignorer d'avis et d'être desservies une gare. Il était une fois la locomotive... »

« L'enfer des historiens est pavé d'analogies et d'extrapolations, qui leur permettent de donner des airs futuristes : la guerre sera vite : l'Allemagne paiera ; la Maginot vaut la Grande Muraille de Chine ; l'innovation, le progrès ; la consommation électrique double tous les dix ans, etc. »

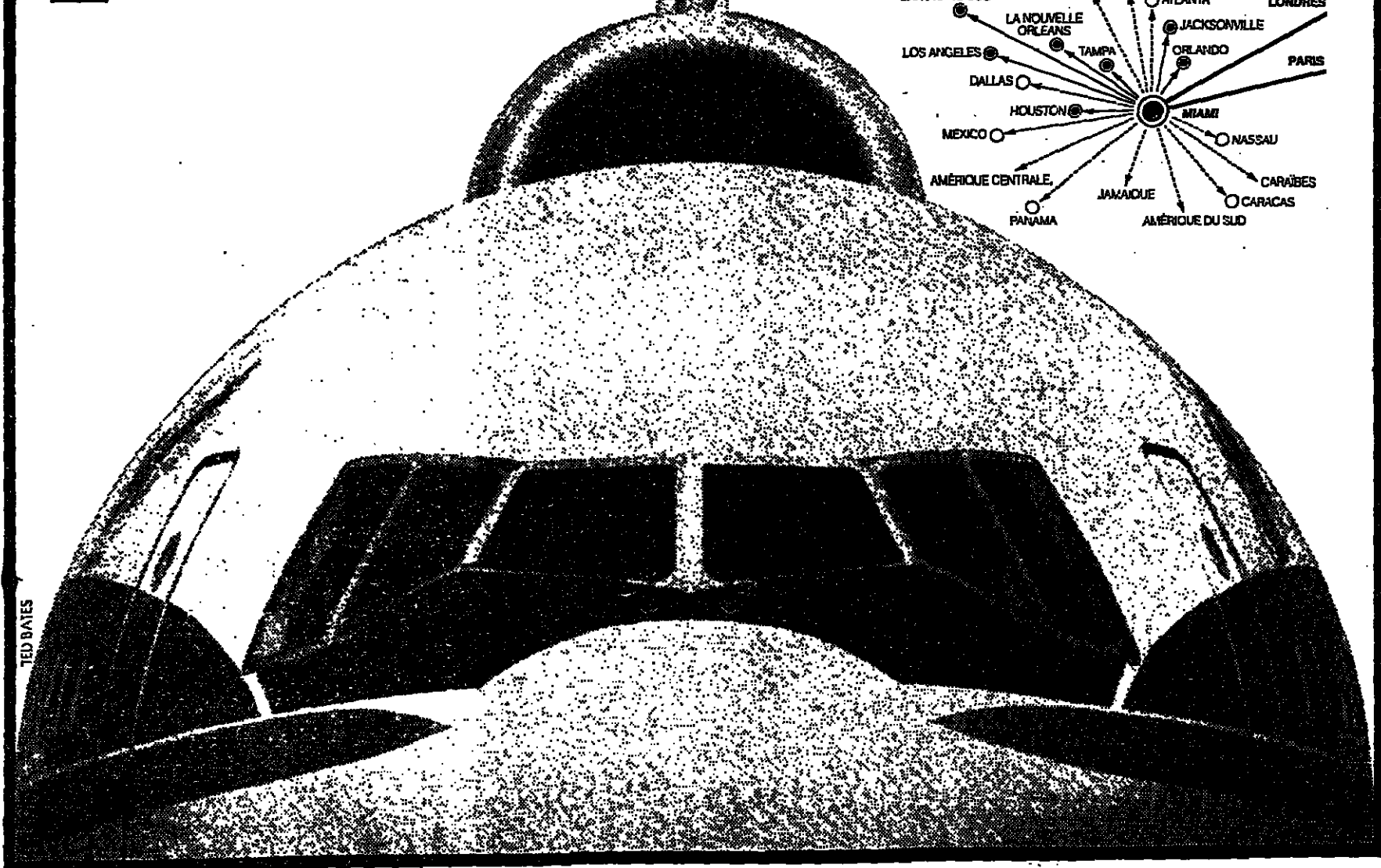
« On laisse donc l'Isère, la Moselle, et tous les départements le souhaitent refuser de servir comme aux « prométhéens » l'É.D.P. Alors nous admettons l'histoire de la démocratie n'est pas sur le point de s'achever, l'analogie s'y introduit par... »

« ceux qui proposent le dialogue concluant qu'on ne connaît que le progrès qu'on lui « essent » ne doivent pas s'en vanter. Alors que pour la première fois dans l'histoire des hommes vont laisser aux générations futures un héritage non tific, ou nul (comme un désert, des gisements, par exemple), ou négatif, puisqu'il s'agit de la rage de gérer nos déchets toxiques durant des siècles, les écologistes ont de moins en moins le droit de perdre leur temps à parler à peu près tous les instruments de concertation inventés par la législation sont neutralisés par ce-là même qui prétendent la rendre. Elections démocratiques, dons de conseils municipaux, conseils généraux, référendums locaux, enquêtes d'opinion, voies judiciaires sont tous tour à tour... »

« Le dialogue n'est plus alors que les « responsables » une réduction au choix en commun ne politique, mais un habillage de mettre les « esclaves », une les appelle M. Angèle d'Aurillac, devant le fait accompli les obliger à obéir au progrès ni par les technocrates lésés, et tous monte. Certains inventent déjà, au-delà de la démocratie, qui semblait enrayée, la fin définitive, les droits de l'homme, le droit d'avoir peur, le

droit de se tromper, le droit de changer d'avis, le droit de s'aligner naturellement, le droit de respirer sans masque à gaz, le droit de vivre, enfin. Jusqu'où iront-ils ?

Pour les USA? Prenez la porte Sud



National Airlines : des vols directs vers le Sud. Orly-Miami sans escale.

Pas besoin d'envoyer vos clients vers le Nord si leur destination est le Sud. National Airlines les emmène directement à Miami dans une confortable cabine de DC 10.

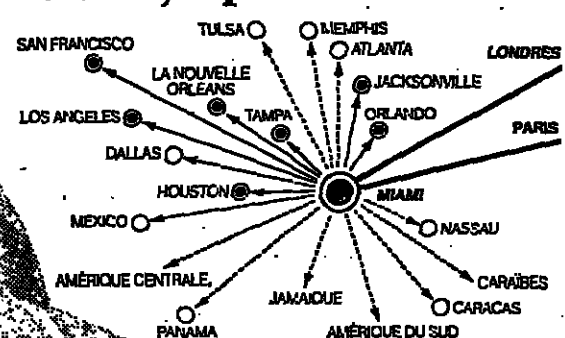
Ils volent vers Houston, la Nouvelle Orléans et d'autres grandes villes du Sud et du Sud-Ouest sans changer de compagnie.

Quand ils sont avec nous, nous sommes à leur disposition pendant tout le voyage. Notre service est celui qu'aiment les hommes d'affaires. Pas d'agitation, mais l'efficacité qu'ils apprécient.

Une autre bonne raison d'entrer aux USA par la Porte Ensoleillée : nos excellentes correspondances pour les Caraïbes, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud.

C'est le service « aux petits soins » de nos hôtesses qui explique pourquoi les trois quarts de nos passagers ont déjà voyagé avec nous.

Miami, la porte Sud des USA



National Airlines

Contactez Daniel Rebours à National Airlines, 102 Champs-Élysées, 75008 Paris (225.64.75 - 256.25.77 - 563.17.66). Siège de National Airlines Inc. : État de Floride, USA.

ÉCONOMIE - SOCIAL

CONSTRUCTION NAVALE

Tentatives de regroupement dans les sociétés de réparation de Dunkerque

Dunkerque. — La Compagnie du Nord — groupe que préside M. Eric de Rothschild — vient d'élaborer un plan d'austérité à Dunkerque, provoqué notamment

De notre correspondant

par plusieurs déboires enregistrés dans le secteur maritime.

Ces déboires ont pour origine l'opération que la Saga, branche maritime de la Compagnie du Nord, a faite dans le domaine des transports de gaz il y a quelques années. Elle a en effet réinvesti le capital représenté par ses bateaux à gasiers dans une nouvelle société, Multina, qui se lançait dans cette branche du transport au plan international. Elle prit 33 % des actions de cet armement libérien, le reste du capital étant partagé entre des intérêts américains (Phillips) et japonais.

On sait la déconfiture que vient de connaître Multina. Ses bateaux sont saisis. Le cas de deux navires transporteurs de gaz (de 50 000 mètres cubes) en cours de construction aux chantiers de La Seyne (Var) pour Multina apparaît très épineux. La Saga aurait engagé dans cette (mauvaise) affaire près de 60 millions de francs. D'où la décision de s'agiter aux autres sources de déficit.

L'entreprise la plus directement visée est Flandres-Industrie, filiale à 100 % de la Saga, employant quatre cents personnes dans la réparation navale à Dunkerque. Le chiffre d'affaires a augmenté régulièrement, mais en 1976, avec la crise, plus de 4 millions de francs de déficit apparent. Pour cette année, les pertes d'exploitation atteindraient, selon la société, 7 millions de francs.

Un reclassement problématique

Les responsables de Flandres-Industrie ont exposé au comité d'entreprise, à Dunkerque, les mesures envisagées : suppression de cent cinquante à cent soixante emplois, un emploi sur deux pour les cadres, techniciens et employés, et un sur trois pour les ouvriers. Le reclassement apparaît problématique. Les chantiers de plates-formes « offshore » de la C.F.E.M. ou bien les chantiers

Ziegler manquent de commandes. Creusot-Loire vient d'annoncer cent soixante-dix suppressions d'emplois. Le chômage technique affecte Usinor, et, au port, le trafic est faible.

Le regroupement industriel, qui ne s'est pas encore opéré au plan de la construction navale à Dunkerque, se fera-t-il chez les réparateurs ? Des contacts ont été pris avec le principal réparateur du port, Bellard-Crichton, susceptible de prendre le contrôle de Flandres-Industrie, dont les installations modernes sont voisines. Les chantiers navals France-Dunkerque pourraient prendre une participation financière.

Si ces perspectives se précisent, Bellard aurait une position prépondérante au sein du pool des réparateurs exploitant les formes et les docks du port. Ce pool fait actuellement construire une nouvelle forme pour navires de 170 000 tonnes. Partie prenante dans cette opération, France-Dunkerque renforcerait aussi sa position dans le secteur.

MARC BURNOD.

La récente nationalisation des chantiers suédois semble insuffisante pour résoudre la crise

De notre correspondant

Stockholm. — La crise de la construction navale suédoise s'accroît. La direction de Svenska Varv, société nationale de chantiers navals suédois, fondée seulement le 1^{er} juillet dernier, vient de lancer un nouvel appel au secours. Contraintes à repenser ses prévisions, pourtant établies dans la perspective d'une persistance de la mauvaise conjoncture mondiale, vient de demander à l'Etat une aide financière immédiate de 1,2 milliard de couronnes (1). Il s'agit de combler le déficit de sa première année d'exercice, qui atteindra 1,5 milliard de couronnes, soit cinq fois plus que la somme escomptée.

Longtemps considérée comme un des fleurons de l'industrie, la construction navale suédoise a vu ses difficultés apparaître avec la crise pétrolière et la concurrence japonaise. Pour sauvegarder l'emploi et essayer de « se tenir au-dessus de la crise », les sociaux-démocrates avaient subventionné les stocks. Résultat : la société Uddevalla avait une dizaine de bateaux livrés fin 1976 et la dimension des chantiers navals demeurait excessive.

Le plan de restructuration présenté au printemps constituait

une sévère cure d'austérité : nationalisation des grands chantiers navals, l'exception de Kockum, en leur santé à l'époque que concurrents : fermeture définitive de la société Erikberg à partir de 1978 ; six mille suppressions d'emplois entre 1978 et 1980 ; soutien financier de l'Etat quelque 3 milliards de couronnes pour faciliter les mutations du personnel et l'adaptation des outils au marché.

Aujourd'hui employeurs et délégués s'accordent à dire que la saignée était insuffisante et de nouvelles compressions de duction et d'effectifs doivent être envisagées après 1980. Le min. de l'industrie a même déclaré « la fermeture de un ou deux chantiers était probablement inévitable ».

Le déficit de Svenska Varv a surpris le gouvernement suédois. Tout d'abord, il y a les pertes dues aux ventes partielles monétaires, chantiers ont emprunté plus d'un milliard de francs suisses et dévaluations successives de la couronne suédoise se soldent une majoration de la note quelque 400 millions de couronnes. Les armateurs sont en difficulté, annulent leurs commandes, ne sont pas en mesure de payer, faute de clients. Enfin, Suédois sont contraints de dériver leurs navires. On estime le prix de vente actuel repris 60 % du prix de revient.

Les spécialistes ne sont pas optimistes pour la période 1985. Même si les effectifs ramenés de vingt-cinq mille à dix-huit mille au cours des deux années à venir, réduction ne suffira pas. Il faut donc faire preuve d'« innovation », expression souvent utopique, comme le ramène la crise générale.

Une délégation syndicale se rendra prochainement au Japon pour voir « comment font ». Les employeurs cherchent des solutions de rechange : fabrication d'hôtels flottants, d'usines flottantes pour la production d'ammoniaque. Un comité d'étude sur la recherche génétique a suggéré récemment que les chantiers navals pourraient éventuellement fabriquer pales éoliennes si la Suède devait de miser sur un vaste programme d'exploitation de l'énergie du vent.

Kockum, pour sa part, le grand chantier non nationalisé, place beaucoup d'espoir dans le projet d'approvisionnement des pays en gaz naturel par une flotte de méthaniers qui ferait navette entre les pays producteurs et les ports suédois. Mais, en regard au coût important de la construction, le gouvernement paraît sceptique.

ALAIN DEBOY

(1) 1 couronne = 1 franc.

L'eau revit.

L'eau pure du lac d'Annecy. Hoechst : des techniques et des matériaux nouveaux au service de l'environnement.



Eaux usées, résidus agricoles, déchets divers déversés dans les lacs, les fleuves et les mers privent la faune et la flore d'oxygène et entraînent par pollution la destruction de la vie.

Pour recréer l'équilibre aquatique, il est donc nécessaire de canaliser ces rejets pour les épurer. Dans le cas du lac d'Annecy, le collecteur destiné à recevoir les effluents a été immergé. Cette technique originale, rapide et fiable, a pu être mise au point grâce à l'Hostalen GM5010, polyéthylène HD Hoechst, en collaboration étroite avec les plus grands experts en matière de canalisations de grand diamètre.

En restituant à l'eau son équilibre originel, l'homme protège l'une de ses principales ressources naturelles.

Dans le domaine de l'épuration des eaux, comme dans bien d'autres, les 14 000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

L'avenir, c'est passionnant.

Hoechst - Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Defense

Hoechst



ce bien collectif

LES MONITEURS D'AUTO-ACCÈS

INTERBANCAIRE DES DEVISSES

central-emploi

un nouveau service de l'Agence Nationale pour l'Emploi

797-11-19

(10 lignes groupées) Tél.: EMPLOI 21195 24 heures sur 24

ANPE Agence Nationale Pour l'Emploi

BAUX DES EURO-MONNAIES

مكتبة من الأصل

ÉCONOMIE - SOCIAL

ENVIRONNEMENT

A PROPOS DE...

SEPT ANS D'EXPERTISE SUR UNE RIVIÈRE DU JURA

L'eau, ce bien collectif

Depuis sept ans, des agronomes de Montmorot, dans le Jura, ont appelé à la justice et même au président de la République pour faire cesser la pollution qui empoisonne leur bétail. Le ministère de l'environnement vient d'ouvrir une enquête et la direction de l'action sanitaire et sociale a demandé une expertise : ce sera la cinquième.

La terre jurassienne est généralement saine. Elle ne souffre pas de la pollution industrielle, mais elle est victime de la pollution agricole. C'est ce qui se passe dans le Jura, où la pollution des eaux de surface est devenue un problème grave. Les agriculteurs ont constaté que leur bétail souffrait de la pollution des eaux de surface. Ils ont donc appelé à la justice et même au président de la République pour faire cesser la pollution qui empoisonne leur bétail.

C'est ainsi qu'à Montmorot, dans le Jura, la source du Montard, située sur les terres d'un ménage d'agriculteurs, les Villard, s'est trouvée fortement contaminée en septembre 1972. La commune venait d'achever un réseau d'assainissement « assainissant » à une cavité rocheuse où les eaux usées mélangées du purin de la porcherie voisine disparaissaient dans le sol.

Depuis cinq ans, on se demande s'il existe une communication souterraine entre l'endroit où aboutit le réseau d'assainissement et la source du Montard. Les colporteurs ont même dit qu'ils avaient vu du purin dans la direction départementale de l'agriculture (D.D.A.), le service régional d'aménagement des eaux (S.R.A.E.), les spécialistes de la pollution, ont été envoyés sur place. L'administration a même fait appel à un expert nommé en 1976 par le tribunal administratif de Besançon n'ont pas abouti à des résultats concordants.

Ceux de la D.D.A. et de l'expert sont négatifs, ceux du S.R.A.E. et des spécialistes positifs. Ces derniers, irrités par les hésitations de l'administration, ont écrit au président de la République, D. D. D., pour demander l'intervention, cette fois, de la direction de l'action sanitaire et sociale.

Entre-temps, la porcherie s'est dotée d'une fosse à purin qui, en principe, ne devrait jamais déborder. La commune de Montmorot, se retranchant derrière les expertises négatives, déclare « ne plus être concernée par cette affaire ». Elle continue à déverser ses égouts dans la cavité rocheuse en attendant sans impatience le jugement du tribunal administratif.

M. Villard est décédé, et sa veuve a dispersé son troupeau infesté de parasites. Les Villard réclament une augmentation de leurs tarifs.

LES MONITEURS D'AUTO-ÉCOLE MANIFESTENT AUX ABORDS DE LA CAPITALE

Les moniteurs d'auto-écoles, affiliés à la Confédération nationale du commerce et de la réparation automobile (C.N.C.R.A.), ont manifesté aux abords de la capitale. Ils ont demandé une augmentation de leurs tarifs. Ils ont aussi demandé une augmentation de la prime de l'heure de leçon de conduite.

Assistants au congrès des représentants des ministères de l'intérieur et de l'équipement. Comme nous l'indiquons dans notre article de « nationalisation », ils ont demandé une augmentation de leurs tarifs. Ils ont aussi demandé une augmentation de la prime de l'heure de leçon de conduite.

Cette manifestation intervient un lendemain du congrès des enseignants de la conduite automobile, qui s'est tenu le 12 novembre à Pau et au cours duquel les derniers ont décidé de réper-

cuter, à partir du 1^{er} décembre, l'augmentation du coût du carburant, estimée à 1,40 franc sur le tarif de l'heure de leçon de conduite.

Assistants au congrès des représentants des ministères de l'intérieur et de l'équipement. Comme nous l'indiquons dans notre article de « nationalisation », ils ont demandé une augmentation de leurs tarifs. Ils ont aussi demandé une augmentation de la prime de l'heure de leçon de conduite.

Cette manifestation intervient un lendemain du congrès des enseignants de la conduite automobile, qui s'est tenu le 12 novembre à Pau et au cours duquel les derniers ont décidé de réper-

cuter, à partir du 1^{er} décembre, l'augmentation du coût du carburant, estimée à 1,40 franc sur le tarif de l'heure de leçon de conduite.

Assistants au congrès des représentants des ministères de l'intérieur et de l'équipement. Comme nous l'indiquons dans notre article de « nationalisation », ils ont demandé une augmentation de leurs tarifs. Ils ont aussi demandé une augmentation de la prime de l'heure de leçon de conduite.

Pour protester contre le « blocage » de leurs rémunérations

Les pilotes d'Air Inter commencent une grève de quatre jours

Le personnel navigant technique d'Air Inter — cinq cent quarante-cinq commandants de bord, copilotes et mécaniciens — cessera le travail du mardi 15 novembre à 0 heure au vendredi 18 à 23 h. 58. Durant ces quatre jours, la compagnie ne pourra assurer que quelques-uns de ses vols (renseignements par Paris au 539-25-25). Le syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.) entend « simplement refuser de voir son travail dévalué et ses contrats bafoyés ». Il proteste plus précisément contre l'application faite par la direction de la compagnie Inter-Inter de l'article 11 de la loi de finances rectificative sur la limitation des rémunérations élevées.

« Les navigants, affirme le S.N.P.L., sont prêts, comme toujours, à participer à l'expansion du trafic aérien et à la solidarité nationale, si, par priorité, sont respectées les activités professionnelles, mais par la conservation et non par déduction autoritaire. » Salarisés dévoués, conclut le S.N.P.L., les navigants sont insensibles aux responsabilités redoublées. Leurs carrières sont remplies de questions médicales et professionnelles deux fois par an. Ils exigent d'être respectés. »

« Contrairement à ce qu'affirme le S.N.P.L., nous déclarons M. René Lapautre, directeur général d'Air Inter, cette grève n'est pas dirigée contre notre compagnie, qui, dans cette affaire, n'en peut mais. Nous avons fait de la loi une stricte application, conforme à celle qui faisait les autres entreprises et à ce que nous demandait le gouvernement. Il s'agit, en réalité, de la remise en cause d'une loi. Cette grève est un défi lancé au gouvernement. »

Sur 544 navigants techniques, 91 sont visés par la disposition législative qui prévoit de bloquer en 1977 les salaires annuels supérieurs à 288 000 F. 144 sont visés par la disposition législative qui prévoit de bloquer l'augmentation de la prime de l'heure de leçon de conduite. La hausse du coût de la vie aux salaires annuels compris entre 216 000 F. et 288 000 F.

L'an dernier, 183 navigants

Et les déductions fiscales ?

Un lecteur de Paris, M. Mazzoni, nous donne son point de vue sur la grève d'Air Inter : dans la lettre que nous publions ci-dessous :

Les décisions gouvernementales qui ont pour effet de fixer un plafond pour les augmentations des rémunérations les plus élevées peuvent paraître contestables.

Sont, par contre, réellement contestables les mesures fiscales qui font qu'un pilote qui gagne, en moyenne, au bout de dix ans de carrière, une fois et demie à deux fois plus qu'un ingénieur sortant d'une grande école, bénéficie, pour le calcul de l'impôt sur les revenus, d'une déduction supplémentaire exceptionnelle de 30 % de ses émoluments, alors qu'il est entièrement détaxé dès qu'il se trouve hors de son domicile pour l'exercice de sa fonction.

Atin de prévenir la grève, s'il pouvait en être encore temps, on pourrait demander aux pilotes d'Air Inter de choisir entre la suppression des nouvelles décisions gouvernementales ou de celles, en revanche, se rapportant à la déduction supplémentaire exceptionnelle pour frais professionnels.

par une route que la neige et le gel rendent souvent impraticable. Au total, la longueur du réseau routier du complexe de l'Arberg s'étend sur 35 kilomètres. 7 y compris les voies d'abord. Le coût de cette entreprise, qui est pris en charge par le gouvernement fédéral autrichien à 60 %, et par les provinces du Tyrol et du Vorarlberg, s'élève à 53 milliards de shillings (1 shilling vaut environ 0,20 F) : mille deux cents ouvriers en moyenne ont été employés sur le chantier : 1,6 million de mètres cubes de rochers, de pierres et de terre ont été déplacés, tandis que, jusqu'à présent, 15 600 tonnes d'acier ont été utilisées pour assurer la sécurité de cette construction et que plus de 700 000 mètres cubes de béton ont été coulés.

Des systèmes modernes d'éclairage ont été mis en place ainsi que des rampes spéciales de protection contre les avalanches.

ANITA RIND.

ENTRE LA SUISSE ET L'AUTRICHE

Le tunnel routier de l'Arberg pourrait ouvrir dès l'été 1979

De notre correspondante

Vienne. — Le percement du tunnel de l'Arberg a été célébré officiellement vendredi 11 novembre par le chancelier d'Autriche, Franz Vranitzky. Ce développement marque une étape importante dans la réalisation d'une nouvelle liaison routière entre l'ouest et l'est de l'Europe. Le premier coup de pioche avait été donné en novembre 1973, pour ce qui concerne l'ensemble du chantier, et en juillet 1974 pour le percement du tunnel proprement dit.

L'état d'avancement des travaux devrait permettre, selon la société de construction responsable de cet ouvrage, d'ouvrir dès l'été 1979 l'une des voies du tunnel à la circulation. Avec ses quatorze kilomètres, il sera l'un des plus longs tunnels d'Europe actuelle. La seule possibilité offerte aux automobilistes qui empruntent ce parcours, pour se rendre de Suisse en Autriche, est de franchir le col de l'Arberg, à 1 733 mètres d'altitude.

Assistants au congrès des représentants des ministères de l'intérieur et de l'équipement. Comme nous l'indiquons dans notre article de « nationalisation », ils ont demandé une augmentation de leurs tarifs. Ils ont aussi demandé une augmentation de la prime de l'heure de leçon de conduite.

Cette manifestation intervient un lendemain du congrès des enseignants de la conduite automobile, qui s'est tenu le 12 novembre à Pau et au cours duquel les derniers ont décidé de réper-

cuter, à partir du 1^{er} décembre, l'augmentation du coût du carburant, estimée à 1,40 franc sur le tarif de l'heure de leçon de conduite.

Assistants au congrès des représentants des ministères de l'intérieur et de l'équipement. Comme nous l'indiquons dans notre article de « nationalisation », ils ont demandé une augmentation de leurs tarifs. Ils ont aussi demandé une augmentation de la prime de l'heure de leçon de conduite.

Cette manifestation intervient un lendemain du congrès des enseignants de la conduite automobile, qui s'est tenu le 12 novembre à Pau et au cours duquel les derniers ont décidé de réper-

cuter, à partir du 1^{er} décembre, l'augmentation du coût du carburant, estimée à 1,40 franc sur le tarif de l'heure de leçon de conduite.

Assistants au congrès des représentants des ministères de l'intérieur et de l'équipement. Comme nous l'indiquons dans notre article de « nationalisation », ils ont demandé une augmentation de leurs tarifs. Ils ont aussi demandé une augmentation de la prime de l'heure de leçon de conduite.

Cette manifestation intervient un lendemain du congrès des enseignants de la conduite automobile, qui s'est tenu le 12 novembre à Pau et au cours duquel les derniers ont décidé de réper-

cuter, à partir du 1^{er} décembre, l'augmentation du coût du carburant, estimée à 1,40 franc sur le tarif de l'heure de leçon de conduite.

TROIS JOURS DE GRÈVE DANS LES AÉROPORTS ESPAGNOLS

Le gouvernement a voulu jouer la fermeté

De notre correspondant

Madrid. — Les onze mille employés des aéroports espagnols devaient reprendre le travail ce lundi 14 novembre, à 8 heures, après trois jours de grève qui ont complètement paralysé le trafic aérien. Si aucune action n'est trouvée au conflit qui les oppose à l'administration, ils menacent de recommencer, plusieurs vendredis de suite, une grève du même genre, pendant vingt-quatre heures. La perte subie par les compagnies aériennes (entre 3 milliards et 4 milliards de pesetas-174 millions et 222 millions de francs), dépasse, et de loin, les quelques 300 millions de pesetas que le gouvernement aurait dû déboursier s'il avait satisfait les revendications du personnel.

Les autorités responsables ont affirmé, à plusieurs reprises, qu'il s'agissait d'une question de principe. « Les travailleurs de l'aviation », disent-elles, ont obtenu tout au long de 1977 une augmentation de la masse salariale supérieure aux 25 % fixés comme limite pour cette année par le point de la Moncloa. Céder sur ce point, indiquent les autorités, ce serait déclencher d'autres revendications du même genre, et mettre en péril les accords signés.

Il y a moins d'un mois avec tous les partis de gauche qui ont souscrit au pacte ont néanmoins appuyé la position des grévistes qui ont décliné leur mouvement en dehors des centrales syndicales, faiblement représentées chez eux. Ils affirment, en effet, que le rajustement réclamé par le personnel de l'aviation civile avait été négocié avant la signature du pacte, et que celui-ci ne saurait avoir d'effet rétroactif.

Plusieurs quotidiens se sont félicités de la fermeté montrée par le gouvernement. Tout en reconnaissant le bien-fondé des revendications présentées par les grévistes, ils trouvent abusifs de bloquer les aéroports pendant trois jours de suite, alors que le pays se trouve dans une situation économique difficile ; ils pensent que le gouvernement a raison de se montrer intransigeant.

CHARLES VANHECKE.

CAVAILLON FAVORISÉE ET GÊNÉE PAR LE TRAIN

(De notre correspondant)

Avignon. — Dans le but d'alléger le trafic des marchandises sur la partie sud du réseau ferroviaire en aval d'Avignon, la S.N.C.F. a fait procéder à l'électrification du tronçon Avignon-Mimam, via Cavaillon et Salon-de-Provence. Conséquences attendues par la Société nationale : un accroissement notable du trafic sur cette ligne.

et Fernand Lapautre, maire socialiste de Cavaillon, se réjouit de l'amélioration de la desserte ferroviaire de sa cité. Toutefois, la voie ferrée coupe la ville en deux parties, et les « pénitentes » de l'extension sont traversées par de nombreux passages à niveau.

Dans la perspective d'un fort accroissement du trafic, M. Lapautre exige donc de la S.N.C.F. que soient rapidement construits les ouvrages de sécurité qu'impose la situation nouvelle créée par l'électrification de la ligne. « Dans le cas contraire, nous n'hésiterons pas à nous opposer au trafic, aussi longtemps que nous n'aurons pas obtenu gain de cause », a-t-il déclaré.

JEAN FAURE.

LA COOPÉRATION ROUTIÈRE ENTRE L'ÉTAT ET LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES

Après l'article relatif au budget de Basse-Normandie intitulé : « Des bonnes volontés ligotées » (le Monde du 3 novembre), M. Fernand Tcart, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, nous écrit :

Je dois préciser, tout d'abord, que le montage financier s'appliquant en l'occurrence aux routes nationales de Basse-Normandie correspond à un programme d'action prioritaire d'initiative régionale mis au point selon des modalités expressément prévues dans le cadre plus général du 1^{er} Plan.

En convenant de ce programme conjoint, l'établissement public régional et l'Etat ont mis en place un dispositif financier permettant d'accroître la réalisation de travaux routiers considérés comme prioritaires par la région mais qui n'auraient pas pu être réalisés dans les mêmes délais s'ils avaient été financés en totalité par l'Etat, pour des motifs budgétaires.

Je tiens à cet égard que cet engagement étant réciproque il lie aussi bien l'Etat que l'établissement public régional. Quant au choix des opérations ainsi programmées, il est inexact d'affirmer que les instances régionales n'ont pas pu choisir les lieux où seront exécutés ces travaux.

L'établissement public régional de Basse-Normandie a lui-même décidé, en accord avec

l'Etat, de la répartition des interventions de chacun des partenaires ; il a décidé que la part de l'Etat irait en totalité à la RN 13 et que sa propre contribution serait consacrée à une liste d'opérations situées sur d'autres routes nationales.

Cette dernière liste a d'ailleurs été établie conjointement par l'établissement public régional et le ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

[L'Etat, certes, n'a pas imposé le marché, mais il a mis la région dans l'impossibilité de le refuser. Si elle voulait que des crédits nationaux soient débloqués pour améliorer la liaison Caen-Cherbourg, route d'intérêt national, il fallait qu'elle consacre une partie de ses ressources propres à d'autres routes jusqu'alors à la charge de l'Etat.

A propos de la négociation à laquelle fait allusion M. Tcart dans son dernier paragraphe, où, bien entendu, le poids de l'Etat a pesé plus lourd que celui de la région, l'établissement public régional n'était représenté que par les présidents des deux assemblées et deux membres du conseil régional. C'est cette petite délégation qui a mis au point, avec les services du ministère, le programme d'action prioritaire d'intérêt régional pour les routes. Les assemblées régionales n'ont certes pas approuvé, mais elles n'ont pas participé au choix des opérations.]

T. R.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
E.-U. ...	4,5720 4,5750	+ 80 + 110	+ 130 + 200	+ 620 + 680
Can. ...	4,5580 4,5640	+ 40 + 70	+ 130 + 150	+ 450 + 510
en (100) ...	1,9585 1,9660	+ 70 + 100	+ 160 + 190	+ 490 + 540
Sw. ...	2,1650 2,1690	+ 90 + 110	+ 180 + 210	+ 530 + 570
Fr. ...	2,0040 2,0060	+ 40 + 60	+ 80 + 100	+ 260 + 310
en (100) ...	12,7620 12,7750	+ 20 + 300	+ 200 + 250	+ 600 + 700
en (1 000) ...	5,5440 5,5540	+ 130 + 150	+ 250 + 270	+ 820 + 880
en (1 000) ...	5,5440 5,5540	+ 280 + 300	+ 400 + 450	+ 1000 + 1100
en (1 000) ...	5,5440 5,5540	+ 350 + 420	+ 570 + 720	+ 1750 + 1900

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/4	4	2 3/4	4	4 3/4	4 1/2	4	4 1/2
E.-U. ...	51/2	51/2	51/2	51/2	51/2	51/2	51/2	51/2
Fr. ...	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
en (100) ...	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
en (1 000) ...	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
en (1 000) ...	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de séance par une grande banque de la place.

EPARGNE SOBI

des économies c'est démodé ?

pourtant de l'argent qui rapporte

8,25 à 11,60 %

taux actuariel annuel brut

c'est bien pratique.

Depuis 20 ans la SOBI offre aux prévoyants plusieurs formules d'épargne adaptées à chaque cas.

Sur simple demande de votre part et cela sans engagement - nous vous adresserons une brochure très complète des types de placement mis à votre disposition.

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie 706 A / B.P. 31

MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM7

SOBI

les bons du trésor c'est votre intérêt de les connaître!

disponibles: Les bons du Trésor, quelle que soit la durée pour laquelle vous les avez souscrits, peuvent être remboursés à tout moment, passés les trois premiers mois. Ceci sans formalité ni pénalité.

commodes: Vous pouvez les céder facilement. Les bons du Trésor peuvent être établis au porteur ou à votre nom. Vous pouvez souscrire et être remboursé partout, sans formalité.

rentables: Vous avez le choix entre des bons à 2 ans (6,75 % l'an) et des bons à intérêt progressif (9,75 % l'an durant 5 ans). Dans cette seconde catégorie, les bons émis au pair offrent les taux les plus attractifs.

BONS DU TRÉSOR À INTÉRÊT PROGRESSIF TAUX ACTUARIELS BRUTS (avant impôt)

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
Bons au pair (5 annuités au remboursement)	5,50 %	6,50 %	7,25 %	8,25 %	9,75 %
Bons en dessous du pair (2 annuités à l'émission, le solde au remboursement)	5,25 %	6,25 %	7 %	8 %	9,75 %

Bénéficiaire de la meilleure des garanties, celle de l'État, les BONS DU TRÉSOR sont toujours disponibles au bon moment et vous procurent un rendement intéressant.

ÉCONOMIE - AUTOMOBILE

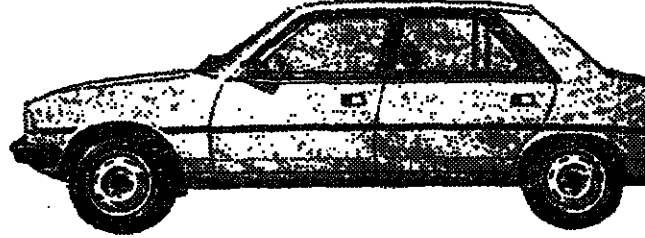
TRADITIONNELLE AVANT TOUT

PEUGEOT 305 : une sérieuse héritière

Durant un mois, sans trop de discrétion, mais aussi, semble-t-il, sans étonner grand monde, une vingtaine de voitures ont quitté, chaque matin, le centre de Nice, ont pris l'auto-école de l'Estérel, l'ont abandonnée pour taquiner les départementales qui serpentent du côté de Mougins et sont revenues le soir s'aligner dans un parking, après quelques heures d'essai, et tout aussi tranquillement qu'elles en étaient parties.

Personne, dans les embouteillages, n'a semblé les remarquer, sinon quelques « Peugeotistes », mieux placés que d'autres pour voir que la calandre de ces automobiles comporte en son milieu un lion héraudique.

La voiture a une silhouette familière, équilibrée, harmonieuse, pour tout dire européenne, très tuninoise, mais proche aussi, en plus petit bien sûr, des lignes de la 604. Cette voiture est la 305, la dernière née de Peugeot, et peut-être bien l'héritière à plus ou moins courte échéance de la 304 : une berline quatre portes, cinq places, à roues avant motrices et livrable en trois versions. Deux (GL et GR) comportent le moteur de 7 CV de la 304 (1 290 cm³), la troisième (SR) un groupe de 1 472 cm³, 8 CV donc, par réalisme du précédent. Les différences



d'équipement font le reste. On retiendra essentiellement le complet confort et les protections latérales de caisse par bandes plastiques noires de la SR, le modèle le plus luxueux.

Ce qui peut faire agréer supplémentaire de conduite — toit ouvrant, pare-brise feuilleté, lave-glaces électrique, lecteurs de cartes — viendra en sus, moyennant ce que l'on appelle les options, détestable habitude qui a la peau dure.

L'essentiel des qualités de ces 305 réside dans l'habitabilité et l'aisance de conduite : à peu près autant de place qu'en donnait la 404, et, sous réserve d'un volant non réglable et peut-être un peu trop haut placé, un confort qui n'est pas loin d'atteindre celui de voitures beaucoup plus luxueuses. Pas de ralenti dans le maintien, pas trop de bruit dans l'habitacle.

En bas régime remarquable revêtement humide — autom rail-on dire, — on note en grande vitesse une légère au glissement du train au affaire de pneumatiques mal

En résumé, l'ensemble ex gène, respire la sérieux ; l'original, avec pourtant, et ce d'être noté pour une Peugeot soupçon de gaieté dans l' ment intérieur.

La réputation de solidité tures de la firme sochalle prix raisonnables (entre : et 30 000 F suivant les modè sans les options), une rassurante, la 305 connaît une carrière honorabi marché pourtant déjà enco que vont attaquer également autres voitures françaises : puissance dans les mois

CLAUDE LAM

DIMENSIONS ET POND. Pâtiment 2,65 m. Longueur tout 4,23 m. Largeur 1,63 m. (GL et GR) ou 1,64 m. Largeur aux courbes, place 1,36 m. places arrière, 1,33 m. une coffre 484 dm³ Poids 1 225 kg (GL et GR), 1 400 kg (SR). Performances (usine), 0 à 100 km/h : 16,8 sec. pour GL et GR ; 19,9 sec. pour SR. 0 à 160 km/h : 10,0 sec. pour GL et GR ; 12,5 sec. pour SR. Vitesse max. : 177 km/h (GL), 153 km/h (SR).

En ce qui concerne les performances, il ne faut rien attendre de plus que celles qu'autorisent les 304 actuelles, et notamment la SLS. Les groupes moteurs sont les mêmes et l'augmentation de cylindres du modèle SR, si elle apporte souplesse, ne révèle guère, malgré des carrosseries moins lourdes, des résultats plus brillants.

La conduite des 305, sans surprise sur routes sèches, est servie par une boîte à quatre vitesses dont le troisième rapport permet des reprises

Les nouvelles BMW 320 et 520 : le six-cyl n'est pas la panacée

BMW vient de commercialiser trois nouveaux modèles, les 320, 520 et 528i. Ce dernier adopte un système d'allumage transistors ainsi que l'injection Bosch L-Jetronic sur le moteur de la 528, dont la carrière s'achève. Sa puissance passe à 177 ch DIN. Quant aux 320 et 520, elles conservent leur ancienne dénomination bien que le moteur de deux litres (2 111 cm³) ait été désarmé, mais un six-cylindres. Les 320i et 520i disparaissent du catalogue en attendant l'arrivée, au printemps prochain, de la 323i équipée d'un six-cylindres de 2 316 cm³ à injection.

A terme, la survie des 316 et 318 paraît menacée : la firme de Munich mise son avenir sur le développement d'une gamme exceptionnelle de six-cylindres. Et la volonté de conquérir le marché américain n'est pas étrangère à cette décision : au moment où les constructeurs d'outre-Atlantique redécouvrent les petits moteurs de quatre cylindres dans un sursaut d'économie, BMW présente des modèles compacts peu voraces mais aussi « confortables » que les plus grands.

Le nouveau moteur de deux litres est, en cet aspect, exemplaire. Simple, élastique et puissant, il est aussi dénué de vibrations et moins bruyant que le groupe qu'il remplace. La multiplication des cylindres est un facteur d'équilibre (le moteur ne cogne pas à bas régime) et de réduction du bruit (chaque cylindre donne une explosion moins forte). Mais est-ce bien la panacée?

Lorsque Lancia a présenté la Gamma, le gros quatre-cylindres à plat de 2,5 litres a étonné les techniciens : il se révèle aussi souple, sinon plus que ses concurrents (21,2 mkg à 3 000 tours-minute, contre 21,2 mkg à 4 000 pour la B.M.W.-525 et 20 mkg à 3 500 pour la Mercedes-250). Et, dans une cylindrée plus basse, le quatre-cylindres de l'Alfa-Roma-2000

présente lui aussi des caractéristiques supérieures à celles du groupe B.M.W. : courbes de couple progressives, mais l'effort par le moteur italien important (118,8 mkg-cv à 3 000 tr-min ; 17,2 mkg à 15,7 à 3 000 tr-min et 1 contre 16,3 à 4 000 tr-min acouplées, c'est-à-dire la lité d'obtenir de bonnes performances à bas régime — par conséquent « confort » de conduite, donc pas l'apanage des si dres. Il n'en reste pas mo les nouvelles 320 et 520 se rgent de la vingtaine de actuellement sur le marie qualités intrinsèques moteur : une montée en immédiate et régulière, le tion des vibrations per et la réduction du niveau

Les qualités de la le Monde du 16 juillet l celles de la série 5 sont c i : faut toutefois noter changement de moteur e tout perceptible sur la 32 la puissance a progressé de Son comportement s'ap déformés à celui de l'ar 320i, d'autant plus que le poussoir et l'amortisse réte renforcés. Mais la 520, de son poids, utilise moins grement : ses 122 ch DIN deux-portes Elle rappelle tant la 20i et supporte la la comparaison avec nos

MICHEL BERN

* Prix : 320, 44 300 F ; 520, 5

Il y a des décisions qui supposent des informations difficiles à obtenir. Même de votre ordinateur.

Une décision, c'est un choix. Et dans un choix, il y a deux facteurs fondamentaux :

- la connaissance des faits,
- la connaissance des conséquences des différentes hypothèses que l'on peut construire à partir de ces faits.

Bien souvent, pour des raisons de délai ou de manque d'informations « actualisées », le premier point n'est qu'incomplètement satisfait. Quant au second, il relève encore pour beaucoup de l'art divinatoire.

Votre service informatique n'est pas en cause. Même s'il dispose d'un outil puissant. Car l'ordinateur de votre société est programmé pour des tâches précises qui répondent aux besoins de gestion courante. Et à ceux-là seuls. Souvent à plein temps.

Toute décision qui regarde un changement, une innovation suppose une exploration de l'information, une étude d'hypothèse pour lesquelles il faudrait établir des programmes nouveaux. Vous savez que cela ne se fait pas du jour au lendemain. Or, la conjoncture n'est pas toujours patiente.

C'est pour cela que l'IBM a conçu pour vous son Service Bureau et réalisé une bibliothèque de programmes qui répondent à des milliers de cas de figures.

Un terminal sur votre bureau et une ligne téléphonique vous en ouvrent l'accès. En quelques minutes, vous obtenez, sous une forme concise et claire, la réponse à la question qui vous préoccupe.

Les ordinateurs du Service Bureau IBM sont capables de calculs les plus complexes. Des traitements les plus sophistiqués. Ils travaillent sur vos fichiers, en dépôt chez nous. Ou sur une copie de ceux-ci. Ou sur des fichiers spéciaux constitués pour les besoins de la cause. Tout est possible.

Le terminal que le Service Bureau vous installe est simple à utiliser. Et c'est vous qui l'utilisez. C'est un terminal machine à écrire ou un écran à clavier. La question et la réponse sont formulées en langage clair. Le système peut même vous répondre par un graphique ou un histogramme.

Ainsi le Service Bureau IBM vient-il compléter utilement et économiquement votre propre informatique. Pour des tâches auxquelles elle ne peut pas faire face. C'est son second souffle.

Enfin pour ceux qui n'ont pas encore d'ordinateur, le Service Bureau permet un apprentissage en « douceur ».

Quelques exemples d'apports du Service Bureau.

Après d'un Directeur Financier :
- Aider à réduire les frais financiers.
- Révéler les faits qui modifient la rentabilité d'un investissement.
- Obtenir quelques jours plus tôt les résultats consolidés des activités.

Après d'un Contrôleur de Gestion, responsable des Plans :
- Refaire le plan.
- Tester toutes les hypothèses d'un plan et mesurer les écarts.

Après d'un Responsable de la trésorerie :
- Contrôler les frais financiers à court terme.
- Établir un bon écart.
- Connaître les en-cours de crédit.

Après d'un Directeur Commercial :
- Bien connaître le portefeuille des affaires en cours.
- Exploiter l'historique des ventes. En dégager les tendances et en suivre la réalisation.

Après d'un Chef de Produit :
- Connaître rapidement le revenu.
- Analyser les résultats par succursale, par région, etc. pour réagir aussitôt.

Après d'un Directeur du Personnel :
- Calculer instantanément l'impact financier d'une modification de la politique des salaires.
- Tenir à jour un état permanent des postes disponibles.
- Faire des graphiques, des statistiques, etc.

IBM Service Bureau.

Quand vous n'avez pas le temps d'attendre pour décider.

Pour tout renseignement, contactez M. Lopez au 697.62.00 ou écrivez-lui, IBM Service Bureau, 116, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly.

مَكْزَا مِنْ الْأَمَلِ

Sur l'Autoroute
vous réduisez le risque
de vos freins.

Autoroute de l'Est

consacrez votre temps aux affaires, pas au transport.

Tout le monde le dit : "Le temps c'est de l'argent" surtout dans le monde des affaires. C'est pour cette raison qu'un si grand nombre d'entre vous choisissent de voler avec nous vers Koweït, le Golfe Persique, l'Iran, les Indes, le Pakistan ou partout au Moyen-Orient. KOWEIT AIRWAYS, c'est la rapidité et la régularité : vols non-stop PARIS-KOWEIT, aménagement des horaires, tout a été fait pour ne pas perdre une minute d'un temps précieux. KOWEIT AIRWAYS, c'est aussi le confort d'une grande ligne internationale, cinéma, stéréo individuelle.

Quand il s'agit de relier au plus vite les principaux centres d'affaires du monde, prenez KOWEIT AIRWAYS.

KUWAIT AIRWAYS
la voie la plus rapide pour le Koweït

PARIS : 6, rue de la Paix, 75002 Paris - Tél. : 261.24.25 / 261.62.82 / 261.12.03

Strasbourg
à 4 heures de Paris

Autoroute de l'Est

COMMENT TRAITER UN V.I.P.

Il vient à son Club (fermé, discret, raffiné dans le moindre détail) savourer deux heures de charme et de détente. Comme on savourer un plaisir un peu secret.

Il l'a choisi pour son adresse, son ambiance feutrée et ses installations uniques à Paris. Son linge et sa cabine y sont personnels. Tout comme le salon-bain où l'accueille l'une des douze ravissantes jeunes femmes, venues de tous les coins du monde.

En plus de leur beauté, elles ont un point commun : l'art de pratiquer la douceur dans les nuances. Soins, hammam, soins esthétiques complèteront sa détente.

Cet homme est un V.I.P. Une "Very Important Person" à qui l'on rend pendant deux heures l'hommage qui lui est dû. Une sensation rare.

RELAX CENTER
261.27.25 - 261.27.97
6, rue de la Paix - 75002 Paris

Sur l'Autoroute
vous courez moins le risque
d'avoir un accident.

Autoroute de l'Est

ÉCONOMIE

TIERS-MONDE

Une dernière chance d'éviter un affrontement Nord-Sud : les négociations de la CNUCED

Une session au niveau des plénipotentiaires de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est ouverte le 7 novembre à Genève, pour quatre semaines environ. Cette réunion n'a pas suscité la moindre attention, à l'Ouest notamment. Pourtant les conséquences de l'actuelle session au Nord ont été publiées et décidées en mai 1976, à Nairobi, par la quatrième CNUCED en vue de dégrader les possibilités d'un accord sur la

création d'un fonds commun pour la stabilisation des cours des matières premières. Quant d'être considérables. De ses résultats, en effet, va dépendre le climat dans lequel s'aventureront les relations entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement à partir de septembre 1978, lors de la septième session spéciale des Nations unies, devant alors rechercher ensemble l'instauration d'un ordre économique mondial.

Pour combler le fossé qui s'est élargi sans cesse entre elles et les pays industrialisés et pour sortir de leur situation les nations les plus pauvres, la majorité du "groupe des 77" (qui sont en réalité 115) ne croit plus, en effet, aux vertus d'une aide au développement que l'incapacité des pays industrialisés de remplir leurs engagements rend radicalement insuffisante. Elles ne croient plus leur espoir désormais que dans un changement total du système commercial actuel qui ne joue pratiquement qu'en faveur des pays industrialisés. Ceux-ci ne sont-ils pas les maîtres, dans une large mesure, du prix des produits de base, dont ils sont les grands consommateurs et dont ils ont intérêt à maintenir le coût au niveau le plus bas possible ? Il apparaît donc indispensable aux pays en développement, qui déboursent de plus en plus pour les produits fabriqués et l'équipement dont ils ont un pressant besoin, que les prix des produits de base, constituant le seul revenu de beaucoup d'entre eux et la principale ressource des autres, soient stables et rémunérateurs. Il leur apparaît aussi juste et nécessaire de participer à la fixation de ces prix, et de leur côté, ils réclament avec un acharnement croissant un programme intégré de produits de base, dont la mise en œuvre serait un fonds de stabilisation largement subventionné par tous les États et

les institutions internationales de développement. Mais il est évident qu'un tel programme constituerait une véritable révolution. Il substituerait à la loi du marché, favorable aux plus forts — les pays industrialisés — un système de planification et de participation qui effrayerait au plus haut point ces pays développés, dont la libre concurrence a précédemment fondé la prospérité. Ce qui explique le refus obstiné opposé par les États-Unis, le Japon et l'Allemagne fédérale — les trois plus grands commerçants du monde — et quelques autres Occidentaux, à la demande des 77 de mettre immédiatement sur pied un fonds commun : à Nairobi d'abord, en mai 1976, lors de la quatrième CNUCED ; à Genève ensuite, lors de l'exploration par les experts de la CNUCED des possibilités d'ouvrir une négociation à ce sujet, exploration à laquelle les États-Unis avaient finalement consenti à Nairobi.

L'avènement du président Carter, apparemment mieux disposé en faveur des pays du tiers-monde, a permis toutefois que, lors de la dernière session du dialogue Nord-Sud à Paris, en mai-juin dernier, les États-Unis laissent les Français, enfin, pas contre des votes à l'ONU — un pays, un vote — pour les pays industrialisés d'un droit de veto, notamment pour les emprunts sur le marché international.

Deux projets inconciliables

Les hauts fonctionnaires sont en train actuellement de mesurer le fossé qui sépare l'acceptation, d'un principe de celle de mesures concrètes. La session de la CNUCED de deux projets : celui du "groupe B" (les pays industrialisés) et celui du "groupe A" (les pays en développement). Des maintenaient, ceux-ci apparaissent dans une large mesure, inconciliables, tant par leur inspiration que par les structures qu'ils proposent.

Le projet d'accord déposé le 8 novembre par les pays en développement, prévoit la création d'un fonds commun international de stabilisation des matières premières, doté de 6 milliards de dollars, financé par tous les pays membres de la CNUCED en fonction de leurs moyens. Ce fonds serait à la fois le moteur et la source essentielle de financement du "programme intégré" d'accords internationaux régissant le commerce et les prix des principaux produits de base. De la sorte les pays en développement participeraient, sur un pied d'égalité avec les pays industrialisés, à la gestion planifiée du commerce international des produits de base, de façon à assurer à ceux-ci un cours stable et rémunérateur.

Le "groupe B" des pays industrialisés a donc présenté dès le 7 novembre un projet de fonds commun beaucoup plus modeste, qui met l'accent sur trois points. Le premier prévoit que le fonds ne régira que les stocks régulés de produits de base ayant déjà fait l'objet d'un accord international. Or, jusqu'à ce jour, seul l'étain a fait l'objet d'un tel accord. Un autre accord est bien intervenu le 7 octobre dernier, sur le sucre, mais il n'entre en application qu'en 1978, et les Neuf ont décidé, pour le moment, de s'en tenir à l'écart.

Le second point est relatif aux ressources du fonds commun, qui devra fonctionner comme un "pool", c'est-à-dire comme un mécanisme de compensation de recettes et dépenses des stocks régulés des produits lorsqu'ils auront fait l'objet — mais quand ? — d'un accord international de stabilisation. Le pool n'aurait donc pas de ressources propres. Chaque organisme gérant un accord de stabilisation d'une ma-

tière première verserait au fonds commun 75 % des ressources nécessaires à la création du stock régulateur. Chacun de ces organismes pourrait retirer du fonds les sommes versées, plus un droit de tirage pouvant atteindre 25 % des ressources définies plus haut. Ainsi le fonds commun ne pourrait faire utilement pour la régulation des cours des matières premières qui ne feraient pas l'objet d'accords internationaux de stabilisation ou pour lesquels ces accords ne prévoient pas de stocks régulés.

En ce qui concerne la gestion du fonds enfin, les Occidentaux sont en faveur d'une formule de vote, comme au Fonds monétaire international (F.M.I.), selon le critère "one dollar, one vote", tandis que les pays en développement sont pour le critère d'une voix par pays.

Bref, le fonds commun que proposent les Occidentaux aurait des

proportions extrêmement faibles. Il ne servirait qu'à couvrir les accords par produit et ne serait donc pas le produit d'un accord global, ce fonds ne servirait qu'à couvrir les accords par produit et ne serait donc pas le produit d'un accord global, ce fonds ne servirait qu'à couvrir les accords par produit et ne serait donc pas le produit d'un accord global.

Il s'agit en somme d'un projet modeste et pragmatique qui pourrait toutefois servir la base du volontarisme que les Français, qui sont favorables à l'ouverture, dans le fonds commun à créer, d'un deuxième volet pour des mesures de planification et d'amélioration de certains produits de base. Selon eux, toutefois, ce projet ne pourrait être affecté au commun, devraient provenir uniquement de contributions volontaires. Les Français, enfin, pas contre des votes à l'ONU — un pays, un vote — pour les pays industrialisés d'un droit de veto, notamment pour les emprunts sur le marché international.

Bref, la France, bien qu'elle n'ait pas sur le fonds or des vues aussi généreuses et oisées que celles des pays en développement, n'est pas, elle non plus, la joueuse à Nairobi. M. Fourcade préconise le "fonds-perpétuité" à l'issue d'un accord de stocks régulés de cinq ou six produits de base pour assurer la stabilité de la Banque mondiale. L'esprit de compromis des Français est donc très présent dans les dispositions très équilibrées de la dernière session de Genève d'aboutir peut-être à un accord malgré les optimistes tenus par le chef de délégation américaine, M. Wendt, conformément à ses conditions bien ardues et la part du temps démenties par la réalité. A Genève, en tout cas, le pessimisme est déjà général à l'issue des travaux de la session.

JEAN SCHWOB

Réservation : 225.99.06

IRAN AIR
Only Sud

PARIS-TEHERAN.
SANS ESCALE

BOEING 747 SP : Mardi - Samedi 9 h 15
Mercredi - Dimanche 15 h 45

BOEING 747 : Vendredi 15 h 45

BOEING 707 : Lundi 15 h 45

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Industries Légères

SOCIÉTÉ NATIONALE DES SEMOULIÈRES
MEUNERIES, FABRIQUES DE PÂTES ALIMENTAIRES ET COUSCOUS

6, BOULEVARD ZIROUT-YOUCER, ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La S.N. SEMPAC lance un avis d'appel d'offres international en vue de la réalisation « produits en main » de trois (3) unités d'aliments infantiles.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer, à compter du 15 octobre 1977, le cahier des charges contre la somme de 200 D.A. à la S.N. SEMPAC, DIRECTION DE DÉVELOPPEMENT, 26, rue Ayache Mohamed (ex-rue de Suez), à BELCOURT ALGER.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires et références doivent parvenir sous double enveloppe et pli cacheté portant la mention : « APPEL D'OFFRES UNITÉS D'ALIMENTS INFANTILES SOUMISSION A NE PAS OUVRIR ».

La date de dépôt des offres est fixée au jeudi 30 janvier 1978, délai de rigueur.

Le Monde
dossiers et documents

PUBLIE

LE DOSSIER DES NATIONALISATIONS

Les faits
Les projets
Le débat

10 F. EN VENTE PARTOUT

LES MARCHÉS FINANCIERS

LONDRES

10 NOVEMBRE

Tableau des marchés financiers (cours, variations, etc.)

مكتبة من الأصل

UN JOUR
DANS LE MONDE

2. **IBÉES**
— REVUE DES REVUES : « Fiction et politique », par Yves Florenne.
3. **ETRANGER**
— Le dialogue entre M. Begin et le président Sadate.
- 4 à 6. **AFRIQUE**
— Le conflit du Sahara occidental.
6. **ASIE**
- 6-7. **AMÉRIQUES**
- 8-9. **EUROPE**
— R.F.A. : le suicide d'Ingrid Schubert.
— Des représentants de la gauche européenne affirment qu'il faut transformer le marxisme.
10. **RELATIONS INTERNATIONALES**
— Les villes jumelées entre la Libye et la démocratie locale.
- 11-12. **POLITIQUE**
— La préparation des élections législatives.
13. **SOCIÉTÉ**
— La R.P.R. propose un « pacte scolaire » entre les Français.
14. **JEUNESSE**
— Le congrès de la Fédération des maisons de jeunes.
15. **JUSTICE**
— Le congrès du Syndicat des avocats de France et l'affaire Croissant.
16. **MÉDECINE**
— L'Élysée et la politique de santé.
17. **SPORTS**
— FOOTBALL : à la veille du match contre la Belgique ; le soccer aux États-Unis.
19. **LE MONDE D'ENVOI**

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- (PAGES 21 à 24)
- La stratégie industrielle de la France.
 - La guerre du croissant.
 - Un pays socialiste devant la crise : la Belgique.
 - La rouille congolaise n'est pas encore pour demain.
 - Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

- 25 à 27. **CULTURE**
— MUSIQUE : Hans Ziser, témoin subit.
— CINÉMA : Nos sommets des Jours grises en Israël, d'Igal Niddan.
28. **EXPOSITIONS**
— André Maurois à la Bibliothèque nationale ; la collection Paul-Marmontin.
37. **RÉGIONS**
— EN ÎLE-DE-FRANCE : les commissions d'aménagement à travers l'exemple de celle du 19^e. — ÉNERGIE : comment faire la soudure ?
- 38 à 44. **ÉCONOMIE SOCIALE**
— La lutte contre la hausse des prix.
— TIERS-MONDE : les négociations de la CNUCED.
— AUTOMOBILE : la Peugeot 305 et les nouvelles BMW 320 et 520.
— COMMERCE EXTÉRIEUR : « Chine » quand la France se réveille, un point de vue de J. Brunon.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (28)
— Annuaire électricité (30 à 35) ;
— Aujourd'hui (38) ; Carat (118) ;
— Journal officiel (128) ; Météorologie (128) ; Mots croisés (128) ;
— Bourse (45).

Le numéro du « Monde » daté 13-14 novembre 1977 a été tiré à 483 871 exemplaires.

parlez ANGLAIS...
ALLEMAND ITALIEN ESPAGNOL ARABE RUSSO JAPONAIS.

LOGOS international
centre privé de formation

4, villa Orsano 75018
PARIS Tél. : 255.09.05
TOURS 80.98.82 NANTES 47.70.90
ORLÉANS 62.21.30 MONTPELLIER 47.87.87

A B C D E F G

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

La montée du chômage s'est ralentie en octobre

« Coup de frein à la progression du chômage », comme l'a affirmé M. Christian Benilac, ministre du travail, en commentant, dimanche 13 novembre, les statistiques de l'emploi pour le mois d'octobre ? Apparemment, oui : en données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandes est passé de 1 157 700 en septembre à 1 100 000 en octobre, soit une baisse de 5 %, plus forte que celle enregistrée à la même époque en 1976 (941 200 en septembre, 935 400 en octobre).

En données observées, le nombre des demandes a continué d'augmenter : 1 205 758 en octobre (chiffre jamais atteint) contre 1 175 100 en septembre, mais cette hausse de 2,5 % est sensiblement moins importante que celle enregistrée l'an dernier à la même époque (1 025 300 en octobre contre 941 200 en septembre, soit 7,3 %).

De même, en un an, l'augmentation qui était ces derniers mois de l'ordre de 25 % n'est plus que de 17,6 % (par rapport à octobre 1976). Enfin, le nombre des demandes placées ou annulées en cours de mois n'a jamais été aussi élevé : 245 000 au lieu de 228 800 en septembre (+ 8 %) et 213 700 en octobre (+ 14,6 %).

M. Christian Benilac s'est « réjoui de cette tendance à la baisse du chômage ». Divers signes incitent cependant à éviter un excès d'optimisme. En premier lieu, le nombre des demandes qui se sont inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) en octobre, après avoir été licenciées pour raisons économiques, est resté stable : 29 300 (c'était le « record ») en septembre. En second lieu, le total des offres d'emploi a diminué : en données corrigées des variations saisonnières, elles sont passées de 113 000 en septembre à 108 800 en octobre et, en données brutes, de 122 000 en septembre, 109 000 en octobre. Certes, cela avait été, l'an dernier, à un phénomène compensable. Mais, depuis, la loi du

3 juillet 1977, en faveur de l'embauche des jeunes de moins de vingt-cinq ans, ainsi que les appels répétés et conjugués du gouvernement du C.N.P.F. et des chambres de commerce et d'industrie, à l'adresse des chefs d'entreprise, auraient déjà dû être perçus. Or, même si l'on sait pertinemment que les employeurs ne s'adressent pas forcément à l'A.N.P.E. pour recruter du personnel, cette baisse des offres est surprenante. En fait, l'explication qui semble prévaloir, est à chercher dans la loi du 3 juillet.

Il apparaît, en effet, que le nombre d'employeurs ont transmis leurs intentions d'embauches fermées ou simples stages pratiques en entreprise. Si une telle hypothèse se confirmait, les dispositions légales prises en faveur des jeunes se retourneraient, en quelque sorte, contre eux.

Les jeunes, toujours : deux catégories d'entre eux vont, au cours des prochains mois, disparaître des statistiques du ministère du travail. Il s'agit des jeunes en attente d'incorporation dans un délai de six mois et de ceux qui sont en attente d'un emploi assuré, qui ont notamment réussi à un concours dans la fonction publique.

Un rapport de l'inspection générale des affaires sociales, en date du 3 novembre, a en effet estimé que ces jeunes — de même que les demandeurs qui ont subi avec succès les épreuves de sélection à un stage de formation professionnelle — ne sont plus à la recherche d'un emploi « stable et durable », et qu'ils doivent en conséquence passer dans les fichiers de l'A.N.P.E. de la catégorie 1 à la catégorie 3.

La catégorie 3 comprend les personnes intéressées par un travail temporaire ou saisonnier. Dans les chiffres publiés chaque mois par le ministère du travail n'apparaît qu'un chiffre : 1. Ainsi, en septembre par exemple, 338 000 nouveaux demandeurs ont été inscrits dans cette catégorie 1 ; mais, au total, 380 600 ont été transférés par l'A.N.P.E. des 42 600 personnes « supplémentaires » (catégories 2 à 5) étaient à la recherche d'un emploi à temps partiel, d'un travail temporaire, ou bien n'étaient pas disponibles immédiatement, ou encore cherchaient à changer d'emploi.

Le passage par les jeunes concernés par la note de l'inspection générale des affaires sociales, de la catégorie 1 à 3 ne doit pas leur ôter le bénéfice de prestations sociales ou d'assurances-chômage. Mais il vient à point pour fortifier encore la « tendance à la baisse du chômage » dont parle le ministre du travail.

En Thaïlande

LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE
RÉPOND FAVORABLEMENT
À L'OFFRE CAMBODGIENNE
D'ENGAGER
DES CONVERSATIONS

Le nouveau premier ministre thaïlandais, le général Kriangsak Chamanand, occupera également le poste de ministre de l'intérieur, à compter du dimanche 13 novembre la radio officielle. Il sera, à ce ministère, assisté de trois adjoints, le général Prem Tinsulanond, M.M. Damri Noinmanee et Channong Thapadit. Trois vice-premiers ministres ont aussi été nommés : il s'agit de l'ancien commandant de l'armée de terre et vice-premier ministre du gouvernement provisoire, le général Boonchai Ban-rungphong, de M. Sunthorn Hongladarum, ancien secrétaire général de l'OTASE, et de M. Som-pet Hontai. M. Udomsak Pecharintakorn conserve son portefeuille des affaires étrangères ; il en est de même pour M. Suphat Suthatham, ministre des finances. Enfin, le général Lek Niammalas devient ministre de la défense. D'autre part, le général Kriangsak a annoncé samedi qu'il projetait d'inviter à Bangkok une délégation vietnamienne pour discuter de l'amélioration des relations entre les deux pays. Il s'est déclaré optimiste quant aux rapports que son gouvernement peut entretenir avec ses voisins communistes du Laos et du Cambodge. Il a aussi commenté favorablement l'invitation cambodgienne à la réunion du Comité Radio-Phnom-Penh — d'engager des discussions à Vientiane pour rétablir des relations bilatérales interrompues depuis plus d'un an par des incidents frontaliers.

Exposition de 500 modèles de pianos et orgues sélectionnés parmi les meilleures marques mondiales.

Piano center
PIANOS
Paris-Ouest les Champs de l'Étoile
92250 LA GARENNE
Tél. 242.26.30 et 782.75.67
PIANOS-ORGUES
Paris-Est 122-124, rue de Paris
93100 MONTREUIL
Tél. 857.63.33

GRIFFSOLDE
DEGRIFFE LES GRANDS
DU PRÊT-A-PORTER

les collections
plein hiver!

les boutiques
Griffsolde

POUR ELLE
3, rue de la Plaine / Nation
1, rue de la Plaine / Nation
2, rue de la Plaine / Nation
POUR LUI
3, rue de la Plaine / Nation
3, bd Montmartre / Montmartre

ouvert le lundi après-midi

M. RAYMOND BARRE
EN HAUTE-SAVOIE
LE MARDI 22 NOVEMBRE

L'Association pour la démocratie, animée par M. Michel Bassi, ancien porte-parole adjoint de l'Élysée, a invité la population des trois communes formant le district rural de Cruesilles (Haute-Savoie) à participer, mardi soir 22 novembre, à un débat qui sera présidé par M. Raymond Barre.

Le district rural de Cruesilles est présidé par M. Bernard Pellarin (P.R.), maire de la localité, conseiller régional et député de Haute-Savoie.

UN CONCERT
DE MAXIME LE FORESTIER
ANNULÉ À MULHOUSE

Le comité des fêtes de la ville de Mulhouse — dont le maire est M. Emile Muller, député du Haut-Rhin (R.F.) — a annoncé la présidence de la République — a annulé le concert qui devait donner le 11 novembre le chanteur Maxime Le Forestier. Les organisateurs refusaient l'installation dans la salle d'un kiosque où devait être vendus des journaux écologistes et antinuclearistes. « Ce kiosque », a dit Maxime Le Forestier, fait partie intégrante de mon spectacle, et les journaux qui y sont vendus sont également un prolongement de mes chansons. Le chanteur a précisé que Mulhouse était la seule des trente-sept villes de sa tournée à avoir refusé ce kiosque.

NOUVELLES BRÈVES

● M. Agostinho Neto, président de la République populaire d'Angola a reçu, dimanche 13 novembre, à Luanda, le Prix Lénine de la paix, a annoncé l'agence Tass. Cette récompense lui a été remise par M. Tabsev, membre du comité central du parti communiste d'Union soviétique. — (A.F.P.)

● Arrestation de « l'homme à la R.S. ». — L'homme qui avait pris en otages deux jeunes gens, vendredi 11 novembre, pour se faire connaître de Saint-Germain-Maurice (Loire) à Lamartine (Ardèche), où il avait relâché ses otages avant de continuer sa route à bord de leur voiture, n'est pas le même. Le Miroir du 13-14 novembre n'était pas Pierre Comby, comme on l'avait dit d'après le témoignage du propriétaire du véhicule M. de Moëgne. Il s'agit de M. Robert Richel, âgé de trente-trois ans, originaire d'Amilly (Haute-Savoie) qui venait de faire deux ans de prison. Il a été arrêté samedi après-midi 12 novembre à Braponcel (Isère), une station de sports d'hiver.

Tempête dans l'Ouest de l'Europe

Dix morts, douze disparus

Les tempêtes qui ont eu lieu pendant le week-end du 11 novembre, dans l'ouest de l'Europe, ont causé la mort d'au moins dix personnes, parmi lesquelles six Britanniques.

Douze autres personnes, dont un ressortissant du Royaume-Uni, sont portées disparues. Il n'y a pratiquement aucune chance de les retrouver vivantes. Le vent et la pluie ont provoqué d'importants dégâts dans les localités côtières de Grande-Bretagne, et le trafic maritime des passagers sur la Manche a été interrompu en raison du mauvais temps.

Le port de Douvres a été fermé à la navigation, samedi 12 novembre, et le trafic portuaire a été fortement perturbé au Havre. Les sauveteurs du CROSSMA (Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage en Manche) ont été sollicités à de nombreuses reprises par des navires ou des bâtiments de plaisance en détresse. Les services météorologiques ne prévoient pas d'amélioration avant le mardi 15 novembre.

Parallèlement aux drames de la mer, notons l'échouage du Lady Bird sur les rochers de Fécamp. Le corps d'un des occupants, Mlle Claudine Gournet, âgée de vingt-deux ans, domiciliée à Reims, a été retrouvé, mais les cinq autres sont portés disparus.

Il s'agit de M. Jean-Yves Monnier, skipper, âgé de vingt-deux ans ; Jean-Luc Aubier, âgé de vingt-six ans, et de Yann Cellier, âgé de trente ans. Un ketch de 5 mètres a également chaviré, dans la soirée de

samedi, à la sortie de Ouiset (Calvados), causant la mort d'équipier. Un autre est porté disparu. Au large de Cumburg, à volants ont sombré, mais le 4 occupants ont pu être secourus par un Zodiac des pompiers. Treize personnes rescapées. L'épave de leur ketch, acier de 17 mètres, l'Alpe, large du cap d'Antifer, par cargo inconnu qui a posé sur la route, ont été repêchés le 12 novembre au Havre, après avoir été secourus par le cargo Dragon, faisant route vers Southampton. C'est lors de manœuvre d'embarquement naufragés à son bord M. Guilhem Cocher, trente et ans, marié, père de deux enfants, demeurant au Plessis-Robin (Haute-de-Seine), est tombé à mer. Son corps n'a pas été retrouvé.

Un voilier de Saint-Briac (Côtes-du-Nord), le Phyllos perdu son skipper aux rochers de Douvres, au sud de Jersey. L'identité n'est pas encore connue. Un voilier qui se rendait à Anvers (Belgique) a été perdu au large de la rade de Brest. Il s'agit de M. Jean-Pierre Joron, vingt ans, originaire de la région lyonnaise. Dimanche, les débris du voilier, du type Sauria, 12 ont été retrouvés au pied du de Carbert (Manche). La même nuit, le voilier a été repêché. Il s'agit de Michel Sumet, 26 ans ; Georges Blandin, vingt-deux ans, et Jean-Claude Joloz, vingt-quatre ans, de Chaville (Haute-de-Seine).

« Une certaine présomption... »

A qui la faute ? Aux « plaisanciers » eux-mêmes, victimes de leur propre imprudence, de leur inexpérience ou, simplement, de leur incapacité à se priver d'un plaisir trop attendu ? A la fatalité ?

Ce n'est pas du côté des sauveteurs que l'on trouvera à ces questions les réponses que certains, déjà, seraient prêts à donner. Dans les centres régionaux d'opérations de sauvetage et de secours (CROSS) des côtes de la Manche, qui luttent à l'ouvrage durant la fin de semaine, on se veut nuancé.

« Bien sûr, dit-on au CROSS Gris-Nez, on peut imaginer que les plaisanciers qui viennent ici veulent absolument profiter du peu de temps de liberté qu'ils ont et sortir à tout prix. Mais pour la seule affaire grave qui nous a concernés, celle du Lady Bird (qui a sans doute manqué l'entrée du port de Fécamp), ce bateau était tout à fait en état de naviger avec un moniteur à bord. Et quand il a pris la mer, le 11, pour Newhaven, le temps n'était pas encore gâté. Après, il ont dû vouloir revenir, et ce fut leur perte... »

D'une façon plus générale, on ex-

plique les événements et les heures par une « conjonction ». « Il est sûr que cette tempête, survenue à une période où nous ne pouvions l'attendre, a aussi qu'elle était annoncée par des prévisions très explicites de météo. Il ne peut donc pas y avoir d'exception à la règle. Mais, si l'on considère que cette tempête coïncidait avec un « pont », qui se situe lui-même à celui de Toussaint, et en une fin de « saison » exceptionnelle. Ainsi, beaucoup de plaisanciers n'avaient pas sarmé leurs bateaux, et ceux qui l'avaient fait en l'avalant, à une époque où normalement on ne peut... »

Alors on parle d'une « certaine présomption » qui a pu conduire quelques-uns à se laisser aller à s'intéresser à la météo, soit à estimer leurs propres capacités. Pour autant, ces sauveteurs ne veulent pas « jeter la pierre » aux plaisanciers, mais les encourager, comme partout, quel que soit le lieu, à être expérimentés et sages à néophytes.

Sud Mer Rouge
Cinq sauvages et inhabituels, faibles abruptes, univers sous-marins fabuleux : découvrez le golfe de Tadjourah dans notre Tréma. 11 jours... 4.850 F... 8 à 12 participants.

EXPLORATOR
16 place de la Madeleine
75008 Paris — Tél. 266 66 24

A partir
d'aujourd'hui
15 novembre
**PNEUS
A CRAMPONS
AUTORISÉS**

Tous les pneus à crampons déjà en service l'année dernière restent autorisés ; la vitesse reste limitée à 90 km/h ; le port du disque reste obligatoire comme signe de sécurité à l'égard des autres usagers. Au-dessus de 3,5 T de poids total en charge, seuls les transports en commun sont autorisés avec pneus à crampons, sans dérogations à demander à la Préfecture. Les professionnels de l'automobile et des pneus sont les seuls concernés par la limitation du diamètre de tête des crampons.

Chaînes à crampons
Ces accessoires, introduits dans les équipements de sécurité hivernale en 1975, sont destinés exclusivement à un usage sur neige et glace. Ils n'offrent pas la sécurité permanente et préventive des pneus à clous. Ils sont donc réservés aux usagers qui rencontrent ou peuvent rencontrer, la neige ou le verglas de manière occasionnelle.

communiqués
par le Groupement Français
des pneumatiques cramponnés



Nicoll aime les femmes
et « étoffe » ses rayons pour leur plaisir. En accompagnant leur mari, elles choisiront dans la sélection Nicoll des modèles ravissants pour vivre la mode à deux. Nicoll for ladies too.

NICOLL
la tradition anglaise
29, RUE TRONCHET, PARIS 8

La renouveau de la rencontre

Le président égyptien initié...
du... de son initiative, qu...

LE CAIRE :
Le rais a un sacré courage

Le rais a un sacré courage...
Le rais a un sacré courage...
Le rais a un sacré courage...

Le mal français : m

Le mal français : m...
Le mal français : m...
Le mal français : m...

FERNAND DE L'INTOXICA
Le vaccin...
Les vaccins...
et mé...
dang...